TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11 688 — VENDREDI 27 AOUT 1982

L'IRAK A BOMBARDÉ A NOUVEAU LE TERMINAL PÉTROLIER IRANIEN DE KHARG

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 70 p ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 53 d.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Begin à l'heure du choix

Et maintenant ? Alors que l'évacuation des combattants de l'O.L.P. de Beyrouth se déroule sans incident notable jusqu'à présent, la question doit être posée à Jérusalem. Que vont faire les dirigeants israéliens de leur victoire militaire chèrement acquise ?

A court terme, c'est au Liban que se posent pour M. Begin les problèmes les plus épineux. Une fois Beyrouth-Ouest évacuée, les dirigeants de Jérusalem vont en effet être tentés de résoudre par la force une autre question militaire : la présence, dans le nord du Liban, de plusieurs milliers de combattants palestiniens et celle des troupes syriennes encore stationnées dans le pays. Les prétextes ne manqueront pas pour relancer les combats — M. Sharon tient en particulier une liste méticuleuse des incidents qui ont lieu dans la Bekaa, — mais il est probable que si Israël réglait lui-même ce problème par la force, la crédibilité déjà faible du nouveau président libanais, de M. Bechir Gemayel, ne s'en relèverait pas. A moins que le nouveau président de la République libanaise — qui n'entrera en fonctions que le 23 septembre — ne procède à un renversement des alliances et ne tente d'arriver seul à un accord avec Damas.

La seule solution valable pour Jérusalem consisterait en une négociation avec Damas ; elle ne devrait pas être impossible à mener à bien, les troupes syriennes ayant déjà fait la douloureuse expérience de l'efficacité de l'armée israélienne. On ne voit pas, d'autre part, l'intérêt que Jérusalem pourrait avoir à chercher à humilier systématiquement un protégé de l'Union soviétique et à contraindre celle-ci à prendre en compte le traité d'assistance qui la lie à Damas.

L'influence américaine sera sans doute déterminante dans cette phase des événements. De ce point de vue, les discussions que va avoir M. Sharon à Washington sont importantes, et il dépend de la fermeté de M. Reagan que les combats reprennent ou qu'une négociation s'ouvre pour un retrait mutuel et simultané des troupes syriennes et israéliennes du Liban. Quitte à ce que soit mise au point, dans le même temps, cette force tampon neutre et crédible à laquelle M. Mitterrand avait fait allusion dans son intervention télévisée et dont le but serait de garantir la sécurité d'Israël sur sa frontière nord.

A plus long terme demeure bien sûr le problème palestinien. Officiellement, Jérusalem souhaite la reprise rapide des négociations sur l'autonomie prévues par les accords de Camp David. Mais les Israéliens manquent singulièrement d'interlocuteurs.

Le Caire ayant fait savoir qu'il n'était pas question de relancer ces négociations tant que le Liban ne serait pas évacué et le roi Hussein se cantonnant dans un silence prudent. Et ce ne sont pas les déclarations péremptoires de M. Begin sur les limites de l'autonomie qui risqueront de « dégeler » d'éventuels partenaires.

Sur ce front, en fait, la situation paraît totalement bloquée tant il est probable que M. Begin ne cédera pas sur la question des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. A moins que M. Reagan et son administration ne se consacrent à ce dossier avec une volonté d'aboutir. Les timides références du chef de la Maison Blanche et de M. Shultz à la résolution 242 de l'ONU, dont le passage sur l'évacuation des territoires occupés fait l'objet d'une inépuisable controverse (lire pages 3 et 4), constituent un indice nécessaire mais insuffisant d'une évolution des positions américaines.

(Lire pages 3 et 4.)

La tension monte en Pologne à la veille de l'anniversaire des accords de Gdansk

L'impasse persiste en Pologne, et le fossé entre la population et la junte militaire ne cesse de s'approfondir. A la suite de l'appel de la direction clandestine du syndicat Solidarité à des manifestations pacifiques le 31 août, à l'occasion du deuxième anniversaire des accords de Gdansk, les autorités ont annoncé qu'elles sont prêtes à mater tous les désordres, et ont accusé les syndicalistes d'avoir préparé « des affrontements sanglants ».

A Czestochowa, qui abrite le sanctuaire de la Vierge noire, patronne de la Pologne, les cérémonies qui marqueront le sixième centenaire de la présence de l'icône au monastère et qui doivent primat de Pologne.

A Paris, tous les syndicats, à l'exception de la C.G.T., organisent, le 31 août à 18 heures, une manifestation devant l'ambassade de Pologne à l'appel du Comité de coordination de Solidarnosc en France.

Le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, a déclaré, dans la soirée du mercredi 25 août, à la télévision, que « *personne ne doit se bercer d'illusion et croire que l'on pourra organiser des spectacles de rue à l'intention des télévisions étrangères* ». Il a accusé les dirigeants de Solidarité, réfugiés dans la clandestinité depuis l'instauration de l'état de guerre en décembre, d'avoir stocké dans plusieurs villes « *des matraques, des cocktails Molotov et des outils acérés pour crever les pneus* », et, « *prévoyant une effusion de sang* », d'avoir mis en place « *des antennes médicales clandestines* ».

Leur action, a-t-il dit, est « *vouée à l'échec* », car « *la population est avec nous et n'a pas donné son appui aux violeurs de l'ordre et de la loi* ». Et le général Kiszczak d'affirmer qu'il faut comprendre cette affaire dans son contexte international car, par le biais du problème polonais, le gouvernement américain cherche « *à augmenter la tension internationale* ». Il a aussi accusé les instigateurs de ces actions de vivre « *dans une ombre propice à une vie dorée, avec les millions de zlotys des fonds syndicaux et les dollars versés de l'étranger, dont nous connaissons les montants exacts* ». « *Nous connaissons tous les détails des plans préparés et avons beaucoup d'informations sur les personnes engagées dans ces activités. A Varsovie, les extrémistes veulent organiser des attroupements dans quatre ou cinq endroits que nous connaissons* », a-t-il ajouté.

D'autre part, les autorités polonaises ont rétabli, mercredi 25 août, l'accréditation retirée cinq jours auparavant à M. John Darnton, correspondant du *New York Times*, tout en lui déclarant que cette suspension constituait « *un dernier avertissement* ». Vingt-quatre heures auparavant, le département d'Etat américain avait retiré, en représailles, son accréditation au correspondant à Washington de *Trybuna Ludu*. Cette sanction a été levée.

L'industrie sera plus favorablement traitée que le commerce et les services lors de la sortie du blocage des prix

La sortie du blocage des prix se fera progressivement à partir de novembre après discussions avec les industriels, les prestataires de services et les agriculteurs. D'une façon générale, les professionnels devront conclure avec l'Etat des accords de régulation qui permettront d'étaler des hausses et empêcheront des rattrapages inflationnistes.

Le gouvernement veut favoriser les secteurs soumis à la concurrence internationale et, de façon plus précise, l'industrie par rapport au commerce et aux services.

Dans quelques semaines vont commencer des conversations difficiles entre l'Etat et les chefs d'entreprise — ou leurs représentants — pour aménager la sortie du blocage des prix. Chacun a compris que le régime instauré à la mi-juin pour accompagner la dévaluation — et lui donner des chances de réussir — ne prendrait pas fin brusquement le 31 octobre. Les pouvoirs publics ont été clairs sur ce point.

Fort des expériences passées, le gouvernement veut éviter qu'industriels, commerçants et prestataires de services rattrapent brusquement les retards pris en quatre mois et demi de blocage. La stratégie du ministre de l'économie est donc non seulement d'étaler dans le temps des hausses inévitables, mais aussi — et cela est important — d'empêcher que les chefs d'entreprises ne compensent intégralement les efforts faits entre juin et octobre sur leurs prix et leurs marges. En d'autres termes, comme pour le revenus, eux aussi bloqués (1), le rattrapage laisserait une perte définitive, tribut payé par les uns et les autres à la lutte contre l'inflation.

M. Delors a expliqué aux membres du gouvernement, réunis mercredi 25 août pour le conseil des ministres, que l'effort et la rigueur imposés aux Français en matière de prix et de revenus ne débouchaient pas du tout dans son esprit sur la déflation. Au contraire, l'Etat comme le secteur privé doivent compenser les effets de la crise internationale en investissant davantage et en lançant de grands travaux, d'où le fonds créé à cet effet.

La relance de l'activité et la poursuite de la lutte contre l'inflation posent tout de même quelques problèmes épineux, aux entreprises industrielles notamment. Aussi la stratégie de sortie du blocage des prix repose-t-elle sur deux idées-forces.

La première est que les secteurs exposés à la concurrence internationale retrouveront la liberté des prix beaucoup plus vite que les secteurs protégés. La seconde est que le rapport de forces qui s'est établi depuis une quinzaine d'années en faveur du commerce a handicapé la production et l'a même affaiblie : ce rapport doit être remis en cause.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 19.)

(1) A la fin de 1983, le pouvoir d'achat des rémunérations retrouverait le niveau de juin 1982. Mais ce rattrapage ne comblerait pas le retard pris au cours des mois précédents.

Général Motors à l'attaque du marché européen de la petite voiture

General Motors, premier constructeur mondial d'automobiles, reprend l'offensive en Europe, où il se lance, avec un nouveau modèle, à l'assaut du marché de la petite voiture. Aux Etats-Unis, il pourrait annoncer prochainement un accord avec Toyota, second constructeur mondial et premier japonais, pour la fabrication en commun, en Californie, d'une nouvelle voiture. Cet accord, en négociation depuis le mois de mars 1982, sera examiné avec soin par la commission antitrust américaine, les deux groupes, ensemble, produisant 9,5 millions de véhicules dans le monde, soit l'équivalent de la production européenne l'an dernier.

On ne la connaît encore que sur photo. Mais c'est déjà un événement. Et un très mauvais coup pour les constructeurs français. La « Corsa » de General Motors sera lancée dès l'automne, d'abord en France, puis en Europe, avec des objectifs ambitieux : deux cent mille unités vendues en 1983 et deux cent soixante-dix mille dès 1984. Elle a déjà, indirectement, beaucoup fait parler d'elle. C'était en 1979.

La crise de la sidérurgie avait plongé la Lorraine et le Nord dans la désolation, et General Motors cherchait un nid pour ses nouvelles usines destinées à fabriquer à grande cadence un tout nouveau modèle. Il ne lui était pas bien difficile de faire monter les enchères entre les Etats européens ; les 2 milliards de dollars (14 milliards de francs environ) d'investissements prévus et les dix mille emplois créés avaient de quoi allécher les plus réticents. L'Autriche et l'Espagne l'emportèrent de haute lutte sur la France, laquelle, après intervention des deux groupes français, avait préféré accorder primes et subventions aux nouvelles installations de Peugeot et de Renault dans les régions sinistrées.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 20.)

Austérité, récession, incertitudes internationales

Le régime cubain affronte la crise la plus grave depuis vingt ans

Dans un océan de difficultés, le régime castriste dure. Le départ, au printemps 1980, par le port de Mariel, de plus de cent mille citoyens vers les Etats-Unis n'a certes pas contribué à améliorer l'image du castrisme. Mais les dirigeants cubains ne s'en soucient pas outre mesure. Au chapitre des bonnes nouvelles : une récolte sucrière 1981-1982 qui est un record ; une amélioration de la position internationale en Amérique latine, en raison du soutien sans réserve apporté à l'Argentine dans la crise des Malouines. Parmi les préoccupations : les cours mondiaux toujours très bas du sucre, la principale source de devises ; et l'évidente volonté de l'administration Reagan de pousser la confrontation, dont la plus récente manifestation est l'autorisation, par le Congrès américain, de la mise en service d'une radio anti-castriste en Floride.

De notre envoyé spécial
MARCEL NIEDERGANG

La Havane. — « Jamas nos rendiremos » (Jamais nous ne nous rendrons) : le défi, en caractères d'affiche, est toujours planté sur le Malecon, le boulevard du bord de mer, à deux pas de l'ambassade américaine. Deux pétroliers soviétiques se profilent à l'entrée de la passe, dominée par la forteresse coloniale. Rien, en apparence, ne semble vraiment bouger à La Havane depuis vingt ans. En ce mois d'août torride, le temps paraît une nouvelle fois arrêté.

Le transport reste l'une des « plaies » de la vie quotidienne. Le logement est un autre sujet permanent de préoccupation et d'irritation. Si grave même, si l'on en croit *Granma*, qu'il vient d'être placé « *en priorité des priorités* » par les autorités. Visitant récemment un quartier pauvre et surpeuplé de la capitale, M. Fidel Castro s'est étonné, et irrité, de constater les conditions de vie précaires des habitants. « *Fidel n'est pas au courant* » : c'est le leit-motiv banal d'une population soumise à des tracasseries et des difficultés quotidiennes depuis vingt-trois ans. Une population qui subit, bon gré, mal gré, l'« encadrement » des comités de défense de la révolution (C.D.R.), chargés de tout et de rien : de la santé, de l'éducation, du ravitaillement comme de la « surveillance ». Mais la majorité des Cubains sont aussi membres d'un comité de défense, de sorte que la relation entre le régime et l'individu est faite à la fois de participation et de réprobation silencieuse.

Malgré un rationnement pesant, les Cubains ne semblent pas sous-alimentés. L'analphabétisme a été pratiquement vaincu. La santé est un droit pour tous. Pas un village, même dans les zone montagneuses et reculées, qui ne dispose de sa modeste polyclinique pour affronter l'essentiel.

Mais l'éducation et la santé à la portée de tous ne suffisent apparemment pas à rendre un peuple heureux. Le rationement est une obsession, si les produits rationnés sont moins nombreux qu'il y a cinq ans ou dix ans. Le spectacle des vitrines des magasins de La Havane reste très déprimant. Pénurie et austérité : dans la rue les jeunes Cubains louchent avec concupiscence sur les jeans et les chaussures des étrangers.

Un incident révélateur a éclaté à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (simple chambre d'enregistrement après avoir suscité de grands espoirs de « démocratisation » des institutions) : deux ministres ont fait état des plaintes de la population concernant le « mauvais goût » des pantalons à rayures offerts par l'industrie cubaine. M. Fidel Castro a vertement répliqué que « *l'important était de produire des vêtements de travail pour les ouvriers de la canne à sucre* ».

(Lire la suite page 6.)

BOURSE GONCOURT
DU RECIT HISTORIQUE 1982

claire krafft pourrat
le colporteur et la mercière
récit et enquête



« Voici l'histoire de ces petits commerçants qui colportaient des nouvelles en même temps que le fil, les rubans et les almanachs. Le premier journal parlé en somme ! »
PIERRETTE ROSSET / ELLE

denoël

ARL

La construction du gazoduc euro-sibérien

- Le gouvernement américain s'apprêterait à sanctionner la société Dresser
- L'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne vont livrer des équipements à l'U.R.S.S.

(Lire page 20.)

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Que lira-t-on cet automne ?

Malgré la crise, malgré le blocage des prix, malgré les plaintes qu'on entend monter ici ou là — pas partout il est vrai — sur la mévente des livres, nous aurons cette saison encore une surabondante moisson romanesque : quelque cent quarante titres, autant, sinon plus, que les années précédentes.

Les grands éditeurs parisiens de littérature générale n'en publient pourtant guère plus qu'une dizaine chacun, mais tous les autres s'y mettent, même quand leur vocation est ailleurs : Garnier en annonce deux, la maison Hachette pas moins de cinq, en dehors de la collection littéraire de Paul Otchakovsky qu'elle abrite toujours. Pierre Belfond, André Balland, affirment leur vitalité en sortant respectivement six et cinq romans d'un coup. On en dénombre neuf au Mercure de France, dont un transfuge de Gallimard, Bernard Waller, qui conte un *Amour fou* autour d'un « ascenseur ». Jean-Pierre Ramsay, qui s'illustre pourtant dans les documents, brandit fièrement ses trois romanciers : Pierre Joffroy, Caroline Babert, Chantal Chawaf. Les jeunes éditeurs eux-mêmes, comme Picollec, Lieu commun, Rupture, n'hésitent pas à lancer trois, quatre, voire six jeunes auteurs. Et la liste s'allonge.

Il s'en faut cependant que la rentrée ne soit composée que de romans français. Celle-ci se caractérise même par l'abondance des biographies. Un des premiers livres dont s'ornent cette semaine les libraires, *Dans la main de l'ange*, de Dominique Fernandez, que présente dans ce même numéro Bertrand Poirot-Delpech, n'est-il pas une manière de *Vie*, de Pier Paolo Pasolini ?

De cette production nombreuse et variée où l'histoire, les documents, les essais, côtoient les œuvres de fiction, nous donnons un survol en pages 10 et 11 du « Monde des livres ».

TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME ?

Achevant son enquête commencée le 9 juillet, « le Monde des livres » publie, page 13, les réponses de
ANGELO RINALDI,
HENRI TOMAS,
JACQUES CHESSEX,
JEAN-LOUIS CURTIS.

Le Monde

idées

Contraintes économiques et rapports sociaux

Le blocage des prix et des revenus peut être un des moyens d'une politique *anti-inflationniste*, mais ne saurait à lui seul tenir lieu de remède, estime Pascal Salin. La tentation serait grande d'en finir avec le système libéral en se repliant sur soi et en gelant les situations acquises par un prolongement du blocage. Tentation qui impose une politique alternative : ce pourrait être l'autogestion, suggèrent Marie-Noëlle Lienemann et Alain Richard. D'une manière ou d'une autre, affirme Claude Lemonnier, la nouvelle politique économique et sociale suppose une concertation qui n'existe pas encore en ce qui concerne les représentants des consommateurs. Et Claude Legoux assure que le blocage peut être tourné par des innovations technologiques.

Un blocage peut en cacher un autre

par MARIE-NOËLLE LIENEMANN (*) et ALAIN RICHARD (**)

« *CHANGER la vie* » : un appel fougueux, qui a parlé au cœur et à l'imagination des Français. Une exigence, parfois une impatience, pour le peuple de gauche tonifié par le 10 mai. Mais aussi pour nous, militants venus à l'action socialiste par la guerre d'Algérie et mai 68, élus de la *poussée de 1977-1979*, ce slogan victorieux comporte une interrogation : que devient le changement de *« la vie »*, celui des rapports sociaux et du quotidien, quand le pays s'installe dans la rigueur économique ?

Une action de changement ne peut se résumer au développement d'un programme « clés en mains » qui se réaliserait à 20 %, puis à 40 %, ainsi de suite, jusqu'à 100 %. Il est clair que, si le contrat de 1981 nous oblige, il ne nous engage pas à ignorer les mouvements historiques ultérieurs, ni à contrarier les forces nées des réformes du départ. C'est tout le sens d'un projet politique, qui se construit à la jonction d'une volonté collective et d'un *état de la société*.

Notre projet doit s'adapter à une évolution qui impose des choix de moyen terme qu'il faudra d'ici peu mettre en forme, expliquer et réaliser. Et c'est en fonction de ces choix que le blocage temporaire des rémunérations débouchera ou non sur un blocage, bien plus durable, des relations entre groupes sociaux.

Les risques d'« implosion » politique

Il faut en effet percevoir les dangers du durcissement des contraintes économiques. Après une première phase d'action, posant les grandes réformes de structure et impulsant la relance par un effort de redistribution sociale, la gauche est engagée dans une deuxième phase marquée par l'encadrement strict des revenus distribués et la recherche d'un équilibre solide des finances publiques et des régimes sociaux. Mais si cette seconde phase, ayant réussi, nous met dans une meilleure situation d'indépendance économique, il restera à faire face à la persistance des facteurs anti-croissance : stagnation internationale, tensions monétaires, taux d'intérêts dissuasifs.

Devant ces obstacles, la « troisième phase » pourrait consister en un repli sur l'hexagone, accompagné d'un raidissement des relations sociales. Ces à-coups, résultant du protectionnisme et de la stagnation sociale, conduiraient sans doute pour amortir les conflits, à une formule gouvernementale de type « Union nationale », moyennant le gel des situations acquises par une trêve des antagonismes politiques.

Il ne faut pas sous-estimer la probabilité d'une telle « implosion » *politique*. A la *pression extérieure* (agressivité américaine et passivité européenne) s'ajoute l'absence d'une mobilisation réelle de groupes sociaux favorables à la gauche ; situation d'autant plus grave qu'elle n'assure pas *la* cohérence *d'une* base sociale et politique à la majorité du 10 mai. Il faut aussi souligner la faible préparation de dirigeants d'entreprises moyennes aux adaptations qu'imposeraient le contexte présent. Ces facteurs encouragent de surcroît l'agressivité politique de la droite, engagée dans un effort de déstabilisation.

Face au repli, l'autogestion

Les ressorts du repli nationaliste et de la pause politique ont commencé à se tendre. Pour conjurer ce blocage- là, autrement inquiétant que le blocage actuel, il faut dessiner les contours d'un choix politique alternatif. Les objectifs de la troisième phase doivent être élaborés autour des aspirations à l'autogestion.

L'autogestion a subi, d'abord, les *avatars de la lutte politique d'avant* le 10 mai. La victoire sur Giscard *n*'a pu être obtenue qu'en dosant soigneusement la poussée dynamique de transformations sociales (auprès des couches salariées venues à la gauche politique) et l'appel à une certaine unanimité nationale (auprès des catégories ou des groupes d'âge inquiétés par le giscardisme). L'engagement délibéré vers l'autogestion comme mode d'exercice du pouvoir n'était donc *plus à l'ordre du jour. En outre*, prise au centre des enjeux de pouvoir, l'autogestion a été perçue et caricaturée dans les débats internes des socialistes, comme une alternative à la stratégie unitaire (ce qu'elle ne devait pas être). Ainsi, peu à peu, elle fut effacée du message de la gauche.

De plus, le gouvernement, soucieux d'établir fermement le « socle du changement » (décentralisation, nationalisations, planifications), n'a pas résisté à la tentation du recours systématique à l'État (procédures d'ordonnances, mise en place des 39 heures, *blocages...*) au détriment d'une logique autogestionnaire fondée sur les rapports de force sociaux et la négociation.

Enfin, et c'est sans doute le plus *important*, les enjeux de la négociation sociale se sont cristallisés sur les questions de partage du revenu, qui ont enfermé les partenaires sociaux sur la défense du pouvoir d'achat et des marges des entreprises. La nouvelle donne des responsabilités, dans le fonctionnement des régimes sociaux, dans la conduite des politiques industrielles, dans l'entreprise, n'a été abordée que tardivement, et largement, *sous* la forme d'une défense des positions acquises. Par exemple, la loi Auroux risque d'être vé*cue comme créant des acquis* supplémentaires à ceux qui en ont déjà, alors qu'elle devrait créer des élans nouveaux pour le plus grand nombre.

Pourtant, dans la conduite du rétablissement financier en cours, comme dans la phase d'*offensive* économique qui doit suivre, l'idée du programme socialiste, *« l'ordinateur et l'autogestion »*, illustre bien la nécessaire remise en mouvement des forces sociales. L'autogestion représente à la fois une réponse aux problèmes posés par le développement technologique, une expression des attentes d'un pays au niveau culturel élevé, et un projet bien adapté aux tensions nées de la faible croissance.

Certains socialistes peuvent être tentés de penser que l'autogestion se résume à un « supplément d'âme », pour une période d'expansion révolue alors qu'elle instaure au contraire une synthèse des aspirations collectives capable de s'adapter aux périodes de rareté économique, et de répondre aux exigences de liberté. Le besoin de comprendre, le souci d'efficacité, le refus des complaisances revendicatives et du paternalisme d'État ont, selon nous, tendance à s'étendre avec les difficultés. Celles-ci offrent donc les chances d'une redistribution des responsabilités sur laquelle il faut faire des propositions précises, elles exigent aussi la mise en œuvre de nouvelles solidarités, en terme de *revenus*, mais *aussi* de formation, d'accès à la culture, de maîtrise des technologies, du cadre de vie...

Face à ces enjeux, le parti socialiste a une responsabilité toute particulière. Il faut :

— Solidifier la base sociale de la gauche en combattant les corporatismes ;

— Réhabiliter l'idée d'autogestion, en particulier sur le terrain politique.

(*) Membre du bureau exécutif du P.S., conseillère générale de l'Essonne, maire-adjoint de Massy.

(**) Membre du comité directeur du P.S., député du Val-d'Oise, maire de Saint-Ouen-l'Aumône.

Contrôle des prix et des revenus et contrôle de l'inflation

par PASCAL SALIN (*)

L'INFLATION est l'augmentation des prix des produits exprimés en termes de monnaie. Si l'on interdit à tous les prix d'augmenter et si cette interdiction joue son rôle, *l'inflation disparaît*, par définition. Telle est la justification essentielle du contrôle des prix. Elle paraît tellement évidente qu'il ne faut pas d'étonner si une majorité de personnes considèrent, semble-t-il, que le contrôle des prix est une méthode efficace de lutte contre l'inflation.

Quant au contrôle des revenus, il constituerait un complément indispensable du contrôle des prix. En effet, si l'augmentation des revenus continuait à un rythme à peu près équivalant à celui de la période antérieure à l'instauration du contrôle des prix, l'une ou l'autre des deux situations suivantes pourrait se produire :

— Ou bien le contrôle des prix serait tout à fait efficace et les entreprises ne pourraient pas supporter une croissance rapide de leurs coûts, alors que leurs prix de vente seraient stables. Il en résulterait de nombreuses faillites et une croissance rapide du chômage ;

— Ou bien la croissance des revenus rendrait le contrôle des prix inopérant. La croissance des coûts supportés par les entreprises sous forme de rémunérations est alors considérée comme une cause d'inflation, conformément à la distinction traditionnelle entre l'inflation par les coûts et l'inflation par la demande.

Or, cette distinction n'a pas de signification si l'on admet que *l'inflation est un phénomène monétaire*. Il en résulte que le contrôle des prix et desrevenus peut tout au plus constituer un complément de la politique de lutte contre l'inflation, qui est nécessairement une politique de contrôle monétaire. Et il n'est d'ailleurs pas certain que les gains ainsi obtenus par la politique de contrôle des prix et des revenus l'emportent sur ses inconvénients.

Le symptôme et le phénomène

Sans entrer dans des démonstrations nécessairement un peu longues, on peut rappeler que le prix relatif entre deux biens ou deux groupes de biens varie en fonction de leur rareté relative. Dire que l'inflation est l'augmentation des prix des produits en termes de *monnaie* — ou encore la diminution du prix de la monnaie en termes de produits, — c'est dire que la monnaie devient continuellement moins rare par rapport aux produits. Or cette évolution continuelle de la rareté relative n'est pas explicable par une désaffection croissante des agents économiques par rapport à la monnaie, qui rendrait celle-ci relativement trop abondante (1). L'inflation s'explique donc uniquement par une croissance trop rapide de la *production de monnaie* par rapport à la production de produits : en contrôlant les prix et les revenus, on agit sur le symptôme et non sur le phénomène. Et il n'existe aucun moyen de distinguer une inflation par les coûts et une inflation par la demande.

Il n'en reste pas moins que le contrôle des prix et des revenus peut être considéré comme un complé*ment utile de la politique de lutte* contre l'inflation. Dire que l'inflation est un phénomène monétaire ne veut pas dire que l'excessive croissance monétaire est le facteur causal et initial de l'inflation, c'est-à-dire qu'il y aurait d'abord une croissance monétaire et que toutes les variables — les prix et revenus — s'adapteraient ensuite. Le processus infla*tionniste est un processus continu*. Ainsi, l'augmentation des prix à un moment donné peut s'expliquer par des anticipations inflationnistes, elles-mêmes induites par l'inflation passée. Mais cette augmentation des prix n'est durable que dans la mesure où les autorités acceptent de la financer en créant les moyens monétaires correspondants.

Bien souvent, les autorités se refusent à arrêter le processus de création monétaire parce qu'elles crai*gnent les conséquences* temporairement fâcheuses d'une situation où les anticipations n'auront pas été ratifiées : ainsi un entrepreneur qui ne pourra pas augmenter ses prix dans des proportions semblables à ce qu'il avait prévu et compatibles avec la croissance de ses coûts pourra être mis en faillite. Mais cette crainte des autorités devant des conséquences de court terme ne signifie pas qu'elles n'ont pas les moyens de contrôler la croissance monétaire. Sinon on ne voit pas pourquoi le taux d'inflation ne serait pas infini puisque tout producteur a intérêt à obtenir un prix aussi élevé que possible. Seule la limitation de la quantité de monnaie disponible arrête un tel processus.

Ainsi, les conséquences fâcheuses à court terme de la politique de contrôle monétaire pourraient être atténuées par une politique de contrôle des prix et des revenus qui éviterait des divergences trop impor*tantes entre les coûts des entreprises* et leurs prix de vente.

Un coût considérable

Cependant cette politique a un coût, difficile à mesurer, mais probablement considérable. En effet, elle est la négation même de l'économie de marché, dont le fonctionnement repose sur un mécanisme extrêmement subtil et merveilleusement efficace d'adaptation continuelle de tous les prix les uns par rapport aux autres en fonction de l'évolution des circonstances, des goûts, des techniques, des marchés mondiaux, etc. On ne devrait porter atteinte à un tel mécanisme — l'un des fondements de nos sociétés — que dans des circonstances exceptionnelles (d'ailleurs impossibles à imaginer), et le fait que le contrôle soit en principe décidé pour une période limitée ne change rien à sa gravité. Malheureusement, on rencontre ici une application supplémentaire du principe selon lequel la politique économique consiste généralement à atteindre un objectif donné par des moyens dont le coût n'est pas mesurable.

Pour que le contrôle des prix et des revenus soit parfait, il faudrait y consacrer toutes les ressources de la nation. Or, même s'il était parfait, il n'agirait que sur le symptôme de l'inflation et non sur le processus in*flationniste. L'écart serait donc de* plus en plus insupportable entre prix contrôlés et prix d'équilibre. Dans le cas de la France, le contrôle n'est pas total, mais il n'en absorbe pas moins l'énergie de milliers de personnes, dont l'activité a une productivité sociale négative. On obtiendra peut-être *momentanément* un certain ralentissement de l'inflation *mesurée* (pas de l'inflation effective), mais à un coût social considérable et mal connu. Or, rien n'est changé du point de vue de la politique monétaire, de telle sorte que le contrôle des prix et des revenus ne peut pas jouer son seul rôle potentiel, à savoir celui de complément d'une véritable politique anti-inflationniste. On sait, en effet, que la politique monétaire française repose *sur l'encadrement* du crédit. Mais l'Etat ne s'impose pas la discipline qu'il impose aux autres, puisque l'accumulation de créances publiques par le système bancaire n'est pas limitée. Ainsi, les créances publiques dans les bilans bancaires ont augmenté de plus de 36 % entre mars 1981 et mars 1982. Même si les crédits publics ne représentent encore qu'une part faible des crédits bancaires, leur expansion rapide est inéluctable compte tenu de la croissance prévue du déficit public. Il est vain par conséquent d'attendre une politique monétaire plus restrictive, qui n'a d'ailleurs jamais été annoncée, même au plan des intentions. Dans ces conditions, le contrôle des prix et des revenus ne pourra faire sentir que ses effets néfastes.

(*) Professeur à l'université de Paris-IX Dauphine.

(1) Certes, il existe un phénomène de « fuite devant la monnaie », mais la désaffection à l'égard de la monnaie ne croît que si l'inflation s'accélère. Pour un taux d'inflation à peu près stable dans le temps, il n'y a pas désaffection croissante.

Pour une négociation globale de la nouvelle politique

par CLAUDE LEMONNIER (*)

LA Confédération syndicale des familles s'est toujours rangée parmi les forces du changement. En raison de la diversité des courants de la gauche syndicale et politique, qui sont tous présents en son sein et notamment dans ses conseil et bureau confédéral, elle a toujours recherché l'unité d'action.

Nous avons approuvé le programme de François Mitterrand, exprimé notre satisfaction devant les mesures prises en faveur des bas salaires et des prestations sociales, manifesté notre accord avec des réformes de structure qui ne porteront leurs fruits que dans quelques années.

Notre pays connaît une situation très difficile pour de multiples raisons, dont l'une des plus importantes réside dans la politique économique et monétaire du président des Etats-Unis. La puissance de ce pays est telle qu'il influence toute l'économie mondiale et limite la marge de manœuvre des autres nations, y compris celles qui appartiennent au bloc de l'Est.

La seule chance pour la gauche, politique, syndicale et sociale, de réaliser le programme présidentiel dans ce qu'il a d'essentiel - la réduction des inégalités de niveau de vie et celles de pouvoir et d'expression - réside dans son unité et dans sa capacité à élaborer un plan adapté à la situation nouvelle.

Les consultations menées par le gouvernement auprès des organisations, politiques, syndicales ou sociales, ont *été* utiles. Elles *ne sont* pas suffisantes. Elles ne pouvaient permettre de dégager un consensus sur la manière de mener la politique économique et sociale.

Pressé par la nécessité de dévaluer à chaud, le gouvernement a élaboré un plan qu'il a soumis le 17 juin aux seuls représentants des organisations patronales et syndicales. Pour des motifs divers et contradictoires, ceux-ci l'ont critiqué sévèrement. Comment aurait-il pu en être autrement ? Demander des avis n'est pas associer, n'est pas contraindre à négocier entre partenaires économiques pour aboutir à un compromis qui définit à un moment donné l'intérêt général. En outre, s'en tenir au paritarisme, ce n'est pas prendre en compte l'état de développement actuel de notre pays. *Il manquait des partenaires à la réunion du 17 juin : les syndicats sociaux qui expriment le point de vue des destinataires de la production et des bénéficiaires des revenus indirects.*

Consulter les usagers et les consommateurs

Certes, le gouvernement, plus particulièrement le ministère de la consommation, a manifesté l'intérêt qu'il portait aux organisations de consommateurs. Des mesures non négligeables ont déjà été prises. Certes, le Premier ministre a promis aux organisations de consommateurs de les associer au dialogue avec les professionnels et les syndicats concernés en vue de la sortie du blocage des prix. Mais certains faits nous inquiètent dans la mesure où ils pourraient traduire un orientation majoritaire au sein du gouvernement : *l'exclusion d'une représentation élue des usagers de la Sécurité sociale, à l'exception de celle, bien faible et désignée, dans les caisses d'allocations familiales ; l'absence de représentants des consommateurs dans les nouvelles entreprises industrielles nationalisées ; celle des syndicats sociaux à la réunion du 17 juin, alors que nous avions été les initiateurs d'une « table ronde » des forces du changement par une lettre adressée le 27 mai au premier ministre et par un communiqué de presse du 1er juin.*

Mais il n'est pas trop tard. La décision de blocage des prix et des revenus a constitué une thérapeutique de choc. Il faudra lui donner une suite et élaborer une politique économique et sociale pour la période qui commencera le 1er novembre.

Celle-ci n'aura de chance de réussir que si elle est appuyée par toutes les forces qui veulent des changements significatifs et durables. Pour obtenir cet appui, il faut reconsidérer la manière dont sont élaborés les programmes gouvernementaux. Nous pensons que, en matière économique et sociale, les mécanismes ne jouent qu'un rôle second à partir de contraintes et de postulats déterminés. Ce qui est premier, ce sont les conflits d'intérêts et de rationalités. Nous estimons qu'il faut mettre en place des structures qui permettront aux partenaires que sont les organisations patronales, les syndicats de *travailleurs, les syndicats sociaux*, d'examiner ensemble la situation, nationalement et par branche d'activité, de proposer des solutions aux problèmes qui se posent, de dégager des compromis. Une large publicité devrait être donnée à ces débats contradictoires. C'est ainsi que l'on peut dépasser les intérêts catégoriels.

L'accès à l'information

S'il sortait de ces travaux un compromis sur un plan acceptable pour le gouvernement, celui-ci pourrait le mettre en œuvre avec les plus grandes chances de succès. Si aucun compromis n'était possible, le gouvernement devrait prendre ses responsabilités et défendre son plan.

En raison du poids du passé, une telle entreprise est difficile. Les travailleurs, qu'ils réagissent en producteurs ou en consommateurs et usagers, sont méfiants. Au-delà des inégalités de revenus, il y a trop d'inégalités en matière d'informations, de moyens d'études et d'expression entre les agents économiques. L'accès aux données économiques réelles leur est refusée. Ils ne disposent pas de spécialistes en nombre suffisant pour vérifier les faits et les arguments du patronat. *Ceux qui détiennent le pouvoir économique se déclarent favorables à la politique contractuelle, mais veulent choisir leurs interlocuteurs et n'acceptent pas de vrais contrats assortis de sanctions efficaces en cas de non-respect. Ils se disent prêts à nous consulter, mais nous récusent quand il s'agit de peser sur les décisions en matière d'investissements et de type de production.* Ils nous accusent d'incompétence, mais nous refusent toute responsabilité, toute formation qui ne serait pas utile pour eux.

La Confédération syndicale des familles est prête à participer à ces confrontations. Elle est disposée à réexaminer toutes les composantes de la situation : prix, revenus, compétitivité, type de développement... Elle est prête à négocier des compromis avec les autres partenaires sociaux, mais n'acceptera pas des solutions qui barreraient la voie vers la réduction des inégalités de niveau de vie, de pouvoir et d'expression ou consolideraient ceux qui détiennent le pouvoir économique.

(*) Président de la Confédération syndicale des familles.

Technologie et facteurs de hausse

par CLAUDE LEGOUX (*)

AUX Etats-Unis, les industriels n'hésitent jamais à in*vestir dans des technologies* nouvelles de fabrication, dès qu'elles leur paraissent rentables. En revanche, tant qu'un objet quelconque — par exemple, l'une des centaines de millions de pièces entrant dans la construction de la masse immense des *appareils* en usage dans les entreprises ou chez les particuliers — répond à sa fonction, et qu'il n'y a aucune raison pratique d'y apporter une modification, il pourra rester inchangé pendant des dizaines d'années. Ainsi l'industrie américaine, pour une bonne part de ses composants, utilise toujours des pièces et des ensembles de très ancienne conception, et qui continuent à être produits à un prix de revient très performant, puisque les frais d'étude, d'outillage et de mise au point sont depuis longtemps amortis, tout en laissant de confortables marges.

En France, les industriels, tout un temps, furent contraints de changer fréquemment leurs modèles, sans aucune *nécessité pratique, mais* simplement pour échapper au blocage de leurs prix. En effet, le prix de vente d'un produit est déterminé en fonction des paramètres existants au moment de sa mise sur le marché. Puis ces paramètres évoluent, le plus souvent à la hausse, et si le prix de vente reste bloqué la marge s'amenuise. Pour éviter de travailler à perte, il vient un moment où l'industriel doit modifier son modèle, non dans sa finalité, mais dans sa forme, ce qui lui permet de le vendre à un prix rentable. Et le prix du nouveau produit — nouveau, du moins, au regard de la réglementation du contrôle — incorpore naturellement tous les facteurs de hausse qu'aurait subis l'ancien, augmentés du coût d'une modification effectivement *inutile*. De sorte qu'une masse de produits, qui, sans contrôle ni blocage, auraient simplement subi une hausse *h* (hausse normale), sont affectés, sous une autre appellation, d'une hausse *h* (hausse normale) *+ m* (coût de la modification). Il arrive même assez souvent que l'on ajoute, pour faire bonne mesure, une hausse supplémentaire *a* (hausse d'anticipation). D'ailleurs, plus cette hausse *a* aura été calculée largement, plus tard on devra recourir *à une nouvelle hausse m*.

Il s'agit de l'un des effets les plus subtilement pervers du blocage des prix.

(*) Conseiller en informatique.

Le Monde

étranger

L'évacuation des Palestiniens de Beyrouth

Après les Français et les Américains, la moitié du contingent italien — qui comprend au total environ cinq cents hommes — de la F.M.I. (Force multinationale d'interposition) a débarqué, ce jeudi 26 août dans la matinée, dans le port de Beyrouth. Le reste du contingent devait arriver dans l'après-midi. Entre-temps, un groupe de mille combattants devait être évacué ce jeudi 26 août de Beyrouth par voie terrestre à bord de camions syriens, a affirmé Radio-Liban.

Citant des sources *militaires libanaises*, la radio indique que ce groupe comprend des soldats de l'Armée de libération de la *Palestine* (A.L.P.), relevant du commandement militaire syrien, ainsi que des militaires *syriens* relevant de la Force arabe de dissuasion (FAD).

Vingt-trois camions syriens devaient arriver en cours de journée à Beyrouth afin de transporter les soldats et leur matériel. Ces camions devaient être escortés par cinq transports de troupes français entre le col du Baydar, sur la route Beyrouth-Damas, et Beyrouth. Les véhicules français seraient déjà arrivés au col du Baydar.

D'autre part, un groupe de deux cent quatre-vingt-cinq blessés palestiniens devait être embarqué à bord d'un bateau affrété par le C.I.C.R. (Comité international de la Croix-Rouge) à destination de la Grèce, via Chypre. Compte tenu des mille cinquante-trois combattants palestiniens évacués mercredi en direction du Soudan et de la Syrie, la moitié d'entre eux — soit plus de sept mille — ont *quitté* Beyrouth-Ouest depuis le début de l'opération d'évacuation.

M. Habib, l'émissaire américain, qui s'est entretenu, mercredi, avec M. Ariel Sharon avant que le ministre israélien de la défense s'envole pour Washington, a d'ailleurs déclaré, mercredi, à la télévision israélienne, que l'opération d'évacuation pourrait se terminer, le 2 septembre, au lieu du 4 septembre, comme il avait été initialement prévu. M. Habib a également souhaité que des éléments de la F.M.I. soient déployés sur la route Beyrouth-Damas afin d'éviter *tout* incident.

De *son côté*, M. Sharon, qui sera reçu vendredi par M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, s'est inquiété de multiples violations du cessez-le-feu dans la plaine de la Bekaa, où se trouvent les Syriens, *tout en s'estimant* satisfait « jusqu'à présent » du déroulement de l'*évacuation* des Palestiniens, que l'ambassadeur de France à Beyrouth a qualifiée, pour sa part, d'« exemplaire ». Mercredi, M. Chandernagor, ministre délégué aux affaires européennes, avait estimé, lors du conseil des ministres, que les opérations d'évacuation *s'étaient* jusqu'alors « bien déroulées », un succès dû « en particulier à l'attitude exemplaire du bataillon français et à la coopération de toutes les parties ».

A New-York, les premiers rapports des observateurs des Nations unies dépêchés sur place ne faisaient état, mercredi, d'aucune violation majeure du cessez-le-feu. Un soldat israélien a cependant été *tué* mardi *soir*, selon un porte-parole israélien, à proximité de la ligne de démarcation entre Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est. Dans le Sud, à 10 kilomètres de la frontière israélienne, quatre paysans libanais ont été tués lorsque leur véhicule a *sauté*, mardi soir, sur une mine.

Dans la lettre qu'il a adressée, mercredi 25 août, de Santa-Barbara (Californie) au Congrès américain, le président Reagan a rappelé que la participation américaine à la F.M.I. « doit favoriser *les objectifs des Etats-Unis* au Liban » et jugé que « *les progrès enregistrés sur la question libanaise doivent également* contribuer à créer une atmosphère nécessaire à l'établissement d'une paix *globale* dans la région, conformément aux accords de Camp David, *et solidement fondée sur les résolutions* 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU ». Le chef de la Maison Blanche a également envoyé un message aux « Marines » américains débarqués à Beyrouth pour souligner *le caractère*, « très important pour notre nation et pour le monde libre », de leur « dangereuse » mission.

Enfin, dans un article publié jeudi par le « Washington Post », M. Shamir, ministre israélien des affaires étrangères, estime le moment venu de reprendre les négociations sur l'autonomie des Palestiniens dans les *territoires* occupés par Israël et « de les mener à une conclusion rapide et positive ». Alors que M. Shamir s'affirme convaincu que le départ des Palestiniens aura un « effet positif sur le processus » défini à Camp David, la « Pravda » déplore « l'étonnante passivité de plusieurs gouvernements arabes » dans *la crise* libanaise et relance l'idée d'une conférence internationale avec la participation de Moscou pour « régler dans son ensemble la situation au Proche Orient ».

APRÈS L'ÉLECTION DE M. GEMAYEL

Un vent de défaitisme commence à souffler dans certains milieux libéraux

Beyrouth. — Coïncidant avec l'élection de M. Bechir Gemayel à la présidence de la République, le rétablissement du courant électrique, qui dessert en même temps la plupart des quartiers de l'ouest de la capitale, a accéléré le retour à la normale. L'eau monte désormais aux étages et, pour la première fois depuis environ un mois, on peut voir le linge sécher aux balcons des terrasses. A certaines heures de la journée, on assiste à de véritables embouteillages dans les rues du centre de la capitale. De plus en plus nombreux sont les magasins qui commencent à ouvrir timidement leurs portes. Les habitants des quartiers touchés par les bombardements regagnent peu à peu leur demeure.

Ce n'est certes pas l'animation des jours de paix mais presque. Les magasins d'alimentation sont à nouveau approvisionnés et les chariots des vendeurs ambulants croulent sous le poids des fruits et légumes, dont les prix, soudain, sont devenus accessibles au commun des mortels. L'essence et le mazout, cependant, demeurent toujours rares, les files d'attente devant les boulangeries sont aussi longues que dans le passé, et les ordures ménagères continuent à empester l'air.

Le crépitement des armes automatiques ponctué par l'explosion de R.P.G. rappelle aux habitants préoccupés par leurs problèmes personnels que l'évacuation des Palestiniens se poursuit sans relâche. Les trottoirs de la rue Hamra, occupés par les marchands ambulants, sont de plus en plus envahis par les « petites phrases » de Ayoub, qui commente les événements politiques de l'heure. Qui est Ayoub ? Un excentrique qui a eu l'idée de résumer en quelques mots lapidaires l'actualité politique. Il y a encore quelques semaines, ses bêtes noires étaient le général Sharon et le premier ministre israélien, M. Begin, qui étaient traités de tous les noms sur des feuilles de carton soigneusement attachées par des bouts de ficelle aux grilles et aux murs des principales rues de Beyrouth-Ouest.

Ayoub a fait école et les bouts de carton se sont multipliés à une allure vertigineuse. Leurs auteurs sont anonymes, mais la signature est toujours la même : Ayoub. La bête noire n'est plus M. Sharon mais M. Bechir Gemayel. On peut lire sur ces cartons, tracés à la main : « Bechir, va en enfer ! » ; « Nous ne voulons pas du régime de Bechir. Que le mufti de la République nous gouverne » ; « Bechir, ne met jamais les pieds à Beyrouth » ; « Walid Joumblatt, proclame la révolution contre le nouveau fascisme. »

En fait, les « petites phrases » d'Ayoub réparties à travers toute la ville — il en existe même attachées aux grilles de la résidence des Pins où siège, depuis mercredi, le P.C. du 2e REP — constituent une tentative de mobiliser le petit peuple autou. de certains thèmes politiques. Une sorte de journal mural.

De notre envoyé spécial

Le problème de l'heure est celui de l'élection de M. Gemayel, qui a frappé de stupeur la population de Beyrouth-Ouest. Toutefois, le moment de surprise passé, les questions commencent à fuser. Comment en sommes-nous arrivés là ? Qu'a-t-on fait pour empêcher la victoire de Bechir ? Et que vont faire nos dirigeants pour sortir de ce pétrin ? Plus les heures passent et plus on a l'impression, ici, que Beyrouth-Ouest demeure sans défense devant un événement ressenti comme une menace pour la spécificité et le caractère original du Liban.

La cohésion du front islamique

La tendance est à la résignation et à la colère. Les tractations qui se déroulent presque sans interruption au domicile de M. Saëb Salam, promu au rang de chef de la lutte contre M. Bechir Gemayel, ne convainquent personne. « *Saëb Bey*, dit-on, *a pris position sur la forme, mais dans le fond, il n'a rien changé. Il a laissé la porte ouverte à toutes les possibilités* ». On n'exclut pas à la longue un ralliement au nouveau chef de l'Etat et l'on demeure sceptique sur la fermeté et la cohésion du front islamique, qui a pris la direction du combat contre M. Bechir Gemayel. On rappelle à ce propos avec amertume qu'un des députés qui a contribué à assurer, lundi, le quorum du conclave de Fayadieh — M. Suleyman El Ali — se trouvait la veille encore au côté de M. Saëb Salam, rue Mousseitbe, et on redoute de plus en plus l'effritement du front hostile au noveau président de la République.

Des milieux proches de M. Saëb Salam s'élèvent contre ce qu'ils qualifient de procès d'intention et affirment que l'ancien président du conseil n'a pas du tout l'intention de capituler. Sa position se résume ainsi : « *Si les Israéliens ne se trouvaient pas aux portes de Beyrouth, on aurait pu refuser le nouveau président de la République et ce serait de nouveau la guerre civile. Mais le rapport des forces, après le départ des Palestiniens, n'est pas en notre faveur et nous n'avons pas intérêt à emprunter cette voie. Beyrouth-Ouest est totalement isolée et nous n'avons aucune chance de remporter une éventuelle épreuve de force.* »

« *M. Saëb Salam*, poursuivent ces milieux, *cherche à obtenir de solides garanties, d'abord en ce qui concerne la démocratie au sein de l'armée et des institutions sociales et politiques.* »

Le chef du Rassemblement islamique chercherait, en outre, à obtenir un rééquilibrage communautaire, qui donnerait aux musulmans une représentation égale à celle des chrétiens au sein du Parlement et un renforcement des pouvoirs du premier ministre. Enfin, M. Saëb Salam voudrait obtenir l'assurance que le Liban demeurera fidèle à sa vocation arabe, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas de paix séparée avec Israël.

En fait, le Rassemblement islamique de M. Saëb Salam, qui multiplie ses contacts avec les dirigeants du Mouvement national libanais et les leaders chiites de Beyrouth, ne veut rien brusquer. On parle de plus en plus de décisions imminentes concernant un boycottage du nouveau chef de l'Etat, à l'instar de celui annoncé par le leader musulman sunnite de Tripoli, M. Rachid Karamé, et l'ancien chef de l'Etat, M. Soleiman Frangié, qui ont proclamé le Nord « territoire libéré ».

Les dynamitages et destructions des propriétés des députés qui ont, à la dernière minute, assuré le quorum de lundi, se poursuivent méthodiquement, bien qu'ils aient été condamnés par les dirigeants politiques de Beyrouth-Ouest.

« *Il ne s'agit que d'un baroud d'honneur que l'on aurait pu économiser* », conclut un intellectuel qui se veut réaliste. « *En réalité, le départ des Palestiniens et l'élection de M. Bechir Gemayel sont étroitement liés. Ils reflètent tous les deux l'équilibre des forces dans la région qui est en notre défaveur. Nous sommes en train de payer le prix de nos erreurs passées.* »

Ceux qui pensent comme notre interlocuteur — et ils sont de plus en plus nombreux — estiment que la bataille menée par les dirigeants islamiques et leurs alliés n'est qu'un combat d'arrière-garde. Un vent de défaitisme commence déjà à souffler dans certains milieux libéraux, aussi bien chrétiens que musulmans.

JEAN GUEYRAS.

LES <AVARIES> DU CONTINGENT ITALIEN

De notre correspondant

Rome. — Finalement ils sont arrivés. Les deux cent cinquante « bersaglieri », un corps d'élite de l'armée italienne, ont pris position ce jeudi matin 26 août sur la route de Beyrouth à Damas. A temps, car au rythme où se fait l'évacuation des Palestiniens, ce corps d'intervention rapide risquait fort de les rater... Mais il leur manque encore une partie de leur équipement, qui doit arriver à petite vapeur vers la fin de la semaine. Un véritable périple que celui des trois unités de la flotte italienne parties de Brindisi pour gagner Beyrouth, une traversée somme toute à la mesure de navires de moins fort tonnage : elle aura mis une semaine...

Beaux discours et fanfares avaient salué le départ des troupes italiennes, dont les équipements rutilants avaient été présentés en long et en large à la télévision. Lorsque le *Grado* eut le premier une avarie, on pensa à une malchance. Mais lorsque, un peu plus tard, le *Caorle* eut également des problèmes de transmission à une hélice et au système électrique, on commença à avoir de sérieux doutes sur l'état de la marine de guerre italienne. On n'était plus au temps de la traversée des Mille de Garibaldi.

Tandis que sur les trois navires on s'affairait à réparer et à occuper les « bersaglieri » en leur apprenant le maniement de l'artillerie du bord, en leur ressassant des consignes (« traitez les femmes comme vous voudriez que soient traitées les vôtres »), à Rome la polémique commençait. *Repubblica* titrait « Deux charrettes à la mer... » et *la Stampa* représentait M. Spadolini, casqué, sur la proue d'un bateau en train de faire du stop... Le parti radical puis les libéraux demandaient des explications au gouvernement. D'autant plus que pratiquement au même moment une caserne de Rome était attaquée par les Brigades rouges. Décidément pas plus la marine que l'armée de terre ne semblaient prêtes à faire face à la moindre éventualité.

Pour la presse et les partis politiques, cette affaire qui fait un peu perdre la face aux Italiens confirme l'absence d'une politique de défense efficace. Une situation contre laquelle le sévère amiral Monassi, chef d'état-major de la marine, ne peut rien. Le *Grado* et le *Caorle* sont le symbole de cette situation : ces deux unités ont été construites en 1957 par les Américains puis ont été acquises par les Italiens en 1972. On les a remises à neuf mais les faits témoignent que comme unités de débarquement elles ont pour le moins vieilli. En raison d'absence de crédits, 30 % des unités prévues par la loi de 1979 n'ont pu être commandées. En revanche, affirment les radicaux, on construit des unités de prestige.

PHILIPPE PONS.

● ***Le président Assad*** **de Syrie a reçu, mercredi 25 août, à Damas, l'émir Saoud Al Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, qui lui a remis un message du roi Fahd, a annoncé l'agense syrienne de presse SANA. L'émir Fayçal devait se rendre ce jeudi en Jordanie pour y remettre un message du roi Fahd au roi Hussein ayant égalment trait à la crise libanaise et au prochain sommet arabe de Fès. — *(A.F.P.)***

Hanoï *(A.F.P.)*. — Le Vietnam a proposé à la Chine d'observer une trêve militaire de six semaines à la frontière des deux pays.

EXILÉE A PARIS, PRIVÉE D'UNE PARTIE DE SA FLOTTE

La compagnie aérienne libanaise n'a jamais cessé de voler

Sous l'avalanche d'images d'enfer et des commentaires apocalyptiques que l'on a subis ces dernières semaines, on finirait par oublier qu'en dépit de la *guerre et de ses horreurs, depuis plus de sept ans*, deux millions et demi de Libanais continuent de vivre et de travailler. Témoin la situation de la plus *grande entreprise* du pays : la compagnie aérienne Middle East Airlines (M.E.A.), dont l'emblème frappé du cèdre *n'a pratiquement* pas un seul *jour*, en près de huit années de troubles et de guerres, été absente du ciel. M.E.A. a pourtant perdu dans les guerres une bonne partie de sa *clientèle*, et dernièrement une partie de sa flotte : elle a vu dix fois sa base de Khaldé transformée en champ labouré, ses dirigeants et une partie de son personnel ont même dû à deux reprises fuir leur pays. Mais, au plus fort de la tourmente, aucun de ses *cinq mille* employés, et aucun de ses actionnaires (Air France possède 28 % du capital) n'ont songé à abandonner la partie.

Aujourd'hui encore, l'enthousiasme reste entier. « Que l'aviation civile rouvre l'aéroport de Beyrouth-Khaldé et en moins d'une semaine nous y aurons repris notre activité », annonce calmement M. Malek El-Khazen, directeur *pour* la France et le Benelux.

Il faut dire que la compagnie a l'habitude des coups du sort... C'est ainsi qu'elle ne faillit jamais fêter son vingt-troisième anniversaire. Au matin du 1er janvier 1969, les carcasses de ses avions achevaient de brûler sur les aires de stationnement de Khaldé : un commando israélien venait de détruire la presque totalité de sa flotte. Pas de découragement : par télex on commande à Boeing de nouveaux appareils ; en attendant, on en loue, on en affrète. Le surlendemain de l'attaque, les vols reprennent. Deux ans plus tôt, déjà, M.E.A. s'était sortie sans trop de mal de la faillite de son plus gros actionnaire, l'Intra Bank, propriétaire de 65 % de son capital, et, de surcroît, gérant de son fond de roulement.

Arrive 1975, le début de la guerre civile. Middle East échappe à l'explosion et à la désagrégation. Cinq mille musulmans, chrétiens et palestiniens, font taire leurs antagonismes. L'aéroport de Khaldé vit dans une paix irréelle à peine troublée de-ci de-là par l'explosion de quelques roquettes égarées. Mais les chrétiens sont prisonniers sur cet îlot perdu dans le camp « islamo-progressiste ». Et pour bien des musulmans les 10 petits kilomètres de la route qui les relie à Beyrouth-Ouest recèlent trop d'embûches : neuf employés y laisseront leur vie dans les premiers mois des combats.

Pour ces raisons, et aussi pour protéger les installations du pillage et du vandalisme, des centaines d'hommes et de femmes vont camper des mois dans les hangars et les bureaux. Pour les ravitailler, les navigants « font les courses » à Paris et à Londres, d'où ils rapportent à chaque vol vivres et eau. Qu'importe, les avions partent et arrivent à l'heure, sont entretenus et réparés dans des ateliers qui demeurent les plus perfectionnés du Proche-Orient. Et, quand le pétrole vient à manquer, on transforme des jets en citernes volantes pour aller chercher à Athènes ou à Damas le précieux kérosène. Certes, les résultats sont maigres : cette année-là, bien qu'ayant transporté presque autant de passagers que la précédente (1 076 000), M.E.A. perd de l'argent : 18 millions de francs. Le trésor qu'elle a accumulé les années précédentes — 35 millions en 1972, 40 en 1973, 44 en 1974 — ne s'en trouve qu'à peine écorné.

1976 sera la première année terrible. La poursuite des combats fait chuter le trafic de plus de moitié. Les amateurs de vieilles pierres oublient Baalbeck, et les « flambeurs » le casino de Maameltein, tandis que les hommes d'affaires internationaux retrouvent désormais leurs « banquiers libanais » en Europe ou à Koweït. Surtout, la fermeture de l'aéroport de Khaldé met en péril de manière brutale la compagnie. Pour continuer d'exister, celle-ci va devoir s'expatrier.

Flotte affrétée salaires bloqués

La direction, la flotte, les équipages et une partie du personnel au sol quittent le Liban. Trois avions sont basés à Djeddah, un à Bahrein et treize à Paris, qui va accueillir une base technique (à Orly) et une base commerciale (rue Scribe) provisoires. En tout, jusqu'à mille personnes. Bien entendu, il n'est pas question pour M.E.A. d'obtenir des droits de trafic régulier à partir de pays étrangers. Aussi la compagnie décide-t-elle de louer ses services à d'autres transporteurs et propose des vols à la demande. Elle « *tient le coup mais perd gros* », reconnaît M. El Khazen. Fin 1976, elle aura perdu 26 millions de francs, malgré le sacrifice du personnel, qui a accepté le blocage provisoire de 30 % des salaires.

L'aéroport de Khaldé ne rentre en service qu'en novembre 1976, après cinq mois de fermeture. Aussitôt, M.E.A. s'y réinstalle. La « paix syrienne » ramène un calme dont Middle East sait profiter. Dès 1977, son trafic repasse la barre du million de passagers... et elle engrange à nouveau des bénéfices (25 millions de francs). L'année 1978, politiquement agitée, se termine à nouveau dans le rouge (— 7,5 millions de francs). En revanche, l'année suivante marque un record historique : M.E.A. fait 64 millions de francs de bénéfices. 1980 sera encore tout à fait honnête (11 millions de francs de marge), alors que, dans le monde entier, des compagnies qui ignorent la guerre perdent des fortunes. 1981 : un nouveau record historique — dans l'autre sens celui-là — avec une perte de 110 millions de francs.

Demain à Khaldé

Comment se terminera 1982, alors que l'offensive israélienne a encore une fois chassé la compagnie de sa base beyrouthine, et que la moitié de ses vingt-deux avions sont détruits ou endommagés ? Pour l'instant, dans l'état-major qui a retrouvé son refuge parisien, on ne veut pas y penser. Certes, les pertes sont d'autant plus sévères — 50 millions par mois — qu'on se fait, comme en 1976, un devoir de verser les salaires au personnel (à nouveau amputés de 30 %), y compris aux quelque deux mille cinq cents chômeurs forcés demeurés au Liban. Mais les réserves de M.E.A. atteignent encore 420 millions de francs. Surtout, à force de débrouillardise, la compagnie parvient à vivre et à voler au ralenti.

Depuis le début de son exode, en juin, elle a gagné près de 30 millions en affrètements d'avions. Les grèves dans les compagnies françaises, en juillet, ont été pour elle une aubaine. Les contrats pour le pèlerinage de La Mecque, qui mobilisera la presque totalité de ses avions, lui rapporteront aussi plusieurs millions. Enfin, Middle East vient d'obtenir, privilège rare, l'autorisation d'exploiter des vols réguliers à partir de pays étrangers sur des lignes non desservies par les compagnies de ces pays : de Damas vers l'Afrique, de Chypre vers Genève, Rome et Nice (*le Monde* du 18 août).

Aujourd'hui on peut espérer un rapatriement rapide à Khaldé. Rue Scribe, on échafaude des plans de reprise du service normal, avec une date « à blanc » : le 20 septembre. Et, avec une belle obstination, on pense à l'avenir. Si le trafic reprend assez vite, il va falloir racheter quelques Boeing 707 pour remplacer les cinq détruits ces dernières semaines ; construire ce hangar pour les trois 747 dont l'édification devrait commencer en mars ; préparer l'arrivée, pour 1984, des premiers Airbus 310, commandés le 30 octobre 1981, au moment le plus noir de l'histoire de la compagnie. « *C'est notre manière de montrer que nous n'avons jamais désespéré de la compagnie ni du Liban* », explique M. El Khazen.

JAMES SARAZIN.

LES CRISES DU PROCHE-ORIENT

Une foule en délire a accueilli à Tartouz les premiers combattants de l'O.L.P. arrivés en Syrie

De notre envoyé spécial

Tartouz. — Des milliers de Palestiniens venus de Damas, d'Homs, de *Lattaquié et d'Alep, par bus entiers*, ont afflué mercredi soir à Tartouz, où était attendu le premier contingent de combattants palestiniens venus par mer de Beyrouth. Ils se pressaient à la tombée de la nuit contre les grilles du port, que la police militaire syrienne n'entrouvrait que pour les journalistes. Pourtant, la foule était plus nombreuse encore sur un quai éclairé a giorno au fin fond du port, où une tribune improvisée avait été dressée pour la circonstance. Des clameurs confuses, dans lesquelles on reconnaissait des chants révolutionnaires et des slogans à la gloire de Yasser Arafat, s'élevaient.

Dans la foule, nombreux étaient ceux qui n'étaient pas venus seulement saluer *« les héros de la résistance palestinienne »* mais aussi pour attendre qui un frère ou un ami, qui un fils. *« J'ai deux frères à Beyrouth. Je ne sais pas s'ils sont sur ce bateau, je ne sais même pas s'ils sont encore vivants »*, raconte Khalil, vingt-sept ans, de Safad, en Galilée, mais présentement réfugié à Homs. *« Je n'ai pas pu aller combattre à Beyrouth, et mon cœur est triste »*, ajoute-t-il avec regret dans un anglais approximatif.

Nouvelles acclamations : une escouade de jeunes gens et de jeunes filles en uniforme vient de faire son entrée en rangs serrés, une forêt de mains formant le V de la victoire au-dessus de leurs têtes. C'est un groupe d'Al Shabiba, l'organisation de jeunesse du parti baas syrien. Mais 20 heures, l'heure prévue pour l'arrivée du *Sol-Georgios*, le navire chypriote *à bord duquel les fedayin* devraient avoir embarqué à Beyrouth, est déjà passée depuis longtemps, et l'enthousiasme retombe soudain quand un haut-parleur annonce que le bâtiment n'entrera en rade de Tartouz que vers 1 heure du matin.

Chacun s'installe alors de son mieux pour *passer une partie de la* nuit sur le port, et le quai prend l'allure d'un campement clairsemé où seuls quelques groupes, pour se tenir éveillés, improvisent chants et *danses*.

1 h 15 : la foule est soudain sortie de sa torpeur par un concert d'avertisseurs. Un cortège officiel fait irruption. Le premier ministre syrien, M. Abdel Raouf Al Qassem et son ministre de la *défense, le général* Mustapha Tlass, entourés d'une nuée de miliciens en armes et de bérets *rouges de la police militaire*, se fraient un chemin vers la tribune où attendent déjà le président du Conseil national palestinien, M. Khaled El Fahoum, et deux membres du comité exécutif de l'O.L.P., MM. vudhi Nasshashibi (indépendant) et Mohamed Khalifeh (saïka).

Mais déjà l'attention de l'assistance, *qui afflue on ne sait d'où* (elle compte alors de dix mille à quinze mille personnes), est détournée par les aboiements rauques d'une sirène : au large on aperçoit le *Sol-Georgios*. Des dizaines d'hommes et de femmes se ruent vers le quai en brandissant des bouquets de fleurs tandis que retentissent de nouveau des chœurs qui scandent : *« Ahlan wa sahlan al atbal » (« Bienvenu aux héros »)*. Les forces de sécurité, jusque-là très calmes, tentent de contenir le reste de la *foule, mais peine perdue, elles sont* rapidement débordées. Pendant plus de deux heures, avant que le pont mobile du *Sol-Georgios* s'abatte *enfin sur le quai, ce sera du délire*. Les miliciens et les policiers tentent de repousser sans ménagement les vagues successives de la foule qui s'agglutine autour de la proue du navire.

Sur le pont de *Sol-Georgios* apparaissent dix, *puis vingt*, puis cent fedayin. Des noms fusent alors du quai, qui se répercutent sur le navire : *« Mourad, Mourad, Shouftou Mourad ? » (« Mourad, Mourad, avez-vous vu Mourad ? »)* Du navire, les nouveaux arrivants interpellent également amis ou parents qu'ils aperçoivent sur le quai.

3 h 45 : la proue du navire s'est enfin ouverte. Les cinq cent soixante combattants, parmi lesquels on remarque quelques femmes, débarquent enfin, kalatchnikov brandie au-dessus de leur tête. La mêlée est indescriptible. C'est à qui s'approchera le plus près des fedayin, à qui les touchera ou les embrassera. Quelques ambulances font hurler leur sirène. Il doit y avoir des blessés mais il est impossible de distinguer quoi que ce soit dans la masse compacte de la foule. *Hanni El Hassan, l'un des bras droits* de Yasser Arafat, est du voyage.

A 4 heures, la fête est finie : le premier ministre syrien a prononcé quelques mots de bienvenue ; les combattants se dirigent, accompagnés d'amis ou de parents, vers les bus qui les conduiront dans un centre de transit installé dans une *école dans la banlieue de Damas*. La foule, qui a perdu la voix, prend le chemin de la sortie. Parmi ceux qui attendaient quelqu'un, ils sont nombreux à se raccrocher à un espoir : *« Demain, peut-être... avec le prochain contingent »*.

EMMANUEL JARRY.

Le président Bourguiba accueillera samedi à Bizerte un millier de combattants palestiniens

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba accueillera samedi matin 28 août, au port de Bizerte, où ils seront arrivés dans la nuit, les quelque mille Palestiniens évacués dimanche dernier de Beyrouth à bord du navire chypriote *Sol Thyrne*.

Ce n'est pas un hasard si Bizerte a finalement été choisie pour cette réception *« officielle et populaire »* qui se veut grandiose (1) de référence à La Goulette, l'avant-port de Tunis, ainsi qu'il avait été prévu. En effet, l'ancienne base stratégique *française*, évacuée en *1963*, après les violents combats ayant opposés, deux ans plus tôt, les deux armées, a, pour les Tunisiens, valeur de symbole : celui de l'ultime phase de la lutte pour l'indépendance, qu'ils considéraient inachevée depuis 1956 tant qu'un soldat français demeurait encore sur le territoire.

De Bizerte, après avoir remis leurs armes aux autorités militaires, les Palestiniens rejoindront tous — y compris les cadres civils et militaires, à l'intention desquels, pourtant, un hôtel est réservé dans la banlieue sud de Tunis — le camp d'Oued-Zarga, dans la plaine céréalière de Beja, prêt depuis plusieurs jours déjà à les accueillir.

Quant à la date de la venue de M. Yasser Arafat, qui sera probablement accompagné des principaux dirigeants de l'organisation Fatah, elle est encore tenue secrète. Mais l'hypothèse selon laquelle le président de l'O.L.P. pourrait quitter Beyrouth pour Tunis sans attendre *le dernier jour de l'évacuation* en cours n'est pas à écarter. Les autorités, croit-on, envisagent de lui offrir de loger au palais Essuada, situé au fond d'un parc à *La Marsa*, dans la banlieue nord de la capitale.

La décision du président Bourguiba de recevoir dans son pays un contingent de combattants ainsi que les dirigeants du Fatah a été comprise et unanimement approuvée par les Tunisiens. Mais certains d'entre eux ne s'en posent pas moins des *questions quant aux répercussions* qu'elle peut avoir aux plans intérieur et extérieur.

Si les mouvements d'opposition reconnus officiellement — c'est le *cas du parti communiste — ou* officieusement comme le Mouvement des démocrates socialistes (M.D.S.) ou le Mouvement de l'unité populaire (M.U.P.) s'en tiendront à n'en pas douter à la stricte légalité qu'ils ont de tout temps scrupuleusement observée, qu'en sera-t-il de certains groupuscules gauchistes ou baasistes plus ou moins contrôlés et des *plus actifs sympathisants* du courant islamique ? La venue d'un millier d'hommes qui ne pourront rester indéfiniment cloîtrés dans les lieux mis à leur disposition ne risque-t-elle pas de *susciter quelques difficultés* avec la population ? Cette nouvelle situation que va connaître la Tunisie n'est-elle pas susceptible de tendre ses relations, qui ne sont déjà pas au beau fixe, avec ses voisins et plus particulièrement avec la Libye, dont la radio a accusé de « trahison » les pays ayant accepté de recevoir les combattants de Beyrouth ?...

Les dirigeants tunisiens déclarent que toutes ces inquiétudes et bien d'autres sont infondées. A leurs yeux, le seul problème qui *compte vraiment est celui de la* sécurité de leurs hôtes, et en premier lieu celle de M. Yasser Arafat, contre d'éventuelles actions de services spéciaux ou de dissidents palestiniens qui réussiraient à s'introduire dans le pays. Cette préoccupation est profonde, au point qu'elle aurait été évoquée tout récemment devant l'ambassadeur américain à Tunis. A l'exception de ce souci, qu'il ne dissimule pas complètement, et de sa préoccupation d'héberger les Palestiniens dans les meilleures conditions de confort possible, le premier ministre, M. Mohamed Mzali, affiche une grande sérénité.

« Le président Bourguiba, le gouvernement et le peuple tunisiens sont honorés d'accueillir les combattants palestiniens dans leur pays, terre d'accueil, à la suite de la demande expresse de M. Yasser Arafat et de ses amis, nous a déclaré le premier ministre.

» Nous sommes sûrs que le séjour des Palestiniens est provisoire ; non pas que leur présence pourrait nous peser mais parce que la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits, avoir sa patrie et son Etat va continuer. Elle continuera sous des formes diverses. Le combat politique n'est pas le plus facile. Les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, savent que pour passer de la lutte armée à un Etat et à l'indépendance il faut passer par une période de transition et de compromis. Il appartient à la direction de l'O.L.P. de tracer la stratégie qui lui convient et il nous appartient à nous, Tunisiens, Arabes, à tous les hommes libres du monde en Orient et en Occident, de soutenir leur combat. »

» Nous sommes sûrs aussi que les frères palestiniens respecteront l'indépendance de la Tunisie et aideront le gouvernement à assurer leur propre sécurité comme eux-mêmes sont sûrs que les Tunisiens n'interféreront pas dans leurs affaires et qu'ils n'essayeront jamais de leur imposer une tutelle. »

« A cette occasion, je veux exprimer, au nom du président Bourguiba, mon admiration pour la lutte héroïque des Palestiniens et des forces progressistes au Liban et à Beyrouth. »

MICHEL DEURÉ.

(1) Le bureau de l'O.L.P. à Tunis a annoncé, mercredi, l'arrivée dans la capitale d'une délégation populaire palestinienne venant de Libye pour accueillir les combattants et l'arrivée imminente d'autres Palestiniens vivant en Arabie Saoudite, dans les pays du Golfe, dans d'autres pays arabes et non arabes.

EN ISRAËL

Les avions d'El Al ne voleront plus le samedi et durant les fêtes juives

De notre correspondant

Jérusalem. — Dans les titres de la presse israélienne, la nouvelle l'emporte sur les événements du Liban : El Al sera la première compagnie aérienne au monde dont les avions ne voleront que six jours sur sept, particularité d'autant plus extraordinaire en période de crise pour l'aviation civile internationale. Le cabinet de M. Begin ayant maintenu sa décision, la commission parlementaire des finances, dont l'avis avait été requis en dernier ressort, a approuvé le 25 août la mesure imposée par le parti religieux ultra-orthodoxe l'Agoudat Israël, qui menaçait de quitter la coalition gouvernementale s'il n'obtenait pas satisfaction (*le Monde* du 18 août).

A partir du début du mois de septembre, la compagnie nationale devra cesser ses activités durant les fêtes juives et pendant chaque sabbat (le samedi), jour de la semaine où elle enregistrait le trafic le plus important. Les employés d'El Al ont manifesté mercredi contre cette décision avec d'autant plus de vigueur qu'ils savent que le sort de leur société déjà en difficulté est maintenant menacé. A l'aéroport international de Tel-Aviv, ils ont tenté de séquestrer pendant plusieurs heures le ministre des transports et se sont heurtés violemment à la police. Une grève générale est envisagée par certains qui accusent le cabinet de M. Begin de vouloir la faillite d'El Al pour rendre inévitable la cession de la compagnie à des capitaux privés.

« C'est un coup sévère porté à la démocratie », estime le quotidien *Davar* (travailliste). *« Une défaite pour le peuple d'Israël »*, constate le *Jérusalem Post* (indépendant) se référant à des sondages d'opinion indiquant que la grande majorité des Israéliens étaient opposés à cette initiative. Mais *Hatzofeh*, organe du parti national religieux (P.N.R.), pense que désormais « *les juifs du monde entier seront fiers d'utiliser les services d'El Al* ». Pour ne pas être en reste avec ses concurrents intégristes de l'Agoudat Israël, le P.N.R. a fait une suggestion : fermer complètement l'aéroport de Tel-Aviv durant le sabbat pour limiter le déficit d'El Al en empêchant que l'interruption de ses vols ne profite aux compagnies étrangères. Israël serait ainsi, une fois par semaine, isolé du monde.

FRANCIS CORNU.

LA GUERRE DU GOLFE

Les Irakiens ont à nouveau bombardé le terminal pétrolier iranien de Kharg

L'Irak a bombardé, pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine, le terminal pétrolier iranien de Kharg, au nord du Golfe, a déclaré mercredi 25 août un porte-parole militaire irakien. Le porte-parole a affirmé que les installations pétrolières avaient été sérieusement endommagées ; il a renouvelé les mises en garde aux navires pétroliers, leur enjoignant de « ne pas s'approcher de Kharg, sous peine d'être détruits ». Ce mercredi, le président iranien, M. Kamenei, a menacé à son tour « de chasser l'Irak du Golfe », *si ses attaques se* poursuivaient.

● A ABOU DHABI, on indique, dans les milieux maritimes, que de plus en plus de tankers et de cargos attendent à l'entrée du détroit d'Ormouz, du fait de l'augmentation des tarifs d'assurance pour la navigation dans le Golfe.

● A WASHINGTON, le gouvernement a fait part de son intention d'organiser des manœuvres militaires terre-air-mer dans le Golfe, à Oman, afin de rassurer les Etats pétroliers du Golfe sur la capacité des Etats-Unis à leur porter assistance en cas de besoin.

Des cibles faciles

Avec le bombardement du poste de chargement de Kharg, la guerre entre l'Iran et l'Irak pourrait entrer dans une nouvelle phase qui risquerait, si elle s'étendait à d'autres installations, de compromettre les exportations de pétrole dans tout le golfe Persique, d'autant plus qu'elle pourrait dissuader les tankers de franchir le détroit d'Ormuz.

Les postes de chargement, par leurs dimensions, sont des cibles « idéales » pour les raids aériens, et *sont parmi les installations les plus* facilement réparables puisqu'ils ne sont faits que de gros tuyaux, d'estacades d'amarrage et de ducs-d'albe. De même, les raffineries sont des objectifs que leur seule taille rend vulnérables, mais elles sont constituées, en grande partie, de grosse chaudronnerie dont la *réparation ne soulève pas de problèmes* majeurs. Quant aux réservoirs de stockage, sans lesquels l'exploitation et l'exportation du pétrole sont impossibles, ils sont eux aussi de « belles » cibles. Toutefois, leur reconstruction est simple, même si leur montage prend nécessairement plusieurs mois.

Les pipe-lines et les têtes de puits sont, les uns et les autres, des objectifs de dimensions réduites, donc difficiles à atteindre par bombardement mais vulnérables à des opérations de commando.

La réparation de segments endommagés de pipe-lines est un travail courant et rapide si l'on dispose des *tubes nécessaires et de soudeurs* compétents.

Pour les têtes de puits, il faut envisager deux situations tout à fait différentes :

● *Les puits ne sont pas éruptifs :* La pression interne du gisement n'est pas assez forte pour faire jaillir le pétrole en surface. Il faut donc aider le pétrole à monter par des techniques diverses : pompage de la surface ou du fond, injections de gaz naturel comprimé *(gas lift)*. Si le puits a été fermé à cause de l'arrêt des exportations ou par précaution, les pompages et injections ont été stoppés et le pétrole est redescendu dans le puits. Si le puits est toujours ouvert et débite du pétrole, la destruction de la tête de puits, par laquelle passe le matériel d'« aide », sera immédiatement accompagnée par l'arrêt du pompage ou des *injections : là encore* le pétrole redescend dans le puits. Si un incendie se déclare *sur* la tête, il *s'éteindra presque tout de suite* faute de carburant.

● *Les puits sont éruptifs*, ce qui est fréquent au Proche-Orient. Ils posent alors des problèmes très différents selon qu'ils sont munis, ou non, de dispositifs internes de sécurité. *En général, les puits forés et* équipés depuis une vingtaine d'années ont un clapet de sécurité *(storm choke)* posé près du fond et une valve *(down hole safety valve* ou *subsurface safety valve)* installée plus haut mais tout de même assez loin sous la surface pour être hors de portée des « catastrophes » éventuelles. Clapet et valve ferment le puits hermétiquement et automatiquement. Le premier se déclenche dès qu'il y a un surdébit, la seconde n'est maintenue ouverte que par un *fluide injecté en continu* sous pression par un tout petit tuyau : si la tête de puits est arrachée ou simplement endommagée, le petit tuyau est coupé et la valve reprend sa position normale de fermeture.

Des dispositifs de sécurité

*Mais tous les puits du Proche-*Orient ne sont pas récents. L'exploitation du pétrole a commencé en 1908 en Iran (à Masjid-i-Suleiman) et en 1927 en Irak (à Kirkouk). Beaucoup de puits anciens sont encore en exploitation et sont même toujours éruptifs, parfois avec des débits très importants. Or, autrefois, les *puits n'étaient pas munis de dispositifs* internes de sécurité. Il est toujours possible de fermer ces puits par *précaution* en y introduisant des obturateurs internes. Certes, ce matériel existe, mais il n'est pas forcément disponible à tout moment, et la fermeture conservatoire de tous les puits dépourvus de dispositifs internes de sécurité ne serait pas possible avant plusieurs semaines, ou même plusieurs mois.

Si un puits éruptif ancien, dépourvu de dispositifs internes de sécurité mais maintenu en fonctionnement avait sa tête endommagée ou arrachée, le pétrole jaillirait en surface. Même si un incendie ne se déclarait pas immédiatement, il faudrait probablement mettre le feu de façon à éviter qu'un océan de pétrole ne vienne tout engluer, avec les risques que cela comporte. Pour arrêter de *telles éruptions, surtout lorsque* les débits sont importants, il faut faire un ou plusieurs puits déviés *pour « tuer »* le puits en éruption *(le Monde* du 21 juillet 1979). Mais les opérations sont longues et l'éruption ne peut être maîtrisée qu'après plusieurs semaines ou plusieurs mois. En 1979-1980, il a fallu neuf mois et demi pour arrêter l'éruption du puits *mexicain* Ixtoc-I.

Si des têtes de puits étaient endommagées, le travail de remise en état ne devrait pas être trop difficile. Il existe des stocks de têtes de puits, mais l'Iran comme l'Irak pourraient être obligées d'en importer si leurs besoins étaient importants. Une fois les *nouvelles* têtes installées, *l'exploitation pourra reprendre* puisque tout puits dans lequel on n'a pas injecté de ciment est « récupérable ». Mais si des puits éruptifs ont été touchés, il n'est pas impossible qu'il faille les remplacer par de nouveaux puits, ce qui prendrait forcément un certain nombre de mois pour forer et équiper chacun d'entre eux.

Il existe, en revanche, plusieurs catégories de matériels dont la remise en état est beaucoup plus difficile et beaucoup plus longue. Les compresseurs, indispensables au pompage et aux injections de gaz, sont des machines lourdes et coûteuses qu'il faudrait d'abord commander, ensuite importer, et enfin monter. De même, *les centrales électriques* sont constituées de matériel lourd qui est fait sur commande et qui n'existe pas en stock.

Des installations purement pétrolières intactes ne peuvent être remises en marche si *les centrales* électriques qui les font fonctionner ont été détruites ou endommagées. Sans électricité, les pompes et les compresseurs, les transports par pipe-lines et les raffineries, les manœuvres de chargement sont paralysés. Cela peut paraître paradoxal, mais l'exploitation pétrolière est sous la dépendance totale des centrales électriques.

YVONNE REBEYROL.

● *Les forces de l'ordre* ont tué, blessé ou arrêté cinquante-huit opposants de gauche, la plupart membres des Moudjahidin Khalq, à Karaj, ville du nord du pays, a annoncé le mercredi 25 août la presse de Téhéran, qui précise que ces opérations se sont déroulées *pendant le mois d'août*. — *(Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

● SUSPENSION D'EGLISES REFORMEES. — Deux Eglises réformées néerlandaises d'Afrique du Sud accusées de soutenir l'apartheid ont été suspendues mercredi 25 août par 388 des 400 membres du conseil général de l'Alliance mondiale des *Eglises* réformées actuellement réuni à Ottawa.

Les deux Eglises perdent ainsi leur droit de vote, mais peuvent assister aux réunions de l'Alliance. Un représentant noire d'une église presbytérienne d'Afrique du Sud a indiqué qu'il avait soutenu la résolution, bien qu'il y ait des risques de représailles pour les Noirs de son pays. Le gouvernement pourrait confisquer les passeports des Noirs qui ont assisté à l'assemblée d'Ottawa, a-t-il précisé, afin de les empêcher de participer à d'autres réunions de l'Alliance dans l'avenir. La plupart des membres du gouvernement sud-africain appartiennent à l'une des deux Eglises suspendues, la Nederduitse Gereformeerde Kerk (N.G.K.) et la Nederduitse Hervormde Kerk van Afrika (N.H.K.). — *(A.F.P.)*

Etats-Unis

● DEMISSION D'UN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS. — M. Frederick Richmond, âgé de cinquante-huit ans, représentant démocrate de l'Etat de New-York, a donné sa démission mercredi 25 août et plaidé coupable pour fraude fiscale et possession de marijuana. M. Richmond, un des membres les plus riches du Congrès, risque sept ans de prison et 20 000 dollars d'amende. Le représentant a plaidé coupable pour *éviter* d'autres poursuites. — *(A.F.P.)*

Philippines

bel-1//9Smc,a

● UN VIOLENT ACCROCHAGE survenu dans la région de Pang Luuk (sud du pays) a coûté la vie à six miliciens gouvernementaux et à quinze membres supposés du mouvement séparatiste musulman Front de libération nationale Moro, annonce-t-on de source militaire à Manille. L'affrontement, qui a eu lieu le mardi 24 août, a duré plusieurs heures et s'est *produit* alors que les rebelles tentaient, semble-t-il, d'aider un responsable du Front Moro à quitter le pays pour se rendre à Sabah, en Malaisie, où se tient une réunion du comité central du mouvement séparatiste. — *(A.F.P.)*

Suisse

● DEUX PROCHAINES DEMISSIONS DU GOUVERNEMENT. — Deux des sept membres du gouvernement helvétique, M. Fritz Honegger, chef du département de l'économie et président en exercice de la Confédération, et M. Hans Hürlimann, chef du département de l'intérieur, ont annoncé mercredi 25 août qu'ils prendraient leur retraite à la fin de l'année. En principe, quatre départs du conseil fédéral étaient attendus avant les élections législatives d'octobre 1983. MM. Honegger et Hürlimann ont décidé d'avancer leur départ afin d'éviter quatre vacances simultanées. Leurs successeurs seront désignés en décembre par le parlement. — *(Corresp.)*

Thaïlande

● *UN JOURNALISTE* ASSASSINE. Un journaliste thaïlandais, Witoon Yokakul, correspondant de deux quotidiens de Bangkok, qui venait d'écrire une enquête sur les pratiques d'extorsion de fonds et la corruption régnant au sein des forces spéciales de la police de Chantaburi (300 kilomètres à l'est de Bangkok), a été assassiné par balle, dans cette localité ainsi que son amie, alors qu'il rentrait chez lui vers deux heures du matin. Les assassins se sont enfuis mais *ont été aperçu par des témoins*. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe

● UN QUATRIEME SOLDAT SUD-AFRICAIN aurait été tué lors de l'accrochage qui a opposé, le 18 août, dans le sud-est du pays, un commando à l'armée zimbabwéenne *(le Monde* du 24 août), a déclaré mercredi 25 août le ministre zimbabwéen de la défense, M. Emmerson Munangagwa. *« Nous pensons que le quatrième corps découvert dans la région de Sengwe (sud-est du Zimbabwe) est celui d'un des membres du commando, mais les documents trouvés sur lui doivent être examinés avant de pouvoir établir son identité »*, a ajouté M. Munangagwa. Le ministre a par ailleurs affirmé que les trois autres Blancs tués lors de cet accrochage avaient été identifiés comme étant John Andrew Wessels, Robert Beech et David Berry, tous trois anciens membres de commandos rhodésiens. — *(A.F.P.)*

INDONÉSIE :

III. — Les

INDONÉSIE : pas de changement politique avant l'an 2000

III. — Les beaux jours du « boom pétrolier » sont révolus

L'armée et les politiciens gouvernementaux du Golkar ont fort à faire pour tenir en lisière les « fous d'Allah » (« le Monde » des 25 et 26 août). D'autant que des problèmes économiques et sociaux préoccupent le gouvernement.

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

Djakarta. — *« Suharto, père du développement. »* Lorsqu'il y a un an, le général Ali Murtopo, ministre de l'information, a lancé ce slogan, les opposants au régime ont aussitôt crié au *« culte de la personnalité »*. N'y avait-il pas, en effet, volonté manifeste de placer le chef de l'État sur un piédestal à l'égal de son prédécesseur, *« Sukarno, père de l'indépendance »* mais piètre gestionnaire de l'économie ? Autres temps, autres priorités.

« La stratégie et l'idéal de l'« ordre nouveau » se réaliseront par le développement au sens large, n'a jamais cessé d'affirmer le général Suharto. *Le succès ou l'échec du développement permettront de juger si nous avons ou non réussi l'indépendance. »* A cet objectif absolument prioritaire à ses yeux, le chef de l'État a tout sacrifié, même un certain assainissement de la vie politique. Les chiffres lui donnent, aujourd'hui, raison. La Banque mondiale, dans son rapport annuel, vient, en effet, de préciser que le produit national brut par tête d'habitant avait été porté, l'an dernier, à 520 dollars (240 dollars en 1976), *« ce qui, pour la première fois, place résolument l'Indonésie dans la catégorie des pays à revenus moyens »*.

Les experts des Nations unies expliquent ce bond en avant notamment par les efforts fructueux du gouvernement pour mettre ce pays de cent cinquante millions d'habitants en état de quasi-autosuffisance pour le riz, aliment de base des Indonésiens. Tout a joué dans le bon sens pour obtenir, ces deux dernières années, des récoltes-records de paddy (environ 22 millions de tonnes en 1981) : conditions climatiques excellentes et — grâce à des subventions massives — consommation intensive d'engrais, augmentation considérable des surfaces irriguées, introduction de variétés à haut rendement, mise en culture de terres vierges.

Cependant, cette autosuffisance reste précaire car aussi bien l'élévation du niveau de vie — la population, pour 40 %, dispose encore d'un revenu annuel inférieur à 90 dollars — que la pression démographique — il faut nourrir, chaque année, trois millions de bouches supplémentaires — augmenteront la demande de riz. La consommation locale est d'environ 130 kilos par habitant et par an. Si le taux de croissance de la population demeure stable (2,34 %) et si, d'autre part, la production rizicole progresse au rythme annuel de la précédente décennie (3 % à 4 %), des économistes américains ont calculé que la ration ne pourra pas être portée à 150 kilos avant 1994, lorsque l'Indonésie franchira alors le cap des deux cents millions d'habitants.

Le tout pétrole

Mais, plus qu'une économie agricole, l'Indonésie n'est-elle pas devenue une économie pétrolière ? Les exportations de « brut » et de gaz naturel liquéfié ont représenté, en 1980-1981, les trois quarts des exportations totales du pays tandis que les recettes tirées de la taxe pétrolière ont assuré à l'État, au cours de ce même exercice, 70 % de ses ressources budgétaires. C'est dire que les hydrocarbures ont joué un rôle capital dans la stratégie du développement voulue par le général Suharto.

Les découvertes de pétrole en mer de Java sont prometteuses et les réserves de gaz naturel, dont l'Indonésie est le premier producteur et le premier exportateur mondial, sont, dit-on, fabuleuses. Encore faut-il que la demande intérieure de produits énergétiques, stimulée par de fortes subventions étatiques, ne diminue pas les capacités exportatrices du pays. Conscient de la nécessité d'en revenir à une certaine « vérité des prix », le gouvernement a décidé, en janvier dernier, de relever de 60 % le prix du fuel domestique. Au rythme de croissance actuel de la consommation — 12 % par an, — l'Indonésie est, en effet, menacée de brûler en 1992 autant de pétrole qu'elle en extrait aujourd'hui...

Les beaux jours du « boom pétrolier » sont révolus. L'Indonésie commence à mesurer la fragilité d'une politique économique qui a un peu trop exclusivement mis l'accent sur les richesses de son sous-sol en hydrocarbures. Ses responsables envisageaient de porter la production de brut à 1,8 million de barils par jour en 1983-1984. Mais, au vu d'une conjoncture internationale dépressive, l'OPEP leur a fixé, en mars dernier, un plafond de 1,3 million de barils (67 millions de tonnes par an), alors qu'en 1981 il en avait été extrait 1,6 million. Le gouvernement se montre, en outre, très sensible à la stabilité du prix du brut, dans la mesure où ses contrats « gaziers » prennent ce dernier pour référence.

Du moins, avec les revenus de son pétrole, l'Indonésie s'est-elle offert une industrie lourde. Les gros contrats signés en 1980-1981 *portent sur des projets* — raffineries, complexes pétrochimiques, usines d'aluminium — dont le coût unitaire dépasse nettement le milliard de dollars. Pour la seule année 1981, ces investissements ont, au total, dépassé 10 milliards de dollars. Ainsi, le pays n'est-il plus très loin de suffire à ses besoins pour certains produits de base comme le ciment et les engrais.

Fallait-il dépenser en priorité les deniers publics dans ces secteurs-clés *« pour y compenser la défaillance des investisseurs privés »*, comme on l'explique en haut lieu ? Était-ce, au contraire, une erreur de tout miser sur des projets dits « capitalistiques », par nature économes en main-d'œuvre, alors que la moitié de la population active est sous-employée et que, chaque année, deux millions de jeunes se présentent sur le marché du travail ? Une chose est sûre : l'Indonésie n'a plus les moyens de vivre sur le même pied qu'avant. Fait aggravant : ses exportations non pétrolières — bois, caoutchouc, étain, café — ont chuté de près de 30 % au cours des deux dernières années. Le gouvernement paraît décidé à corriger le cap.

La « chasse gardée » du Japon

« Dorénavant, les intérêts privés devront prendre en main le secteur moderne de l'économie, indique M. Suhartoyo, président du bureau de coordination des investissements. *L'État se chargera de construire les infrastructures et de développer le secteur traditionnel, créateur d'emplois. »* Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement n'a l'intention de se montrer ni plus protectionniste ni plus nationaliste qu'il n'est utile. *« Pour les biens de consommation, par exemple, nous admettons une certaine concurrence sur les prix et sur la qualité entre produits importés et produits locaux »*, souligne-t-il. Et d'ajouter : *« Nous maintiendrons les règles que nous nous sommes fixées pour ce qui concerne les investissements étrangers dans notre pays. »*

Conquérir de nouveaux marchés avec de nouveaux produits pour compenser le manque à gagner pétrolier, telle est, aujourd'hui, la tâche des autorités locales. L'Indonésie est, à cet égard, un peu la « chasse gardée » du Japon, son premier client et son premier fournisseur. Pour autant, Tokyo, qui lui achète son pétrole et son gaz, n'est pour Djakarta qu'un « ami obligé ». Étendre le réseau des partenaires commerciaux prend du temps.

Mais, dans un contexte économique maussade, la compétition entre pays riches et pays pauvres se fait plus âpre. Les textiles indonésiens ont ainsi du mal à franchir les barrières dressées à l'entrée de l'Europe des Dix. Djakarta se bat, comme ses autres partenaires de l'ASEAN (1), pour obtenir un relèvement des quotas de la C.E.E. et n'hésite pas à lier cette question à la signature de contrats : donnant donnant.

Pour obtenir gain de cause, Djakarta utilise aussi l'arme de la *compensation* : une entreprise étrangère qui se voit attribuer un contrat d'équipements publics devra désormais s'engager à acheter un montant identique — *en valeur* — de produits locaux (contre-plaqué, tabac, caoutchouc...). *« Nous avons bien conscience qu'il ne peut s'agir là d'une politique à long terme »*, convient M. Suhartoyo. Affaire de circonstances ? Il n'empêche que les « circonstances » risquent de justifier longtemps encore, aux yeux du gouvernement indonésien, ces précautions commerciales.

Compte tenu de la difficulté à rééquilibrer ses échanges extérieurs, l'Indonésie connaîtra, dans les années à venir, une balance des paiements en déficit. A toutes fins utiles, elle possède de solides réserves, aujourd'hui évaluées à 11,8 milliards de dollars, ce qui, le cas échéant, lui permettrait de couvrir six mois d'importations. Les experts la jugent capable d'atteindre, au cours de l'exercice 1982-1983, un rythme de croissance d'environ 6,5 %, rythme hono-rapide (9,6 % en 1980-1981) rapide — (9,6 % en 1980-81) — qu'il l'était lorsque l'or noir coulait à flots.

Corruption

Croissance rapide ou modérée, ses fruits seront-ils toujours aussi mal partagés, se demandent beaucoup d'Indonésiens. *« La réforme agraire décidée en 1960, sous la présidence de Sukarno, est très lente à entrer en application*, explique un expert occidental. *Un tel programme a, pour les dirigeants actuels, une connotation communiste. »* A Java où vivent environ quatre-vingt-treize lamillions d'habitants, la population rurale, pour 40 %, n'a pas le moindre lopin de terre à cultiver. La politique de *« transmigration »* vers d'autres îles n'est qu'une réponse bien timide au problème que pose ce prolétariat des campagnes.

« Il faut payer pour tout, se plaignent des Indonésiens, *pour aller à l'école, pour se faire soigner. »* Et

La corruption creuse encore le fossé entre riches et pauvres. *« Pour 30 %, le budget s'en va en fumée »*, assure le général Ali Sadikin, qui dénonce les méfaits de ce *« nouveau capitalisme. »* Parfois, la corruption s'apparente à un complément de salaire pour des fonctionnaires sous-payés ; parfois, elle correspond à un service rendu faute d'intermédiaires agréés. Elle n'est rien d'autre, souvent, qu'un intolérable enrichissement sans cause.

Ce mal gangrène tout le corps social, du haut en bas de la pyramide. L'Indonésie est-elle condamnée à vivre ainsi ? *« Le vrai danger qui nous guette, il ne faut pas aller le chercher hors des frontières, du côté de Pékin ou de Moscou*, explique un très haut fonctionnaire. *Si, un jour, la subversion communiste gagne de nouveau notre pays, ce sera parce que nous n'avons pas su analyser et corriger nos propres faiblesses, extirper en temps opportun cette tumeur : la corruption ambiante et son honteux cortège d'injustices. »*

FIN

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines, Malaisie, Thaïlande, Singapour).

Malaisie

LE PROCÈS DE PENANG

Béatrice Saubin a bénéficié de circonstances atténuantes

Bangkok. — La Cour fédérale de Malaisie a commué, mercredi 25 août, à Kuala-Lumpur, en une peine de détention à vie, la condamnation à mort prononcée, le 17 juin, par le tribunal de Penang à l'encontre de Béatrice Saubin, une Française de vingt-deux ans, arrêtée en janvier 1980 alors qu'elle transportait 534 grammes d'héroïne (« le Monde » du 26 août). Sauf mesures de clémence ultérieures, celle-ci devra encore purger environ onze ans de prison puisqu'au terme de la loi malaise, la détention à perpétuité est automatiquement ramenée à vingt ans d'incarcération, eux-mêmes réduits d'un tiers pour bonne conduite.

De notre correspondant

L'accusé a bénéficié des circonstances atténuantes qu'avait invoquées son avocat au regard de son jeune âge et compte tenu du fait qu'il *s'agissait* d'un premier délit. *« Nous ne voudrions pas que ce cas soit considéré comme un précédent »*, a indiqué le président de la cour.

Cette jeune Française a-t-elle été piégée par des Chinois de rencontre, comme elle l'a affirmé devant le tribunal de Penang ? En tout cas, les juges malais n'avaient alors rien cru de son récit, qu'ils avaient trouvé *« singulièrement peu convaincant et fabriqué à l'évidence pour maintenir le tribunal dans le noir »*. La cour fédérale a modifié leur verdict, qualifié de *« manifestement excessif »* par l'avocat de la défense, sans pour autant mettre en doute la culpabilité de Béatrice Saubin. *« Notre conviction est faite »*, n'a pas manqué de souligner son président. En matière de drogue notamment, la justice malaise est intraitable : la peine de mort est automatique pour les trafiquants arrêtés avec plus de 20 grammes d'héroïne, quelle que soit leur nationalité. Le 12 août, deux négociants en poudre blanche ont été pendus à la prison de Pudu. Aussi, dans une pétition adressée aux autorités de Kuala-Lumpur, plusieurs dizaines de personnalités françaises de tous horizons avaient-elles plaidé la clémence en faveur de Béatrice Saubin.

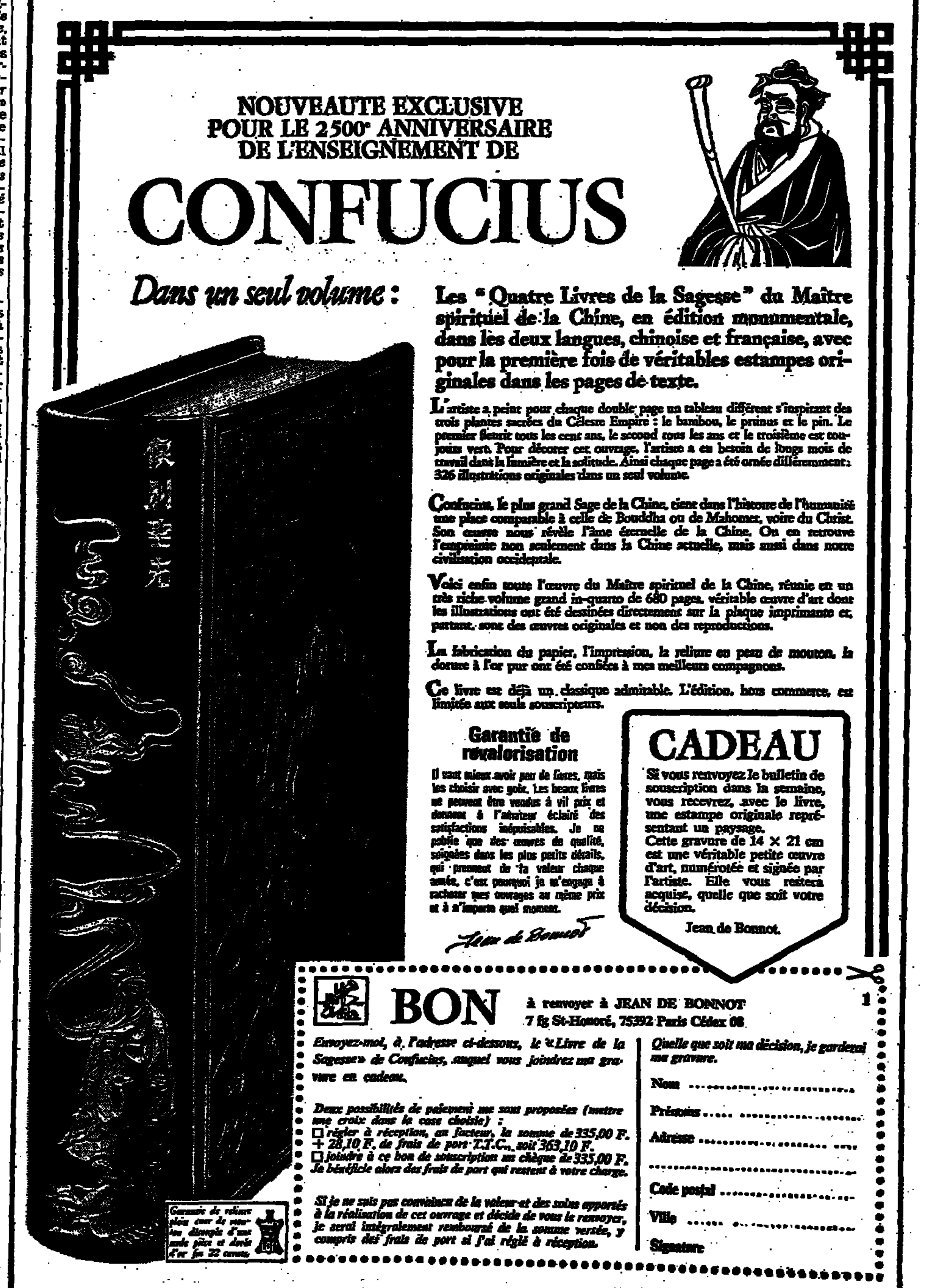
On précise, de source sûre, que les responsables malais avaient donné l'assurance à qui de droit que Béatrice Saubin ne serait pas exécutée et que, au pire, elle bénéficierait d'une grâce royale. A cet égard, la campagne que certains médias français ont conduite en faveur de la jeune Française a servi les desseins du gouvernement de Kuala-Lumpur. Celui-ci n'est pas mécontent, en effet, qu'un grand tapage ait été fait à l'étranger autour de cette affaire, dans la mesure où cette dramatisation peut éloigner du pays un certain nombre de toxicomanes et de trafiquants qui pourraient y chercher un refuge moins voyant qu'en Thaïlande.

La police malaise a arrêté, en 1981, plus de huit mille trafiquants de stupéfiants et saisi environ 724 kg de drogues diverses. Au cours du premier semestre 1982, 5 346 suspects, parmi lesquels 45 étrangers — dont deux Français — ont été appréhendés pour possession de poudre blanche. Depuis 1975, 537 personnes ont eu à répondre de ces délits devant la justice : 28 ont été condamnées à mort (6 ont déjà été exécutées) et 115 à la prison à vie. Les autorités de Kuala-Lumpur sont d'autant plus résolues à combattre ce fléau qu'il y a, selon elles, *« un lien direct entre l'usage de la drogue et la montée de la violence dans le pays »*.

J. B.

Chine

- LA GRANDE-BRETAGNE va rouvrir prochainement son consulat général à Shanghai, fermé depuis 1967, lors de la révolution culturelle, a annoncé le mercredi 25 août le Foreign Office à Londres. On estime à Londres que le consulat général pourrait rouvrir avant la visite officielle du premier ministre britannique en Chine, prévue pour le 22 septembre. — *(A.F.P.)*



ASIE

Vietnam

Des réfugiés de la mer sont victimes du tir des garde-côtes

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — La récente arrivée à Hongkong de réfugiés de la mer vietnamiens, dont certains, victimes du tir des garde-côtes, avaient été blessés par balles alors qu'ils fuyaient leur pays, confirme la volonté des autorités de Hanoï de décourager les départs illégaux vers l'étranger. En février dernier, M. Hoang Anh Tuan, vice-ministre des affaires étrangères, avait précisé à M. Zia Rezvi, alors coordonnateur, pour l'Asie du Sud-Est, du programme du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (U.N.H.C.R.), que la ligne de conduite de son gouvernement consistait à *« empêcher résolument les départs illégaux, qui sont en contradiction avec la politique de la République socialiste du Vietnam »*.

A plusieurs reprises, les responsables de Hanoï ont indiqué au H.C.R. qu'ils continuaient de *« prendre des sanctions énergiques contre les organisateurs de filières clandestines »*, tout en dénonçant l'attitude de la Chine et des Etats-Unis, qui, selon eux, encouragent cette émigration et tout en soutenant que les partants sont *« des émigrés économiques plutôt que des réfugiés »*. En juillet 1981, le tribunal populaire de Ho Chi Minh-Ville avait condamné à mort quatre « criminels » qui avaient notamment préparé des départs *illégaux vers l'étranger*. Le mois suivant, un *« mauvais élément »* s'était vu infliger une peine de prison à vie pour s'être approprié, en vue de fuir le pays, un *« bien collectif »*, c'est-à-dire un bateau.

A écouter les récits des réfugiés de la mer, il apparaît que certains d'entre eux n'ont pas réussi à quitter le pays du premier coup, que des tentatives se sont soldées par des peines d'emprisonnement, mais que le voyage n'en a été souvent que différé. Aujourd'hui, les départs illégaux semblent plus difficiles à organiser en raison du manque de bateaux — *depuis 1975, le Vietnam* a perdu environ les deux tiers de sa flotte de pêche, — de moteurs et de carburants, en outre, la marine vietnamienne multiplie les patrouilles le long des côtes, et les délits de fuite sont plus sévèrement punis. Aussi, pendant les sept premiers mois de 1982, le nombre de ces migrants qui ont échoué en Asie du Sud-Est a-t-il diminué de moitié par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Les autorités de Hanoï reconnaissent que des *« raisons hautement humanitaires »* peuvent justifier certains départs, mais elles entendent que ceux-ci aient lieu dans l'ordre et ne prennent plus l'allure d'une fuite éperdue qui donne de leur pays une image déplorable à l'étranger. Elles ne sont pas prêtes pour autant à délivrer des visas de sortie à n'importe qui, notamment pas à ceux qui sont en âge de faire leur service militaire et à ceux qui ont maille à partir avec la justice. Au total, depuis la signature, le 30 juin 1979, d'un mémorandum avec le H.C.R. et jusqu'au 30 juin dernier, vingt mille trois cent quatre-vingt-sept Vietnamiens avaient quitté légalement le pays, la plupart pour le Canada, les Etats-Unis et la France. Mais, depuis 1975, ils ont été sept cent cinquante mille à poser sac à terre quelque part en Asie du Sud-Est après avoir choisi d'exposer leur vie aux périls de la mer.

J. B.

HANOI DÉCIDE D'OBSERVER UNE TRÊVE MILITAIRE DE SIX SEMAINES AVEC LA CHINE

Selon une déclaration du ministère vietnamien des affaires étrangères publiée le 25 août, Hanoï *avait déjà proposé le 14 août* dans une note adressée aux autorités chinoises, la *« cessation de tous les actes d'hostilité »* du 27 août au 8 octobre, à l'occasion des fêtes nationales vietnamienne *et chinoise*, les 2 *septembre* et 1er octobre.

Le 25 août, en l'absence de toute réaction de Pékin, Hanoï a proclamé son intention d'observer unilatéralement la trêve pour que les *populations vietnamienne* et chinoise puissent passer leurs fêtes nationales dans la paix, affirme le document vietnamien.

EUROPE

Allemagne fédérale

Le ministère de l'intérieur s'inquiète de la montée du racisme et de la xénophobie

De notre correspondant

Bonn. — Selon les statistiques rassemblées par l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, on assiste depuis le début de l'année 1981 à un accroissement du nombre des militants des partis d'extrême droite et à une recrudescence des attentats contre les étrangers vivant sur le territoire fédéral.

Le ministre de l'intérieur, M. Gerhard Baum, *avait déjà, il y a quelques* semaines, dénoncé l'*« agitation croissante contre les étrangers »*. Cette inquiétude vient d'être confirmée par les chiffres : deux cent quatre-vingt-dix-sept attentats contre des étrangers ont été recensés en 1981 par le ministère de l'intérieur, ce qui représente une augmentation de 150 % par rapport à l'année précédente. Cette tendance s'accélère en 1982. La *propagande des mouvements d'extrême* droite s'appuie désormais davantage sur la xénophobie à l'égard des travailleurs immigrés et des réfugiés que sur l'antisémitisme.

A en croire le ministre, les auteurs de ces attentats trouvent leur inspiration dans l'idéologie du parti néonazi N.P.D., qui, depuis pas mal de temps déjà, a lancé le slogan *« Halte aux étrangers »*. Des membres ou des sympathisants du N.P.D., qui n'est pas interdit, ont créé d'autres organisations. C'est ainsi qu'une *« Initiative de citoyens »* revendiquant l'arrêt de l'immigration a demandé — en vain — au gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie de prévoir un référendum proposant le renvoi des immigrés et de leurs familles dans leur pays d'origine. La même organisation réclame aujourd'hui une consultation populaire sur la scolarisation des enfants des travailleurs étrangers ; elle propose qu'ils soient envoyés dans des écoles particulières où ils seraient séparés de la jeunesse allemande, et condamne la politique officielle, qui vise à faciliter *l'intégration des étrangers. Une pétition* réclamant la *« sauvegarde de la culture nationale »* aurait recueilli entre cinquante mille et soixante-dix mille signatures.

Lors des élections du printemps dernier, à Hambourg, la liste *« Halte aux étrangers »* n'avait pas obtenu un résultat très brillant. Toutefois, si dans l'ensemble du Land de Hambourg elle n'a pas dépassé 0,7 % des suffrages, son score dans certains quartiers populaires a été très supérieur.

Les diverses tendances et organisations s'inspirant du néo-nazisme ne constituent encore qu'un phénomène marginal. Il ne saurait être comparable au péril que l'extrême gauche révolutionnaire a présenté durant la « grande époque » de la Fraction armée rouge. *Mais l'aggravation* du chômage ainsi que les conflits croissants entre populations locales et immigrés créent peu à peu en République fédérale un climat *plus propice à une propagande* xénophobe et raciste.

JEAN WETZ.

Des terroristes entraînés au Liban

Dans sa réponse à une question écrite au Parlement, le porte-parole du ministre de l'intérieur a indiqué, le mercredi 25 août, que quinze à vingt membres du groupe Hoffmann (organisation terroriste d'extrême droite), ainsi que des militants d'extrême gauche responsables d'attentats contre les installations américaines en R.F.A., avaient reçu des armes et un entraînement militaire dans des camps de l'O.L.P. au Liban. Il a précisé que la R.F.A. allait demander à Israël l'extradition des terroristes ouest-allemands faits prisonniers au cours de la guerre du Liban.

Il a rappelé que les terroristes ouest-allemands, de droite et de gauche, continuent à utiliser des bases à l'étranger. En ce qui concerne la Fraction armée rouge, une vingtaine de personnes, selon le ministère de l'intérieur, feraient actuellement partie de son noyau dur.

D'autre part, une organisation anti-nazi, le *Comité démocratique* de Munich, a affirmé mardi que cent mille exemplaires d'un magazine d'extrême droite édité aux Etats-Unis avaient été distribués en R.F.A. Le magazine titre en couverture : *« Il n'y a pas eu de chambres à gaz. »*

AMÉRIQUES

Cuba

La crise la plus grave depuis vingt ans

(Suite de la première page.)

De l'avis de la majorité des observateurs, les difficultés matérielles persistantes, bien plus que les raisons politiques ou idéologiques, expliquent la « fatigue » de la population. Et le « coup de tonnerre » de Mariel, en avril 1980, a été provoqué d'abord par la première prise de contact autorisée entre Cubains « de *l'intérieur* » et Cubains de *Miami*, chargés de cadeaux et de vivres pour les « cousins » soumis au régime de la *libretta* (le carnet de rationnement) depuis plus de deux décennies.

L'exode de plusieurs dizaines de milliers de personnes, réfugiées dans un premier temps à l'ambassade du Pérou, a profondément marqué les dirigeants comme la population. « *Mariel*, dit un diplomate, *est devenu l'événement auquel tous se réfèrent. Il y a ce qui s'est passé avant et après Mariel...* » Mais combien de Cubains aujourd'hui seraient disposés à choisir l'exil s'ils en *avaient de nouveau la possibilité ?* Les estimations varient d'une ambassade à l'autre, mais le chiffre moyen est le million. C'est bien en tout cas pour tenter de répondre aux questions posées par le « choc » de Mariel *illustrant* l'exaspération de la population que le gouvernement avait, depuis avril 1980, esquissé une « libéralisation » économique et politique. Le « marché libre paysan » avait *été élargi. L'artisanat* était encouragé et légalisé mais le marché noir et la spéculation se sont en conséquence rapidement développés.

Aussi le régime a-t-il donné *cette année* un coup d'arrêt spectaculaire qui remet en question cette ligne plus « souple » adoptée depuis deux ans. Cinq cents arrestations ont été opérées parmi le petit peuple des revendeurs et des *coleros* (ceux qui font la queue pour les autres). Des membres de l'équipe nationale de base-ball ont été appréhendés pour avoir monté un réseau de paris clandestins. Les petits vendeurs qui s'étaient installés place de la cathédrale ont disparu. M. Fidel Castro a lui-même dénoncé à plusieurs reprises ce qu'il a appelé une « *évolution néo-capitaliste* ». Et il a encouragé dans la foulée les agriculteurs privés à adhérer au mouvement coopératif (20 % de la surface cultivée de Cuba, soit 1,5 million d'hectares, sont encore aux mains de petits agriculteurs privés, mais les coopératives contrôlent déjà 35 % de cette superficie).

Ce durcissement s'accompagne, semble-t-il, au plan politique d'un débat entre « libéraux » et « ultras » au sein de l'équipe *dirigeante. La « discrétion »* soviétique au Liban depuis l'invasion israélienne préoccupe le gouvernement de La Havane qui s'interroge sur l'ampleur éventuelle d'une aide soviétique au cas où *Cuba devrait affronter* une crise majeure avec les Etats-Unis.

L'analyse de la crise polonaise incite d'autre part les dirigeants à peser les risques et les avantages d'une « ouverture ». Est-il possible de contrôler les « brèches) provoquées par une ouverture délibérément acceptée ? Peu de signes de ce débat apparaissent encore sur la place publique. Mais une série d'articles parus dans *Trabajadores*, journal des syndicats, et critiquant sévèrement le film du cinéaste Solas, *Cecilia*, (présenté au dernier Festival de Cannes et tiré du célèbre roman de Villaverde, *Cecilia Valdes*), a cependant attiré l'attention. Au-delà des reproches adressés au réalisateur, accusé de donner trop de place *« au folklore, au mélodrame, à l'inceste, au syncrétisme religieux africano-cubain »*, il s'agit bien, semble-t-il, d'une mise en garde adressée aux « libéraux » au nom de la « pureté idéologique et révolutionnaire ». Dans les milieux visés, on réplique que *« ce n'est pas la première fois depuis vingt ans que de telles menaces apparaissent »* et qu'il s'agit *« une nouvelle fois de se battre »*.

Ces « remous » interviennent cependant dans un contexte de crise économique très grave. La « malédiction » du sucre continue de peser sur Cuba. Pour 80 %, les ressources en devises proviennent encore de la vente du sucre en 1982 : amère constatation si l'on se rappelle que l'un des objectifs de la révolution était justement de mettre fin aux servitudes de la monoproduction.

Avec 8,2 millions de tonnes, la récolte a été pourtant exceptionnellement bonne cette année. Cuba a conclu des accords préférentiels avec l'U.R.S.S., ce qui lui permet d'écouler une partie de sa production à l'Est à des prix intéressants. Mais la livre de sucre est tombée à moins de 8 cents sur le marché international (un prix inférieur au coût de production cubain). Et la vente éventuelle, sur le marché libre, de quelque 4 millions de tonnes de sucre cubain sera une mauvaise opération.

L'austérité et la *récession* sont donc plus que jamais à l'horizon. Le taux de croissance devrait chuter de 12 % à 2 % (selon les chiffres officiels). Les dettes à l'égard de banques privées occidentales, *principalement* canadiennes et japonaises, sont très lourdes : environ 3 milliards de dollars. Et l'administration Reagan, qui a réussi à limiter sérieusement le tourisme nord-*américain vers Cuba, exerce des* pressions sur certains pays européens pour stopper des projets de coopération et de financements.

L'aide soviétique (estimée à plus de 3 milliards de dollars en 1982) n'est pas remise en question. Moscou vient de s'engager à livrer 61 millions de tonnes de pétrole à Cuba, de 1981 à 1986. Mais on s'interroge à La Havane sur les avantages réels de l'intégration au Comecon. Les Cubains estiment ouvertement que les pays socialistes les considèrent d'abord comme des « producteurs de sucre » et ils réclament davantage de « justice » dans les relations commerciales entre pays membres.

Enrayer « l'offensive Reagan »

Exporter davantage est une nécessité impérative, alors que la population est pratiquement privée depuis vingt ans de certains produits cubains. Limiter encore la consommation intérieure, réclamer plus de « solidarité » aux pays de l'Est, relancer l'ouverture à l'Ouest, décréter des économies draconiennes d'énergie : tels sont les axes probables de l'action gouvernementale dans les prochains mois. Biaisant avec la « pureté » révolutionnaire, un nouveau code des investissements prévoit la création d'entreprises mixtes (comme en Pologne ou en Hongrie). Le rapatriement d'une partie des bénéfices de ces sociétés est prévu par la nouvelle loi, et les dirigeants semblent espérer que des pays comme l'Espagne ou le Japon seront intéressés par ces nouvelles perspectives.

Mais c'est sur la France, le Canada et le Mexique que La Havane compte d'abord pour tenter d'enrayer les effets de l'« offensive Reagan ». Les relations entre La Havane et Washington sont au plus bas.

Certes, tous les contacts, en particulier sportifs, ne sont pas rompus, et les représentants avec statut diplomatique de la « section des intérêts américains à La Havane » affirment encore avoir de « bonnes relations » avec les dirigeants. Ils redoutent cependant la réalisation aux Etats-Unis du projet de Radio-Marti, un émetteur puissant destiné à intensifier l'action de propagande américaine à Cuba. *« Voilà*, disent-ils, *qui ne facilitera pas notre tâche... »*

Ni les diplomates américains ni les dirigeants cubains n'espèrent un « dégel » dans les relations américano-cubaines *« avant deux ans »*. La rencontre, en février dernier, entre le général Vernon Walters, ambassadeur itinérant de M. Reagan, et M. Fidel Castro continue d'être qualifiée de « cordiale ». Mais elle a manifestement donné lieu à un malentendu. MM. Reagan et Haig ont cru comprendre, à travers le rapport du général Walters, que M. Fidel Castro *« était soucieux de trouver le moyen de regagner la communauté occidentale »*. Petite phrase qui fait bondir aujourd'hui les dirigeants cubains. *« Mais nous sommes Occidentaux*, disent-ils, *nous n'avons pas besoin de revenir à l'Occident. Les Etats-Unis nous demandent de rompre tous nos liens avec Moscou comme condition préalable à un rétablissement de relations normales avec eux. Il n'en est pas question. »* Ils insistent volontiers sur leur « autonomie » dans leurs rapports avec l'Union soviétique, tout en réaffirmant leur foi *« dans les principes marxistes-léninistes »*. Mais ils paraissent aussi très préoccupés par l'évolution de la situation internationale et ont conscience de leur « vulnérabilité » face à un gouvernement américain *offensif*.

D'où, sans doute, leur insistance à préconiser une solution politique et négociée en Amérique centrale, les « messages » de modération adressés aux dirigeants de *Managua et les « assurances »* fournies indirectement à Washington sur le trafic d'armes *(« Nous n'avons pas envoyé d'armes au Salvador pendant les seize derniers mois »)*. D'où aussi *les mises au point répétées sur* leurs positions *« plus nuancées que celles des Soviétiques »* à propos de la Pologne, de l'Afghanistan ou de l'Ethiopie.

Face à la crise la plus grave depuis vingt ans, les Cubains s'interrogent. A tous les niveaux. Et c'est un discours bien sombre que M. Fidel Castro a prononcé à Bayamo, dans l'Oriente, à l'occasion des fêtes anniversaires du 26 juillet. Un discours centré sur les difficultés économiques, le chômage et l'austérité. Une situation qui n'est pas très originale, dans le monde d'aujourd'hui, mais qui est très durement ressentie et *vécue par les Cubains*, qui affrontent depuis plus de deux décennies des tensions exceptionnelles.

MARCEL NIEDERGANG.

Pérou

Les guérilleros du Sentier lumineux veulent embraser les campagnes

Une nouvelle attaque d'un poste de police par l'organisation maoïste le Sentier lumineux a fait trois morts dans la nuit du 23 au 24 août au Pérou. Une soixantaine de guérilleros ont assailli les forces de l'ordre de la localité de Luricocha, dans le département d'Ayacucho, à quelque 500 kilomètres au sud-est de Lima.

Un autre affrontement s'est produit dans la ville de Chiclayo, dans le nord du pays, au cours duquel deux guérilleros ont été blessés. D'autre part, à Lima, malgré les mesures de sécurité prises en vertu de l'état d'urgence décrété il y a une semaine, les extrémistes ont réussi à placer une bombe au siège du quotidien « La Prensa », mais celle-ci a été désamorcée à temps.

Dans un tract largement diffusé ces dernières semaines, les « Senderistas » ont, pour la première fois, fait connaître de façon publique leur analyse de la situation péruvienne et leur stratégie de conquête du pouvoir. L'organisation, qui s'intitule « parti marxiste-léniniste-maoïste d'un nouveau type » (elle est en rupture avec Pékin depuis 1979), entend mener une « guerre populaire » à partir des campagnes, pour la développer ultérieurement dans les villes.

Sentier lumineux : un nom bien *poétique pour une organisation de* guérilla tout à fait dans la tradition du maoïsme dont elle se réclame. Pourtant, ce n'est pas à la Chine populaire que les guérilleros péruviens l'ont emprunté. Ils se sont inspirés du titre d'un de leurs premiers tracts, dans lequel ils promettaient de suivre *« le sentier lumineux de Juan Carlos Mariategui »*. Mariategui est leur ancêtre, en effet, comme il *l'est pour tous les marxistes du* pays : un journaliste qui proposait, dans les années 20, de revenir aux communautés agraires de l'Empire inca pour apaiser la soif de terre des paysans indiens de la sierra.

La semaine dernière, le Sentier lumineux a réalisé l'un de ses « exploits » habituels en privant... de lumière les habitants de la capitale. Les pylônes à haute tension font partie de ses cibles favorites. Mais il s'attaque aussi aux banques, aux fermes, dont il détruit le bétail et les récoltes, aux bâtiments administratifs, aux ambassades, aux *filiales de l'empire yankee et aux* postes de police. Le dimanche 22 août, ils étaient deux cents guérilleros, masqués, armés de mitraillettes et de grenades, à donner l'assaut à un poste de police de la province d'Ayacucho.

La province d'Ayacucho est l'une des plus pauvres du pays. Au cœur des Andes, à quelque 500 kilomètres au sud-est de Lima, elle est habitée *par des paysans indiens qui, pour* la plupart, ne parlent que le quechua. Les guérilleros du Sentier lumineux en ont fait un terrain d'application de leur théorie de la « guerre populaire » qui, partant des campagnes — *« bastions avancés de la révolution »* — doit embraser petit à petit les villes pour déboucher sur le « grand soir ».

Tout leur est bon : attaques, prises d'otages, exécutions sommaires, extorsions de fonds. Beaucoup ne sont pas encore des professionnels de la guerre.

C'est ce qui rend leur capture si difficile. Le gouvernement a envoyé dans la sierra de nombreux effectifs de police. Il a formé des unités de contre-guérilla et confié la direction des opérations à un *général de la garde civile, Walter* Andrade Romero, spécialement entraîné aux Etats-Unis. Il a lancé aussi un plan d'urgence pour ranimer la région et distrait une partie *des fonds pour surpayer les spécialistes* de la contre-guérilla. Mais les paysans ne « collaborent » guère : par peur ou par complicité avec un mouvement qui promet de les « libérer ».

Quand un guérillero est arrêté, il est désormais incarcéré dans la *célèbre prison d'El Fronton, cette* autre « île du Diable », située en face de Callao, le port de Lima : là-bas, impossible de s'évader, et les détenus s'étiolent dans l'humidité des cachots. En deux ans, la police a arrêté quelque six cents terroristes. Il s'agissait souvent d'étudiants.

« Narco-terrorisme »

Les autorités accusent ces militants — entre quatre cents et mille, selon les estimations — d'avoir partie liée avec les trafiquants de cocaïne. Les uns et les autres poursuivent *le même objectif, disent-elles :* déstabiliser la démocratie. Les trafiquants préféreraient, en effet, un régime militaire, pour avoir des complicités au plus haut niveau, comme en Bolivie. Le président de la République, M. Belaunde Terry, pratique lui-même l'amalgame en parlant de « narco-terrorisme ». Le trafic de cocaïne est la première « industrie » du pays. Il rapporte, *dit-on, quelque 3 milliards de dollars* par an.

Le gouvernement lance d'autres accusations, tout aussi invérifiables : derrière la guérilla, il y aurait des *militaires nostalgiques du défunt* président Velasco Alvarado, le général qui fit la révolution de 1968 et entreprit plusieurs réformes « anti-oligarchiques » et « anti-impérialistes ». Il y aurait également Cuba, qui financerait le mouvement par l'intermédiaire de son relais colombien, les guérilleros du M-19. Voilà beaucoup de pistes pour un seul « Sentier »...

On remarquera, néanmoins, que les maoïstes ont décidé de passer à l'action armée non pas sous le régime militaire, qui a duré douze ans, mais quand la démocratie a été *rétablie, en 1980. M. Belaunde Terry* a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'utiliserait pas l'armée pour en venir à bout. C'est ce qu'il avait fait pendant sa première présidence : en 1965, il avait envoyé les militaires dans la sierra du sud, contre les maquisards du MIR. Mais les officiers avaient pris conscience des réalités du pays au contact de la population paysanne. Trois ans après, ils chas*saient le président qui s'était servi* d'eux, mais qui avait échoué dans ses projets réformistes.

CHARLES VANHECKE.

DIPLOMATIE

M. Weinberger explique sa stratégie de la dissuasion « prolongée »

Dans une lettre adressée, cette semaine, à plusieurs dizaines de directeurs de journaux américains et étrangers, M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, refuse l'idée qu'il fonde sa stratégie sur *« une guerre nucléaire prolongée »*.

Cette lettre est destinée à mettre un terme à une polémique suscitée par la publication dans la presse américaine d'une étude secrète du Pentagone. Selon ce document (exploité ces dernières semaines par la presse soviétique), si la dissuasion n'empêchait pas une attaque nucléaire *« contre les Etats-Unis, leurs forces et leurs alliés »*, *« la capacité nucléaire américaine devrait prévaloir même dans les conditions d'une guerre prolongée »*.

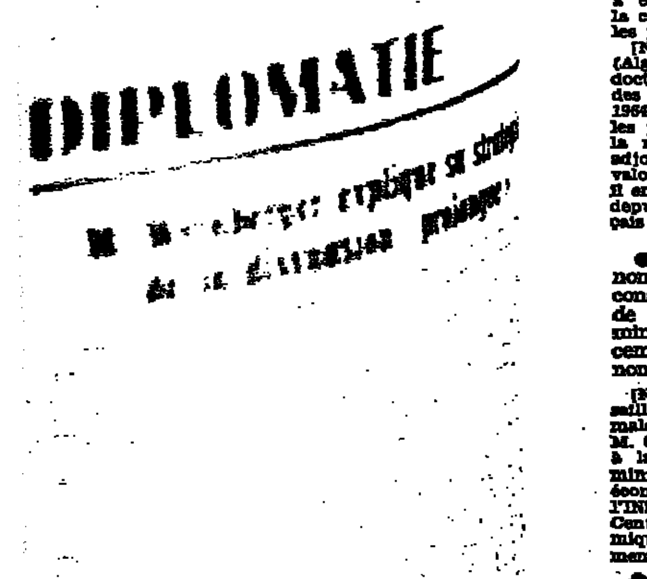
Dans sa lettre, M. Weinberger souligne que les Etats-Unis ne préparent pas du tout *« une guerre nucléaire prolongée »*.

La dissuasion — rappelle le secrétaire à la défense — est fondée sur *« un paradoxe (...) très simple »* : il s'agit de *« rendre le coût de la guerre nucléaire beaucoup plus élevé que tout « bénéfice » éventuel pour le pays qui la déclencherait. (...) Pour que la dissuasion soit maintenue, nous devons prendre des mesures pour contrebalancer l'arsenal soviétique. »*

M. Weinberger insiste sur le renforcement de cet arsenal. Les Soviétiques, ajoute-il, *« se sont dotés d'une capacité de recharge qui leur permet d'utiliser plusieurs fois leur système de lancement »*, et ils ont des plans détaillés de défense civile. *« Quelle que soit leur intention affichée »*, dit-il, leur armement est tel *« qu'ils nous indiquent qu'ils pensent pouvoir commencer et gagner une guerre nucléaire »*. *« C'est exactement pourquoi*, ajoute M. Weinberger, *nous devons avoir une capacité de répliquer qui survive* (à une attaque nucléaire) *et qui dure (...). Des forces qui devraient être employées juste au moment d'une attaque ennemie ne sont pas les instruments d'une stratégie prudente. »*

depuis vingt ans

...s du Sentier lumineux
...braser les campagnes



Le Monde

politique

LA « CAISSE NOIRE » DE L'A.S. SAINT-ÉTIENNE ET LE FINANCEMENT DE CAMPAGNES ÉLECTORALES

Les derniers rebondissements de l'affaire de la « caisse noire » de l'Association sportive de Saint-Étienne ont paru suffisamment importants au maire de la ville, M. Joseph Sanguedolce (P.C.F.), pour qu'il coupe court à toute interprétation préjudiciable à la municipalité. M. Roger Rocher, ancien président de l'A.S.S.E. ayant soutenu financièrement plusieurs campagnes électorales — information confirmée par l'ancien maire, M. Michel Durafour (U.D.F.), dont les comités de soutien ont bénéficié de ses largesses lors des élections législatives de 1978 et 1981, — M. Sanguedolce a fait savoir aussitôt que la municipalité n'était pas concernée. Les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche dissidents qui composent l'équipe municipale précisent qu'ils n'ont jamais rien reçu, ni de M. Rocher ni de la caisse noire de l'A.S.S.E.

Dans le passé, M. Roger Rocher s'est constamment défendu de mener la politique de son club et celle de la municipalité. « Mélanger le sport et la fraude fiscale était une chose tout à fait condamnable ; mélanger le sport et la politique l'est sûrement encore plus », *constate aujourd'hui le maire communiste de la ville.*

M. SANGUEDOLCE : mélanger le sport et la politique est condamnable

M. Joseph Sanguedolce, maire (P.C.F.) de Saint-Étienne, nous a adressé la déclaration suivante :

« La presse fait état de nouveaux éléments dans ce qu'il convient d'appeler « l'affaire de la caisse noire de l'A.S.S.E. ». Avant de les examiner je tiens à rappeler qu'elle est ma position d'une façon plus générale par rapport aux problèmes rencontrés ces derniers temps à l'A.S.S.E., compte tenu du fait que la position du maire de Saint-Étienne et du conseil municipal a été à plusieurs reprises déformée, et que le fait de ne pas prendre position à tous les moments a pu être interprété comme le soutien à un tel ou à un tel ou comme un embarras de notre part.

» Je dois tout d'abord dire que, en tant que sportif, en tant que supporter des « verts », en tant que Stéphanois, je suis consterné par tout ce qui est intervenu depuis le mois d'avril à propos de ce club. En effet, pour tous les joueurs, pour tous les sportifs, pour tous les habitants de cette ville et de ce pays, l'A.S.S.E. constitue un phare, un symbole, un exemple.

» Les ambitions personnelles de certains, les ingérences politiques, les pratiques financières occultes, les comportements individuels douteux, sont autant d'éléments qui, hélas, jettent le discrédit sur la direction de ce club.

» Je souhaite que dans les plus brefs délais un terme soit mis à tout ce dérapage par la mise en place dans les conditions statutaires d'une équipe dirigeante hors de tout soupçon, décidée à faire prévaloir le seul intérêt du sport.

» Je tiens à rappeler que par une lettre du 20 juillet 1982, adressée à Mme Avice, ministre délégué aux sports, à M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football et à mes collègues maires des villes dans lesquelles opèrent des clubs professionnels, j'ai exprimé ma ferme résolution de voir cesser immédiatement, et ce dans tous les clubs, les pratiques de caisse noire ou de bas de laine.

» J'avais d'ailleurs indiqué qu'il m'apparaissait nécessaire que des mesures devaient en parallèle être prises par rapport au problème des transferts de joueurs français à l'étranger, compte tenu du fait que les pratiques évoquées à Saint-Étienne y sont règle courante et que la moralisation intervenue en France développerait immanquablement le départ des joueurs français à l'étranger.

» Depuis le 20 juillet 1982, j'ai reçu tout d'abord une longue réponse de M. Fernand Sastre, président de la Fédération française de football, qui m'a confirmé sa détermination à assainir définitivement le football professionnel français. Par ailleurs, plusieurs de mes collègues maires ont aussi fait part de leur plein accord avec les propositions que j'avais faites.

» Compte tenue de cela, j'espère que, très rapidement, des mesures vont être prises.

» Pour ce qui me concerne, et sans vouloir m'immiscer dans la gestion interne de l'A.S.S.E., je suis prêt à contribuer sous toutes les formes possibles à la recherche d'une solution globale à ce cas, à la recherche d'une solution définitive à la situation de l'A.S.S.E.

» Pour en revenir aux informations de ces dernières heures, je tiens à indiquer de la manière la plus solennelle possible que, en aucun cas, des hommes ou des formations politiques de gauche de la municipalité que je dirige n'ont bénéficié d'une quelconque aide financière provenant du président Rocher ou de la caisse noire de l'A.S.S.E.

» Je suis par contre consterné d'apprendre par la bouche de leurs dirigeants que les comités de soutien de M. Durafour et de M. Neuwirth ont bénéficié de telles aides financières. Je comprends mieux maintenant pourquoi les représentants de la ville au conseil départemental de l'A.S.S.E. ont pu être écartés des réunions de ce conseil, en particulier de la réunion qui s'est tenue le 19 juillet 1982 ; il convenait sans doute donc, alors, de masquer aux élus de la gauche certainesp ratiques que la population ne pouvait en aucun cas examiner.

» J'ai espoir que nous arriverons, très rapidement, à mettre un terme à tout cela. Je sais que de très nombreux Stéphanois le souhaitent aussi.

» Mélanger le sport et la fraude fiscale était une chose tout à fait condamnable, mélanger le sport et la politique l'est sûrement encore plus.

NOMINATION DE CONSEILLERS D'ÉTAT

Sur proposition du premier ministre, le conseil des ministres du 25 août a nommé conseillers d'État, MM. Henri Roson et Jean-Pierre Bérard, tous deux maîtres des requêtes au Conseil d'État.

[Né le 29 mai 1930 à Blida (Algérie), M. Henri Roson est nommé auditeur au Conseil d'État en 1958, puis devient maître des requêtes en 1964. Chargé de mission au cabinet de M. Robert Boulin (1969-1970), puis directeur général de la Sécurité sociale (1970-1974), il devient en 1974 directeur de l'Institut international d'administration publique. M. Roson a été également vice-président de la commission des prestations sociales pour le VIe Plan.]

[Né le 22 mai 1924 à Constantine (Algérie), M. Jean-Pierre Bérard, docteur en droit, est nommé maître des requêtes au Conseil d'État en 1964. Consultant de l'UNESCO sur les problèmes de programmation de la recherche (1966), puis directeur adjoint de l'Agence nationale de valorisation de la recherche en 1968, il en devient directeur en 1971. Il est depuis 1974 président du centre français de l'invention.]

● *M. Gaston Olive* a été nommé, mercredi 25 août, par le conseil des ministres, directeur de l'Institut international d'administration publique, en remplacement de M. Henri Roson, nommé conseiller d'État.

[Né le 5 novembre 1934 à Marseille, ancien élève de l'École normale supérieure (section physique), M. Gaston Olive était entré, en 1963, à la direction de la prévision du ministère des finances et des affaires économiques. Administrateur de l'INSEE, il dirigeait, depuis 1977, le Centre de perfectionnement économique et financier. M. Olive est membre du P.C.F.]

● *Au ministère du temps libre.* — M. Dominique Bellion, administrateur civil, est nommé chef de cabinet du ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports, en remplacement de Mme Anne Cuille, appelée à d'autres fonctions (*Journal officiel* du 26 août).

Bigre !...

L'Humanité relève, avec raison, jeudi 26 août, une erreur commise dans la première édition du Monde *daté du 26 août. Contrairement, en effet, à ce que nous avions écrit, en commentaire de l'information relative à une prochaine rencontre de M. Marchais et des dirigeants soviétiques, le séjour du secrétaire général du P.C.F., en Bulgarie, avait fait l'objet d'un communiqué, à l'occasion de l'entretien qu'il avait eu avec M. Jivkov, chef du parti et de l'État bulgares (*le Monde *du 28 juillet).*

« Bigre », *s'écrie* l'Humanité. *Mais que le quotidien du P.C.F. se rassure : ceux de ses lecteurs qui lisent aussi* le Monde, *dans sa première édition, y auraient trouvé aujourd'hui la rectification de l'erreur commise hier. Remercions tout de même notre confrère pour sa vigilance.*



Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 25 août, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Après la réunion, le communiqué suivant a été publié.

● PROGRAMME DE TRAVAIL DU GOUVERNEMENT

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres le programme de travail du gouvernement pour la période de septembre à décembre 1982.

(*Le Monde* du 26 août.)

● L'ÉVOLUTION DES REVENUS ET DES PRIX

Le ministre de l'économie et des finances a fait le point sur la politique de lutte contre l'inflation.

La politique économique et sociale de la France maintient ses objectifs prioritaires liés à l'amélioration de la compétitivité de notre économie, condition essentielle pour assurer son indépendance, son niveau de vie, la création d'emplois et le progrès social. Les mesures prises pour lutter contre l'inflation sont au service de cette ambition nationale. Le ralentissement de la hausse des prix dégagera un pouvoir d'achat réel pour les Français et aussi les ressources indispensables pour moderniser nos entreprises et accroître leurs capacités de production. C'est pourquoi les évolutions des prix, des revenus et des coûts de production sont intimement liées. Il convient d'agir sur ces trois variables si nous voulons assainir et dynamiser l'économie.

Cet effort, la France doit l'accomplir dans un contexte international particulièrement négatif. Non seulement la reprise économique mondiale se fait attendre, ce qui freine tout accroissement du taux de croissance dans un seul pays, mais aussi se multiplient les signes de désordre économique et monétaire : difficultés financières de pays et d'entreprises, accroissement du chômage, faiblesse des échanges internationaux.

D'où la nécessité de mettre l'accent sur l'effort, pour mieux maîtriser l'inflation, et sur le dynamisme, pour accroître notre compétitivité. C'est à cet impératif que répondent les mesures tendant à soutenir l'activité, tel le Fonds des grands travaux, à développer l'investissement public et privé, à redresser progressivement nos échanges extérieurs et à mettre en œuvre les instruments d'une politique active de l'emploi.

Maîtriser le budget de l'État et redéployer les dépenses vers les emplois prioritaires, stabiliser la pression fiscale, équilibrer les comptes sociaux, défendre la monnaie, réorienter l'épargne vers l'appareil de production ; tels sont, avec une évolution raisonnable des prix et des revenus nominaux, les moyens cohérents dont dispose notre politique économique pour assainir les bases de notre développement. Simultanément, seront menées à bien des actions tendant à supprimer les causes structurelles de la hausse des prix, autrement dit les situations et les pratiques qui, directement ou par leur effet de mauvais exemple, confortent l'inflation.

Les premiers résultats du blocage des prix et des revenus montrent que, dans l'ensemble, les Français — entrepreneurs, commerçants et salariés — acceptent la discipline commune. Ces premiers résultats seront confirmés et, à la sortie du blocage, auront été réunies les conditions d'une évolution moins inflationniste de l'économie.

En ce qui concerne les prix, les négociations avec les différentes branches professionnelles seront engagées sans tarder. Des objectifs seront définis, afin que les entreprises puissent organiser leur activité et leurs prix de revient. Le secteur des services sera convié à signer des accords de régulation valables jusqu'à la fin 1983, le secteur industriel à souscrire à des engagements de lutte contre l'inflation qui, s'ils sont respectés, permettront le retour à la liberté de fixation des prix dans le cadre de la concurrence. L'agriculture sera associée à l'effort commun et à la négociation. L'État fixera l'échéance des hausses indispensables de tarifs publics de manière à ce que la norme globale de 8 % pour l'année 1983 soit respectée.

C'est, bien entendu, en fonction de ce même objectif que devront être fixées les évolutions de tous les revenus directs et des prestations sociales. En ce qui concerne les revenus directs, la sortie du blocage doit être l'occasion d'une relance de la négociation sociale et du lancement de formules nouvelles, tels les accords sociaux de compétitivité et le système, encore peu utilisé, de prédétermination des salaires. Ainsi, chaque branche, chaque entreprise pourra s'adapter, en fonction de ses données propres, à l'impératif d'une maîtrise des évolutions nominales de revenus, tout en poursuivant les deux objectifs inchangés de la politique gouvernementale en la matière : le maintien du pouvoir d'achat en moyenne à la fin de 1983 et la correction des inégalités, afin que chacun contribue à l'effort commun en fonction de ses moyens et dans l'esprit de solidarité et d'équité.

● INVESTISSEMENTS ET ÉPARGNE

Le ministre de l'économie et des finances a présenté un ensemble de dispositions qui assureront un financement plus sain et plus abondant de l'activité économique.

(*Le Monde* du 26 août.)

● LA SITUATION AU LIBAN

Le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes, a rendu compte de la situation au Liban. Il a souligné que les opérations d'évacuation s'étaient, jusqu'ici, bien déroulées, grâce, en particulier, à l'attitude exemplaire du bataillon français et à la coopération de toutes les parties.

UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE FRANÇAISE SE REND EN CHINE

Une délégation du bureau de l'Assemblée nationale se rend en Chine, du jeudi 26 août au jeudi 9 septembre. Dirigée par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, cette délégation comprend MM. Guidoni (P.S., Aude), Laurissergues (P.S., Lot-et-Garonne), Mahéas (P.S., Seine-Saint-Denis), Defontaine (app. P.S., Pas-de-Calais), Ducoloné (P.C., Hauts-de-Seine), vice-président, Hage (P.C., Nord), Stasi (U.D.F., Marne), vice-président, Proriol (U.D.F., Haute-Loire), Gissinger (R.P.R., Haut-Rhin) et Goulet (R.P.R., Orne). Cette visite, qui s'effectue sur l'invitation de l'Assemblée nationale populaire chinoise, permettra aux parlementaires français de séjourner successivement à Pékin, à Xian, à Shangai et à Hongkong. C'est la première fois qu'une délégation parlementaire française se rend en Chine depuis le rétablissement de relations diplomatiques entre les deux pays, en 1964.

M. Mermaz devrait avoir des entretiens avec les autorités chinoises, tant sur les questions économiques et politiques que sur les échanges culturels. Cette visite s'effectue après le voyage en Chine du ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, au début du mois d'août, qui avait permis de relancer le dialogue entre les deux pays. M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., doit se rendre en Chine dans le courant de l'automne, et le président de la République, M. François Mitterrand, y est attendu, en principe, en mai 1983.

● *M. Cheysson a subi une opération bénigne.* M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a subi, mardi 25 août, une opération chirurgicale bénigne, qui s'est bien déroulée, a-t-on annoncé mercredi au Quai d'Orsay.

Nouvelle édition "Or et argent" Reliure plein cuir



1850 1893 Célèbre ?

Il l'est en France, hors de nos frontières ; Maupassant est plus connu que Marcel Proust, plus lu que Stendhal, plus admiré que Flaubert, son père spirituel, dont on a supposé qu'il était son père tout court. On dit de Tchekhov qu'il est le Maupassant russe. On le traduit dans toutes les langues... Quelle éclatante renommée !

Et pourtant, la carrière de ce prodigieux conteur qui a traversé la littérature "comme un météore" n'a duré que dix ans, de l'éblouissante révélation de "Boule de suif" (1880) au manuscrit inachevé de "L'Angélus". Quelque deux cents nouvelles et une demi-douzaine de romans, sans compter les vers, les chroniques et le théâtre.

NOUVEAU : l'Œuvre complète illustrée de Guy de MAUPASSANT



Une œuvre sensuelle bruissante des mille folies de la Belle Epoque

Princesses et prostituées

Devant une telle prodigalité et face à autant de chefs-d'œuvre, on pourrait croire que Maupassant était doué d'une puissance de travail surhumaine. C'est vrai et c'était d'autant plus extraordinaire qu'il menait de front plusieurs existences : sportif, il pratiquait ardemment l'aviron, la natation, l'escrime et il passait une bonne partie de son temps en croisière sur ses yachts successifs, de "La Louisette" au "Bel Ami II"...

Voyageur impénitent, on le rencontre en Italie, en Provence, en Angleterre, en Algérie, en Corse... Mondain, il fréquente les princesses et les salons (où Proust le remarque), cultive ses amitiés nombreuses, hante les théâtres, les clubs et les ateliers de peinture... Séducteur et libertin, ses maîtresses innombrables appartiennent à tous les milieux, et il ne dédaigne ni les demi-mondaines ni les prostituées (qu'il évoquera dans "La Maison Tellier")...

Pourquoi est-il soudain si actuel ?

L'auteur de Bel-Ami est l'un des écrivains français dont le cinéma et la télévision se sont le plus inspiré. Plus de 40 films réalisés en français, allemand, italien, russe ou américain, par des metteurs en scène non moins célèbres, tels Jean Renoir, Christian-Jaque, Alexandre Astruc, André Cayatte.

Bel-Ami, le Rosier de Madame Husson, Boule de suif, Une Partie de campagne, la Maison Tellier, ces titres chantent. Toute l'œuvre de Maupassant baigne dans cette lumière impressionniste qui a fait de la fin du XIXe, le siècle le plus parisien.

Le conteur le plus brillant du 19e siècle

Livres d'art au prix éditeur

Douceur tiède et odeur fauve du cuir véritable dont chaque année améliore la patine. Reliure façonnée d'une seule pièce et ornée sur les plats et le dos : Titre et tranche supérieure dorés à l'or fin 22 carats. Bonne main du vergé bibliophile à la forme ronde filigrané "aux deux canons". Somptuosité d'une composition et d'une mise en pages respectueuses des règles classiques. Finition soignée : dos arrondi, mors marqués, signet et tranchefiles tressés. Format in-8° 14×21 cm.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissant avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

J. de Bonnot



Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de cette prestigieuse édition « Les Œuvres Complètes de Guy de Maupassant » en 12 volumes. Vous joindrez la gravure en cadeau à ce premier envoi.

Si ce premier volume déçoit mon attente, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les 10 jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure originale que vous m'offrez.

Si cet examen me convainc, je garderai ce volume et recevrai les 11 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions spéciales, soit : 178 F (+ 10,70 F de participation aux frais de port).

Bien entendu je pourrai à tout moment interrompre l'achat de cette collection et me faire rembourser.

Nom .... Prénom 1
N° .... Rue ....
Ville .... Code Postal ....
Signature ....

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes

Le Monde

société

LES REMÈDES A L'INSÉCURITÉ ET LE PLAN ANTITERRORISME

MERCREDI DANS LE MÉTRO PARISIEN

L'attentat qui n'a pas eu lieu

Les Français, heureusement, n'y avaient pas prêté attention. Et, au soir du 25 août, cette ignorance s'est trouvée confortée : la journée a été calme, une assez banale journée d'été.

Mais ce 25 août aurait pu être marqué d'une pierre noire, comme d'autres jours d'un mois d'août qui paraît voué aux violences du terrorisme international. La capitale avait couru le risque de servir encore de cible à un groupe clandestin, cette fois à l'organisation arménienne, l'ASALA (armée secrète pour la libération de l'Arménie). La menace d'un coup terrible, absurde, inimaginable presque, avait été lancée, et elle avait été prise au sérieux sans que la ville et le pays n'en sachent rien : l'explosion d'*« une bombe de grande intensité »* dans l'une *« des principales stations du métro parisien »*.

Le 17 août, *le Monde* avait, en effet, reçu une lettre, postée le 15 août, à Oran (Algérie), contenant un ultimatum au gouvernement français. Si les Arméniens emprisonnés en France n'étaient pas libérés, l'ASALA se proposait de faire exploser, le 19 août, une bombe *« dans l'un des aéroports internationaux de France »* et, *« après un délai de cinq jours »*, un autre engin, le 25, dans le métro. Le message concluait par cette autre menace : *« Si, à la fin du mois nos exigences ne sont pas satisfaites, le gouvernement français recevra un second ultimatum par la même voie. »*

Ce communiqué reprenait une des préoccupations de l'ASALA, une de ses obsessions même : amener les autorités françaises à se montrer compréhensives à l'égard des clandestins arméniens et à libérer les terroristes qui se font prendre sur le sol national.

Animés à la fois d'un étrange désir de dialogue avec le gouvernement français et d'une agressivité toute particulière envers cet interlocuteur recherché, l'ASALA et Orly — le groupe qui passe souvent pour la branche française, — illustraient, ces derniers mois, cette attitude contradictoire par des démarches discrètes — notamment en janvier, en direction de Matignon — et des attentats.

Le 19 août pourtant, aucun aéroport parisien n'est touché par une explosion. Alors, une fausse alerte parmi tant d'autres dans ce climat surchauffé ? La menace de l'attentat, prévu pour le 25, ne devrait pas, logiquement, être suivie de plus d'effet. Cependant, pour des raisons non précisées, le gouvernement donne l'impression d'attacher une grande importance à ce nouveau danger. Cette attitude, mardi 24 août, était sensible à quelques signes : tous les services de police confirmaient que des mesures particulières, quoique volontairement fort discrètes, avaient été prises. A la brigade criminelle on reconnaissait que la *« formulation assez authentique »* du message parvenu au *Monde « était inquiétante »*. Ces impressions d'alerte générale étaient encore confirmées le lendemain. Le métro, ce mercredi, allait être mieux protégé que jamais, mais pour ne pas accroître une psychose collective déjà sensible, les usagers du métro devaient ne se douter de rien. Une banale journée d'été, en sous-sol aussi.

Dès 9 heures, le commissaire Nadine Joly, chef du service de protection et de sécurité du métro (S.P.S.M.) « bouclait » son dispositif. A l'air libre, les entrées et les sorties du métro étaient surveillées. Des équipes fouillaient les principales stations, les gares et les « grands échangeurs ». Impossible de protéger en même temps les trois cent cinquante stations et les centaines de kilomètres de voies. Le plan d'alerte devait se fier aux précisions fournies par l'ASALA. Mlle Nadine Joly enrageait : *« Cela devait arriver un jour. Des fous allaient réaliser que pour tuer beaucoup de monde et créer une formidable panique, il n'y a pas mieux que le métro. »* Un univers clos, fait de tunnels et d'une formidable masse de maçonnerie qui peut doubler les effets de souffle. Un lieu idéal pour celui qui voudrait gravir un échelon de plus dans l'horreur terroriste.

9 h 15. Première alerte. Les policiers du S.P.S.M. entament leur première cavalcade de la matinée dans des couloirs interminables. Une mallette a été découverte à la gare Saint-Lazare, derrière une porte métallique. Un artificier l'ouvre, pour constater qu'elle ne contient qu'une veste d'homme et quelques photographies.

9 h 20. On a trouvé à Concorde de la poudre à souder. Fausse alerte encore. Les policiers se font peu à peu à l'idée que cette menace n'est qu'une mauvaise blague et cherchent à reprendre leur souffle. Mais dix minutes plus tard, le dispositif, toutes sirènes hurlantes, bascule sur la station des Halles. Un appel anonyme est parvenu à l'état-major de la police parisienne. Il précise l'heure de l'explosion. Midi. Cet anonyme-ci, au moins, connaissait le contenu de la lettre de l'ASALA. Les Halles-Beaubourg ? Bien jugé, terriblement astucieux. C'est la plus moderne des stations, la plus vaste puisqu'elle englobe le métro de Châtelet et le R.E.R. Nations-Neuilly. Des kilomètres de décors *design* aux caches innombrables, des salles de pas perdus pour flâner, des boutiques, un univers d'escalators, d'angles ronds de matériaux sophistiqués.

Des centaines de policiers

Pendant deux heures et demi, des centaines de policiers vont fouiller chaque recoin, sans alarmer les milliers de Parisiens et de touristes qui entrent, sortent, se repèrent avec une insouciance, qui, lorsqu'on sait, paraît folle. Deux rythmes se superposent. Les démineurs, les inspecteurs, prennent le temps de renseigner et personne ne s'étonne, apparemment, de voir des gardiens de la paix, affables, le sourire aux lèvres, fouiller dans les corbeilles à papier.

Au poste de police des galeries marchandes, l'inquiétude, vers 11 h 30, ne se cache plus. Des renforts arrivent encore, par petits groupes. Les services de la R.A.T.P. ont préparé un message discret, le moins alarmant possible, qui sera diffusé par haut-parleur si le moindre paquet suspect, est découvert. Les escaliers mécaniques seront inversés en quelques secondes.

11 h 55. Il n'y a plus rien à tenter. Nadine Joly entraîne son équipe sur le quai n° 1, le plus fréquenté, peut-être le quai visé. Pour qu'en cas de malheur, si l'ASALA a tenu parole, les usagers ne soient pas seuls à payer. 11 h 59 : une rame déverse sa précieuse cargaison. Des centaines de personnes marchent sur le quai, indifférentes aux visages pâles des policiers.

12 heures. 12 h 01. 12 h 02. Le quai se vide. On retient, sans raisonner, bien sûr, parce que la bombe peut sauter ailleurs, une envie de fuir. 12 h 05. L'équipe des inspecteurs et des gardiens de la paix monte respirer à l'air libre. Une fausse alerte, encore, mais dont ils seront quelques dizaines à se souvenir.

L'ASALA, par deux fois, n'a donc pas mis ses menaces à exécution. Les différents services de police se refusent à commenter ce non-événement, ce nouvel épisode, en négatif, des rapports compliqués que les clandestins arméniens veulent entretenir avec la France. Selon certaines informations — difficilement vérifiables, — les services des renseignements, en avance sur le terrain arménien par rapport à ceux des pays voisins, auraient réussi à déjouer le plan prévu par des contacts discrets. Faut-il voir un lien entre ces fausses alertes et le départ vers Chypre, le 19 août, d'un détenu arménien, Vicken Tcharkhutian, réclamé par les autorités américaines, pour deux attentats commis à Los Angeles (*le Monde* du 21 août) ? Cet Arménien, militant supposé de l'ASALA, a fait l'objet le 18 août d'un arrêté d'expulsion. Il serait alors parti pour Chypre d'où il serait revenu en début de semaine. Il aurait, en effet, été signalé mardi dans un hôtel près de l'aéroport d'Orly, n'ayant effectué hors de France qu'un voyage éclair, alors qu'il avait été déclaré pour le moins indésirable par les autorités françaises.

PHILIPPE BOGGIO.

Dans la capitale

QUARANTE-CINQ FAUSSES ALERTES EN UNE JOURNÉE

Depuis le début du mois les services de police et les techniciens du laboratoire central sont intervenus plus de cent cinquante fois à Paris. Pour la seule journée du 24 août, ils ont eu à répondre à quarante-cinq fausses alertes, après qu'on leur ait signalé des voitures supposées piégées et des paquets suspects. Le lendemain, une quarantaine d'autres alertes ont été comptabilisées à l'état-major de la police parisienne.

M. Franceschi s'entoure d'une équipe « légère, jeune et opérationnelle »

Présentant à la presse, mercredi 25 août dans l'après-midi, son « équipe légère, jeune et opérationnelle », M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, a rappelé, dans une courte déclaration, qu'il assurerait « la direction effective de l'ensemble des services de la police nationale ».

L'organigramme de son équipe, composée de six personnes, insiste sur les *« relations »* avec la mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme du chef d'escadron Christian Prouteau à l'Elysée et donne une place particulière à M. Pierre-Albert Crépeau, chargé de mission, qui aura pour domaine les *« affaires réservées »*. Outre M. Crépeau et MM. Frédéric Thiriez, directeur de cabinet, Jacques Colliard, chef adjoint du cabinet, les trois autres membres sont policiers et ont le titre de conseillers techniques. Commissaire divisionnaire et, hier, « patron » de la brigade de recherche et d'intervention (antigangs et anticommandos), M. Robert Broussard aura en charge la *« coordination police judiciaire-renseignement »* ; commissaire principal, M. Jean Durand s'occupera des polices urbaines et des compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) ; et M. Gérard Monate, gardien de la paix honoraire et fondateur en 1969 de la Fédération autonome des syndicats de police, s'attachera aux *« conditions de vie et de travail des personnels »*.

M. Joseph Franceschi devrait accompagner, à Bonn, jeudi 2 septembre, M. Gaston Defferre au « sommet » antiterroriste européen qui réunira dans la capitale fédérale allemande, les ministres de l'intérieur d'Autriche, de France, d'Italie, de République fédérale d'Allemagne et de Suisse.

[Né le 31 janvier 1923 à Chassagne-Montrachet (Côte-d'Or), M. Pierre-Albert Crépeau est entré dans l'administration préfectorale comme rédacteur en août 1945. Chargé de mission au cabinet de M. Christian Fouchet, ministre de l'intérieur, de 1967 à 1968, il devient sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Charente (1968)), directeur de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine (1970), puis directeur de cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur (1977), et enfin, secrétaire général du Nord (1978). Sous-préfet hors classe, chargé de mission en 1980 au cabinet de M. Jean Mattéoli, ministre du travail et de la participation, M. Crépeau a été appelé en février 1982 comme chargé de mission au cabinet de M. Joseph Franceschi, alors secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, qu'il suit aujourd'hui, avec le même titre, au secrétariat d'Etat à la sécurité publique.]

[Né le 1er juillet 1952, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), M. Frédéric Thiriez est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration ((promotion André Malraux). Nommé auditeur au Conseil d'Etat en juin 1977, rapporteur près de la commission spéciale de cassation des pensions (1977), puis de la commission de recours des réfugiés et apatrides (1979), il devient, en mai 1981, conseiller technique au cabinet de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, avant de devenir, aujourd'hui, directeur de cabinet de M. J. Franceschi.]

Le secrétaire d'État : tranquillité, sécurité, fermeté

Présentant mercredi 25 août dans l'après-midi son cabinet à la presse, M. Joseph Franceschi a fait la déclaration suivante :

« Le président de la République et le premier ministre m'ont confié la mission, à la fois difficile et exaltante, de veiller, auprès de M. Gaston Defferre, à la sécurité des personnes, des biens et des institutions. Je m'efforcerai de remplir cette tâche avec énergie et résolution.

» Les Français veulent la tranquillité et la sécurité pour eux, leurs enfants, leurs parents. Ils la veulent pour leur quartier et leur ville. Ils peuvent compter sur moi pour mettre en œuvre avec fermeté dans le cadre de notre droit les orientations présentées au pays par M. le président de la République.

» Je me suis donné les moyens nécessaires à cette fin. J'ai constitué autour de moi une équipe légère, jeune et opérationnelle. J'assumerai la direction effective de l'ensemble des services de la police nationale et serai en liaison étroite avec les services relevant d'autres ministères et qui concourent à la mission de sécurité publique.

» J'entends donner à la police confiance et enthousiasme. Elle aura en moi à la fois un ami et un chef. Je sais que je peux compter sur elle dans ma mission. »

Avant de faire cette déclaration, M. Franceschi avait assisté, avec M. Gaston Defferre, à la levée du corps de Bernard Le Dréan, l'artificier tué en désamorçant un paquet piégé, samedi 21 août, avenue de La Bourdonnais, à Paris (7e). M. Jacques Chirac, maire de Paris, assistait également à cette cérémonie, qui a eu lieu à la Maison de santé des gardiens de la paix, boulevard Saint-Marcel (5e). Un message de sympathie avait été envoyé par le chef de l'Etat à la famille de Bernard Le Dréan. Celui-ci avait été cité le matin, au *Journal officiel*, à l'Ordre de la nation.

Mardi 24, M. Franceschi avait assisté, à Bernay (Eure), aux obsèques de l'inspecteur de police Eric Escande, vingt-cinq ans, tué jeudi 19 août par un homme retranché dans son appartement et armé d'un fusil de chasse. Cet inspecteur et Bernard Le Dréau sont respectivement le huitième et le neuvième représentants des forces de l'ordre tués dans l'exercice de leurs fonctions depuis le début de l'année.

● *Le bureau politique du Parti des forces nouvelles* (P.F.N., extrême droite), a décidé *« en raison des risques sérieux dus aux menaces répétées qu'il a reçues ces dernières heures »* de reporter leur mot d'ordre de manifestation « contre le terrorisme », prévue jeudi soir 26 août.

Ce même jour, à 18 h 30, le Front national a appelé un rassemblement de la place des Ternes au siège de l'hebdomadaire *Minute*, avenue Marceau (*le Monde* daté 22-23 août).

Chef d'Action directe

JEAN-MARC ROUILLAN ANNONCE QU'IL SE RENDRA A LA CONVOCATION DU JUGE

M. Jean-Marc Rouillan, qui est recherché par la police depuis ses déclarations au journal « Libération » le 17 août, revendiquant plusieurs des attentats antisémites et antisionistes commis à Paris, a écrit à M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction chargé de ces affaires. Dans une lettre reçue, mardi 24 août, par le magistrat, il explique qu'il se présentera prochainement devant lui puisque celui-ci souhaite l'entendre.

Pour se rendre devant le magistrat instructeur, M. Jean-Marc Rouillan attendait, outre un climat général plus serein que celui qu'on connaît actuellement avec la multiplication des attentats et des fausses alertes à la bombe, d'avoir pris contact avec ses avocats — l'un au moins serait encore en vacances, — pour être accompagné par eux au cabinet de M. Bruguière.

D'autre part, parmi les membres présumés d'Action directe interpellés vendredi 20 août, un seul a été inculpé. Il s'agit de M. Jean Van Nieuwenhuyze, vingt-cinq ans, chez lequel a été trouvé un poste émetteur-récepteur. Il a été présenté au parquet, samedi 21 août ; a été inculpé de recel de vol par un magistrat instructeur de permanence, qui l'a laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

LA VISITE DE DEUX MINISTRES DANS UN CAMP D'ENTRAINEMENT DES SERVICES SECRETS

M. Charles Hernu, ministre de la défense, accompagné de M. Pierre Marion, directeur de la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E. ex-SDECE), a visité, jeudi 26 août, le camp militaire de Cercottes, près d'Orléans (Loiret). Durant sa visite, M. Hernu s'est fait présenter une des trois unités de la division « action » de la D.G.S.E. Tout au long de cette visite « technique », le ministre de la défense était également accompagné de M. Joseph Franceschi, *secrétaire d'Etat à la sécurité* publique, et du commissaire divisionnaire Robert Broussard, conseiller technique du cabinet de ce dernier.

Dans un communiqué, le ministre de la défense précise que la division « action » de la D.G.S.E. a succédé au mois d'août 1981 au service « action ». Le communiqué ajoute : *« Depuis cette date, existent au sein de la division trois centres spécialisés : l'un à vocation de support aérien, l'autre à vocation d'actions de commando, le troisième à vocation de missions dans l'espace maritime. C'est donc l'un de ces centres qui a été visité par M. Hernu, à qui ont été présentés ses missions et ses moyens. Depuis sa prise de fonction, M. Pierre Marion s'est attaché à renforcer cette division afin de la rendre plus apte à répondre à ses missions, comme il réorganise l'ensemble des services placés sous sa responsabilité, selon de nouveaux axes de priorité. »*

DANS L'ESSONNE

Le retour à la vie de David, l'enfant martyr

David, l'enfant séquestré sept ans dans un placard (*le Monde* du 24 août) semble prendre un plaisir innocent à faire mentir l'image stéréotypée de l'enfant martyr écrasé, muré dans le silence par cette incompréhensible haine de l'adulte. Volubile, la figure bien ronde, s'émerveillant de tout, des trains qui passent, de la tendresse des éducatrices, de l'amitié des tout jeunes compagnons de jeu qu'on lui a donnés et dont il n'a pas tardé à devenir le grand frère : c'est ainsi que M. Pierre Maillet, le directeur du Foyer départemental de l'enfance de l'Essonne, décrit l'enfant que lui a remis la justice après l'arrestation des parents.

Aujourd'hui, David, douze ans, dort bien et mange avec appétit. Il dessine, fait du vélo et raconte avec lucidité sa vie passée de reclus. De sa mère et de son beau-père — jamais autrement appelés qu'« elle » et « il », — il dit simplement qu'ils ont été « méchants », et l'intervention des policiers — qu'il questionna longuement sur la pratique de leur métier — lui paraît s'inscrire dans l'ordre normal des choses. *« Il est moins marqué par son séjour dans un placard qu'un adolescent qui sort de Fleury-Mérogis »*, ne craint pas d'affirmer M. Maillet, qui, en matière d'enfants martyrs, en a trop vu pour encore s'étonner.

Image rassurante, optimisme hâtif ? La folie de la mère et la lâcheté du beau-père, inscrites, cicatrice après cicatrice, sur le corps de l'enfant pourront-elles un jour s'oublier ? Les éducateurs du foyer d'accueil ont bon espoir. *« David est intelligent, son quotient intellectuel semble supérieur à la moyenne et il pourra rapidement rattraper sa scolarité si nous trouvons une structure adaptée. »*

Cette intelligence, cette vivacité, qui ont surpris tous ceux qui ont parlé avec lui après sa libération, c'est sans doute à son jeune demi-frère, Laurent, âgé de dix ans, que David les doit. Bravant l'interdiction maternelle, le cadet ouvrait régulièrement la porte du placard pour une heure ou deux et s'installait avec David devant le poste de télévision. Apprentissage du monde par média interposé. David s'y appropriait sans doute cette vision rassurante de la police comme remède à ses maux, pensent les inspecteurs qui l'ont recueilli.

Autre lucarne sur le monde extérieur, le trou de la serrure du placard qui le retient prisonnier : il suit la vie de la maison, assiste aux visites des voisins, écoute les conversations. De quoi recueillir les quelques éléments de vie qui lui ont peut-être permis de ne pas sombrer. *« Il était temps quand même*, conclut M. Maillet. *A son âge, sa personnalité aurait commencé à se délabrer irrémédiablement. »* Il était temps, disent les policiers qui ont interrogé la mère. *Quelle autre issue que fatale aurait pu avoir un processus d'exclusion de plus en plus implacable, commencé à l'âge de trois ans et qui avait abouti à l'enfermement et à la négation totale depuis déjà une année.*

PATRICK BENQUET.

● *Un nouveau cas d'enfant martyr.* — Un adolescent de seize ans a été présenté, mercredi 25 août, au parquet de Strasbourg pour avoir battu la petite fille de sa compagne, actuellement hospitalisée après l'accouchement de son quatrième enfant. La petite fille de deux ans et demi, qui portait de nombreuses traces d'ecchymoses et qui avait eu les oreilles percées par une aiguille à tricoter, a été confiée au foyer de l'enfance, de même que ses deux frères, âgés de six et quatre ans. —

MÉDECINE

SELON UNE ÉTUDE OFFICIELLE

L'alimentation des Français est peu polluée

Malgré l'inquiétude qu'ils expriment régulièrement à l'égard de la contamination de leurs aliments par des produits chimiques, des additifs ou des micro-organismes, les Français absorbent une alimentation peu polluée. Telle est la principale conclusion, rassurante, d'une étude menée depuis 1976 par le Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), qui groupe plusieurs départements ministériels (environnement, agriculture, industrie, santé) ainsi que l'ancienne D.G.R.S.T. (Délégation générale à la recherche scientifique et technique).

Les données de cette étude, qui a rassemblé plus de cinquante-huit mille résultats concernant quarante-huit substances contaminantes contenues dans trois cent soixante-quatre catégories d'aliments, ont été analysées par l'ordinateur de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

La recherche des pollutions d'origines diverses (chimiques, agricoles, industrielles, naturelles, etc.) est souvent spécifique dans la mesure où elle s'applique à des produits *a priori* suspects ; elle est menée, à cet effet, par la répression des fraudes ou par les services vétérinaires. Or les polluants sont, par nature, de types multiples et peuvent figurer dans des produits que rien ne permet de soupçonner. La pollution alimentaire peut provenir, en effet, soit des substances chimiques fabriquées et utilisées par l'industrie ; soit du résultat de « traitements » agricoles, notamment par les engrais ou les pesticides ; soit du mode de conditionnement et d'emballage. Reste enfin une pollution d'origine naturelle, due à l'apparition de moisissures qu'elles produisent spontanément, les mycotoxines.

La contamination d'un aliment et sa toxicité peuvent être le fait de très petites doses : aussi l'Organisation mondiale de la santé et la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) *ont-elles défini* pour certaines de ces substances des *« doses journalières acceptables »* exprimées en milligrammes par kilo de poids corporel. Malgré l'importance des variations individuelles et la très grande « dispersion » des comportements alimentaires, les enquêteurs ont estimé que les quantités moyennes ingérées correspondaient en France au quart de la dose « tolérée » pour le mercure ; à un peu moins de la moitié de cette dose pour le cadmium, le plomb et les nitrites et qu'elle était approximativement égale à cette dose pour les nitrates.

De même, l'ingestion de résidus de pesticides présents dans l'alimentation des Français est très inférieure au seuil jugé tolérable par les institutions internationales. *« Ces conclusions sont donc rassurantes »*, estime le professeur René Truhaut, membre des Académies des sciences et de médecine.

Les sulfites — qui détruisent partiellement la vitamine B 1 — sont présents dans les vins en France à des doses conformes aux teneurs prescrites par la Communauté européenne. L'importance de la consommation individuelle de vin en France impose cependant une vigilance à cet égard.

Les mycotoxines — contamination naturelle des aliments — sont présentées sous plusieurs formes : tout d'abord les aflatoxines — substances réputées cancérogènes pour le foie — passent dans le lait des vaches nourries de tourteau d'arachide provenant des pays tropicaux et peuvent se retrouver dans certains produits laitiers. L'enquête n'a cependant guère révélé de teneurs critiques en aflatoxines : seulement 2 % des produits absorbés comportaient des doses supérieures aux normes acceptables, les aliments les plus chargés étant les pistaches, les cacahuètes et quelques fruits secs.

Enfin, les enquêteurs appellent l'attention sur la présence, dans certains produits alimentaires, de patuline, une substance qui s'est révélée, chez l'animal, cancérogène, tératogène, et provoque des dégénérescences nerveuses. Parmi ces produits figurent les pommes dites des « fin de marché », c'est-à-dire des fruits abîmés et bradés, les compotes de pomme industrielles, les cidres en tonneau et, dans une moindre mesure, les jus de pomme. Le rapport demande qu'une étude particulière et multidisciplinaire soit menée sur ce point et invite les consommateurs à ne pas absorber les aliments qui comportent des traces de moisissure et à éliminer par le lavage et l'épluchage des fruits et des légumes toutes contaminations de surface.

Enfin, ce rapport montre, comme l'a souligné le professeur Truhaut, qu'il serait nécessaire d'obtenir une évaluation plus fine des effets toxiques des très petites doses répétées pendant de nombreuses années sur l'organisme humain.

CLAIRE BRISSET.

Le Monde

LIVRES

Jean Grosjean et ses prophètes

● *Des mots aussi vrais que le silence de l'univers.*

C'EST la douceur de cette parole qu'on perçoit tout d'abord, avant même d'en ressentir toute l'implacable volonté, avant d'être ébloui par cette ardeur. N'est-ce pas à cet instant, lorsque l'Eternel parle à Elie, fixe à jamais sa destinée de prophète, c'est-à-dire fait germer en lui cette idée fixe et absurde de sauver le monde et d'accomplir sur Terre la volonté céleste, n'est-ce pas à cet instant que s'invente la poésie, comme si l'homme habité par cette volonté plus grande que lui était seul capable de prononcer — d'écrire — les mots aussi vrais que le silence de l'univers ?

« Apporte-moi, je te prie, un morceau de pain dans ta main », dit Elie le Prophète à la veuve de Sarepta. Mais elle : *« L'Eternel, ton Dieu, est vivant ! Je n'ai rien de cuit, je n'ai qu'une poignée de farine dans un pot, et un peu d'huile dans la jarre. Et voici, je ramasse deux morceaux de bois, puis je rentrerai préparer le pain pour moi et pour mon fils. Nous mangerons, après quoi nous mourrons. »* Elie lui dit : *« Ne crains rien, rentre chez toi, fais comme tu as dit. Seulement, prépare-moi d'abord un petit gâteau avec ce que tu as, puis tu me l'apporteras. Tu feras cuire ensuite du pain pour toi et pour ton fils. Car ainsi parle l'Eternel, Dieu d'Israël, la farine qui est dans le pot ne manquera point, et l'huile qui est dans la jarre ne diminuera pas, jusqu'au jour où l'Eternel fera tomber la pluie sur la face de la Terre. »*

Ce miracle dans le quotidien

Voilà toute l'histoire simple et merveilleuse qui illumine le livre de Jean Grosjean, qui lui donne son sens. La foi n'est pas celle qui déplace des montagnes, ou qui opère des conversions hors du commun. Elle est ce miracle dans le quotidien, semblable à ceux que savent faire les prophètes des pasteurs ou des nomades : réparer une cruche brisée, ressusciter une chamelle, faire jaillir une source dans le désert. Le regard de l'Eternel se pose sur les choses de chaque jour, et voici tout à coup qu'elles sont impossibles, indicibles, irréelles. Elie est le serviteur de Dieu, il est celui qui marche devant le Messie. Il affronte les rois, il dédaigne les soldats et la gloire, il aime les pauvres et les humbles, et pour eux il peut commander aux éléments. *« Il n'y aura ces années-ci ni rosée ni pluie, sinon à ma parole. »* Comme tous les grands prophètes, c'est dans le désert qu'il puise sa force, son ardeur, lorsque se taisent les *« chuchotements des sources »*. Son regard brûle. Son regard porte l'éternité, sa parole terrasse et subjugue les plus forts. Sa démarche est celle du *« jour dans le ciel »*, il marche avec les *« pas du vent »*. Mais il est un homme. Non pas un quelconque citoyen de Galaad, comme on le serait de Dole ou de Sienne. Il est homme de la Terre, qui connaît le poids des choses, la fatigue des travaux du labour qui nourrissent l'homme et l'invitent au monde. Il connaît le prix de l'eau.

Il n'est pas d'ailleurs, il n'est pas lointain, il n'est pas un voyageur. Il est l'homme de la réalité, comme l'image projetée de l'éternité sur la durée du monde. Ce qu'il connaît est en lui, dans son corps, dans ses mains, son intelligence, son regard. Sa parole est droite et juste, même si cela ne plaît pas à Achab le roi. Sa parole frappe les « Baals » qui détournent l'homme de sa nécessité d'éternité. Son Dieu — Dieu vivant — n'est pas dans les temples chamarrés, ni dans les statues des faux grands hommes. Ni dans les livres qui ne sont que des livres. *« Le soir Elie voyait la fourmi rentrer à ses fourgons, les fruits se bercer dans le feuillage, le soleil se coucher derrière un bois et le vent s'endormir dans un vallon. Mais son âme ne trouvait pas de repos. »* L'Ange vient donc au chevet d'Elie, il touche son épaule, il lui donne à boire et à manger, comme jadis la veuve de Sarepta, comme le ferait un vieil ami, un oncle. Pour Elie, cela est naturel, puisque tout ce qui existe en réalité comme en songe vient de l'Eternel.

Les prophètes ne sont pas des professionnels. Ils agissent ainsi, selon leur fantaisie, au gré du vent ou des reflets. Ils rêvent, ils s'endorment, ils entendent le *« cliquetis des étoiles »*, ils regardent grandir la nuit, ou bien ils se lovent dans un creux de roche pour s'abriter du soleil de midi, *« parmi les scorpions pensifs qui s'écartaient à peine. »*

Que cherche Elie ? Un homme, simplement, rien qu'un homme, qui prenne feu sous le regard de l'Eternel, et continue de marcher, inlassablement, au milieu des autres hommes, traversant les guerres, les injustices, les malheurs. Un homme, qui sache un jour, presque malgré lui, rendre le souffle à un enfant mort.

Elisée est sur le chemin, au milieu de ses labours. *« Il y avait devant lui douze paires de bœufs, et il était sur la douzième. Elie s'approcha de lui, et il jeta sur lui son manteau. Elisée, quittant ses bœufs, courut après Elie, et dit : laisse-moi embrasser mon père et ma mère, et je te suivrai. »* Mais que peut demander le disciple du prophète, en échange de sa vie, sinon le double de son âme ?

« Elie : Que demandes-tu là ? Et cela ne dépend pas de moi.

Elisée : Seulement l'âme de ton âme.

Elie : Eh bien, peut-être (pourquoi pas ?) si tu t'aperçois que je te quitte. »

Alors, quand celui qui portait en lui le feu est retourné à l'éternité, emporté par un tourbillon de feu — ayant connu ce qui est *« loin à travers les âges »*. — Elisée est un homme nouveau. Il reprend la route longue qui conduit vers le Messie. Inlassablement les prophètes répètent les mêmes gestes, car il y a sans cesse la guerre, l'injustice, le malheur, et la mort des enfants.

Quand les rois cessaient de faire la guerre

« Lorsque Elisée arriva dans la maison, l'enfant était mort, couché sur son lit. Elisée entra et ferma la porte, et il pria l'Eternel. Il monta sur le lit, se coucha contre l'enfant, mit sa bouche sur sa bouche, ses yeux sur ses yeux, ses mains sur ses mains, et il s'étendit sur lui. Et la chair de l'enfant se réchauffa. Elisée s'éloigna, marcha dans la maison, puis il remonta sur le lit et s'étendit sur l'enfant. Et l'enfant éternua sept fois, et il ouvrit les yeux. »

Cela s'est passé au temps où la Terre était neuve encore, où les fleuves se retenaient de couler et où les rois cessaient parfois de faire la guerre pour écouter la parole du Prophète.

Cela s'est passé hier encore — car Jean Grosjean, comme tous les conteurs, parle à notre propre mémoire : il nous dit, à propos d'Elie et d'Elisée, le souffle du vent, la brûlure du soleil, la nuit constellée, les insectes, le pas mou des chameaux ou le hennissement des chevaux dans les villages, la rumeur des champs.

Cela se passera demain encore, qui sait ? Car, si aujourd'hui les prophètes ne courent pas les rues, il n'y a jamais eu sans doute tant de guerres, d'injustice et de malheur, ni tant d'enfants qui meurent. Il faut attendre Elie, et pour le voir venir, il faut le guetter avec le regard du poète, qui voit mieux et plus loin que les autres hommes.

J.-M.-G. LE CLÉZIO.

★ ELIE, de Jean Grosjean. Gallimard. 128 pages, 43 F.

★ *Dessin de Bérénice CLEEVE.*

Torga l'indigné

● *Quarante-cinq ans du Journal d'un grand écrivain portugais.*

C'EST une étrange expérience que de lire le Journal de quelqu'un qu'on ne connaît pas... Surtout lorsque ce Journal couvre près de quarante-cinq ans de la vie d'un écrivain, d'un poète, Miguel Torga, dont on nous dit qu'il est devenu dans son pays un classique de son vivant et qu'il est reconnu comme *« le plus grand écrivain portugais actuel »*. Mais que savons-nous du Portugal, cette sœur latine tellement nourrie de littérature française et tellement isolée de l'Europe, là-bas au coin de sa péninsule ? A peu près rien, sinon quelques poncifs ; et Torga sans vraiment nous accuser de notre ignorance, nous montre, tout au long des quelque quatre cents pages de son Journal, ce que c'est, ce que ce fut — pendant quarante années de dictature — que d'être Portugais.

Cet inconnu, dont nous faisons connaissance à la fin de 1933 — il a vingt-six ans et vient d'être reçu médecin, — nous nous apercevons bien vite qu'il est un Portugais hors du commun : né le 12 août 1907, dans un village aride du nord-est du Portugal, dans la province de Tras-Os-Montes (au-delà des monts), élevé au séminaire pour être prêtre (mais devenu tranquillement athée), émigré au Brésil pour cause de pauvreté à treize ans, revenu à dix-sept ans pour faire ses études de médecine, poète édité à l'âge de vingt et un ans, médecin de campagne, puis oto-rhino-laryngologiste à Coïmbra, Miguel Torga a toujours mené de front la médecine et la littérature, se nourrissant sans cesse de cette double pratique.

A compte d'auteur

Grâce à Claire Cayron qui introduit Torga en France et qui a passé dix ans à traduire ce Journal (amputé dans l'édition française de toute une partie poétique imbriquée, semble-t-il, à la prose), nous découvrons l'existence d'une œuvre immense, exceptionnelle par son ampleur et sa diversité : cinq volumes de contes et nouvelles, huit volumes de romans et d'essais, quinze volumes de poèmes, cinq volumes de théâtre, douze tomes de Journal ! Tous publiés à compte d'auteur... Non pas parce qu'il ne trouvait pas d'éditeur, mais pour rester « Torga », conforme au pseudonyme qu'il s'est choisi et qui désigne une bruyère de montagne particulièrement résistante et, en langage populaire, une forte tête.

Dénonçant inlassablement *« l'ordure nationale »* qui a submergé son pays et qui a perverti en même temps les hommes et la culture, Torga l'indigné sera interdit de publication, emprisonné à plusieurs reprises, se verra refuser le droit de voyager à l'étranger et deviendra un symbole admiré de la résistance à Salazar. Pourtant, il restera en marge au moment de la « révolution des œillets » ; car ce solitaire farouche, ce sceptique impénitent, cet homme qui se méfie de toutes les idéologies ne veut *« être d'aucun autre parti que de celui de la liberté »*. Cherchant la logique de *« cette révolution qui nous est tombée dessus »*, il veut, avant tout, rester lucide. *« Coup d'Etat militaire*, écrit-il le 25 avril 1974. *Ah ! si je pouvais faire confiance aux militaires. Mais ce sont eux qui, pendant les cinquante dernières années, nous ont arrêtés, censurés, incarcérés, et qui ont par la force des baïonnettes, conservé le pouvoir à la tyrannie. Qui pourrait l'oublier ? Mais bon ! Quoi qu'il en soit, c'est toujours un pas de fait. Reste à espérer que ce ne soit pas, et pour longtemps, le pas de l'oie »*...

Les lendemains de révolution, les explosions de joie, ne lui font pas perdre sa lucidité et, dès le 27 avril, il se dit tristement qu'*« il est curieux de constater que les vengeances sont rarement exercées par les victimes directes de l'oppression »*. Tenté un temps par le marxisme, jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie, il reste ce qu'il a toujours été, un anti-idéologue convaincu, se méfiant *« des théoriciens du matérialisme historique comme des docteurs de l'Eglise : comme eux, ils passent leur vie à concocter des dogmes et à épier les hérétiques »*. Avec un certain nombre d'intellectuels portugais, il souffrira de voir le Portugal transformé en terre de mission pour intellectuels de gauche de tous les pays (*« Sédentaires de tous les pays, unissez-vous ! »*, avait-il écrit). On m'a dit qu'il avait refusé de rencontrer Sartre en 1975 ; est-ce de lui que parle Torga lorsqu'il ironise sur cet *« intellectuel français venu promener son ennui avant-gardiste et bien-pensant »* ?

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 12.)

le feuilleton

« DANS LA MAIN DE L'ANGE »

de Dominique Fernandez

Pasolini ou l'abjection choisie

LA biographie n'est pas exclue du climat de liberté dont profitent, depuis quelques années, le roman et l'essai. Tandis que les biographes de métier, tels Painter, Lotman ou Lacouture, continuent de se comporter en historiens, avec les soucis d'objectivité et de véracité exhaustive que cela impose, un nombre accru d'écrivains disposent à leur guise des existences de grands disparus. S'autorisant d'une sympathie particulière, ou d'une haine tenace, ils prennent ces vies comme prétextes à rêver — Françoise Chandernagor sur Mme de Maintenon, Jean d'Ormesson sur Chateaubriand, — ou à polémiquer — Jean Cau sur Guevara, Goldmann, — selon les franchises de fantaisie reconnues à la fiction et à l'essai.

Dominique Fernandez s'était à peu près conformé jusqu'ici aux règles du genre, dans ses études sur Pavese (1967) et Eisenstein (1975). Tout au plus l'auteur de *l'Arbre jusqu'aux racines* (1971) insistait-il, en psycho-critique ardent, sur le rôle mal vérifiable de l'inconscient dans les destins qu'il étudiait. Il étend aujourd'hui le bon plaisir de l'écrivain jusqu'à camper, à la première personne, dans le moi et les émois de son modèle. Il se défend, certes, de faire œuvre de biographe et prévient que c'est manière de parler

par Bertrand Poirot-Delpech

d'abord de soi ; mais enfin le cinéaste italien prénommé Pier Paolo qui nous raconte sa vie, de sa naissance à Bologne en 1922 à son assassinat dans un terrain vague en 1975, se donne bel et bien pour Pasolini en personne.

MIEUX vaut prévenir les cinéphiles qui chercheraient dans *Dans la main de l'ange* une relation minutieuse de ce qu'a vécu et créé l'auteur de *Théorème*. Les perspectives historiques et l'accumulation de faits auxquels on juge les biographies traditionnelles sont réduites, ici, au minimum. L'époque mussolienne n'apparaît qu'à travers le refus de Toscanini de diriger *Giovanizza*, et les rodomontades ombrageuses du père de Pier Paolo, ancien combattant d'Afrique. L'Italie du plan Marshall et du scandale Montesi est campée plus que décrite.

Les portraits et les rencontres de célébrités, inséparables du genre, sont limités à des « passages », comme on dit au cinéma : Fellini refusant chichement de rendre service à celui qui fut le dialoguiste de *la Strada* et d'une partie de *la Dolce Vita* ; Bompiani flirtant avec le fascisme, Feltrinelli avec le gauchisme ; un échange de confidences, enfin avec la Callas, qui sonne plus théâtrale que vraisemblable, au moins dans le ton.

Les films de Pasolini ne sont évoqués qu'incidemment, sans leur titre ni leur date. Préparation et tournage sont ignorés. A la gloire et aux scandales près, le héros pourrait n'être pas un des grands réalisateurs depuis la guerre, ni seulement un artiste. La genèse du don créateur et de chaque œuvre, qui fait l'intérêt des biographies d'artistes, est à peine esquissée.

Persuadé que la seule œuvre de Pasolini assurée de durer fut sa mort, et imposant cette conviction à l'intéressé, puisque chaque phrase lui est imputée, Fernandez a pour propos essentiel d'expliquer le cheminement intime, secret, parfois inconscient, qui a préparé le rendez-vous fatal de novembre 1975.

PASOLINI n'aurait pas été assassiné dans un terrain vague par un voyou de rencontre s'il n'avait pris goût très tôt à ce genre de fréquentation. *Dans la main de l'ange* est l'histoire d'un destin d'homosexuel, avant d'être celle d'un cinéaste connu. Comme dans *les Enfants de Gogol* et *Eisenstein*, Fernandez met en évidence le poids du modèle paternel. Dès l'enfance, Pier Paolo aurait refusé de se reconnaître dans la muflerie de son sexe telle que l'illustrait son père, ainsi que dans le pouvoir et la loi qu'il symbolisait. Le passage au parti communiste vaudrait pour une rechute, et pour une liquidation définitive de cette tutelle.

Sa mère, au contraire, incarnera pour lui l'idéal d'une vie et d'une religion sans mâle dominateur. Elle l'assurera de sa dévotion et de sa compassion, quitte à l'enfoncer dans le rôle christique de victime. Il n'aimera aucune autre femme qu'elle, sinon inerte et inaccessible, comme les stars de Hollywood et, plus tard, ses interprètes, dont la Callas.

(Lire la suite page 10.)



Qui est-ce ?
Patricia Castet,
responsable
du développement
de Faits et Chiffres
de l'Edition.
Achetez Lire
du mois de septembre.
Elle a des choses
à vous dire.

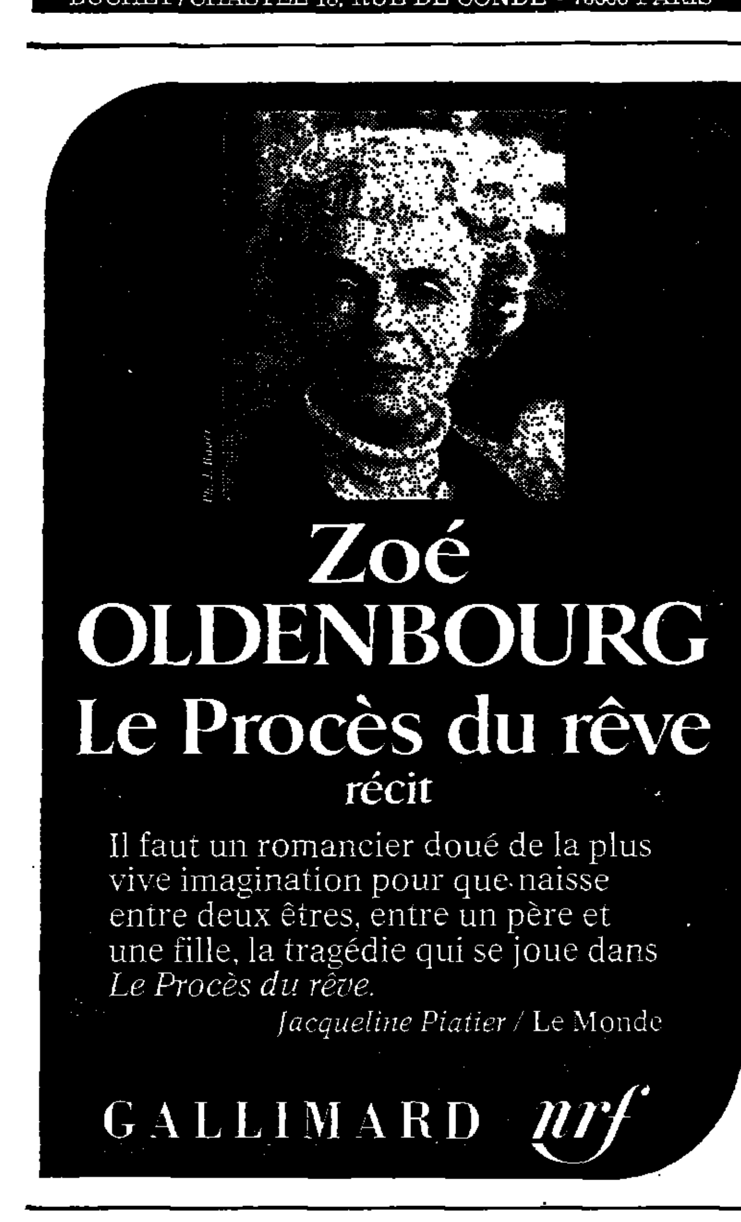
Faits et chiffres de l'édition
Lettre hebdomadaire d'informations destinée aux professionnels du livre
Adresse : 5-7, rue Villehardouin – 75003 Paris. Tél. : 203.75.27

Le complément de la Révolution diététique

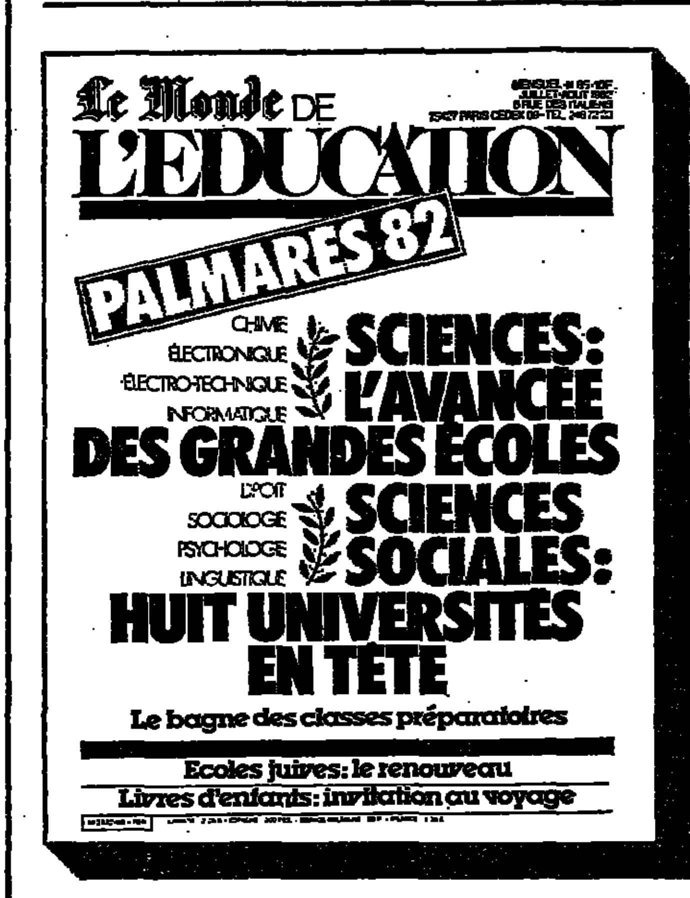


la santé sans artifices

BUCHET/CHASTEL 18, RUE DE CONDÉ - 75006 PARIS



DANS SON NUMÉRO DE JUILLET-AOUT



DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde de L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 100 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F

Le Monde de L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Education et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F).

NOM ....

PRÉNOM ....

ADRESSE ....

CODE POSTAL .... VILLE ....

07/03/82

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex

édition

Que lira-t-on

LE roman tente tout le monde, éditeurs comme créateurs. L'appât des prix ? L'idée plus ou moins juste, mais bien ancrée, que la littérature actuelle passe obligatoirement par ce genre ? Tenez, en vedettes dans cette rentrée, deux universitaires renommés. De Jean Duvignaud, romancier il est vrai dans ses jeunes années, on ne compte plus les essais et les travaux sociologiques. Dans le *Favori du désir*, qui suit avec onze ans d'écart son ambitieux *Empire du Milieu*, il retrouve un de ses personnages, un Allemand, et s'empoigne avec le mystère du nazisme. Serge Doubrovsky est un des maîtres de la critique contemporaine. Mais depuis 1969 il s'est lancé dans ce qu'il appelle l'« auto-fiction ». *Un amour de soi* (Hachette) est le troisième fruit de cette veine parallèle. Et voici qu'un autre sociologue, Pierre Fougeyrollas fait à son tour ses premières armes avec un titre modeste : *Un destin planétaire* (Papyrus).

Les deux mamelles de la littérature

Après les professeurs, les journalistes. Les publie-t-on plus volontiers parce qu'ils ont déjà un nom ? Trois critiques littéraires, Françoise Xenakis (*la Natte coupée*, Grasset), Michel Braudeau (*Fantôme d'une puce*, le Seuil), Jean-François Josselin (*l'Enfer et Cie*, Grasset), augmentent d'un titre leur œuvre personnelle déjà rondelette. Mais de grands reporters comme Olivier Todd (*Un cannibale très convenable*, Grasset), Michèle Manceaux (*Anonymus*, le Seuil), écrivent aussi leur roman. Quant aux débutants, bon nombre d'entre eux se recrutent dans la profession, l'autre mamelle nourricière de la littérature étant l'université.

On ne peut, dans le survol que nous tentons ici, que retenir les noms les plus connus pour dire aux lecteurs fidèles qui ils vont retrouver, en attendant qu'on les incite à découvrir. Mais à quoi tient la notoriété d'un écrivain et quel milieu touche-t-elle ? Au nombre de ses livres ? Cela compte mais ne suffit pas et n'est pas toujours nécessaire. Ainsi Pierre Jakez-Hélias est un des noms les plus brillants de cette saison, à cause du seul — ou presque — *Cheval d'orgueil*. Après ses souvenirs du pays bigouden, il nous donne, comme un premier roman, *l'Herbe d'or* (Julliard), tissé avec des légendes et des superstitions bretonnes.

Les réguliers

La régularité dans une production est un atout parce qu'elle témoigne d'une fécondité. A ce titre au moins, Catherine Rihoit (*la Favorite*, Gallimard), qui se dépense tous azimuts et a produit cinq romans en cinq ans, depuis le *Portrait de Gabriel*, son coup d'essai en 1977, mérite d'être citée. Ainsi que Vladimir Volkoff (*le Montage*, Julliard), qui, en moins de trois ans, nous a donné cinq romans : *le Retournement* et les quatre volumes des *Humeurs de la mer*. Jeanne Champion, qui s'est illustrée chez Grasset avec la geste des *Frères Montaurian*, revient à son premier éditeur (*l'Amour capital*, Calmann-Lévy). Hortense Dufour, qu'a lancée *la Marie-Marraine* (Prix des lectrices de *Elle* et film tiré du roman), implante une famille haute en couleur dans le marais charentais (*le Bouchot*, Grasset). Alain Gerber, qui a navigué ces dernières années entre son Alsace natale et l'histoire du Mexique, se retrouve aujourd'hui avec *le Lapin de lune* (Laffont), dans un village du Québec.

Vive le Canada

Il est en bonne compagnie avec d'authentiques Canadiens de là-bas ou de Paris. Le Seuil appuie sa rentrée sur *les Fous de Bassan*, d'Anne Hébert, que le Prix des libraires avait couronnée pour son *Kamouraska*. Gallimard continue de soutenir Marie-Claire Blais, prix Médicis 1966, qui n'est entrée dans cette maison qu'en 1980 (*les Vertiges ou visions d'Anna*). Grasset publie un nouvel Antonine Maillet (Goncourt 1979), *la Gribouille*, et deux jeunes Canadiens inconnus accompagneront ces trois romancières renommées.

Voix du Maghreb

Mais le plus large appel à la francophonie se manifeste en faveur du Maghreb. Cinq écrivains sont présents, dont deux au moins sont bien connus : le Marocain Driss Chraïbi qui, dans un roman épique et lyrique, *la Mère du printemps* (Le Seuil), évoque les origines de son pays, et l'Algérien Rachid Boudjedra qui, dans le *Démantèlement* (Denoël), passe au crible de deux regards innocents les trente dernières années de l'histoire algérienne. Abdellatif Laabi (*l'Ordalie*, Denoël) est un poète marocain qui connut de longs mois les geôles d'Hassan II. Algérien, Rachid Mimouni, dans *le Fleuve détourné* (Laffont), « Médiane », qui, chez Denoël, dénonce le régime Boumediène et les espoirs déçus après la révolution. Leila Sebbar continue de peindre ses femmes algériennes dans l'immigration (*Sherazade*, Stock).

Ces nouveautés sont accompagnées de rééditions au Seuil et dans la toute récente collection « Médiane » qui, chez Denoël, s'attache spécialement aux écrivains de l'Afrique du Nord.

Coup double pour Jack-Alain Léger

Antonine Maillet et Jacques Laurent (Goncourt 1971 pour *les Bêtises* et qui nous donnera en octobre un court roman sur une curieuse secrétaire, *les Dimanches de Mlle Beaumont*, chez Grasset) sont les seuls anciens lauréats de ce prix à figurer dans la rentrée romanesque.

Le prix Médicis, au contraire, ne barre pas la route. On ne sait jamais... Marc Cholodenko, qui l'avait obtenu en 1976 pour *les États du désert*, revient, avec *Meurtre* (Hachette Pol), au roman, qu'il avait quelque peu délaissé pour la poésie, l'essai et la méditation. Anne Philipe fait de même et, après être allée se promener en Chine, retrouve dans *les Résonances de l'amour* (Gallimard) l'inspiration douce et mélancolique d'*Un été près de la mer*.

Autre retour, celui de Jean Demelier, qui de Poitiers, a transplanté ses pénates en Avignon. C'est maintenant à la Provence qu'il s'affronte dans sa confession picaresque : *les Nouvelles Lettres de mon moulin* (Gallimard).

Jack-Alain Léger, qui en est à son douzième livre et auquel ses deux *Monsignor*, bientôt portés au cinéma, ont donné une audience populaire, attire l'attention par le coup double qu'il joue chez Flammarion. Il accompagne un roman ambitieux et lyrique, *Océan boulevard*, d'une autobiographie (*Autoportrait au loup*). Il s'y explique sur son déchirement intérieur, que reflètent la diversité de son œuvre et ses différents masques.

Le retour d'un oublié

Le monstre de cette saison romanesque c'est l'énorme roman d'un écrivain oublié, Henri Pollès, natif de Tréguier en 1909, Prix Populiste en 1929, auteur d'une douzaine de livres qui furent salués tour à tour par Maurice Nadeau, Jean Giono, François Mauriac... En piste pour le Goncourt en 1962, où il était le favori de Queneau, il n'avait plus rien publié depuis cet *Amour ma douce mort*. Les éditions Julliard « L'Age d'homme » exhument une fresque de 650 pages sur la guerre de 1914-1918, vue de Tréguier intitulée *Sur le fleuve de sang, parfois un beau navire*.

Figures historiques

Le roman historique, qui fournit si abondamment les lectures pour l'été, tente pourtant quelques écrivains de l'automne, mais ils font servir l'histoire à d'autres fins qu'elle-même. Jean-Claude Brisville (Belfond) tourne autour de Simon le Magicien. Frédéric Tristan plonge dans l'empire chinois des Ming (Balland). Serge Bramly ressuscite Savonarole et le carnaval de Florence (Belfond). Jean-Claude Andro (Flammarion) et Charles Le Quintrec (Albin Michel) placent tous deux dans les époques lointaines le combat qu'ils suivent entre le bien et le mal.

Seule représentante du genre dans sa formule traditionnelle, Fanny Deschamps, qui donnera en octobre le second tome de *la Bougainvillée*. Avis aux nombreux lecteurs qu'elle a su s'acquérir.

Les inconnus dans la maison

Une bonne trentaine de nouveaux venus seront à découvrir. Contingent habituel. *Là non plus* pas de surprise, mais proportionnellement on les rencontre plutôt dans les petites maisons que dans les grandes. Belfond n'en publie aucun. Flammarion, Grasset, *Albin Michel un seul*. Il est vrai que la découverte de ce dernier, une femme, Olympia Alberti, double son roman d'un gros recueil de poèmes.

Il y en a deux au Seuil et chez Laffont. Deux aussi chez Gallimard : un tout jeune homme et un banquier parisien notoire, François Cariès, qui a enfin consenti à sortir un manuscrit de ses tiroirs.

Barthes et Sartre

Du côté des essais, c'est encore Barthes et Sartre qui occupent le plus les esprits. Tandis que la revue *Critique* consacre au premier un numéro spécial (Editions de Minuit), le Seuil réunit ses articles sur la photographie, la peinture, la musique *sous le titre* choisi par l'auteur *l'Obvie et l'obtus*, et l'essayiste américaine Suzan Sontag déchiffre, à travers l'avènement de Barthes à l'écriture, les procédés littéraires de la modernité. Rien que de l'éloge.

Les choses vont un peu moins bien pour le second. Dans le *Testament de Sartre* (Olivier Orban), celui-ci se fait accrocher par Michel-Antoine Burnier, l'auteur iconoclaste du *Roland Barthes sans peine*. L'essai de Denis Hollier, *Politique de la prose, Sartre et l'an 40* (Gallimard), lui apportera sans doute compensation, mais il risque de se faire *contester* par Marthe Robert, qui se penche à son tour sur Flaubert (*En haine du roman*, Balland) et voit en l'auteur de *Madame Bovary*, plutôt qu'un petit bourgeois, un éternel enfant.

A signaler également, parmi les réflexions importantes sur nos

Pasolini ou l'abjection choisie

(Suite de la page 9.)

Pasolini appartient à une génération qui vivait l'homosexualité comme une malédiction. Amour et plaisir ne pouvaient être éprouvés avec la même personne. Un certain Svenn joue, dans sa mythologie personnelle, le rôle caractéristique de *l'éphèbe blond et intouchable*. Il se console de ce bonheur impossible en partageant les aventures nocturnes des *ragazzi* de Stazione Termini et de Ponte Mammola. Loi de ces rencontres dangereuses : jamais deux fois le même partenaire, et toujours dans les lieux publics.

Tout en installant chez sa mère le petit livreur Danilo, avec qui il formera un couple relativement stable, Pier Paolo lui demandera régulièrement de le frapper à coups de ceinturon dans un terrain vague proche d'Ostie. C'est là qu'il retournera une dernière fois, seul, une nuit de 1975. Pour mettre un comble à son humiliation, il paiera, comme un vulgaire *frocio*, un gigolo hideux, et se laissera, lui champion de karaté, massacrer à coups de planche, en priant pour son bourreau — c'est du moins Fernandez qui l'imagine.

LES amis du cinéaste auraient aimé que ses trente-trois procès, les campagnes de haine contre lui, et sa fin elle-même, fussent le fait du fascisme. Fernandez prête à Pasolini une autre explication. C'est l'Italie libérale du « boom » économique qui a vu, dans sa vie et ses œuvres, un obstacle à la consommation et à la sexualité rentable.

Selon l'auteur de *Salo*, interprété par Fernandez, la permissivité est encore une ruse de la bourgeoisie pour brider les libertés et perpétuer le modèle hétérosexuel et familial. Fernandez explicite — extrapole ? — l'hostilité de son héros à la libéralisation des mœurs, du divorce, de l'avortement. Ce champion de la liberté déplore Vatican II et les « boîtes gay », avec des arguments qui le rapprochent des nostalgies fascisantes de son père. En devenant le *« lunapark de l'hédonisme le plus vulgaire »*, l'Italie aurait régressé par rapport au temps où la sévérité des mœurs, la crainte d'être découvert et puni, donnaient *« une force exceptionnelle à l'amour »*. Face à l'appétit de jouissance favorisé par le grand commerce, Fernandez suppose un Pasolini préférant la solitude, l'absolu, le désert, la mort.

Chemin faisant, il lui fait condamner la psychanalyse et les sciences humaines, auxquelles ils doivent pourtant beaucoup l'un et l'autre. Est-ce rejet, chez tous deux, du modèle paternel ? Freud devient celui par qui le péché d'amour « contre nature » reste une tare, parce que fixation à une étape transitoire du développement affectif. L'analyste a pris la place du prêtre dans la répression des hors-la-loi.

COMMENT faut-il appeler, en bon freudisme, le goût du sacrifice et de l'immolation, Fernandez ne le dit pas. Mais sa thèse, donnée pour irréfutable par le jeu de la première personne, est que Pier Paolo s'est offert aux coups, et qu'il a voulu sa fin ignominieuse. Dès l'enfance, il aimait gagner les terminus de trams, pour le plaisir de « shooter » dans une boîte de conserve entre deux immeubles inachevés et des bancs aux graffiti obscènes. S'il y retourne mourir, c'est, à en croire Fernandez, pour *« remettre sa vie entre les mains les plus indignes de la recevoir »*, faute d'avoir su *« harmoniser toutes ses vies en une vie pleine »*, et aimer autrement que *« dans l'ordure de la zone, incognito »*, en dépouillant sa *« terrible condition de fils et d'intellectuel »*.

Pasolini aurait moins été rejeté par la société dans les ténèbres extérieures que victime de ses ténèbres intérieures, attiré par l'abjection et on ne sait quel rachat, fasciné par la gloire du paria, par la prison de Gramsci, la mort de Lorca, les procès de Wilde et de Galilée, le bûcher de Giordano Bruno, et par la mort du Caravage, assassiné lui aussi sur une plage du Latium d'un coup d'épée en pleine face...

Il ne faut pas prendre *Dans la main de l'ange* pour une contribution à la connaissance de Pasolini, mais comme un élément dans celle de Fernandez, dont on retrouve les obsessions, les réflexions, les humeurs, notamment sur les problèmes de l'homosexualité, ainsi que le style, plus agrégé d'italien que proche des romanciers de *Ragazzi di vita*.

A lire avec, en tête, le mot célèbre de Chateaubriand : *« On ne peint bien que son propre cœur, en l'attribuant à un autre. »*

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ DANS LA MAIN DE L'ANGE, de Dominique Fernandez, Grasset, 455 pages, 89 F.

cet automne ?

classiques, *le Montaigne en mouvement* de Jean Starobinsky (Gallimard).

Le mouvement surréaliste va faire l'objet d'un dictionnaire (P.U.F.) dû à Adam Biro et à René Passeron. Et ce sont ses grandes figures, Breton, Soupault, Aragon, Tzara, Duchamp qu'évoquera Alain Jouffroy dans *la Vie réinventée* (Laffont).

Observateur de notre littérature depuis dix ans et candidat à l'Académie au fauteuil du duc de Levis Mirepoix, Bertrand Poirot-Delpech réunit chez Gallimard ses *Feuilletons* du « Monde des livres » et leur ajoute un court récit autobiographique au titre joueur, *le Couloir du dancing*.

Retrouver Virgil Tanase

La saison des prix n'est, bien sûr, pas celle des romans étrangers, même si chez tous les éditeurs le choix se révèle pourtant alléchant.

Un des premiers livres de la saison sera *l'Amour, l'amour*, un « roman sentimental » écrit directement en français par l'écrivain roumain Virgil Tanase, « disparu » de Paris sans laisser de trace il y a trois mois, pour n'avoir pas assez admiré la politique de M. Ceausescu (Flammarion). Autre natif de Roumanie, aujourd'hui titulaire de la chaire d'histoire des religions à l'université de Chicago, Mircea Eliade publie un roman qui permet de s'évader vers un autre espace-temps : *les Dix-Neuf Roses* (Gallimard), tandis qu'on annonce un inédit inconnu d'Eugène Ionesco traduit du roumain : *Hugoliade*, une caricature ironique écrite dans les années 20 (Gallimard). C'est encore la Roumanie qu'on trouve dans le nouveau roman de l'écrivain américain Saul Bellow *l'Hiver du doyen* (Flammarion) où l'enfer de Bucarest est mis en parallèle avec l'enfer de Chicago.

Parmi les auteurs de langue germanique, on notera, après la réédition longtemps attendue du *Monde d'hier*, de Stefan Zweig, chez Belfond, un retour aux auteurs antinazis trop oubliés : Joseph Roth avec *la Marche de Radetski*, une grande fresque sur la chute de la monarchie danubienne, écrite en 1932, enfin rééditée (le Seuil) ; *les Müller, une dynastie allemande*, un roman démystificateur de 1934, resté inédit en France, de l'auteur berlinois Walter Mehring (1896-1981) (chez Laffont), ou encore *le Volcan*, le roman de l'émigration écrit en 1938 par le jeune Klaus Mann à Paris (Olivier Orban). De Stephan Hermlin, autre antinazi, communiste et clandestin dès 1933, devenu citoyen de R.D.A., les Presses d'aujourd'hui publient huit nouvelles : *Dans un monde de ténèbres*.

Parmi les découvertes à retardement on annonce un des premiers romans de Pirandello : *les Vieux et les Jeunes*, qui date de 1913 (chez Denoël, mi-octobre), ainsi que la première traduction complète et réputée impossible du *Finnegan's Wake*, de James Joyce, réalisée par Philippe Lavergne, un ingénieur polyglotte spécialiste des ondes hertziennes qui aurait travaillé seul depuis plus de dix ans (chez Gallimard).

L'autre Singer

De moindre renommée, mais de première importance, on attend aussi la réédition de *Pauvre Blanc*, de Sherwood Anderson (Lattès), la première traduction des *Premières Histoires*, du Brésilien Guimaraes Rosa (A.-M. Metaillié) : *de Nadie, nada, nunca*, de l'Argentin Juan Jose Saer, l'auteur des *Sept Fous* (Flammarion)... Et surtout, avec un roman des années 30, *les Frères Ashkenazi*, la découverte d'un nouveau Singer, Israël Joshua (Singer), le frère du Prix Nobel, un des maîtres du roman yiddish, affirment les connaisseurs...

Enfin, parmi les publications importantes de ce début de trimestre, citons pêle-mêle : le nouvel Anthony Burgess, *Monsieur Enderby* (Acropole), *le Chemin de Corinthe*, d'Andrzej Kusniewicz (Albin Michel), *Freddy's Book* de John Gardner (Denoël); *les Amours profanes*, de Joyce Carol Oates (Stock), *l'Homme apparaît au quaternaire*, de Max Frisch (Gallimard), la suite des Zuckermann, de Philip Roth, *Zuckermann délivré* (Gallimard), le dernier roman de Vladimir Maximov, *la Ballade de Savva* (Gallimard), et la nouvelle traduction du *Pavillon des cancéreux*, de Soljenitsyne (Fayard), etc. On parle aussi beaucoup des nouvelles inédites de l'Argentin de Paris Hector Bianciotti : *L'amour n'est pas aimé* (Gallimard, octobre).

Une vague de biographies

La saison va s'ouvrir sur la monumentale biographie en deux volumes, sinon trois, que Pierre Sipriot consacre à *Montherlant* (Laffont). Dix ans après son suicide, elle apporte beaucoup de documents inédits, lettres de famille, ou ébauches de romans, et donne en quelque sorte le « la » de la rentrée où, à côté des habituels romans, les « vies » sont nombreuses. Témoin aussi cette première biographie de l'écrivain anglais George Orwell, une traduction du livre paru l'an dernier en Grande-Bretagne d'un universitaire, Bernard Crick, et ce *Sacha Guitry, cinquante ans de spectacle* que prépare Dominique Desanti (Grasset).

Proust et Drieu inédits

LES esquisses, brouillons, ébauches de la *Recherche du temps perdu* que garde la Bibliothèque nationale, une première version du *Temps retrouvé* va être publiée par les soins d'Henri Bonnet, président des Amis de Marcel Proust, sous le titre *Matinée chez la princesse de Guermantes* (Gallimard). Simultanément, les *Cahiers Marcel Proust* n° 10 nous apportent des poèmes inédits de l'écrivain, qui, sans idée de publication, a toujours taquiné la muse.

Il existe un volumineux *Journal* de Drieu La Rochelle, à la publication duquel travaille son frère. Les *Fragments de journal* qu'annonce Gallimard n'en font pas partie. Ce sont des réflexions écrites par Drieu en 1941-1942, époque où il ne tenait plus de journal, sur son activité de militant au début de la guerre. Une publication importante.

Nous n'aurons pas moins de deux *Rimbaud*, l'un de Pierre Petitfils (Julliard), et l'autre, de la spécialiste américaine Enid Strakie, une traduction importante, mais qui vient tard. Un *Villon* traité par l'historien Jean Favier (Fayard), un *Eluard*, dû lui à un poète, Luc Decaunes (Balland). On peut aussi ranger dans les biographies les volumineux *Écrits de guerre* de Saint-Exupéry (Gallimard), qui ressuscitent à travers des textes inédits habilement montés, correspondances, proclamations, articles, les dernières années de la vie de l'écrivain (1939-1944). Raymond Aron les préface.

Les personnages historiques ne sont pas oubliés non plus. A signaler un *Henri IV*, de Jean-Pierre Babelon (Fayard), un *Henri VIII*, de Philippe Erlanger (Librairie académique Perrin), qui vient à son heure après la visite du pape en Angleterre, un *Ivan le Terrible*, d'Henri Troyat, qui, après sa *Catherine*, son *Pierre-le-Grand*, son *Alexandre Ier*, refait un grand saut en arrière dans l'histoire de la Sainte Russie.

Notre ancêtre de Tautavel

On note en cette rentrée un important regain d'intérêt pour la préhistoire, d'ailleurs un Congrès international de paléontologie humaine se tiendra à Nice, du 16 au 21 octobre, en même temps qu'une exposition sur les origines de l'homme. Il est organisé par Marie-Antoinette de Lumley, qui publie à cette occasion *l'Homme malade de Tautavel* (Stock), résultats des recherches qu'elle-même et son mari, paléontologue, ont menées dans la grotte d'Arago. On traduira chez Grasset l'ouvrage de Stephen Jay Gould, professeur à Harvard, venu au printemps donner des conférences au Collège de France. Poétiquement intitulé *le Pouce du panda*, ce livre ouvre de nouvelles pistes aux théories de l'évolution. A signaler aussi, dans le même domaine, l'ouvrage de synthèse de Gabriel Camps *la Préhistoire* (Librairie académique Perrin).

Les archives de la Bastille

Du côté de l'histoire proprement dite, c'est la Révolution française qui semble attirer le plus d'attention. Maspero va traduire l'ouvrage classique de l'historien anglais George Rudé, *les Foules dans la Révolution française*, publié à Oxford en 1959, dont on pourra rapprocher *la Révolution culturelle de l'An II*, de Serge Bianchi, qui va sortir chez Aubier-Montaigne, et un portrait de *Saint-Just*, de François Kermina (Librairie académique Perrin). Michel Foucault et Arlette Farge ont ouvert les dossiers de la Bastille et font l'inventaire des lettres de cachet (collection « Archives » Gallimard) sous le titre inattendu : *le Désordre des familles*. On annonce aussi dans « la Bibliothèque des histoires » (Gallimard) l'ouvrage important de Claude Nicolet sur *l'Idéologie républicaine*. Une curiosité d'un autre ordre : cette histoire de l'odorat qu'Alain Corbin, l'auteur des *Filles de noce* baptise *le Miasme et la Jonquille* (Aubier-Montaigne), qui fera apparaître à leur naissance nos dégoûts actuels pour l'excrément et l'ordure qui n'étaient pas de tous les temps. L'intérêt pour le Moyen Age se maintient avec de nombreuses études et la réédition d'un grand texte de démonologie de 1612, *Tableau de l'inconstance des mauvais anges et démons*, de Pierre de Lancre (Aubier-Montaigne). Parmi les grandes entreprises commencées depuis plusieurs années, saluons le huitième et dernier volume de *l'Histoire économique et sociale*, de Fernand Braudel et Ernest Labrousse, qui ira de 1950 à nos jours (PUF).

Officiers, professeurs et cadres

Trois classes sociales vont faire l'objet d'investigations historiques : *les Officiers*, qu'un Américain, William Serman, suit dans les rites de leur vie privée et dans leur attitude à l'égard de la nation de 1848 à 1914 (Aubier-Montaigne), et *les Professeurs*, dont deux historiens, Pierre Guiral et Guy Thuillier, retracent *la Vie quotidienne de 1870 à 1940* (Hachette). C'est au contraire vers la société contemporaine que se tourne Luc Boltanski quand, en sociologue, il s'interroge sur *les Cadres*, groupe social en formation mais sans homogénéité (éditions de Minuit).

Dans les allées du pouvoir

Maurice Szafran, journaliste au *Matin*, et Sammy Katz, de l'A.F.P., publient *les Familles du président* (Grasset), qui passe en revue l'Élysée et Matignon, les conseillers spéciaux et les leaders du parti socialiste pour dresser le tableau complexe de l'entourage immédiat de François Mitterrand. Ajoutons que Mme Danièle Mitterrand fera, elle aussi, l'objet d'un portrait, par Julie Montagard et Michel Picar (Ramsay).

C'est à d'autres maillons du pouvoir que se sont intéressées Dominique Mehl et Monique Dagnaud, qui, dans *l'Elite rose*, avec un regard plus sociologique, ont interrogé cent cinquante fonctionnaires, syndicalistes, chargés de mission, dont on parle peu, mais qui constituent, selon les auteurs, la charpente du nouveau régime (Ramsay). Selon le même principe de l'enquête passée à l'ordinateur, Denis Pingaud et Jean-Gabriel Frédet, tous deux journalistes au *Matin*, ont cherché à définir les sentiments des *Patrons face à la gauche* (Ramsay).

Les éditeurs écrivent aussi

NON contents de publier les romans des autres et en quelle abondance, quatre éditeurs, en cette saison, se mettent à écrire eux-mêmes. Bernard Prévot (*l'Itinéraire*, Gallimard), directeur des éditions Lattès, après avoir été celui de Grasset, est un récidiviste. N'avait-il pas obtenu le prix Femina, en 1949, pour *Au pied du mur* ?

Cette activité est plus nouvelle pour Christian de Bartillat, ancien directeur des éditions Stock, maintenant associé aux Presses de la Cité. Dans *les Flammes de la Saint-Jean* (Albin-Michel), il nous fait assister à la vie d'un village à la veille de la guerre de 1914-1918.

Enfin, deux jeunes éditeurs sont aussi présents dans la course. C'est Hubert Nyssen, qui dirige Actes Sud à Saint-Rémy-de-Provence : *Des arbres dans la tête* (Grasset). Et c'est Michel Luneau, qui a récemment fondé les éditions Luneau-Ascot : *Folle Alliée* (Grasset).

Mais l'enquête la plus importante sera menée par Hervé Hamon et Patrick Rothman, auteurs des *Porteurs de valise* et des *Interlocrates*, sur la C.F.D.T. *La Deuxième gauche* retracera l'histoire de la centrale syndicale depuis ses origines et évaluera son avenir en régime socialiste (Ramsay).

Ministres aux champs ou ailleurs

Le premier tome des *Mémoires d'Edgar Faure* est annoncé pour le début du mois d'octobre, chez Plon. On y suivra, de 1925 à 1954, l'étudiant, l'avocat et surtout les premiers pas du ministre et du jeune président du conseil.

D'autres ministres du régime précédent utilisent différemment leurs nouveaux loisirs. Ainsi voit-on Jean-Philippe Lecat se lancer à travers la Bourgogne du quinzième siècle à la recherche de *la Toison d'or* (Fayard), et Michel Poniatowski s'intéresser à *Talleyrand sous le Directoire* (Librairie académique Perrin), au moment où, par les soins de Jean-Paul Couchoud, vont être réédités en version intégrale chez Plon les fameux *Mémoires de Talleyrand* depuis longtemps introuvables.

Mais il n'est pas toujours nécessaire d'être sur la touche politique pour retourner à ses chères études. Jacques Attali, conseiller personnel du président de la République, donne un essai chez Fayard, intitulé *Histoires du temps*. Il concerne les instruments de mesure de cette valeur rare et précieuse et lui a sans doute appris à ne jamais en manquer.

Ajoutons à ces témoignages d'hommes d'État en activité ou hors service les Mémoires de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre d'Iran, intitulés *Ma fidélité* (Albin Michel).

L'épopée de la Longue Marche

Les éditions Jean-Claude Lattès ont eu l'idée de conter pour la première fois, dans un récit populaire, l'extraordinaire expédition de Mao Tse-toung, qui, commencée en 1934, devait le mener à la tête de la Chine. Elles se sont adressées à deux talents complémentaires, un historien du parti communiste chinois, chargé de recherches au C.N.R.S., (M. Hu Cri-si et le romancier Georges Walter, déjà tenté par l'épique dans son *Captain Smith*.

La littérature colorera aussi ces scènes de la vie en Chine révolutionnaire, drôles ou tragiques, recueillies par un Américain, Michaël Frolic, auprès de réfugiés chinois à Hongkong. Gallimard les publie sous le titre *le Peuple de Mao* et Lucien Bianco, qui les préface, dit qu'elles se lisent comme autant de nouvelles.

Gilles Perrault à la recherche de Curiel

La Chine n'est cependant pas comme elle le fut au cœur des préoccupations, parmi lesquelles pointe en particulier le terrorisme. Deux livres sur le terrorisme italien, trois sur le terrorisme arménien, dont le récit, préfacé par Gérard Chaliand, d'un des plus terribles d'entre eux, Archavir Chiragian, *la Dette de sang* (Ramsay), qui a vécu le génocide de 1915 et n'a songé qu'à le venger jusqu'à sa mort, en 1976. Le document le plus important est l'enquête que Gilles Perrault, l'auteur de *l'Orchestre rouge*, a menée sur Henri Curiel. Qui l'a tué ? Pourquoi ? Le réseau d'aide aux mouvements de libération du tiers-monde a-t-il participé à des actions terroristes ? (Ramsay).

Un retour de la psychanalyse

Après avoir connu un certain reflux, la psychanalyse fait une rentrée massive dans l'édition. Paradoxalement, les principaux ouvrages traitant de cette discipline n'ont pas été rédigés par des psychanalystes — si l'on excepte Octave Mannoni et Françoise Dolto, tous deux présents au Seuil, le premier avec : *Ça n'empêche pas d'exister* et la seconde avec *Questions de cure* — mais par des journalistes, des universitaires, des philosophes.

Ainsi paraît chez Hachette une monumentale *Histoire de la psychanalyse* en deux volumes, sous la direction de Roland Jaccard, qui fait le point, avec l'aide de nombreux spécialistes, sur le développement des théories et des institutions freudiennes dans les diverses parties du monde. Retour à *Freud*, également, avec une biographie théorique du Maître de Vienne aux éditions Belfond que signe Roger Dadoun. Le philosophe Paul-Laurent Assoun, lui, s'interroge sur *Freud et la Femme* (Editions Calmann-Lévy), cependant que Maurice Maschino enquête sur la pratique des psychanalystes (*Votre désir m'intéresse*, Hachette) et que Pamela Tytell, dans *la Plume sur le divan* (Éditions Aubier-Montaigne) recense leurs productions littéraires. Dans le domaine de la littérature psychanalytique, signalons enfin la publication chez Gallimard du roman de Georg Groddeck : *le Chercheur d'âmes*.

En philosophie, Gallimard prépare le premier volume des *Œuvres complètes* de Martin Heidegger, entreprise considérable. Sur Heidegger va paraître au Seuil un ouvrage de Reiner Schurmann, *le Principe d'anarchie*. Grasset publiera un essai collectif sur *René Girard et le problème du mal*, par Michel Deguy, Jean-Pierre Dupuis et Michel Serres. Enfin, Balland va lancer une revue de philosophie, *la Liberté de l'esprit*, dirigée par François George.

Côté essais, les plus attendus sont ceux d'Edgar Morin, *Sciences avec conscience*, et de Cornelius Castoriadis, le tome II de *Devant la guerre*, tous deux chez Fayard.

Énigmes et canular

QUI est Mlle de S... ? Elle a dix-neuf ans en 1888, l'année de la tour Eiffel, du général Boulanger et du premier emprunt russe. L'éditeur André Balland laisse entendre — de manière qu'on ne le croie pas — qu'il a retrouvé le Journal très « intime » qu'elle aurait tenu à sa sortie de pensionnat. Il le présente anonymement comme le *Journal plutôt inconvenant d'une toute jeune fille*. Un érotisme d'époque ? Ou le divertissement d'un écrivain contemporain ?

Une énigme moins scabreuse est posée par les Presses d'aujourd'hui. Celles-ci publient *les Règles vertes*, conte cocasse et cruel sur une enfance en Franche-Comté, pendant l'occupation. L'auteur, pour se dissimuler, s'est donné un pseudo en javanais : Java Kavin. Il cache, paraît-il, une femme professeur d'anglais de quarante-cinq ans, qui a déjà publié sous son vrai nom un roman aux Lettres nouvelles.

Une mise en boîte enfin ! Les jeunes éditions Rupture annoncent un roman intitulé *Bientôt tu seras un nabab, mon fils* sous la signature d'une certaine Irène Refrain.

● L'Association « Arts et lettres de France » organise son grand concours international littéraire annuel. Il sera ouvert du 1er septembre au 31 décembre 1982, aux poètes, romanciers, dramaturges, essayistes, biographes etc...

Les candidats peuvent s'adresser au secrétariat du Concours, (61, rue Kléber, 33800 Bordeaux).

● Le XIe Colloque international Guillaume Apollinaire se tiendra du 1er au 3 septembre à Stavelot (Belgique), dans les nouveaux locaux du musée Apollinaire. Il aura pour thème : « Naissances du texte apollinarien ». Sous la présidence du professeur Decaudin, on y entendra des communications portant notamment sur les « Poèmes de jeunesse » (Margaret Davies), le « Pré-texte des Chroniques » (Pierre Caizergues), « Apollinaire et Hugo » (Madeleine Boisson), « l'Hérésiarque » (Alain Mercier) et « les Onze Mille Verges » (Mihailo Pavlovic). Pour tous renseignements s'adresser à Victor Martin-Schmets, 143, avenue du Petit-Sart, B. 5100 Jambes (Belgique).

J.M.G. LE CLÉZIO

La ronde et autres faits divers

nouvelles

GALLIMARD nrf







JOURNAUX LITTÉRAIRES D'AILLEURS

Rigoureuse et sophistiquée, la « New York Review of Books »

MANHATTAN. A deux blocs de Central Park, sur la 57e Rue, où roulent encore *des fiacres début de siècle*, se tiennent, au quatorzième étage d'un immeuble, les locaux de la *New York Review of Books*.

Ce n'est pas à New-York un lieu célèbre pour le grand public, mais, tant sur la côte Est que sur la côte Ouest, la *New York Review of Books* a l'importance que prit, entre les deux guerres mondiales, la *Nouvelle Revue française*. Même le *New York Times Book Review*, qui paraît chaque dimanche, s'il est essentiel pour promouvoir un succès, n'a pas, et de loin, l'aura de la *New York Review of Books*.

Paraissant tous les quinze jours sur soixante-douze pages d'un format similaire à celui des *Nouvelles Littéraires*, la *New York Review of Books* a près de cent mille abonnés (prix annuel : 20 dollars) et vend à plus de cent vingt mille exemplaires.

Dans chaque livraison, le magazine rend compte de vingt à vingt-cinq ouvrages et, comme le dit son directeur, Robert Silvers, « *ajoute une dimension au compte rendu en le transformant en débat ou en discussion sur l'auteur, le livre ou les problèmes qu'ils soulèvent* ». De manière générale, les comptes rendus sont substantiels : dix à douze feuillets ; le double n'est pas exceptionnel.

Chaque numéro, en dehors des sujets proprement littéraires, comprend aussi un ou deux articles ou un reportage consacrés à l'économie, à l'histoire ou à la politique, actualité comprise. Mais l'éventail des sujets est large, et le magazine peut aussi consacrer une place importante à l'architecture ou à la musique. L'équilibre entre le littéraire et les sciences humaines — ou, pour employer la terminologie anglaise, la non-fiction — est soigneusement maintenu avec un avantage aux sciences humaines au sens large. Contrairement à de nombreux journaux littéraires, on ne tient pas, à la *New York Review of Books, le roman pour le genre* littéraire par excellence. Les pages du magazine sont illustrées, de façon volontairement désuète, par des bois gravés de l'époque victorienne, mais aussi, régulièrement, par les remarquables caricatures de David Levine, collaborateur de la première heure.

Une entreprise artisanale

Le choix des grands sujets de même que celui des comptes rendus d'ouvrages sont le plus souvent décidés par Robert Silvers. Celui-ci depuis bientôt deux décennies, conduit, en compagnie de Barbara Epstein, cette entreprise artisanale *hautement spécialisée, avec autorité,* rigueur et un exceptionnel flair politique et littéraire. Les collaborations sont toutes extérieures. La cinquantaine élégante, Bob Silvers a vécu deux ans en France, au début des années 50, et parle un français excellent ; il a travaillé successivement à *The Paris Review* et *Harper's* avant de se lancer, en 1963, avec quelques autres, dans l'aventure de la *New York Review of Books*.

Le succès du journal tient à une série de raisons : sa qualité et sa rigueur d'abord, avec un aspect élitiste un peu snob. Le magazine rend compte d'une partie considérable de ce qui se publie de notable, permettant à une société fortement décentralisée de se tenir au courant. Cela vaut également pour tous ceux qui s'intéressent, à l'étranger, au mouvement des idées aux Etats-Unis. Enfin, tout en suivant les fluctuations politiques de l'opinion libérale (plus conservatrice aujourd'hui qu'il y a dix ans), le journal a su attirer, à un moment ou à un autre, une bonne partie des intellectuels influents. Quant au support publicitaire, il est considérable : pas de maison d'édition qui ne tienne à figurer dans les pages d'un magazine prestigieux consacré aux livres et lu à l'échelle du pays.

Grâce à la grève du *New York Times*...

L'histoire de la *New York Review of Books* débute comme une « *success story* » à l'américaine. Nous sommes au printemps de 1963 et le *New York Times* est en grève. Une grève qui dure. En l'absence du *New York Times Book Review*, le moment semble favorable pour combler un vide. Les modèles de référence du noyau initial, qui comprend Robert Silvers, Elisabeth Hardwick et le poète Robert Lowell, sont le *Times Literary Supplement* et le *New Statesman* britanniques et la *Partisan Review*.

Le numéro 1 paraît avec les signatures, parfois déjà célèbres, de Mary McCarthy, Norman Mailer, W. H. Auden, William Styron, Robert Penn Warren, etc. Parmi les écrivains auxquels on consacre un article, citons Elias Canetti et John Updike, alors à peu près inconnus.

Pêle-mêle, dans les six premiers numéros, on peut lire Paul-Marie de la Gorce traitant de l'armée française, Saül Bellow commentant Evtouchenko, *Notre-Dame des fleurs*, de Jean Genet salué très haut ; James Baldwin parle du problème racial ; Philip Roth rend compte de LeRoi Jones. 1963 est, en effet, l'année de la marche des Noirs sur Washington. V. S. Naipaul est déjà présent avec son premier livre de voyage : *The Middle Passage*, inédit en français, où il regarde, déjà sans complaisance, les réalités des Antilles britanniques et françaises. *Lévi-Strauss* et Michel Leiris sont célébrés par Susan Sontag. Le dernier numéro de 1963 est consacré à J.-F. Kennedy au lendemain de son assassinat.

La vente atteint les vingt-cinq mille exemplaires, la publicité arrive. Le pari est gagné, grâce aussi à une conjoncture économique favorable. En effet, les Etats-Unis sont dans une période faste dont nul ne sait encore qu'elle va bientôt s'achever avec l'enlisement au Vietnam et la dévaluation du dollar en 1968.

A partir de là, le journal prend part aux grands débats qui agitent les Etats-Unis : il exprime son opposition à la guerre du Vietnam, par des voix aussi différentes que celles de Jean Lacouture, de Hans Morgenthau (partisan du *non-engagement au Vietnam*), de la grande Hannah Arendt et surtout de Noam Chomsky. Le mouvement radical dans les universités est analysé sans complaisance par Christopher Lasch. L'économiste Galbraith est souvent sollicité.

Les positions à l'égard du conflit israélo-arabe sont plus ambiguës, compte tenu du climat qui règne aux Etats-Unis sur le problème, et les critiques adressées à l'Etat *hébreu extrêmement nuancées*. Cependant, alors qu'il est, entre 1971 et 1972, le correspondant permanent du journal à Washington, I. F. Stone, l'un des plus grands journalistes américains et certainement le plus original, use d'irrespect et publie ses *Confessions of Jewish Dissident* (1)

Il marquera un moment le journal (exemple unique d'un collaborateur permanent) par ses prises de position concernant la politique étrangère américaine, les droits de l'homme en U.R.S.S. et une série d'éblouissantes interviews de Stravinsky.

C'est en 1973 que le sinologue J. K. Fairbanks lance, le premier dans la *New York Review of Books*, le chef-d'œuvre de Jean Pasqualini : *Prisonnier de Mao*, et que Stanley Hoffmann consacre une chronique majeure à un historien, alors inconnu en France, Robert Paxton, qui a récemment publié un livre sur Vichy. Toujours la même année, le journal salue Fernand Braudel pour sa *Méditerranée à l'époque de Philippe II*. A cette date, la *New York Review of Books* a trouvé sa vitesse de croisière et approche des cent *mille abonnés. C'est déjà une institution.*

Opposition à l'administration Reagan

Après la paix au Vietnam, le climat *politique va progressivement* changer avec une lente remontée de la droite conservatrice qui débouche sur l'élection de Ronald Reagan. Sensible au changement, tout en conservant son inclination libérale et son ouverture relativement pluraliste, le magazine prend acte de l'évolution de l'opinion. Mais il réussit à conserver un équilibre entre la dénonciation des violations des droits de l'homme en U.R.S.S. *et en Europe orientale* et de celles commises en Amérique latine ou en Iran (à l'époque du Chah).

Dans la seconde moitié des années 70, la *New York Review of Books* a, souvent avant les autres et presque toujours mieux que les autres, décelé, mis en avant ou consacré des gens aussi divers que Th. Zeldin, Philippe Ariès, l'anthropologue Clifford Geertz, François Ponchaud *(Cambodge année Zéro)*, William Shawcross, l'historien de l'esclavage, aux Etats-Unis, E. Genovese, et surtout V. S. Naipaul. Aujourd'hui, le commentateur politique majeur de la *New York Review of Books* est sans conteste Stanley Hoffmann, et le journal, sur le plan économique, politique et diplomatique, ne fait pas mystère de son opposition à l'administration Reagan.

Critiquée le plus souvent comme l'organe de l'élite de la côte Est, volontiers tournée vers l'Europe, la *New York Review of Books* a joué et joue, en fait à l'échelle nationale, une fonction de « sophistication » considérable. Sans doute a-t-elle eu, consciemment ou non, une décennie d'avance sur ce phénomène majeur aux Etats-Unis depuis quelques années, même s'il est encore peu connu à l'extérieur : l'européanisation des goûts.

GERARD CHALIAND

(1) I. F. Stone : *Underground to Palestine and Reflections Thirty Years Later*, Pantheon Books, New-York, 1978, pages 229-260.

Première Biennale internationale de l'essai

1era bienal internacional de ensayo

"SIMON BOLIVAR" 1983

El tema escogido es un ensayo referente a SIMON BOLIVAR en cualquier aspecto.

Los autores presentarán obras inéditas con una longitud no menor de 60 cuartillas de 20 líneas cada una. Asimismo, dichas obras estarán acompañadas de una síntesis no mayor de 10 cuartillas de 20 líneas cada una.

Las obras pueden ser presentadas en español, inglés, francés, italiano o portugués. La síntesis correspondiente debe enviarse traducida al español.

La fecha límite para la entrega de trabajos será el 30 de noviembre de 1982.

El Jurado otorgará: un Primer Premio de $20.000, un Segundo Premio de $10.000 y un Tercer Premio de $7.500.



Enviar los trabajos a:

Le thème retenu est un essai libre sur SIMON BOLIVAR.

Les auteurs présenteront des œuvres inédites d'un minimum de 60 pages de 20 lignes chacune.

Ces dites œuvres devront être accompagnées d'une synthèse comportant au maximum 10 pages de 20 lignes chacune.

Les essais peuvent être rédigés en espagnol, anglais, français, italien ou portugais. La synthèse correspondante doit avoir été traduite au préalable en espagnol.

La date limite de réception des essais est fixée au 30 novembre 1982.

Le jury décernera les prix suivants :
- un premier prix de 20 000 dollars,
- un deuxième prix de 10 000 dollars,
- et un troisième prix de 7 500 dollars.

Les travaux doivent être adressés à :

BIENAL DE ENSAYO
"SIMON BOLIVAR"
ATENEO DE CARACAS
APARTADO 662
CARACAS 1011
VENEZUELA





lettres étrangères

Torga l'indigné

(Suite de la page 9.)

« *Il semble qu'il nous quitte consolé, et qu'il nous laisse consolés aussi*, se moque-t-il. *Pauvres Portugais ! Qu'ils le veuillent ou non, ils sont toujours à quatre pattes devant le premier étranger venu (...). Nous écrivons pour les autres, nous conspirons pour les autres, nous faisons des révolutions pour les autres.* »

Pourtant, Torga garde les yeux ouverts, sans amertume, et « *persiste à croire que ça valait la peine d'assister à cette catastrophe* », pour « *ne pas mourir en pleine illusion comme ceux qui sont partis aux veilles du grand chambardement* ». Et il nous renvoie sans cesse à ces « *pauvres Portugais* », muselés sous l'oppression, amoindris par la pauvreté et l'analphabétisme, abêtis par des décennies d'éducation antidémocratique ; lui-même a souffert d'être né poète dans ce pays en marge « *derrière un rocher* », et d'être obligé d'écrire dans cette langue portugaise « *dont le diable se sert encore pour parler à sa grand-mère* » ! « *Etre écrivain au Portugal*, dit-il encore, *c'est être dans la tombe et gratter le couvercle du cercueil.* »

Tout nous touche chez Torga : son Journal se déguste à petites goulées, sans descriptions pharamineuses, sans confessions impudiques, sans ragots, avec le souci constant de ne pas rendre public ce qui pour quelqu'un fut privé, avec une manière « *virginale* » d'appréhender le monde. Enraciné dans son histoire et dans sa terre, il nous parle à merveille de son pays qu'il parcourt infatigablement, révolté devant le spectacle lancinant d'enfants affamés qui mangent de l'herbe comme des bêtes, indigné par l'extrême sophistication d'un Gide ou d'un Proust, passionné par le cinéma, « *le plus grand éducateur de mon adolescence* », inconsolable du vieillissement et de la perte de ses parents (« *la dernière racine qui me reste* »), incapable de trouver sa place « *comme les arbres que l'on transplante et qui se portent mal dans leur nouveau sol, mais qui meurent si on les remet dans leur terre natale* ».

A l'heure des bilans, il se dit qu'il n'a trouvé aucune réponse aux questions inquiétantes que son âme n'a pas cessé de lui poser, mais qu'au moins il a conservé cette « *franchise intérieure* » — qui donne le titre à son Journal — cette indépendance d'esprit qui révèle à tout moment un homme remarquable. Mais quand pourra-t-on lire ses vers et ses romans, notamment cette *Création du monde* en cinq journées, qui est l'œuvre de toute sa vie ?

NICOLE ZAND.

★ EN FRANCHISE INTERIEURE (Pages de journal, 1933-1977). Traduit du portugais par Claire Cayron. Aubier, 440 p., 80 F.

enquête

TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME ? (VIII)

« Le Monde des livres » achève aujourd'hui son enquête sur les journaux intimes, en donnant la parole à Angelo Rinaldi, Henri Thomas, Jacques Chessex et Jean-Louis Curtis.

Nous avons envoyé le questionnaire suivant à une trentaine d'écrivains français :

1) Tenez-vous un journal intime ? SI OUI, ou si NON, quelles sont vos raisons ?

2) SI OUI, qu'y consignez-vous ? Quel rapport ce journal entretient-il avec votre œuvre ?

3) SI OUI, pouvez-vous nous en donner quelques pages à publier ?

Ont déjà été publiées les réponses d'Hervé Bazin, de Julien Gracq et de Marguerite Yourcenar (numéro du 9 juillet) ; de Zoé Oldenbourg, d'Alphonse Boudard et de Roger Grenier (numéro du 16 juillet) ; de François Nourissier, de Raymond Abellio et de Patrick Grainville (numéro du 23 juillet) ; de José Cabanis, de Christine de Rivoyre et de Jean d'Ormesson (numéro du 30 juillet) ; de Michel Tournier, de J.-M. G. Le Clezio, de Pierre Gascar et de Marie Cardinal (numéro du 6 août) ; de Jacques Borel, de Daniel Boulanger et de Hector Bianciotti (numéro du 13 août) ; de Michel Déon, de Robert Pinget, de Claude Simon et de Claire Etcherelli (numéro du 20 août).

Jean-Louis CURTIS : « Une sorte d'imposture »

JE n'ai jamais tenu un journal intime, c'est-à-dire un journal dont l'objet serait ma vie personnelle, privée, mes sentiments, pensées, affections, — une quête de moi-même. J'ai tenu, entre 1950 et 1958, un « carnet d'auteurs », dans lequel je parlais de mes travaux littéraires, de mes lectures, et surtout du monde extérieur (rencontres, voyages). Ce carnet d'auteur, d'où je me suis efforcé d'éliminer précisément tout ce qui rendait une note trop intime, a été publié en 1969 sous le titre *Un miroir le long du chemin*, qui indique son contenu : regard sur les autres, le monde, et non point regard intérieur, introspection, confession.

Ce n'est pas que je trouve le moi nécessairement haïssable. Simplement, le journal intime répugnerait à ma réserve, à un goût du secret, que j'ai, et que je cultive. Secret qui est surtout un moyen de préserver l'essentiel, à savoir : le matériau que l'on se propose d'exploiter dans des ouvrages de fiction ; et, d'autre part, l'énergie mentale nécessaire pour exploiter ce matériau.

Si l'on tient un journal intime, matériau exploitable et énergie créatrice s'échappent par mille fissures. Un journal, c'est trop souvent, comme on l'a dit, un « *cimetière d'articles* », et c'est aussi un cimetière de projets de romans ou de nouvelles. Il arrive aussi, chez des écrivains de faible créativité, que les romans ne soient qu'une vague transposition prétendument fictive du journal.

Pourtant, je lis avec passion certains journaux intimes, ceux qui sont avant tout l'histoire d'une âme.

On peut considérer le journal intime comme un genre littéraire majeur, une œuvre d'art en soi. Il faut alors le traiter comme tel, c'est-à-dire en écarter tout ce qui est notation du contingent, du trivial, de l'accidentel : les notes du style « *affligé depuis huit jours par un rhume carabiné, je n'ai pas pu écrire une ligne, etc.* », ou « *nuit d'insomnie, due à mon inquiétude au sujet de X et à d'intolérables prurits* », ou « *hier au soir, dîner chez les Z ; charmants tous les deux, mais quel temps perdu !* » — notes qui rendent trop souvent nigaud et inutile même un journal indispensable comme celui de Gide.

Quelle que soit la façon dont on le tient (en consignant le tout-venant de chaque jour ou en s'efforçant de ne garder que l'essentiel, le vraiment significatif) il reste qu'un journal intime est un genre en porte à faux, puisqu'il repose sur une assomption de méditation solitaire, de face à face avec soi-même, alors qu'un public virtuel est là, présent comme au théâtre, le public des futurs lecteurs ; et que c'est devant ce public que l'écrivain fait semblant de ne se parler qu'à lui-même, comme un acteur sur une scène. Il y a donc là une sorte d'imposture à la fois inévitable et consentie, inhérente au genre, qui me glacerait d'avance si j'envisageais de tenir un journal.

Au contraire, le carnet d'auteur, tourné vers le dehors, vers les autres, ou vers l'activité littéraire en général, n'est pas entaché de narcissisme. On peut le tenir sans être gêné par la pensée souterraine qu'on est en train de se jouer une comédie, et peut être de la jouer aux autres.

JEAN-LOUIS CURTIS.

ANGELO RINALDI : « J'escompte des surprises qui bouleverseront le palmarès des lettres »

MON attitude à l'égard des journaux intimes est en somme ambiguë : j'aime ceux des autres, et le mien, si j'avais la lubie d'en tenir un, me semblerait de nature à justifier la condamnation que Wilde porte contre le genre : « *En nous relatant fidèlement les faits quotidiens, il nous fait apprécier leur insignifiance.* »

Pourtant, je suis persuadé que ces pages où l'on tamise le fin du fin ont plus de chances de rester que les ouvrages de fiction, et que la plupart de nos romans seront, au mieux, rongés aux mites dans le placard des anthologies, quand il y aura encore des curieux pour le Journal de Gide, celui d'Amiel, celui de Jünger, si utile quand on veut prendre du champ, celui de Léautaud, toujours passionnant même quand il se borne à indiquer la température rectale d'un septuagénaire, et les commentaires de l'excellent docteur Saltas à ce sujet ; enfin, celui de Charles Du Bos que l'on ne connaît presque plus. Quel dommage !

On pardonne volontiers à Du Bos ses tics d'anglomane qui oublie de traduire ses citations, et ses considérations un brin fumeuses de théologien amateur ; il parle de ses lectures avec, semble-t-il, le recul des siècles, sans perdre de sa chaleur ni de son enthousiasme. Il n'y a pas une ligne à retrancher, par exemple, des analyses qu'il consacre à Joyce, Proust, Croce... Je table sur sa survie, en même temps que j'escompte quelques surprises qui bouleverseront plus tard le palmarès des lettres.

Elles viendront — j'en ai la quasi-certitude — de quatre écrivains que je connais plus ou moins, qui ont contracté l'habitude de se mettre à nu dans l'obscurité, et dont les œuvres romanesques en pleine lumière — si elles en valent d'autres et, parfois, les surpassent — ne sont pas, pour l'heure, portées aux nues, il s'en faut. L'un d'eux, d'ailleurs, qui a passé la cinquantaine, et dont l'existence à la Raymond Roussel s'est déroulée jusqu'à présent au carrefour de la politique, de la mondanité et de la littérature, n'a rien publié encore. Quelques feuillets dérobés à grand-peine — je fracture les tiroirs en cas de besoin, mais, en revanche, je ne révèle jamais les secrets que je surprends — m'ont persuadé que ce sera un document extraordinaire, et par la qualité de l'écriture et par la jubilante acuité des portraits.

Un des trois éditeurs qui ont du goût pour le rare et l'original a essayé, en vain, récemment, de fléchir l'auteur : il préfère continuer d'évoluer masqué au milieu de nous. Fasse que, s'il était promis, comme souvent je le redoute, à un sort pasolinien, le manuscrit échappe au désastre. La postérité — la situation actuelle d'un Du Bos montre ce que j'entends par là — perdrait un artiste, et la preuve qu'à toutes les époques la beauté travaille en secret.



★ Dessin de CAGNAT.

Mais cela ne me détermine pas pour autant à consigner mes impressions au jour le jour. A aucun moment, je ne l'ai envisagé, s'il m'est arrivé, comme à beaucoup, de résumer des conversations, d'épingler des tracts, des répliques, des comportements. La médiocrité de leur forme — une sténographie toute personnelle qu'il m'arrive de ne plus savoir déchiffrer à certains endroits — autant que leur sincérité violente, sous le coup de l'émotion, rendraient au surplus ces notes impubliables.

Ainsi quelques-uns continueront-ils de croire que mon affection va de pair avec mon aveuglement. L'amitié ne peut que gagner à ces restrictions mentales dont nous espérons tous bénéficier à notre tour. Quelle horreur ce serait de découvrir l'opinion profonde des gens qui nous aiment ! En outre, nous sommes si changeants, si mobiles, que fixer ce soir un sentiment du matin nous obligerait à y demeurer fidèle le lendemain, alors qu'il est si excitant de penser que rien n'est dit, et que nous sommes encore capables de nous surprendre par une volte-face.

Probablement, bien qu'étant un lecteur régulier des journaux intimes, n'aurais-je jamais réfléchi à ce qui m'en écarte pour mon compte si la question ne m'avait pas été posée ici. Je crois regarder avec attention autour de moi, interroger, écouter, engranger sans relâche et par gourmandise les faits et les actes relevant de l'unique forme de fantastique qui m'intéresse — celui de la psychologie. Et cependant, pour conserver un tel matériau, je ne me fie qu'à ma mémoire.

Pourquoi ? C'est Nathalie qui m'a éclairé. Je l'appelle Nathalie parce qu'elle parlait d'elle-même en se désignant par son prénom, l'autre nuit, devant le comptoir d'un café du Marais où j'étais entré pour acheter le paquet de cigarettes qui manque toujours à la maison quand on a décidé, honteux de son retard, de terminer l'article promis avant l'aube.

Nathalie : qu'on imagine une palissade de cils, de lèvres violentes, la tête de Viviane Romance autrefois, sur le corps de la comédienne Zouc. Près d'elle, qui pérorait, un ouvrier turc, petit, sec, jeune, bien mis, cravaté. Son immobilité, son silence et son regard perdu étaient du chasseur qui sent le gibier « à sa main », et se persuade que la conclusion n'est plus désormais que l'affaire d'une petite patience. Il entendait lui aussi : « *Nathalie est grosse, oui, je sais, ce n'est pas à la mode aujourd'hui. Ma sœur est maigre, il n'y en a que pour elle, et pourtant, des hommes, j'en ai autant que j'en veux. Tu n'y crois pas ? Eh bien ! je vais te dire...* » Et Nathalie a dit son enfance de boulotte sous les quolibets, les bals où elle fait tapisserie, ses nuits, ses partenaires qui s'endorment la tête sur sa poitrine, après le plaisir : « *Nathalie, ce tonneau, ce boudin, que vous n'invitez pas à danser, parce que vous avez honte, Nathalie vous regarde dormir, tout humides. Elle ne bouge pas pour ne pas vous réveiller. Vous êtes comme des enfants avec elle, malgré vos jambes poilues, et c'est à la grosse, toujours, que vous racontez ce qui ne va pas, et dont les autres se foutent.* »

Peut-être, le Turc, voyait-il, comme moi, la Mère éternelle. Les propos dans la salle avaient baissé d'un ton, tandis que Nathalie, dont les glaces aux murs multipliaient à l'infini la main levée dans un geste de bénédiction au-dessus de nos têtes, continuait, de sa voix lente, à se mettre en scène. Et j'ai éprouvé, au cours de son improvisation, une jouissance esthétique comparable à celle que procure dans Pirandello l'apparition somnambulique de Mme Frollo, à la recherche de sa vérité. Nathalie, elle aussi, était un personnage en quête d'auteur. Mais je ne serais pas le sien, fût-ce pour un simple paragraphe, parce que, tout à coup, des cimes où l'avaient transportée le génie de la solitude, elle tombait dans les digressions pâteuses de la femme éméchée qui négocie l'ultime capitulation. « *C'est entendu, mais gaffe au bruit, hein ? Faut pas réveiller la bignole.* » Le Turc la poussait doucement vers la porte, pareil à ces insectes qui traînent une boulette plus grosse qu'eux ; les conversations reprenaient et je comprenais la raison pour laquelle, puisque je le concevais seulement comme le miroir des êtres qui passent et qui surprennent, le journal intime ne m'avait jamais tenté. Parce que la vie n'a pas de talent *continu*. Ce n'est que l'œuvre d'art qui lui assure une unité, un sens, et supprime les bavures où s'estompe le sujet du tableau.

ANGELO RINALDI.

Jacques CHESSEX : « C'est frustrer le livre en chantier »

MALGRE la fascination qu'exercent sur moi la plupart des œuvres intimes, je n'écris pas de journal. Ce n'est pas faute d'avoir été attiré par une telle aventure, bien au contraire, mais voici ce qui s'est passé.

A plusieurs reprises (en 1964, en 1973, en 1976), j'ai commencé à tenir un Journal, et chaque fois je me suis aperçu que la tentative volait ses forces à la seule entreprise qui m'intéressait réellement et profondément à ces moments-là : je veux dire l'écriture d'un roman, ou d'un récit, d'un recueil de poèmes ou de nouvelles, que le journal perversement les vidait de leur intensité.

Comment cela se produisait-il ? Je crois nourrir mes récits et mes poèmes de ce que je ressens, de ce que j'observe dans la circonstance la plus quotidienne. Quand j'écris un livre, tout m'intéresse, tout prend un sens singulier, fécond, décisif, en fonction du texte en cours. Tout s'y rapporte, l'infime et le formidable, l'événement banal et l'insolite, les « choses vues », les « fusées », les moindres rêves, les souvenirs, le lectures, les fureurs, les fantasmes. Tout doit revenir au chantier unique, et le nourrir, et le porter.

Pour moi, dans ces conditions, tenir régulièrement un journal, c'est frustrer le livre en chantier, c'est lui dérober la part de réflexion et de folie qui lui sera inévitablement enlevée par l'œuvre intime : en l'occurrence celle-là, l'œuvre abusive et privatrice. Et c'est m'appauvrir moi-même du temps et de l'énergie que j'aurais donnés au journal, œuvre secondaire, au lieu de les réserver à l'œuvre principale, à l'œuvre première, qui exige ma présence sans partage.

Après quelques expériences décevantes, j'ai donc brûlé mes petits cahiers sans aucun remords, et j'ai décidé de renoncer définitivement au journal. Mais je le disais au début de cette note, cela ne m'a pas empêché de me passionner pour ceux des autres ! Et des frères Goncourt à Gide, de Jules Renard à Julien Green, je n'ai cessé de rouvrir ces étranges ouvrages à la fois interrompus, disparates et cohérents, liasses ou recueils à l'évidence mués en livres — que l'on songe au monument des Goncourt, véritable roman esthétique et psychologique, au bloc acéré de Renard ou, plus près de nous, à l'énorme chronique « immobile » de Claude Mauriac : autant de témoins privilégiés et combatifs de leurs auteurs, jusqu'à ce mimétisme de la très brève relation « journalière » et de la démarche la plus ample et la plus exigeante. Ici le journal et l'œuvre traditionnellement créatrice se confondent, et j'admire ces écrivains de pouvoir ajouter, à la fiction, l'histoire méticuleuse, ironique ou apologétique de leur existence.

JACQUES CHESSEX.

HENRI THOMAS : « Toute grande œuvre s'arrache d'abord à l'intime »

LE « *livre de bord* », celui des Cook, des Bougainville, des forbans séminaristes, que les communications par satellites ont rendu superflu (on le rédigeait dans la « chambre de veille », sous la grosse lampe-tempête), est bien antérieur à l'apparition du « journal intime », et ce n'est sûrement pas le capitaine Nemo, dans l'intimité du *Nautilus*, qui a réuni ces deux termes, *Le Livre de mon bord* de Reverdy, qui n'est pas un journal intime, atteste cependant la permanence d'une sorte de rêve, d'un prototype idéal : la vie humaine comme navigation spirituelle avec naufrages, sauvetages, enchantements, disparition finale, infernale ou paradisiaque.

On n'a pas assez remarqué, peut-être (je ne lis pas tout !), que le passage du livre de bord, portant latitude et longitude, au journal intime s'est opéré dans les années mêmes où la grande presse prenait son essor et déjà sa puissance (*le Globe*, *les Débats*, etc.). L'individu, mettons Aloysius Bertrand, Pétrus Borel, Nerval même (mais non Baudelaire, qui a vu avec horreur et fascination surgir le feuilleton, l'empire critique au rez-de-chaussée et, par ailleurs, la photographie — « *essentiellement obscène* », dit-il, malgré ses portraits chefs-d'œuvre aux très longs temps de pose), se trouvait rejeté sur lui-même, contraint à l'esprit souterrain.

Sous la grande presse, le journal public, les gros tirages d'Eugène Sue, les livres de colportage (merveilleux Féval, introuvable aujourd'hui), le journal intime, qui ne pouvait devenir feuilleton, se développait en des galeries secrètes où les racines sont phosphorescentes (j'ai vu cela), année par année, anneau par anneau, apte sans doute à donner un papillon tourbillonnant mais qui, telles quelles exhumées, offrent à notre malsaine curiosité les milliers de pages d'Amiel.

Maîtres du journal intime, qui bâtissez sur ses pilotis la Venise de tous les secrets, j'ose ici me faire offensif, non point offensant certes, en observant qu'Amiel n'a jamais voulu s'en tenir au *Journal* et qu'il a souffert de devoir s'y ensevelir. Cet auteur du chant national helvétique visait beaucoup plus loin même que les petits poèmes et les pensées qu'il a nommés *Grains de mil* (pour quels oiseaux ?). Si j'insiste ainsi sur Amiel, c'est qu'il est le parfait exemple d'une intelligence supérieure en proie au vertige du journal intime. Il se voulait poète et surtout philosophe. Sa profonde connaissance de l'idéalisme kantien l'entraînait à de merveilleux commentaires, mais non à l'élaboration d'un système qui eût cristallisé sa pensée en une figure originale.

Chez les grands diaristes de notre temps, Benjamin Constant, Gide, Martin du Gard (j'hésite un peu pour celui-ci), le journal accompagne l'œuvre, parfois contradictoirement ; elle est son soleil caché. On entend parfois : Untel n'écrit ni poèmes ni romans, il le reconnaît sereinement. Mais si vous voyiez son journal ! Des dizaines de cahiers, une vie ! On en parle, on voudrait les lire. Hélas, nul léger, insubmersible *Adolphe* ne signalera sur la mer de l'écriture le gisement de cette grande épave : il y faudrait un plongeur exercé, en quête d'une de ces thèses que lisent, plume en main, les quatre membres d'un jury de Sorbonne.

A vrai dire, il n'existe, mais immense, insondable et souverain, qu'un formidable journal intime, qui est comme la nappe phréatique où s'abreuvent toutes les âmes : le silence. Il est l'Intime, jour et nuit, rêves ou éveils effarés, d'où chacun s'efforce d'émerger dans la clarté offensive ou défensive du langage. Il tend vers la chose vue et dite, l'épique, le naïf le cruel et le merveilleux, ce dont on peut dire avec une joie *sans nom* : « *Il n'existe pas* » (« *le pavillon en viande saignante sur la soie* » et « *les fleurs des mers arctiques* » des *Illuminations*).

Je parle maintenant d'expérience : si j'ai chez moi beaucoup de carnets écrits un peu partout, sauf dans un « cabinet de travail », ce sont, fragments par fragments, autant de tentatives pour m'immobiliser un instant sur l'une des pierres peu stables (cela dépend du ciel) qui parsèment le gué du Temps, afin de voir et de saisir quelque forme (les plus fugaces sont les plus précieuses) qui me jette tout entier dans l'étrangeté *autre*, visage, fleur, rivage, champ d'étoiles à la verticale du sentier où je trébuche.

Je dirais, simplifiant à l'extrême une trajectoire que tous les hasards de l'*inspiration* menacent sans l'altérer vraiment, que toute grande œuvre s'arrache d'abord à l'intime et qu'à son terme, imprévisible, improbable, parfois triomphal, elle est l'œuvre où l'intime s'intègre, lointaine enfance, merveille !

Pour moi, si j'ai tant griffonné de carnets, ce n'a jamais été que pour surprendre un brin des musiques de l'inconcevable existence, percevant aux heures de gloire l'universelle harmonie dans le crissement d'une cigale.

HENRI THOMAS.



INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Cuisines pour handicapés

Améliorer la qualité de la vie des handicapés fait partie de ces *intentions généreuses qui ont* bien du mal à se concrétiser.

Si les déplacements à l'extérieur suscitent études et débuts de réalisation (voir *Le Monde* daté 11 et 12 avril 1982), il est plus rare de donner aux handicapés — et aux personnes âgées à mobilité réduite — les moyens matériels de mieux vivre à la maison. La cuisine est sans doute la pièce où les handicapés voués au fauteuil roulant souhaitent recouvrer une autonomie de mouvements, pour ne plus dépendre des autres. Au salon « Réadapt 82 », qui s'est tenu à Paris au printemps dernier, une jeune femme que visitait le stand d'un fabricant d'appareils ménagers, disait à son mari : « Ah ! Si j'avais ces équipements, je pourrais enfin retrouver « ma » cuisine ».

Il s'agissait de la cuisine « Assistance », présentée par Neff, dans laquelle toutes les tâches s'accomplissent en position assise. Un pupitre à touches regroupe les commandes des divers appareils. Le four électrique s'abaisse au niveau du plan de travail et sa porte bascule automatiquement vers le haut. Sur la plaque de cuisson en vitrocérame les casseroles glissent facilement vers les deux zones de chauffe, chacune à trois cadences de cuisson. Un élément de rangement (garde-manger et épicerie) comprend quatre paniers superposés ; un système de monte-charge amène le panier désiré à portée de la main. Le réfrigérateur est équipé de paniers tiroirs qui coulissent sur rails. Enfin, l'évier a un plan incliné d'un côté, avec des rainures permettant de vider un récipient d'une seule main. Cette cuisine d'angle, ainsi aménagée, vaut 47 000 F environ.

Le fabricant allemand Allmilmö a mis au point, l'an dernier, une cuisine destinée aux handicapés, avec les conseils de Patrick Segal, paralysé des jambes et auteur du livre « L'homme qui marchait dans sa tête ». Un certain nombre d'aménagements ont été apportés aux éléments : les plans de travail sont terminés par un rebord, avec encoche par dessous pour s'y agripper et en approcher en fauteuil roulant. De même, les éléments bas sont en retrait de ces plans pour pouvoir s'asseoir devant ; ils sont *équipés de grands tiroirs faciles à* tirer. Les appareils ménagers (four, réfrigérateur, lave-vaisselle) sont intégrés aux éléments, à une hauteur permettant leur utilisation en position assise. Comme pour toute installation de cuisine sur mesure, les prix sont en fonction du nombre d'éléments et d'appareils choisis. Il faut compter une dépense de 30 000 F au minimum.

Aménager des éléments standard

Le budget des handicapés ne leur permet pas toujours d'envisager l'achat d'une nouvelle cuisine. Ils peuvent, pour améliorer la leur, s'informer auprès du Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicapés (C.N.F.L.R.H.). Cette association, régie par la loi de 1901, a notamment un service d'aides et d'équipements techniques qui a installé une salle d'exposition *où sont groupés les différents* secteurs de la vie quotidienne. « Nous avons aménagé une cuisine, explique Jacqueline Roux, ergothérapeute, avec des éléments standard que nous avons adaptés aux besoins des handicapés ».

Parmi les idées à retenir : les hauteurs de rangement vont de 40 à 140 cm ; les éléments bas sont montés sur roulettes et un placard d'angle équipé d'étagères tournantes. Plus pratique *qu'une cuisinière, un four est* encastré assez bas pour s'en servir assis, avec ouverture de porte latérale et tablette coulissante dessous pour déposer les plats chauds. La table de cuisson, encastrée dans un plan de travail évidé dessous, est surmontée d'un miroir incliné pour voir l'intérieur des casseroles. Les bacs d'évier, montés sur crémaillères, permettent de s'asseoir devant ce poste de travail.

JANY AUJAME.

★ Neff-France, 253, av. du Président-Wilson, 93210 La Plaine-Saint-Denis. Tél. 820-63-80.

★ Allmimö-France, 67, av. de Périgueux, 67800 Bischheim. Tél. (88) 83-68-68. A Paris, « Cuisine et décoration », 84, bd. Murat, 75116 Paris. Tel. 651-19-91.

★ C.N.F.L.R.H.,38, bd Raspail, 75007 Paris. Tél. 548-90-13.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 28 AOUT

« Château de Maisons-Laffitte », 14 h 30 et 15 h 45, entrée, hall gauche, Mlle Brossais.

« Versailles », 15 heures, hall de la gare de Versailles rive droite, Mme Allaz.

« Musée de l'Armée »,15 heures, cour d'honneur des Invalides, Mlle Leclercq.

« Hôtel d'Evreux »,15 heures, 19, place Vendôme, Mlle Oswald.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Lutèce », 15 h 15, face entrée de l'Hôtel-Dieu (Mme Barbier).

« Quartier Saint-Jacques », 15 heures, métro Port-Royal (Mme Hager).

« Notre-Dame de Paris », 15 heures, métro Cité (Mme Hauller).

« L'univers de la Dame à la licorne », 15 heures, Musée de Cluny (Histoire et archéologie).

« Saint-Merry », 15 heures, parvis de l'église (Lutèce-Visites).

« Hôtel de Botterel-Quintin », 15 heures, 44, rue des Petites-Ecuries (Paris et son histoire).

« Belleville », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

« La place des Vosges », 14 h 30, 1, place des Vosges (Mme Romann).

« Quartier du Temple », 10 h 30, métro Temple (Mme Rouch-Gain).

« Institut de France », 14 h 30, quai Conti (Tourisme culturel).

« Le Vieux Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE N° 53 DU 25 AOUT 1982

TERMINAISON	FINALES et NUMÉROS	SIGNES du ZODIAQUE	SOMMES à PAYER F.
1	51	tous signes	200
	08 571	poissons	150 000
		autres signes	15 000
2	82	tous signes	200
	172	tous signes	400
	0 152	lion	10 000
		autres signes	1 000
	7 152	lion	15 000
		autres signes	1 500
3	3	tous signes	100
	293	tous signes	500
	0 073	sagittaire	15 100
		autres signes	1 600
	2 153	verseau	15 100
		autres signes	1 600
	5 163	gémeaux	15 100
		autres signes	1 600
	23 603	verseau	150 100
		autres signes	15 100
4	2 364	sagittaire	10 000
		autres signes	1 000
	2 684	balance	10 000
		autres signes	1 000
	8 514	poissons	10 000
		autres signes	1 000
	8 744	poissons	15 000
		autres signes	1 500
	14 414	taureau	150 000
		autres signes	15 000
	25 074	cancer	150 000
		autres signes	15 000
5	6 215	verseau	10 000
		autres signes	1 000
	8 815	scorpion	10 000
		autres signes	1 000
	3 165	bélier	15 000
		autres signes	1 500
	08 995	gémeaux	150 000
		autres signes	15 000
	11 795	bélier	150 000
		autres signes	15 000
6	4 926	vierge	10 000
		autres signes	1 000
6	5 446	taureau	10 000
		autres signes	1 000
	8 256	taureau	15 000
		autres signes	1 500
	9 996	vierge	15 000
		autres signes	1 500
7	997	tous signes	400
	3 817	gémeaux	10 000
		autres signes	1 000
	5 907	bélier	10 000
		autres signes	1 000
	6 527	cancer	10 000
		autres signes	1 000
	9 817	cancer	15 000
		autres signes	1 500
8	8	tous signes	100
	098	tous signes	500
	498	tous signes	500
	1 878	balance	15 100
		autres signes	1 600
	3 138	capricorne	15 100
		autres signes	1 600
	12 348	vierge	150 100
		autres signes	15 100
	13 518	lion	150 100
		autres signes	15 100
	23 548	balance	150 100
		autres signes	15 100
9	49	tous signes	200
	69	tous signes	200
	9 569	capricorne	10 200
		autres signes	1 200
	6 819	scorpion	15 000
		autres signes	1 500
	02 319	capricorne	150 000
		autres signes	15 000
	37 899	cancer	4 000 000
		autres signes	150 000
0	270	tous signes	400
	24 810	scorpion	150 000
		autres signes	15 000
	38 750	sagittaire	150 000
		autres signes	15 000

PROCHAINS TIRAGES LE 1er SEPTEMBRE 1982
TRANCHE DES DAHLIAS à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
L'ARLEQUIN à PARIS

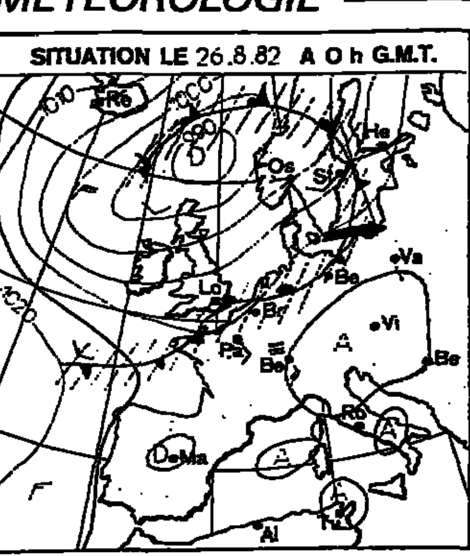
LOTO — TIRAGE N° 34 — 15 18 29 37 40 44 — NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 28

PROCHAIN TIRAGE LE 1er SEPTEMBRE 1982 VALIDATION JUSQU'AU 31 AOUT APRÈS-MIDI

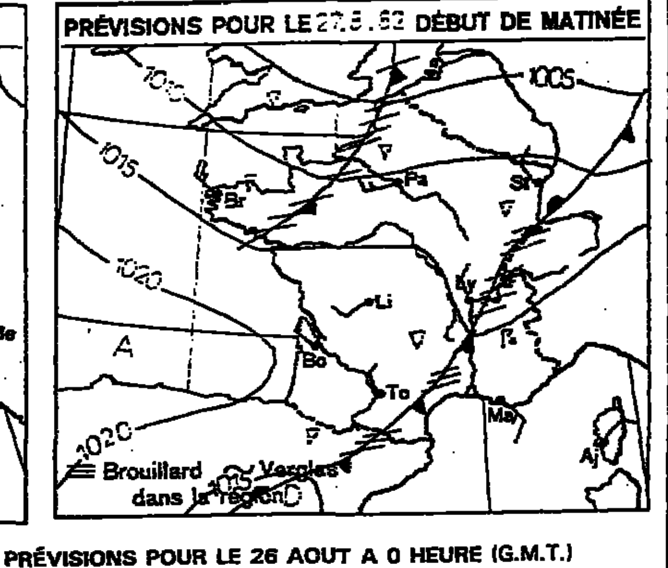
LOTERIE NATIONALE - TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE - N° 53

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.8.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27.8.82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 26 août à 0 heure et le vendredi 27 août à 24 heures :

Un front froid ondulant traversera la France, précédé par une évolution orageuse. Après son passage s'établira un temps instable. Mais la reconstitution d'une dorsale apportera une amélioration à partir des côtes atalantiques.

Vendredi, la zone de temps nuageux et orageux liée au front froid s'étendra des Pyrénées orientales à l'est du Massif Central au nord des Alpes et jusqu'aux Vosges. Elle atteindra en soirée l'extrême sud-est et la Corse, où le ciel sera devenu plus nuageux au cours de la journée. Sur toutes ces régions, le vent soufflant d'abord du sud-est tournera au nord en devenant modéré à assez fort après le passage du temps orageux. Ailleurs s'établira un temps frais et variable. Des averses se produiront au nord de la Loire et dans le Nord-Est. En soirée, elles se limiteront aux régions situées au nord de la Seine et dans le Nord-Est. Elles y seront localement orageuses tandis qu'une amélioration sera ressentie dans le nord-ouest du pays. Près de l'Atlantique, les éclaircies deviendront de plus en plus belles. Le vent de nord-ouest sera assez fort en Manche, modéré ailleurs. Les températures subiront une baisse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 26 août à 8 heures, de 1013,7 millibars, soit 760,3 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 26 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 août ; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 août) : Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Bourges, 24 et 14 ; Brest, 19 et 10 ; Caen, 21 et 12 ; Cherbourg, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 26 et 12 ; Dijon, 24 et 14 ; Grenoble, 26 et 13 ; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 25 et 16 ; Marseille-Marignane, 27 et 17 ; Nancy, 22 et 12 ; Nantes, 22 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 22 et 15 ; Pau, 27 et 16 ; Perpignan, 29 et 17 ; Rennes, 19 et 12 ; Strasbourg, 22 et 13 ; Tours, 22 et 12 ; Toulouse, 28 et 15 ; Pointe-à-Pitre 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 20 degrés ; Amsterdam, 18 et 9 ; Athènes, 27 et 19 ; Berlin, 21 et 13 ; Bonn, 21 et 13 ; Bruxelles, 20 et 13 ; Le Caire, 34 et 23 ; îles Canaries, 27 et 20 ; Copenhague, 20 et 11 ; Dakar 30 et 27 ; Djerba, 30 et 22 ; Genève, 25 et 13 ; Jérusalem, 26 et 17 ; Lisbonne, 30 et 16 ; Londres, 19 et 10 ; Luxembourg, 20 et 12 ; Madrid, 34 et 18 ; Moscou, 21 et 16 ; Nairobi, 21 et 14 ; New-York, 28 et 17 ; Palma-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 29 et 15 ; Stockholm, 17 et 11 ; Tozeur, 40 et 24 ; Tunis, 32 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

UN COIN POUR JOUER

« L'esprit en acrostiche »

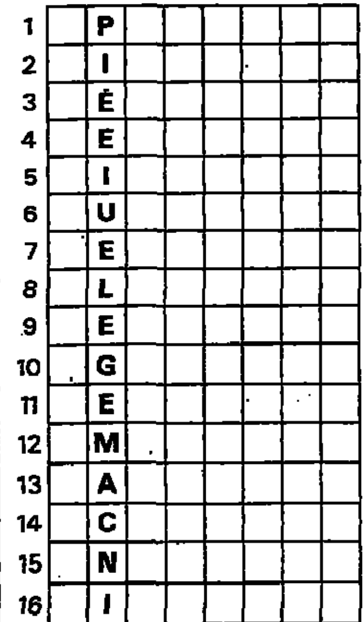
Jeu n° 19

En complétant la grille à l'aide des définitions, les lecteurs pourront lire aux colonnes verticales A et B un mot d'esprit dû à un député, en 1844. Quel est l'auteur de ce jeu de mots, et en quelle circonstance ce calembour fut-il prononcé ?

Afin de faciliter la tâche des lecteurs, la deuxième lettre des mots à trouver a été indiquée.

1. Un coup dur. — 2. Alcaloïde pouvant être fourni par des Gitanes. — 3. Insecte dont la devise est « la bouse ou la vie ». — 4. Ouvrages qu'un militaire se doit d'emporter. — 5. Bouquet de verres luisants. — 6. Dépôt de lardons. — 7. Fréquente le palais et joue au bridge. — 8. Cors d'ivoire. — 9. Opinion, croyance. — 10. Homme des hauts fonds et des coulisses. — 11. Ne sont pas forcément cachotiers pour autant. — 12. Manque d'aisance. — 13. Exercice que l'on pratique « boulevard à ragots ». — 14. Instruments à trous et à clé (s) pour qui aime le son. — 15. Qualifie plus aisément le rhinocéros d'Asie que celui d'Afrique. — 16. Tord-boyaux non alcoolisé.

JEAN-PIERRE COLIGNON.



Meubles anciens et d'occasion ne les vendez pas séparément !

Si au prix des meubles anciens, et des bronzes, pendules et autres vases de Gallé vous ajoutez le prix qui vous reviendra de vos
- matelas et sommiers en bon état.
- meubles récents et de style
- réfrigérateurs
- livres, vaisselle et piano

Alors retenez bien notre adresse

Le Dépôt-Vente de Paris, 81, rue de Lagny, Paris 20e 372.13.91.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente Palais de Justice d'Evry Mardi 21 septembre 1982, à 14 h.

PETITE PRTÉ RURALE MEYSSAC (CORRÈZE)
M. à PX 50 000 F
avec faculté de baisse d'1/4 faute d'amateur. S'ad. : S.C.P. ELLUL - GRIMAL NOUVELLON - ROUZIES, avocats Evry, 3, rue du Village. Tél. : 077-96-10.

Service des Domaines
Adjudication le mercredi 22 septembre 1982 à 14 h 30. Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Scribe à Paris 9e.

LOT N° 1 - PARIS (18e) N° 33 bis, rue Calmels. LIBRE.
PAVILLON - Rez-de-chaussée, 1er étage, cour (76 m²).
MISE A PRIX : 550 000 F.

LOT N° 2 - PARIS (8e) dans un immeuble en copropriété, 4, rue de la Bienfaisance, au 2e étage LIBRE - APPARTEMENT 6 pièces principales, cuisine, s. de b., w.-c., 2 chambres de bonne. CAVE.
MISE A PRIX : 650 000 F.

LOT N° 3 - PARIS (14e) dans un immeuble en copropriété, avenue du Gén.-Leclerc N° 118, au 6e étage. LIBRE.
APPARTEMENT 5 pièces principales, cuisine, s. d. b., toilettes, w.-c., dépendances, superficie 146 m² avec balcons sur avenue et sur cour, chambre de service, CAVE. LIBRE :
MISE A PRIX 900 000 F.

RENSEIGNEMENTS : Direction des Services Fonciers de PARIS, 25-27, pl. de la Madeleine à Paris (8e). (Tél. 266-91-40, poste 788).

Vente s/surenc. Palais de Justice d'Evry. Mardi 21 septembre 1982, à 14 h, 2 LOTS

1°) M. à PX 2 750 F - TAILLIS - ST-CHERON (91) - Le Clos des Souches -

2°) M. à PX 50 600 F - BOIS SERMAISE-SS-DOURDAN (91)

« LA BRETONNIÈRE » - « LA PATURE DES JONCS » LE BOIS DE LA BRETONNIÈRE » « LA CORBAILLERIE » - « TAILLIS » - « LES VIGNES DE LA MERCERIE ». S'ad. : LA S.C.P. ELLUL - GRIMAL - NOUVELLON - ROUZIES, avocats, 3, rue du Village Tél. : 077-96-10.

Vente s/surench. Palais de Justice d'Evry. Mardi 21 septembre 1982, à 14 h.

APPARTEMENT et 2 PARKINGS CHILLY-MAZARIN (Essonne)

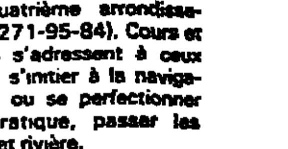
7, av. du Roussillon **MISE A PRIX 165 000 F**

S.C.P. ELLUL - GRIMAL - NOUVELLON - ROUZIES, avocats. 3, rue du Village. Tél. : 077-96-10.

BREF

LOISIRS

NAUTISME A PARIS. — Le centre nautique interuniversitaire reprend ses activités à Paris à partir du 15 septembre sur la péniche *amarrée* face au 4, quai Henri-IV dans le quatrième arrondissement (tél. : 271-95-84). Cours et conférences s'adressent à ceux qui désirent s'initier à la navigation à voile ou se perfectionner dans sa pratique, passer les permis mer et rivière.



★ 110, rue de Patay, 75013 Paris, tél. : 271-95-84.

FORMATION PERMANENTE

DES FEMMES AU CONSEIL MUNICIPAL. — L'union féminine civique et sociale organise une série de cycles de formation pour les élections de mars 1983. Trois cycles de sept jours auront *lieu* dès septembre 1982.

★ 6, rue Béranger, 75003 Paris. Tél. : 272-19-18.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 26 août :

DES DÉCRETS

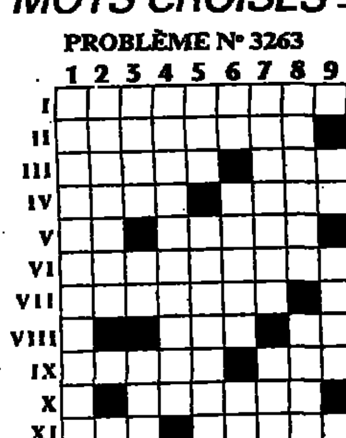
- Portant dissolution de conseils municipaux.
- Modifiant des décrets relatifs au Commissariat à l'énergie atomique.
- Fixant pour l'année 1982 les cotisations du régime d'allocation vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales.
- Relatif au conseil supérieur provisoire des universités.
- Portant modification de certaines dispositions portant statut particulier du corps des professeurs des universités.
- Relatif aux commissions de spécialité et d'établissement des établissements publics à caractère scientifique et culturel relevant du ministère de l'éducation nationale.
- Relatif à des modalités particulières de recrutement dans les corps des professeurs des universités et des maîtres-assistants au titre de l'année universitaire 1982-1983.

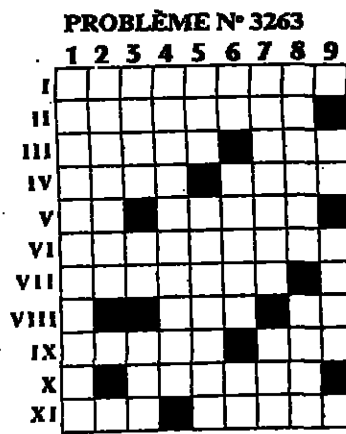
DES ARRÊTÉS

- Relatifs aux prix témoins des logements.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3263





HORIZONTALEMENT

I. Une femme peut l'avoir au doigt, mais son mari ne l'a jamais à l'œil. — II. Distillé par Emanuelle. — III. Conquérir ou dérober. Salut à César, salutation pour Jean-Paul II. — IV. L'empoisonneur trouve toujours le moyen d'en sortir quelque chose. Berceau de Jasmin. — V. Préposition. Œuvre de celui qui pond, poulet compris. — VI. On en trouve à profusion sur un marché de Nancy. — VII. A la fois avantageux et dénué d'intérêt. — VIII. Compendium liturgique. Article contracté. — IX. Effet à queue. On s'en fait pour des clous. — X. Sert de remise ou qualifie un tarif avec remise. — XI. Point d'attraction des outrecuidants. Se manifeste chez le cardinal au moment de l'élévation.

VERTICALEMENT

1. Agent de la compression des volumes. — 2. Même funèbre, elle est flatteuse. — 3. Dans une formule sentimentale anglaise. Sigle pour Marianne. Peut s'exécuter sans instrument, mais jamais sans « partition ». — 4. On se met en marche dès qu'il est arrêté. — 5. Casse-pipes au front comme à la foire. Sortie de courant. — 6. Riche élément du bridge. Théoricien adversaire de la règle de trois. Pratiques. — 7. Concrétise une idée ou se fait des idées. Charybde par rapport à Scylla. — 8. Endosse des effets. Ses ailes ne lui permettent pas de prendre l'air. — 9. Préposition. Plus on en est près, plus on regarde.

Solution du problème n° 3262

Horizontalement

I. Sous-titre. — II. Epreuve. — III. Lent. Ruse. — IV. Fret. OTAN. — V. Ça. Engagé. — VI. Brontë. — VII. Nue. Tee. — VIII. Tracassée. — IX. Rutli. P.S. — X. Observées. — XI. Lu. Fessée.

Verticalement

1. Self-contrôl. — 2. Opéra. Urubu. — 3. Urne. Béats. — 4. Setter. Clef. — 5. Tu. Notaire. — 6. Ivrognes. Vs. — 7. Teutates. Es. — 8. Sage. Epée. — 9. Ebène. Messe.

GUY BROUTY.

EXPOSITIONS

A CHATEAUROUX

Nos ancêtres, les Gaulois

« Notre pays s'appelait la Gaule. Il était recouvert de forêt. Nos ancêtres s'appelaient les Gaulois, ils vivaient dans des huttes de branchage, ils étaient vêtus de peaux de bêtes. » Telle était l'image d'Epinal que nous donnait naguère *l'Histoire de France* dans son premier chapitre.

Depuis une vingtaine d'années, des archéologues, à force d'arpenter les champs, de fouiller les tas d'ordures, de laver, marquer, compter et recoller les « casseaux », pièces infimes du grand puzzle de la protohistoire, ont découvert que déjà les ancêtres de nos ancêtres les Gaulois avaient une culture évoluée. L'exposition « Celtes et Gallo-Romains en Berry », présentée au couvent des Cordeliers, à Chateauroux, en témoigne.

Dès le premier millénaire avant Jésus-Christ, se développe un commerce : on voit apparaître des objets méditerranéens dans les sépultures du premier âge du fer. L'agriculture se diversifie et se perfectionne : les terres sont cultivées à l'aide d'instruments de plus en plus élaborés. Au milieu du millénaire, avec le défrichement des forêts, naît une mosaïque complexe de terroirs aux productions diversifiées. Le développement du travail du métal entraîne l'apparition d'un artisanat spécialisé qui subsistera même jusqu'à la révolution industrielle. Du réseau dense des fermes et des villages émergent les premières villes : César en compte vingt en Berry au moment de la conquête. Avec l'arrivée des Romains se multiplient les luxueuses villas, les ensembles monumentaux. Architecture de pierre, peintures, mosaïques, sculptures romaines, enrichissent la Gaule, qui préservera toutefois son fond celtique dans le plan des sanctuaires, les attributs des divinités, le décor de la céramique.

Deux remparts en bois, reconstitués grandeur nature, nous accueillent dès l'entrée du monastère, cernant dans l'espace et dans le temps — l'un date de 2000 av. J.-C. et l'autre du premier siècle av. J.-C. — ces vingt siècles aux milliers de vestiges matériels de toute nature. La plupart des objets exposés sont présentés dans leur décor reconstitué. On peut voir des tombes, où était déposé le défunt, habillé, paré de ses bijoux ou de ses armes et muni de provisions contenues dans des vases de céramique, des assiettes ou des cruches en bronze ; l'atelier du potier et celui du fondeur de métal avec leurs fours et leurs outils... Une exceptionnelle série de poignants à tête humaine, venant de différents points d'Europe, est réunie là pour la première fois. Tous les aspects de la vie quotidienne sont abordés, y compris les habitudes alimentaires et la cuisine... où on découvre que les huîtres de l'Atlantique étaient déjà fort appréciées.

C'est aussi la démarche complète de la recherche archéologique qui, de la phase de prospection, par vues aériennes, aux fouilles et à leur interprétation, est expliquée au public : un chantier y est reconstitué avec tous les moyens de mesure et d'analyse des objets découverts. Les visiteurs peuvent également dialoguer avec un ordinateur qui répond à leurs questions.

On ne peut que saluer l'initiative. Elle soulève, pour un public non initié, un coin du voile couvrant ces temps où ont vécu les hommes qui ont modelé notre terroir, fondé nos villes et nos villages, forgé nos outils et nos coutumes.

★ Couvent des Cordeliers, Châteauroux. « Celtes et Gallo-Romains en Berry », jusqu'au 31 août.

■ **Le compositeur tchèque Karel Vacek vient de mourir à Prague. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Karel Vacek, qui a composé jusqu'à la fin de sa vie — principalement des danses (polkas, valses, tangos) et des marches, — se fit connaître dans les années trente avec *la Bohémienne*. Son nom reste lié à ceux de Bohuslav Martinu et de Jaroslav Jezk, compositeurs aujourd'hui disparus, avec lesquels il forma, durant l'entre-deux-guerres, un véritable trio.**

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. — SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE ZAIRE AUX ARTS DECORATIFS

Les tristes, les penseurs et les beaux « tapas »

Un « personnage triste », les yeux ouverts et ne regardant plus rien, appuie sa tête à l'horizontale sur son épaule. Ses bras et ses jambes dessinent des triangles magiques. Assis à l'asiatique, *sur son haut socle*, il semble attendre... Un homme et une femme, serrés l'un à côté de l'autre, non loin de là, foulent tranquillement sous leurs pieds joints deux figurines d'enfants.

L'homme triste ne les voit pas, c'est le penseur voisin qui les observe, prêt à les montrer du doigt. Il se passe des quantités de choses de part et d'autre : des mères de pierre allaitent leurs bébés, un cavalier arbore sa monture et un crucifix, un second « personnage triste » se désole — celui-là porte un chapeau, — un petit personnage respectueux semble vouloir offrir un gobelet à un seigneur invisible...

S'il n'y avait à voir que cet ensemble impressionnant de sculptures funéraires, sur pierre ou céramique, il vaudrait déjà amplement la peine de se rendre au Musée des arts décoratifs. L'exposition consacrée, là, à l'art du Zaïre, aux « visages et racines » de ce pays aussi grand que l'Europe entière, constitue une somme rare, impressionnante. Car, au-delà de ces dizaines et dizaines de statuettes funéraires provenant du Bas-Zaïre (la région du Shaha ou ex-Katanga), sont montrés, bien sûr, des masques populaires, mais surtout une série magnifique — rare — de *tapas* pygmées ou plutôt de *pongos*, petits pagnes rectangulaires, découpés dans des écorces grattées et battues, et traitées et assouplies jusqu'à ressembler à des pièces de tissu velouté.

Décorés chacun de motifs abstraits se répétant comme autant de variations sur un même thème musical, ces panneaux donnent envie de relire ce que Paul Klee écrivait de la peinture en pensant (précisément) à la composition musicale. Les traits tracés avec des sèves de fruits sur des fonds ocre jaune ou terre de Sienne (le *tapa* est d'abord imprégné de boue colorée), toutes ces lignes, semblent obéir à une absolue règle d'or. A l'harmonie.

Tous trouvés autour d'Epulu, dans la région du Haut-Zaïre peuplée par la tribu des Mumbunti — qui ne croient ni aux esprits, ni aux ancêtres, ni aux pratiques de divination ou de sorcellerie, — les *pongos* font aussi penser à l'Egypte, et encore... à tant de choses... qu'il faut les regarder, longtemps. Dans la salle suivante — heureuse logique, — sont présentés des instruments de musique.

Plus loin, l'art populaire, naïf, d'aujourd'hui, moins émouvant,

Tous les objets proviennent des collections des musées du Zaïre, et cette exposition, fort heureusement, sera montrée dans d'autres villes françaises.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Jusqu'au 30 août.

POLONAIS ET AMÉRICAINS A L'ARC

L'échange

« Nous sommes un groupe d'artistes polonais et nous souhaiterions organiser un échange direct et non lucratif d'œuvres entre artistes des pays de l'Europe de l'Est et des Etats-Unis. » Ce souhait, formulé par le peintre Henryk Stazewski en novembre 1980, a été entendu, et, en dépit des événements de Pologne, l'échange se fait, entre les musées de Lodz et de Los Angeles, via Paris, où l'ARC reçoit les deux collections en transit.

Henryk Stazewski, le doyen des Polonais — il a plus de quatre-vingts ans — a perpétué là une idée dont il avait déjà été l'initiateur dans les années 20 et 30 : lui et d'autres artistes comme Strzeminski, Kobro et les collectifs auxquels ils appartenaient, ont travaillé alors en étroite collaboration avec de nombreux créateurs de l'avant-garde internationale tels que Mondrian, Arp, Malevitch, Van Doesburg... Ce sont ces échanges qui ont permis la naissance du musée de Lodz, un des premier musées d'art moderne.

Les œuvres présentées à l'ARC ont été rassemblées en Pologne par les soins d'Anka Plaszkowaska, critique d'art, éditrice et ancienne directrice de la galerie Foskal de Varsovie, la galerie la plus expérimentale d'Europe de l'Est ; et aux Etats-Unis par Pontus Hulten, le nouveau directeur du musée d'art contemporain de Los Angeles. Les deux collections ne sont pas « bouclées » définitivement ; les dons d'artistes de part et d'autre continuent de les enrichir.

Du côté polonais, s'y révèle tout un aspect de la création « non alignée », mal connue à l'Ouest, où elle n'a pas souvent la possibilité d'être présentée. Bon nombre d'œuvres sont des recherches éclatées multimédias témoignant de préoccupations analogues à celles des Américains, en toute connaissance des produits occidentaux, mais formulées de manière originale. Elles relèvent plus chez les jeunes d'une « échappée » par un formalisme renouvelé depuis l'abstraction géométrique (représentée par Stazewski) et perpétué par un fin réseau d'artistes (Maria Stangret, Antoni Starczewski) que d'une vision du réel écornée par le rêve et les souvenirs d'enfance, comme chez Kantor. L'ensemble est inégal, mais, il faut le souligner, il manifeste une vitalité de la création préservée contre vents et marées. Ce qui n'est pas rien.

Côté américain (de la côte ouest), des artistes comme Sam Francis, Christo, Dan Graham, Chris Burden ont offert chacun une œuvre.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 6 septembre.

JAZZ

LA MORT DE SONNY STITT

On apprend la mort, à la fin du mois de juillet, du saxophoniste Sonny Stitt. Atteint d'un cancer, il était âgé de cinquante-huit ans.

Le nom de Sonny Stitt, qui était né en 1924 dans une famille de musiciens, reste indissociable de celui de Charlie Parker, dont il avait été un admirateur précoce — et historiquement le premier en date des disciples — quand celui-ci jouait encore chez Jay McShann. Très lucidement, Sonny Stitt décide alors de suivre la voie ouverte par le génie de Parker, de rendre aussi coupante sa sonorité et de s'appuyer sur sa remarquable technique pour prolonger la leçon de « l'Oiseau ».

Comme Parker, il se produit au côté de Billy Eckstine et de Dizzy Gillespie (1945-1946). Puis, avant de fonder son propre combo, il joue avec Gene Ammons (1949) et dans les tournées du Jazz at the Philarmonic (1958-1959). Chez Miles Davis, il remplace Coltrane. Avec Clark Terry et J.J. Johnson, il découvre l'Europe et le Japon. Il est altiste d'abord, mais pratique avec autant de bonheur le ténor, dans la tradition de Lester Young, celui que l'on surnommait « le président ». Une de ses compositions, « Blues for Prez and Bird », *célèbre son double parrainage.*

On a beaucoup réduit la personnalité de Sonny Stitt en en faisant un simple « répliquant » de Parker. Même si, en 1974, il prend part au spectacle « Musical life of Charlie Parker », même s'il n'a jamais fait mystère de son admiration pour lui. Sonny Stitt, dont la gloire s'est augmentée avec le récent renouveau de be bop, *a porté à son point le plus haut une certaine idée de la fidélité et de la libre discipline.* — F.M.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

LES DEUXIEMES RENCONTRES DE LA ROCHE-JAGU

Sur la brèche

C'est la dernière soirée qui a donné tout son sens aux deuxièmes rencontres Jazz e Breizh (Jazz en Bretagne). Non pas que les autres aient manqué de moments forts et d'éclairs de la passion — tel ce concert de Paul Motian, dit-on, propre à soulever les âmes bretonnes et les autres — mais c'est la dernière soirée qui a délivré la clef de ce qui venait de se passer.

Peut-être parce qu'elle était plus douce que les autres : et qu'on ne se demandait plus s'il allait neiger ou quelque chose comme ça. Peut-être parce que le château, débarrassé de sa tente médiévale, était enfin rendu à sa pierre originelle. Peut-être parce que les musiciens travestis de Cossi Anatz (« Comment allez-vous ? » en occitan) ont su un instant l'habiter, le faire comiquement vivre dans la nuit, faire rire de leur parodique conquête d'imprenable forteresse, jouant comme fous à l'intérieur, surgissant aux fennêtres pour des plans de dessin animé, et laissant la place enfin à la gravité criarde de sonneurs bretons.

Peut-être aussi parce qu'une vraie rencontre a eu lieu, ce soir-là, entre les percussionnistes les plus fins (Drouet, Humair, Favre) et le bagad Saint-Mark de Brest venu de derrière la muraille des cornemuses, tambours, armes et bagages. Peut-être encore parce que avec sa musique franche, le groupe de Henri Texier (maître d'œuvre du lieu) préludait intelligemment à la mise en scène sauvage de la soirée, et à la fête finale illustrée par les fusées d'artifice de Patrick Auzier.

Peut-être enfin parce que tout un chacun aura deviné quelques-unes des excuses à sa présence sur terre, en découvrant soudain là-haut, adossés à la façade du château, au-dessus du vide, les poings bien calés dans les poches comme on fait quand on sait chanter, avec leurs voix venues d'ailleurs et d'autrefois, mais aussi bien prêtes à chanter comme on chantera demain, avec leur répertoire actualisé de complaintes et d'appels anciens, magnifiquement suspendus entre histoire et action, messagers de ce qui nous attend de meilleur : le Breton Jean-François Quemener et le Basque Achiary.

Pour qui s'interrogeait encore sur la signification à donner au mot *jazz* inscrit dans le titre de la semaine, l'affaire était réglée. C'est plus d'un modèle général d'attitudes et de conduites, de réflexes sociaux et culturels, que d'une réunion de styles qu'il s'agit à La Roche-Jagu. Ainsi se comprend la présence de Marcel Azzola ou celle du bandonéoniste argentin Masolini. Ainsi certains, comme François Tusques ou Melaine Favennec associé à Mico Nissim peuvent-ils faire entendre leur projet de métissage musical, Afrique et Bretagne, jazz et culture populaire, thématique et improvisation croisés.

Territoires de l'imaginaire

A partir de ces bases, libre à chacun de pousser toutes les incursions possibles dans les territoires plus ou moins défrichés de l'imaginaire. Désigné pour ouvrir une soirée spécialement frigorifiée, le Workshop de Lyon s'abandonne sans complexe aux jeux et aux incertitudes de son amicale pratique. Michel Portal et Han Bennink, engagés dans une course poursuite effrénée, comme eux seuls savent le faire et peuvent se le permettre, ont joué à corps perdu, à côté de toutes les musiques du monde qu'ils connaissent par cœur, savamment égarés entre talent et folie — plus que jamais, dans leur géniale déraison sans complaisance, sur la brèche.

C'était comme un contrepoint, puisqu'ils lui succédaient, à ce moment d'infinie délicatesse où plonge le duo de Tamia et Pierre Favre (voix et percussions) : presque déplacé ici, en plein air, leur échange souverain, aux limites du son, du souffle et du bruit, sans tapage ni ficelle, célébration pure de la musique par la musique et de la voix par le cri ou le gémissement, a définitivement imposé le respect.

Quant à Enrico Rava, une des têtes d'affiche européennes depuis quinze ans, il a, dans des conditions difficiles, célébré les fiançailles d'une modernité flottante et de la tradition de la trompette activement retrouvée. Avec un quartet de rêves : Aldo Romano, Furio Di Castri (basse) et le stupéfiant Michel Petrucciani tout simplement en train de passer sous nos yeux — en quelques improvisations au toucher, au phrasé et à l'invention renouvelés — du rang de phénomène musical à celui de pianiste de premier rang dans le jazz contemporain.

FRANCIS MARMANDE.

IMPROVISATIONS EN TOUT GENRE

Expérience unique à La Roche-Jagu : au milieu des ateliers d'instruments (Mahieux, Humair, Caratini, Drouet, Fosset, Pifarély, Delettrez, Tamia et Quemener), le saxophoniste Louis Sclavis et le photographe Guy Le Querrec (Magnum) ont proposé un stage de jazz et photo : « Image et son ».

Confrontation de pratiques, de significations, d'incitations, échange d'expériences et ouvertures des possibles, la rencontre, hésitante au début (c'est qu'il fallait inventer !), a très vite trouvé son rythme. Mais les animateurs n'en sont pas à leurs premières interrogations sur le rôle de l'image, la pratique musicale et l'irruption de ce qui caractérise une part essentielle du jazz comme de la photo : l'art espiègle et terrible de l'instant, du temps saisi, du tempo perdu et de l'*instantané*.

De ce stage passionnant, une pratique commune fut mise en partage, qu'on prendrait un peu légèrement pour le fruit de l'« inspiration » et la complice de la facilité : la pratique de l'improvisation. — F. M.

CINÉMA

« PARADIS POUR TOUS », d'Alain Jessua

L'ange et la bête

Deux thèmes s'entrecroisent, se chevauchent, se poursuivent l'un l'autre à perte de bobine, sans réussir tout à fait à se rejoindre dans ce nouveau film de l'auteur de *la Vie à l'envers*, Alain Jessua.

D'un côté un conte satirique genre *Noblesse oblige*, l'ascension irrésistible d'un suradapté, la vocation criminelle et le goût inlassable de la machination d'un jeune cadre des assurances qui fait le vide autour de lui, Alain (Patrick Dewaere). De l'autre, la triste histoire d'un paumé qui échappe par miracle au suicide et, avec la complicité d'un psychiatre en délire, le docteur Pierre Valois (Jacques Dutronc), se bâtit son meilleur des mondes. Alain est ce jeune paumé soudain récupéré, programmé comme un robot pour le bonheur climatisé.

Par moments la satire est féroce, le détail cru, le rire grinçant aux limites du malaise. Alain Jessua et son scénariste ont choisi ce mode de récit devenu presque routine qu'est le mélange des temps cinématographiques ; l'action se déconstruit sous nos yeux pour mieux se reconstruire. Le film s'ouvre et s'achève dans un décor fonctionnel (celui des magazines de luxe sur papier couché ou des pubs télévisées), où Alain se propulse sur un fauteuil roulant dernier cri après une chute dans l'escalier de son ancienne maison bourgeoise, au terme d'une dispute avec sa femme Jeanne (Fanny Cottençon).

Chute miracle qui le libère définitivement, comme elle mène le film à sa conclusion logique. Jeanne, après avoir longtemps renâclé devant le traitement euphorisant du docteur Valois, se décide à son tour à se soumettre à cette médecine du bonheur garanti et enterre elle aussi tout sens des responsabilités, toute forme de libre arbitre. Ils sont une bonne douzaine à s'être soumis au « flashage » de cerveau, scanner à l'appui, selon une technique assez improbable.

Le meilleur, le plus drôle du film vient de Patrick Dewaere en superman de l'assurance, décidé à faire le bonheur des gens malgré eux, au nom de la morale de la société de consommation où tout se comptabilise. A commencer par une leçon d'amour froidement anatomique, empruntée à quelque revue spécialisée. Stéphane Audran en belle-mère enquiquineuse subit un juste châtiment, un pauvre collègue de travail, Marc (Philippe Leotard), qui se torture un peu trop les méninges, la rejoint dans l'autre monde après avoir « assuré » au mieux ses arrières.

Alain Jessua, en voulant monter à la vitesse supérieure, rendre bien tangible le délire de ses personnages, fausse la règle du jeu, s'implique trop dans une névrose qui semble lui tenir particulièrement à cœur depuis son premier film. Il a au moins le mérite de nous suggérer que le mal est peut-être d'abord dans l'homme, sa vanité insondable, son angélisme de pacotille.

LOUIS MARCORELLES.

« TAG », de Nick Castle

Farces et attrapes

Sur le campus et dans les corridors, les escaliers d'une université californienne de style néo-gothique, des étudiants jouent à se poursuivre le soir, entre neuf heures et minuit, avec des revolvers à fléchettes. C'est à qui touchera la victime désignée le premier, quitte à éviter de se laisser attraper si-même.

Un responsable du jeu centralise l'avancée des joueurs, compte les coups. La course-poursuite se limite à un certain nombre de garçons et de filles qui souscrivent à ses règles. On ne tue, symboliquement, que les initiés. L'ultime survivant sera fêté comme un héros.

Gersh (Bruce Abbott, torturé à plaisir) reste le champion imbattu de ce jeu de « tag » quand il se voit éliminé un peu par hasard. Dépité, il va tuer pour de bon.

Nick Castle, dont c'est le premier film, sort, comme George Lucas, de l'U.S.C. (l'université de Californie du sud à Los Angeles). Ami de John Carpenter (*New-York 1997*, dont il fut le co-scénariste), il sait mélanger sans avoir l'air d'y toucher horreur et fleur bleue, avec un sens du gag digne de Léo MacCarey.

Il ne donne pas dans la métaphysique ou la science-fiction programmée sur ordinateur. On s'amuse comme à une bonne farce de fin d'année scolaire. Le film n'a visiblement pas ruiné ses producteurs.

L. M.

AU CANADA

Montréal contre Toronto

L'Association québécoise des distributeurs de films boycotte le sixième Festival des films du monde de Montréal, qui se tient jusqu'au 29 août. Elle reproche à M. Serge Losique, directeur du Festival, d'avoir accepté de représenter la société française Gaumont au Canada, ce que dénie formellement l'intéressé, qui a porté l'affaire devant les tribunaux.

Montréal précède d'une dizaine de jours le Festival des festivals de Toronto, qui se tient du 9 au 18 septembre, et reste son premier concurrent pour obtenir des subventions du pouvoir fédéral. Dans l'immédiat, le Festival de Montréal, s'il a reçu de justesse des fonds du ministère québécois des affaires culturelles, s'est vu refuser toute subvention de l'Institut québécois du cinéma.

Le Festival de Toronto, qui en est à sa septième édition, ne veut être, selon les termes de son directeur, Wayne Clarkson, ni un marché ni une compétition, mais *« la célébration du cinéma »*, et solidement appuyé par l'industrie privée, annonce un « tribut » à Martin Scorsese, en présence du réalisateur, et, pour la première fois au Canada, un hommage au cinéma brésilien, avec la venue d'une importante délégation et la projection de dix-huit films récents. — L.M.

■ **Le premier Festival des films des cultures méditerranéennes se tiendra à Bastia, du 16 au 20 octobre. La compétition officielle opposera quatorze pays, dont ceux du Maghreb, la France, l'Italie, l'Albanie, la Yougoslavie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Turquie, la Syrie, l'Egypte et le Liban. Une seconde compétition, dite « insulaire », confrontera Malte, Chypre, la Sicile, la Sardaigne, la Corse, la Crète et les Baléares.**

■ **Deux manifestations cinématographiques importantes vont se tenir presque simultanément des deux côtés de la frontière franco-espagnole, au Pays basque : du 17 au 26 septembre, le trentième Festival international de San-Sebastian et du 21 au 26 septembre, le quatrième Festival du film ibérique et latino-américain de Biarritz. Luis Gasca, directeur de San-Sebastian, propose pas moins de neuf sections différentes, dont un hommage à R.W. Fassbinder et un choix de films du tiers-monde. Guy Braucourt, responsable de Biarritz, annonce une vingtaine de films représentant une quinzaine de pays.**

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h : Macunaima.

Les autres salles

Bouffes Parisiens (296-97-03), 21 h : Diable d'homme.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée
Comédie de Paris (281-00-11), 22 h : les Amours de Jacques le Fataliste.
Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : la Planque.
Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : la Mouette ; 22 h 30 : la Tour mystérieuse ; le Philosophe soi-disant.
Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : l'Ile de Tulipatan ; 22 h : le Petit Vélo.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Okame.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir : 20 h 30 : Mon cul sur la commode ; 22 h 15 : Arlequin poli par l'amour. – *Théâtre Rouge, 18 h 30 : Eon ; 20 h 30 :* Tchoufa ; 22 h 15 : Mime Bizot. – Petite salle, 18 h 30 : Parlons français ; 21 h : le Fétichiste ; 22 h 15 : Dialogues de sourdes.
Madeleine (265-07-09), 20 h 45 : l'Alouette.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Palais Royal (279-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
Potinière (261-44-16), 20 h 30 : Une fille drôlement gonflée.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
Théâtre - Saint - Georges (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
Variétés (233-09-92), 20 h 30 : Lorsque l'enfant paraît.

Les cafés-théâtres

Blancs - Manteaux (887 - 15 - 84), I., 20 h 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier ; II., 20 h 15 : Pas une pour rattraper l'autre ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça *va Zanni ?*
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 15 : les Damnés de la septième planète ; 22 h 30 : Seaside rendez-vous.
Café d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes. – II., 20 h 30 : Chantons sous *la psy ; 21 h 45 : L'amour, c'est comme* un bateau blanc.

Fanal (233-91-17), 20 h : la Manipule ; *21 h 15 : les Grandes Sertreuses.*
La Gageure (367-62-45), 21 h : la Garçonne ; 22 h 30 : Un cœur sous une soutane.
Le Petit Casino (278-36-50), 21 h : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h 30 : les Bas de Hurleveau.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.
Splendid - Saint - Martin (208-21-93), 20 h 30 : Papy fait de la résistance ; 22 h : Bunny's Bar.
Le Tintamarre (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30 : le Pain de ménage ; le *Défaut* ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Cerise.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.

Le music-hall

Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : Je *persiste et signe...* Brel.

Jazz, rock, pop, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : J.-P. Sasson Quintet.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 22 h : Patatos Valdes.
Cloître des Lombards (233-54-09), 22 h 30 : Los Salseros.
Connétable (277-41-40), 22 h : Paris Summer Jazz Quintet.
Petit Opportun (236-01-36), 20 h 30 : Pete King and French Connection.
Trottoirs de Buenos-Aires (260-44-41), 21 h : Tito Segesso.

Les festivals

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
(225-22-55)

Conciergerie, 18 h 30 et 20 h 30 : J. Askoul (Turina, Dowland, Duarte, Castelnuovo).
Faculté de droit d'Assas, 20 h 30 : Orchestre de chambre de Pologne, dir. J. Mak*symiuk (Haendel*, *Boccherini*, Lutoslawski, Rossini).

RENCONTRES
DU CARREAU DU TEMPLE
(274-46-42)

Carreau du Temple, 20 h : Mélodrame Ma Non Troppo ; 22 h : l'Herbe rouge.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

JEUDI 26 AOUT

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : Grisou, de M. de Canonge ; 19 h : la Rue rouge, de Fritz Lang ; 21 h : le Voyage d'Amélie, de D. Duval.

BEAUBOURG (278-35-57)

JEUDI 26 AOUT

15 h : la Caravane vers l'Ouest, de J. Cruze ; 17 h : Marchand d'amour, de M. Soldati ; 19 h : La science-fiction : Five, de A. Oboler.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
AMOUREUX FOU (It., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
L'ANGE DE LA VENGEANCE (A., v.o.) : (*) U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LES ANNEES DE PLOMB (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
APHRODITE (Fr.) (*) : Français, 9e (770-33-88).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
BREL *(Fr.) : Paramount City, 8e* (562-45-76).
BUDAPEST BALLADE (Hong., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77). H. sp.
BUTTERFLY (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

Le Monde
DIMANCHE

Le Monde Dimanche de l'été

Au sommaire du numéro du 29 août

- **Si j'étais... Frédéric Dard,** par Frédéric Dard.
- **Néo-ruraux, néo-rentables et néo-moines.** Enquête de Daniel Schneider.
- ***Tranches de drames*** : Bobo, trois mois, morte excisée, par Véronique Soriano.
- **L'Algérie québécoise,** par *Jean-François Lisée.*
- **La France à table** : Le Val de Loire, par Béatrice Houchard.
- **Douze leçons de philosophie** : Croire et savoir, par Manuel de Diéguez.

LA PAGE JEUX, LES RUBRIQUES « DEMAIN », « ÉTRANGER », « POÉSIE », « AUDIOVISUEL », « ACTUALITÉ DU DISQUE »...

Le feuilleton : Dix petits nains, par Pierre-Jean Rémy. Chapitre X. – L'ombre d'un doute.

L'illustrateur de la semaine : Philippe Cousin.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 26 août

CALIGULA ET MESSALINE (Fr.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
ÇA VA FAIRE MAL (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA CHÈVRE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).
CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
COUNTRYMAN (Ang., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
DESCENTE AUX ENFERS (VICE SQUAD) (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Mar*beuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Maxéville,* 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (532-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montpar*nasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, *2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e* (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Arcades (ex-Omnia), 2e (233-39-36).
L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, *5e (354-47-62). H. sp.*
FITZCARRALDO (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
GEORGIA (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
GREASE II (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) : (V. Fr.) 2e Rex (236-83-93) ; Cameo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (828-20-64).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HAMMETT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
L'INDISCRÉTION (Fr.) : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 16e (326-58-00).
LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A., v.o.) (*) : Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE LION DU DÉSERT (A.) (v. ang.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
MAD MAX II (Austr.) (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) Marignan, 8e (359-92-82) Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; *(v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ;* U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Boulevards, 9c (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 2e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LA MAISON DU LAC (A.) (v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT **FRANÇAIS** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. sp.
MEGAFORCE (A., v.o.) : Publicis-Champs - Élysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – (v.f.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44).
MON CURÉ CHEZ LES NUDISTES (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Calypso, 17e (380-30-11).
PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).
PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
PASSION (Fr.) : Studio-Alpha, 5e (354-39-47).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) : Montparnasse-Pathé, 14e, (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).

LES FILMS NOUVEAUX

PARADIS POUR TOUS, film français d'Alain Jessua : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-46) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
LE PERE NOEL EST UNE ORDURE, film français de Jean-Marie Poiré : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PORKY'S (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (287-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Mayfair , 16e *(525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2e (233-*56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 2e (636-10-96).
POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LES 40e RUGISSANTS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
REDS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE SECRET DE VÉRONICA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
THE FRENCH (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).
Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Ambassade 8e (359-19-08).
ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e, (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) : Montparnasse Pathé, 14e (322-11-23).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It.) (**) : V.O. : Movies, 1er (260-43-99).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; V.o. : Athéna, 12e (343-00-65).
BANANAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, *15e (554-46-85) ;* Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Athéna, 12e (343-00-65).
CABARET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action-Christine, 6e (325-47-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, *14e (329-83-11).*
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CHAUSSURE A SON PIED (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*), Studio Logos, 5e (354-89-22).
DERZOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
DON GIOVANNI (It., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
EMMANUELLE (F.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
EMMANUELLE II (Fr.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60). VF : Lumière, 9e (246-49-07).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).
L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE FANFARON (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).
FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
FRENZY (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LA FUREUR DU DRAGON (Hongk., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e *(770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) :* Fauvette, 13e (331-60-74) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00) ; Wepler, 18e (522-46-01).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).
LA HONTE DE LA JUNGLE (F.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES INDOMPTABLES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.
L'INTROUVABLE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
JOSEPHA (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LE *LAUREAT* (A., v.o.), *Saint-Germain* Village, 5e (633-63-20).
LOVE STORY (A., v.f.), Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e *(359-92-82) ; La Royale Disney, 8e (265-*82-66) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. *Marbeuf, 8e* (225-18-45). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (It., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
MORT A VENISE (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
MUSIC LOVERS (Ang., v.o.) (**) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
NOSFERATU (All., v.o.) : Quartier Latin, 5e *(326-84-65)* ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67).
ON L'APPELLE TRINITA (It., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
ON CONTINUE A L'APPELER **TRINITA** (It., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (Al., v.o.) : Olympic Halles, 3e (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
OPÉRATION TONNERRE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). – V.f. : Arcades, 2e (233-39-36) ; Montparnasse . 83, 6e (544-14-27).
OSSESSIONE (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
PAPILLON (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) : U.G.C. Opéra. 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE PARRAIN No 2 *(A., v.o.)* (*) : *Rivoli* Beaubourg. 3e (272-63-32).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).
PINK FLOYD A POMPEI (Fr.) : Studio J. Cocteau, 5e (354-47-62)
POSSESSION (Fr.-All., v.o.) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91). H. Sp.
LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SAMSON ET DALILA (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36)
SEPT ANS DE REFLEXION (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
SERPICO (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
SOUPÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp
T'ES FOLLE OU QUOI ? (Fr.) : Astros, 17e (627-60-20).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LES VALSEUSES (F.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) , U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
Z (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : les Lois de l'hospitalité.
CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : l'Impossible M. Bébé.
UN CLASSIQUE DU JEUNE BELMONDO : Bonaparte, 6e (326-12-12) : le Doulos, 16 h, 18 h, 20 h.
SAMUEL FULLER : l'Ambiguïté (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Shock Corridor.
HUMPHREY BOGART *(v.o.)* : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Passagers de la nuit.
FRITZ LANG (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Invraisemblable Vérité.
TEX AVERY (v.o.) : Saint-Ambroise, 11e *(700-89-16), 17 h.*
CARLOS SAURA (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94), 21 h 30 : Elisa Vida Mia. 18 h : Vivre vite.
UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : l'Homme à la peau de serpent.
IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : l'Aventure du Rio Grande.
LUIS BUNUEL (la carrière de Serge Silberman), Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre ; les Ministères de la nuit ; la Voie lactée ; le Charme discret de la bourgeoisie ; le Fantôme de la liberté ; Cet obscur objet du désir ; l'Age d'or ; Tristana.
CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : La Péniche des Arts, 16e (527-77-35), t.l.s., 20 h 30 et 22 h.

Les séances spéciales

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), jeu., ven., lun., mar., à 18 h.
AMERICAN GIGOLO : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 30.
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15 + vend., 0 h 40.
BUDAPEST BALLADE (Hong., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
CLAIR DE FEMME (Fr.), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.
DARK VICTORY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), jeu. 21 h 15, lun. 21 h, mar. 16 h.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 20 h 5.
MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 22 h 15.
MEAN STREET *(A., v.o.) (**) Olympic,* 14e, (542-67-42) 18 h (sf sam., dim.).
NOS PLUS BELLES ANNÉES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e, (700-89-16), jeu., 18 h 45 ; ven., 18 h 30 ; lun., 21 h.
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.), (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), *20 h 10.*
PERFORMANCE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h (sf sam., dim.).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 20.
RAGTIME (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, *1er (508-94-14), 19 h 40.*
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 35 + 0 h 20.
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 10.
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 18 h 10.

En v.o. : GEORGE V - FORUM LES HALLES
En v.f. : PARAMOUNT MONTPARNASSE LUMIÈRE



RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 26 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

Le grand roman de
Hervé Bazin
Vipère au poing
est paru
aux éditions Grasset

20 h 35 Le « policier » du jeudi : Une voix la nuit.
D'après le roman de J. Duquesne, adapt. J. Trebouta, réal. Y. Andrei. Avec D. Gence, M. Garrel, M. Barbulée, J. Champion...
Un S.O.S. téléphonique dans la nuit : « J'ai un cancer... J'ai décidé de me suicider. » Tout l'univers de Mameno, vieille dame immobilisée dans son fauteuil roulant, va être bouleversé. Dans ce duo de la souffrance et de l'espoir, les efforts de Denise Gence (qui en fait un peu trop) ne réussissent pas à sauver le scénario d'une lourdeur aggravée par les trop nombreux clichés.

22 h 10 Document INA : Un lieu, un regard.
La vie des Maures à travers Rezvani, réal. P. Condroyer.
Passion et craintes de Rezvani pour « ces montagnes basses aux rythmes vastes », menacées par la spéculation foncière et par le feu.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le club des télévisions du monde : C'est pas le journal télévisé.
Aujourd'hui, soirée anglaise avec la B.B.C. qui nous propose sous le titre « C'est pas le journal télévisé » : pot-pourri de gags et de sketches sur les personnalités et événements du moment.

21 h 05 Téléfilm : Coincé dans un train.
Dans ce téléfilm de Peter Duffel, une vieille dame arrogante et un jeune cadre imbu de lui-même s'affrontent dans un compartiment de train. Le voyage tourne au cauchemar.

22 h 30 Variétés : Show Shirley Bassey.
Quelques-uns de ses grands succès.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma sans visa : Baara.
Série proposée par Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud.
Film malien de S. Cissé (1978), avec B. Moussa Keita, B. Niare, B. Keita, O. Diarra, O. Kone.
Un jeune paysan malien, venu chercher du travail à Bamako, devient ouvrier d'usine grâce à l'amitié d'un ingénieur. Celui-ci prend des initiatives allant contre les intérêts du patron, qui décide de l'éliminer.
La conscience politique et sociale d'un cinéaste malien s'attaquant au pouvoir et à la corruption de la bourgeoisie de son pays, abordant les problèmes du prolétariat urbain, d'une classe ouvrière en gestation. A découvrir.

22 h 10 A propos du film.
Souleymane Cissé, le réalisateur de Baara, Jean-Pierre Chrétien, maître de recherche au C.N.R.S., spécialiste des cultures africaines, Sylvia Kamara, journaliste sénégalaise, Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud, producteurs de l'émission, débattront sur les thèmes suivants : la vie quotidienne en Afrique ; entre modernisme et traditions ; les rapports entre hommes et femmes ; et bien sûr du film, qui a connu beaucoup de difficultés pour être tourné à cause de son caractère politique.

22 h 55 Journal.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Récital Bruno Rigutto. « Nocturnes nº 1 et nº 5 » de Chopin.

FRANCE-CULTURE

20 h, Chéroman : Paris-Berlin.
21 h, L'homme et la fin des temps : parole prophétique.
22 h, Encore... encore.
22 h 30, La criée aux contes : contes et rencontres à Vannes.
23 h 30, Musique : Dallapiccola.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 30, Concert : (Festival de Salzbourg) ; « Les sept dernières paroles du Christ en croix », de Haydn ; « Symphonie nº 41 », de Mozart ; par l'orchestre philharmonique de Vienne, dir. R. Mutti.
22 h, La nuit sur France-Musique : Studio de recherche radiophonique, œuvres de Tardy ; 23 h, Musique de nuit ; 23 h 35, Jazz-Club.

Vendredi 27 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 30 Feuilleton : Trois mâts pour l'aventure.
La rançon de la « Niobé » (redif.)

13 h Journal.

13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
Le petit homme qui aimait rire (redif.).

16 h 55 Croque-vacances.

18 h 25 Série : L'Education sentimentale.
D'après G. Flaubert, adaptation F.-R. Bastide. Réal. M. Cravenne (redif.).
Premier épisode de cette « Education », *interprétée par Françoise Fabian, Jean-Pierre Léaud et Catherine Rouvel.*

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Encore des histoires.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : One man seul.
Roger Pierre, réal. J. Duhen.
Des sketches : « Louise et Louis », « la Porte », « les Chevaux de bois ».

21 h 35 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams.
D'après l'œuvre de W. Godwin, réal. H. Wise.
Caleb, évadé de prison, tombe aux mains de brigands particulièrement généreux qui le protègent. Jaloux, Grimes se met à la disposition de Falkland pour se venger de Caleb. Haines et jalousies dans la vieille Angleterre.

23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 10 Journal.

12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
Poule au pot.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : Les arpents verts.
Quel cirque ! (redif.).

14 h Aujourd'hui la vie.
Vous êtes tous des poètes.

15 h 05 Série : L'âge de cristal.
Installation interstellaire (redif.).

15 h 55 Sports :
Cyclisme : Championnats du monde ; rugby : Galles-Ecosse.

18 h Récré A 2.
Qua Qua O ; Lippy le lion ; Spectreman.

18 h 30 Journal.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Dessins animés.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : Les confessions de Félix Krull.
Feuilleton allemand d'après le roman de T. Mann, scénario B. Sinkel et A. Brustelin. Nº 4 : « Zaza, la fille de l'air ».
Suite des aventures légères d'un jeune « gigolo » à la fin du dix-neuvième siècle dans une Europe décadente. Félix n'a d'yeux que pour Zaza, artiste de cirque, et maîtresse du marquis de Venosta. Bientôt un couple à trois, qui va jouer à un étrange jeu d'identité.

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot. Les marathoniens du livre.
Avec C. Dubois (Grand dictionnaire encyclopédique Larousse), *S. Monneret* (l'Impressionnisme et son époque), *C. Paillat* (Dossiers secrets de la France contemporaine), *P. Robrieux* (Histoire intérieure du parti communiste), *R. Sabatier* (Histoire de la poésie française).

22 h 55 Journal.

23 h 05 Ciné-club (cinéma d'été, cinéma d'auteurs) : Ras le cœur.
Film français de D. Colas (1979) ; avec S. Umel, D. Colas, P. Chesnais, X. Saint-Macary, G. Chamarat, F. Perrot, D. Langlet.
Un jeune architecte en chômage s'éprend d'une danseuse en butte au chantage d'un policier. Ils s'enfuient ensemble et vivent dans l'illégalité.
Les défauts des « films d'auteurs » produits sans grands moyens et réalisés vaille que vaille. Le récit oscille entre le drame et un comique parfois vulgaire. Malgré cela, un certain ton d'amertume, quelques idées bien exploitées et de justes notations sociales, forcent la sympathie.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.
Titres en poche : Zoologiques ; Mes maquettes animées : le moulin-phare.

19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

20 h Les jeux de l'été.

20 h 35 Le nouveau vendredi : Les nouveaux pensionnaires.
Reportage : D. Rotival ; réal. : D. Martineau.
Le pensionnat, réalité d'hier ou d'aujourd'hui ? L'équipe de FR 3 a visité l'école hôtelière de Blois, l'institution Sainte-Marie de Bourges, et l'internat de Saint-Mammes, et a recueilli les témoignages de Jacques Martin, de Marie Cardinal entre autres, sur la vie de pensionnaire.

21 h 35 Document : La chambre du roi.
Une émission de C.-N. Hocquard et L. Laupies (redif.).
La chambre du roi Louis XIV à Versailles, entièrement restaurée. Avec des interviews de M. Gerald Van der Kempf, conservateur en chef honoraire du château de Versailles, de M. Pierre Lemoine, conservateur en chef du même ensemble, et de M. Jean Dumont, architecte en chef des monuments historiques.

22 h 25 Journal.

23 h Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
Une série de C.-J. Philippe (redif.). Les années 40.
L'après-guerre est marqué par une certaine insouciance et une jeunesse : Rendez-vous de juillet, *de Jacques Becker,* les Maudits, *de René Clément, etc.*

23 h 30 Prélude à la nuit.
« Scherzo nº 2 », de Chopin, par B. Rigutto, piano.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mordechaï Schamz, de M. Cholodenko (et à 14 h, 19 h 25 et 23 h 50).
7 h 7, Matinales : Colportage (les ex-votos de Provence).
8 h, Les matinées du mois d'août. Cuisine et culture (l'ethnologie dans les projets de développement ; à 8 h 32, actualités.
9 h 7, La France dans les archives de l'Europe : conclusion de l'enquête, avec Jean Favier et Pierre Descargues ; à 10 h, Quatre semaines de vacances à Paris (Paris-expo).
11 h 2, Les « Ils étaient une fois » : la Belle au bois dormant, Cendrillon, Barbe-Bleue.
12 h 5, Les grands aventuriers : Cécil Rhodes, créateur de la Rhodésie (XXe siècle).
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Ballade pour Carson Mac Cullers : Reflets dans un œil d'or (redif.).
14 h 5, Trois amis et leur musique : Abbado, Nono, Pollini.
15 h 5, Sienne, ville-État : Un poète florentin devant Sienne.
15 h 35, Du manuscrit au pilon : Comment va l'édition française ?
16 h 50, Géographie physique, milieu naturel et sociétés : Géographie physique et réalités sociales.
17 h 30, Economie et mode de vie : Trois façons de produire et de consommer.
18 h 30, Création - récréation - recréation.
19 h 30, Entretiens avec... Jean Wiener.
20 h, Chéroman : Paris-Berlin.
21 h, Le Barbican Center de Londres, par K. Gore.
22 h, Encore... encore.
22 h 30, La criée aux contes : Contes et rencontres à Vannes (le kaléidoscope des contes).
23 h 30, Musique : « Misse super Maria Zart » (extraits) de Obrecht, par les Madrigalistes de Prague.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique du matin : œuvres de Ibert, Respighi, Schmitt, Rimski-Korsakov.
8 h 7, Quotidien musique.
9 h 5, Le matin des musiciens : Autour de Wagner ; « Tristan et Isolde » par l'orchestre et Chœur du Festival de Bayreuth ; Dir. K. Boehm.
12 h, Concert de musiques traditionnelles.
13 h 5, Jazz en vacances : Festival de la Roche Jagu.
14 h, Musiques d'ici : Saint-Brieuc et les Côtes du Nord ; œuvres de Ropartz, Charpentier.
17 h, Repères contemporains : œuvres de Herbert, Castérède, Delannoy, Guézec.
18 h, Concert (en direct de l'auditorium de l'école de musique de Brest) ; œuvres de Mozart, Baird, Lutoslawski, par le Quatuor varsovien ; B. Bruczkowski, premier violon, C. Bruczkowski, second violon ; A. Pacirkiewicz, alto ; W. Walazec, violoncelle.
19 h 38, Magazine de musiques traditionnelles.
20 h 20, Concert (donné le 17 novembre 1981 au théâtre des Champs-Elysées à Paris), « le Carnaval romain » ouverture, « Roméo et Juliette », extraits, de Berlioz, « Symphonie nº 5 » de Prokofiev, par l'orchestre national de France, dir. L. Maazel.
22 h 5, La nuit sur France-Musique : 22 h 15, Studio de recherche radiophonique, œuvres de Graton ; 23 h, A l'Ouest, toujours à l'Ouest, œuvres de Greene, Sibelius.

LA RENTRÉE SUR EUROPE 1

Le come-back d'Elkabbach

« On sait très bien comment on perd des auditeurs, mais pas comment on les gagne », dit Philippe Gildas, le directeur d'antenne d'Europe 1. Et aussi : *« Il faut toujours être là au moment où, en face, une émission s'écroule »*. Quand il dit « en face », Philippe Gildas pense à R.T.L., qui, selon les sondages d'écoute du C.E.S.P., a repris en gros, depuis le 10 mai 1981, la tête du peloton des quatre grandes stations. Ou plutôt des deux réellement en concurrence car il ne mentionne même pas la déroute de R.M.C., et la dégringolade de France-Inter. Il préfère analyser les causes, et détailler les recettes propres à conjurer les effets, - primo - de la concurrence des stations en modulation de fréquence, - secundo - de la désaffection automatique des auditeurs en période post-électorale.

Il s'exprime en médecin, ou plutôt en pharmacien ; il parle à toute allure, s'attribuant lui-même le mérite d'être un « roi de l'image ». Ce flot vertigineux de paroles est néanmoins très ordonné : Gildas série les questions. Et l'on est plutôt amusé, au long du déjeuner de presse organisé en l'honneur de cette « rentrée) où les programmes d'Europe 1 vont subir d'amples modifications.

L'information n'étant plus le problème prioritaire, car du côté actualités la station garde la palme, Gildas a donc soigné « la grille » afin de *« fixer plus longtemps »* l'auditeur en dehors des grandes pointes. Quand il dit « l'auditeur », il sous-entend *« les femmes et les enfants »*, ceux que R.T.L. captive sur une durée trois fois plus longue, les « volatils » qui, depuis plus d'un an, n'hésitent pas à se brancher sur la modulation de fréquence.

Les radios libres, selon Philippe Gildas, ne constituent pas pour le moment une grosse menace : elles manquent de moyens. Europe 1 va donc investir davantage dans une radio « grand spectacle » ne pas hésiter à embaucher dix comédiens pour interpréter un feuilleton, ne plus lésiner du côté mise en ondes.

Deuxième panacée, multiplier les séquences et les entrelacer systématiquement de jeux destinés à retenir l'auditeur d'un quart d'heure l'autre. Et Philippe Gildas d'expliquer cette mécanique : *« C'est le système du chemin de fer*, dit-il ; *apparemment décontractés, les trains arrivent, repartent, se suivent, exactement à l'heure. A la télé, ce serait un sacré clafoutis, à la radio il faut des étapes. On travaille au quart d'heure. »* Condamnée, l'idée d'un seul thème et d'une vedette sur une trop longue durée : plutôt une multitude de « produits » et de « rendez-vous ». Exit Annie Girardot, exit Stéphane Collaro.

Relever un défi

La tranche « dure » du matin sera moins personnalisée et désormais tenue en main par le tandem Maryse-Christian Morin, animateurs maison qui, de 8 h 40 à 11 h, mêleront chansons, enquêtes, mini-témoignages en alternance avec le jeu à épisodes, « La boussole », et avec un feuilleton, tout en laissant Jean-Luc Hennig et Guy Hocquenghem inviter les auditeurs à se prononcer sur les grandes décisions de la vie.

Puis, au nom des qualités du direct réalisé en public, troisième panacée : entre 11 h et 12 h, celui qui fit ses débuts sur la chaîne il y a douze ans imitera, en compagnie de deux autres lurons, l'idéal d'une émission Europe 1 style 82 : Thierry Le Luron alignera un nombre record de séquences différentes — à se demander s'il restera aux spots publicitaires un peu de temps pour respirer.

Enfin, « Last but not least », de 14 h à 16 h, Europe 1 a engagé Jean-Pierre Elkabbach, l'ex-directeur de l'information d'Antenne 2 et ancien homme de radio. Ce dernier, au cours du même déjeuner, a déclaré sa satisfaction d'entrer dans le privé pour y relever un défi. La France, selon Europe 1, ayant été découpée en cinq grandes zones, celui qui, en 1977, avait invité Philippe Gildas et Eric Clouet à produire pour la deuxième chaîne l'émission « Quelle France ? » proposera, à partir du 13 septembre deux heures de « Découverte » chaque jour du lundi au vendredi. Il fera parler, au quotidien, un cinquième des Français, de manière à intéresser les quatre autres cinquièmes.

Jean-Pierre Elkabbach, qui revenait d'un « tour d'Amérique latine », n'a guère donné de précision, sur son équipe, mais promis « du contenu » et des décors sonores ; juré qu'il esquiverait les pièges de la caricature et les risques du local trop local. Jean-Pierre Elkabbach, jouant sobre à l'aube de son *come-back*, a tenu à préciser qu'il se trouvait bien ainsi *« dans les programmes, hors hiérarchie »*.

La dernière nouveauté sera présentée ultérieurement : le vaste magazine d'actualité prévu le samedi matin s'inspirera de ce qui se fait aux Etats-Unis, mais pour celui qui l'animera aucun nom définitif n'a été prononcé.

A noter l'arrivée à 7 h 35 chaque matin de Jacqueline Vauclair, invitée à faire une chronique touchant à la consommation et aux problèmes juridiques (style Guy Thomas). Un wagon supplémentaire dans le train info-non-stop. — M. L.-B.

Mme COTTA : la séparation de l'audiovisuel et de l'Etat

« Nous n'aurons rien d'un détachement de l'armée rouge. » Tout le monde aura retenu la petite phrase de Mme Cotta hier sur TF 1. Invitée à définir la tâche de la Haute Autorité, la nouvelle présidente a tenu à rassurer ceux qui pourraient craindre que le pouvoir ne fasse jouer à ses membres, *« le rôle de gendarmes »*.

Non, pour Mme Cotta, avec la création de cette institution, on assiste à quelque chose comme *« la séparation de l'Etat et de l'audiovisuel »*. *« Alors bien sûr l'audiovisuel ne sera pas contre l'Etat »*, et *« bien sûr, l'Etat ne sera pas contre l'audiovisuel*, a ajouté Mme Cotta, *mais c'est la séparation. »*

« On trouvera notre chemin en marchant tranquillement », a-t-elle encore dit, précisant ce qui lui paraissait être les missions essentielles de la Haute Autorité : veiller au pluralisme de l'information et à l'équilibre des programmes.

Le programme dans les jours à venir est chargé cependant. Pour les nominations, il semble que Mme Cotta veuille aller « *vite* », « *le plus vite possible* », pour une raison simple *« qui est qu'il faut au moins remplacer le président de Radio-France »* et « *vite* » parce qu'il n'est pas nécessaire de *« passer trois mois à essayer de choisir »*

ÉDITION

M. FRÉDÉRIC DITIS NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ÉDITION A GRANDE DIFFUSION CHEZ HACHETTE

M. Frédéric Ditis assure désormais, au sein de la direction du livre du groupe Hachette, la responsabilité de l'ensemble des maisons d'édition spécialisées dans la grande diffusion : Livre de Poche, Masque, Bibliothèque Rose et Verte, etc., en tout trente-deux millions de volumes vendus par an dans quatorze mille points de vente. Ce secteur de la « Grande diffusion » était jusqu'ici dirigé par M. Bernard Fixot.

[Né le 26 juillet 1920 à La Chaux-de-Fonds (Suisse), licencié en lettres et en histoire de l'université de Genève, M. Frédéric Ditis a fondé, en 1945, les Éditions Ditis. Il a créé en 1958 les Éditions « J'ai lu » et publié en poche Barbara Cartland, Guy des Cars, Gilbert Cesbron, Henri Troyat, etc. C'est le 20 juin dernier qu'il avait démissionné de ses fonctions de P.-D. G. de « J'ai lu », à la suite de divergences avec Flammarion, principal actionnaire de « J'ai lu ».]

CARNET

Naissances

— Le docteur Pierre RAILLARD, Madame, née Marie-Françoise Bordes, et Matthieu ont la joie d'annoncer la naissance de
Sarah-Louise.
Aix-en-Provence, le 24 août 1982,
Le Mejane/A., route du Tholonet.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de
Philippe AMIRAUX
avec
Catherine HEINEMANN,
fille de Henri Heinemann, maire de Cayeux-sur-Mer.
La bénédiction leur sera donnée en cette commune le samedi 28 août, à 16 heures.

— Mme Alexandre Legal, M. et Mme Jacques Dujardin, M. et Mme François-Charles Do Marcolino sont heureux de faire part du mariage de leurs petit-fils et enfants,
Blandine
et
Pierre-Michel.
La bénédiction nuptiale leur sera donnée, le 4 septembre 1982, à 16 heures, en l'église Saint-Michel d'Hénouville.
22, rue A.-Briand,
76360 Barentin.
La Vaupalière,
76150 Maromme.
Saint-Georges-s.-Fontaine,
76690 Clères.

Décès

— Limoges, Maisons-Alfort.
Mme René Dumas,
Mme Marie-José Bertin,
Et Marie-Amélie,
Mlle Rose-Marie Dumas,
son épouse, ses filles et sa petite-fille,
Les familles Dumas, Fages, Triolet, Bonnaud,
Parents et alliés,
ont la très grande douleur de faire part du décès de
M. René DUMAS,
ingénieur A. et M. et E.S.E.,
ingénieur en chef
hors classe honoraire à la S.N.C.F.,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
survenu à Alès, le 25 août 1982, à l'âge de soixante-dix ans.
Les obsèques auront lieu le 27 août, à Saint-Sulpice-Laurière (Haute-Vienne), vers 17 heures, en l'église du bourg.
Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes, mais prière d'adresser les dons à la Ligue contre le cancer, Institut Gustave-Roussy, rue Camille-Desmoulins, Villejuif, C.C.P. Paris 709262.
8, rue Auguste-Simon,
94700 Maisons-Alfort.

— Le directeur général de l'UNESCO,
Et Mme Amadou-Mahtar M'Bow,
Et leurs enfants,
ont l'immense douleur de faire part du décès de
Mme Marthe LEDAN,
leur belle-mère, mère et grand-mère,
survenu à Varna (Bulgarie), le mercredi 25 août 1982.
L'inhumation aura lieu à Port-au-Prince (Haïti).
Une messe sera célébrée à Paris en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard (7e), le samedi 28 août 1982, à 8 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. François Macé,
Mlle Anne-Marie Macé,
M. et Mme Jacques Macé,
ses enfants,
Nicolas-Redha,
son petit-fils,
Mlle Blanche Régent,
Mme Marie Régent,
ses tantes,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri MACÉ,
maire de Coye-la-Forêt,
survenu le 23 août 1982, à l'âge de soixante et un ans.
Les obsèques civiles auront lieu le lundi 30 août, à 14 h 15, au cimetière ancien de Coye-la-Forêt.

— M. Pierre Magnant et Mme, née Anne Stern, Antoine et Judith ont la douleur de faire part du décès de
Mme Paul STERN,
née Léontine-Antoinette Mirabel,
survenu à Orbec, le 24 août 1982, à l'âge de soixante-quatorze ans.
La cérémonie religieuse aura lieu le 27 août, à 10 heures, en l'église de Nolay.
Orbec-Nolay.
58700 Prémery.
4, rue du Cardinal-Lemoine,
75005 Paris.

Remerciements

— Chambéry, Aix-les-Bains, Grenoble, Lyon.
Mme Georges Fanget,
M. et Mme Patrie,
Et toute leur famille,
très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Georges FANGET,
remercient bien sincèrement les personnes qui, par leur présence, envois de fleurs et de messages, se sont associées à leur douleur.

Anniversaires

— Ses enfants Jean et Paule,
Sa famille et ses amis,
s'associent dans le souvenir de leur chère
Marie NAINCHRIK,
qui les a quittés voici un an.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

SPORTS

FOOTBALL

Le « miracle » bastiais

De notre correspondant

Bastia. — Ils ont eu très peur, les supporters du Sporting Etoile Club bastiais (S.E.C.B.). *Alors, après* cette victoire du 24 août contre Monaco, le champion de France, venant après un premier succès contre Saint-Etienne, ils n'en savourent que mieux ce qui ressemble encore à première vue à un « miracle » : le sauvetage *in extremis* de leur équipe, condamnée à mort à la mi-juillet pour cause de banqueroute.

L'illustre S.E.C.B., finaliste de la coupe U.E.F.A. en 1978, vainqueur de la Coupe de France en juin 1981; menacé de disparaître du football professionnel, rendu à la « *catégorie* des figurants », interdit d'épopée : une telle perspective endeuillait tous les inconditionnels du club. « *Bastia : la fin imminente ?* », titrait la presse locale après dix jours de tractations et de rebondissements.

Tout avait commencé le 19 juillet dernier avec l'assemblée générale du club durant laquelle, face à une situation financière extrêmement difficile (8,5 millions de dettes), l'*équipe dirigeante, présidée* par M. Sorbara, démissionnait en bloc. Qui allait oser reprendre le fardeau du club et rouler ce rocher de Sisyphe : un endettement structurel, *dont il ne paraît pas pouvoir se guérir ?*

Lors de la nouvelle assemblée générale qui se tint le 26 juillet, M. Vendasi, entrepreneur de travaux publics comme le président sortant, est élu président à titre provisoire. Les entrepreneurs, seule puissance économique du tissu local, ont toujours joué en sport un rôle déterminant. Mais le nouveau venu pose ses conditions : les collectivités locales (commune de Bastia et conseil général de la Haute-Corse) devront éponger la dette la plus urgente, celle de l'URSSAF, qui s'élève, pour la période 1978-1982, à quelque 2,5 millions de francs. Il demande, en outre, aux collectivités une subvention de fonctionnement de 1,5 million pour parer aux dépenses les plus pressées.

Les collectivités en question acceptent la première condition, mais refusent la seconde. Depuis des années, la ville de Bastia ne ménage pas ses efforts pour aider le club.

Depuis 1975, elle lui a consenti quelque 6,6 millions de francs pour financements divers. Il en va de même du département, qui n'est pas loin des 4 millions d'aide. Mais la situation est à ce point compromise, *estime M. Vendasi, que le nouvel effort* des collectivités locales est insuffisant.

Nuit des dupes

Le 28 juillet, il décide de montrer l'exemple. Il informe le conseil d'administration *qu'il est personnellement* disposé à débloquer 1,5 million de francs, uniquement destinés à « renforcer l'équipe ». Il demande *un effort* équivalent aux membres du conseil pour assurer les dépenses de fonctionnement. Ceux-ci refusent. Commence alors la nuit des dupes. Presque tous croient le club condamné, *mais le président* provisoire n'a pas dit son dernier mot. Il fait ses comptes, dégage sur ses fonds propres le 1,5 million manquant. Il s'assure en outre, dit-il, auprès de M. Jean Zuccarelli que « *l'assemblée de Corse, après sa mise en place, aiderait substantiellement le club* ». Aujourd'hui, le député, maire de Bastia, dément cette promesse, *qu'il n'a pu faire,* « *ne pouvant la tenir* ».

Equipe régionale

Quoi qu'il en soit, la municipalité radicale-communiste de Bastia, espérant en tirer quelques bénéfices politiques, approuve le sauvetage du S.E.C.B. par M. Vendasi, alors même que la campagne électorale des régionales bat son plein. On souligne en effet à Bastia les liens étroits qui unissent le parti communiste au P.D.G. de l'entreprise, qui assurait une bonne partie des travaux engagés par les municipalités. Mais cette « collusion » si souvent évoquée fait sourire M. Vendasi : « *Je n'ai aucune affinité avec le P.C.*, dit-il, *par contre je suis membre du M.R.G. Je suis fidèle à ces accords. Quant aux travaux pour la municipalité de Bastia, ils ne représentent que 5 à 10 % de mon chiffre d'affaires.* »

Voilà en tout cas au début août le S.E.C.B. remis sur ses rails. Il a de plus un nouveau directeur sportif : M. Jules Filippi. Pour le club, c'est loin d'être un inconnu. Il a même auprès des supporters une bonne image de marque : c'est lui qui, il y a quatre ans, a fait signer les illustres Pantelic, Dzajic, Rep et Risgbergen à Bastia. Depuis son retour, il a fait venir Borovnica de l'Etoile rouge de Belgrade et a réussi le transfert, déjà décidé avant son arrivée, de M'Bida, un international du Cameroun.

L'alliance Vendasi-Filippi s'est faite en réalité contre l'équipe sortante, qui avait perdu la confiance d'une grande partie des supporters. *Ces derniers, après l'état de choc de* la fin juillet, reconnaissent volontiers qu'il règne autour de la nouvelle équipe une sorte d'« *état de grâce* » qui doit permettre le renflouement du club. Déjà, la vente de mille quatre cents cartes d'abonnement a rapporté 1,8 million de francs. C'est un premier indice du sursaut des Corses qui veulent aider à sauver leur club. Ensuite, le stade de Furiani (douze mille places) connaît un coefficient de remplissage nettement supérieur à celui des années précédentes. Enfin, une partie des dettes a pu déjà être épongée. Elles s'élèvent à l'heure actuelle à 5 millions de francs.

« *La vie du club pour la saison 1982-1983 est garantie* », ne se prive pas de dire M. Vendasi, qui est parti en quête de nouveaux soutiens financiers dans le sud de la Corse, notamment auprès des conseillers municipaux d'Ajaccio et de Porto-Vecchio, « *car,* ajoute le nouveau président, *comment voulez-vous vivre avec seulement soixante mille habitants aux portes du stade ?* » « *Nous devons faire du S.E.C.B. une équipe à caractère régional, avec un public régional* ».

Est-ce le seul pari à tenter pour vaincre l'endettement chronique qui touche le club bastiais ? Même les inconditionnels du « forza-Bastia » restent sceptiques : « *Le S.C.E.B. n'a pas les moyens d'une politique de grandeur. Une véritable équipe professionnelle n'est pas viable à Bastia. C'est une folie, une excentricité que l'on ne peut comprendre qu'en tenant compte du contexte méditerranéen qui est le nôtre* », disent les plus lucides. Mais ils ajoutent, comme pour s'excuser de leur pessimisme soudain : « *Pour le moment, vaille que vaille. Bastia reste présent. C'est cela la miracle. Et il est permanent. Pourvu qu'il dure !* »

DOMINIQUE ANTONI.

(1) C'est la population de l'agglomération bastiaise et de sa proche région.

D'un sport à l'autre

CYCLISME. — *Trois titres ont été attribués, le 25 août à Leicester, où sont disputés les championnats du monde sur piste. L'Allemand de l'Ouest Fredy Schmidcke a gagné le kilomètre amateur, l'Allemand de l'Est Detlef Macha, la poursuite amateurs, et l'Américaine Connie Paraskevin la vitesse féminine.*

TENNIS. — *Pour la première fois depuis le début de sa carrière, Yannick Noah accède à la dixième place du classement de l'Association des tennismen professionnels, qui prend en compte les résultats des joueurs sur une période d'un an et est remis à jour chaque semaine. Trois autres Français figurent dans les cent premiers : Henri Leconte (51e), Dominique Bedel (63e) et le junior Guy Forget (99e).*

Les titres nationaux cadets sont revenus, le 25 août à Roland-Garros, à Thierry Champion (−2/6), vainqueur d'Eric Winogradsky (O), 6-2, 1-6, 6-2, et à Pascale Paradis (nº 12 français) qui a dépossédé de son titre Nathalie Herreman (−15), 6-4, 6-4.

ATHLÉTISME

CINQUANTE ET UN FRANÇAIS AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE

Cinquante et un athlètes ont été sélectionnés par la Fédération française d'athlétisme pour participer aux championnats d'Europe, à Athènes, du 6 au 12 septembre.

MESSIEURS

100 m : Philippe Le Joncour, Bernard Petitbois, Antoine Richard ; 200 m : Patrick Barré, Jean-Jacques Boussemart, Herman Lomba ; 4 × 100 m : Pascal Barré, Paul Bourdin, Didier Dubois, Hector Llatser (réserve : Aldo Conti) ; 800 m : Philippe Dupont, Didier Le Guillou, José Marajo ; 1 500 m : Philippe Dien, Alex Gonzalez ; 5 000 m : Francis Gonzalès, Philippe Legrand ; 10 000 m : Thierry Watrice, 400 m haies : Olivier Gui, Serge Guillen ; 300 m steeple : Pascal Debacker, Joseph Mahmoud, Raymond Pannier : marathon : Bernard Bobes, Dominique Chauvelier ; 20 km et 50 km marche : Gérard Lelièvre, Martial Fesselier ; hauteur : Franck Bonnet, Franck Verzy ; perche : Jean-Michel Bellot, Pierre Quinon, Thierry Vigneron ; poids : Luc Viudes.

DAMES

100 m : Rose-Aimée Bacoul, Laurence Bily ; 200 m : Marie-Christine Cazier, Liliane Gaschet (réserve pour le 4 × 100 m : Christiane Prajet) ; 800 m : Nathalie Thoumas, Bernadette Louis ; 100 m haies : Michèle Chardonnet, Laurence Machabey, Marie-Noelle Savigny ; 400 m haies : Chantal Réga, Sylvie Revaux ; hauteur : Maryse Ewanje-Epée ; disque : Isabelle Accambray ; heptathlon : Florence Picaut ; marathon : Annick Lebreton, Christine Seeman.

COMMÉMORATION

QUAND PARIS ARRACHAIT DÉJA SES PAVÉS...

C'est devant la façade rénovée de l'Hôtel de Ville de Paris — et non place du 18-Juin — que s'est déroulée, mercredi soir 25 août, l'ultime cérémonie anniversaire de la libération de la capitale en 1944.

Après la revue des troupes passée par M. Charles Hernu, ministre de la défense (seconde innovation de cette cérémonie commémorative) et la remise traditionnelle du fanion du général Leclerc à un ancien de la division blindée par le ministre des anciens combattants, M. Jean Laurain, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a exalté le soulèvement populaire d'il y a trente-huit ans :

« *Plutôt que d'attendre sa libération d'une intervention extérieure, le peuple de Paris engage la bataille de rue. D'un coup, il renoue avec la tradition de l'armée de volontaires et de l'insurrection, illustrant que lorsque sa vie ou son indépendance est au cause, Paris n'est Paris qu'en arrachant ses pavés.* »

Outre les deux ministres, on remarquait parmi les personnalités alignées sur les marches de l'Hôtel de Ville derrière le maire de Paris pendant son discours, l'amiral Philippe de Gaulle, le général Massu, le général Simon, chancelier de l'ordre de *la libération et le colonel* Rol-Tangui, ancien commandeur des F.F.I. de la capitale.

En revanche, Mme Leclerc de Hauteclocque, veuve du maréchal, hospitalisée à la suite d'un accident, n'assistait pas à la cérémonie.

PRESSE

● *Le ministère de l'économie et des finances,* saisi d'une demande d'augmentation des tarifs de publicité (petites annonces emplois) dans la perspective d'un couplage *France-Soir-Figaro*, vient de demander au groupe Hersant de lui fournir des compléments d'information.

La réponse de la direction de la concurrence et de la consommation empêche donc, provisoirement du moins, l'augmentation de tarif prévue par M. Hersant pour le 1er septembre. Par ailleurs, une assemblée générale des personnels de *France-Soir* est convoquée ce jeudi 26 août pour entendre le compte rendu de la délégation syndicale qui a été reçue, mercredi, sur ce même sujet, au ministère de l'économie et des finances.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

ÉCOLE SECONDAIRE GARÇONS INTERNAT, région parisienne Nord-Ouest offre à

JEUNES GENS

postes responsabilités éducatives

Ecrire avec C.V., photo et si possible nº de téléphone sous le nº 42.793 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ HORS CONTRAT SUD DE L'ESSONNE recherche

PROFESSEUR MATHÉMATIQUES

pour le 1er septembre

Téléphonez au : 494-84-99.

Parfumerie Opéra cherche : personne de métier, parlant anglais, pour poste de responsabilité. Sérieuses réf. exig. Tél. : 705-59-80, avant 9 h ou après 20 h.

Je recherche jeune fille très sérieuse de nationalité française pour s'occuper d'un enfant de 9 ans, de 17 h à 20 h, et mercredi toute la journée pendant l'année scolaire. 11e arrondissement Métro Faidherbe-Chaligny. Téléphoner le soir après 19 h 30 au 367-51-13, *horaire bureau au 758-11-30* poste 11.84.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Propose emplois à :
- ÉLECTRONICIENS MICRO ;
- ANALYSTES temps réel, (pratique MICRAL souhaitée) ;
- FORMATEURS LANGAGES ;
- INGÉNIEURS LOGICIEL

T. 205-24-63 — 241-83-83. 118, rue de Crimée, 75019 PARIS.

EXPERT COMPTABLE RÉGION VERSAILLES.

recherche :

STAGIAIRE OU COLLABORATEUR QUALIFIÉ

pour travaux central. et contrôles. — Ecrire C.V. et prétentions à : J.-P. GOUPIL 12, *rue Berlioz*, 78140 VELIZY.

emplois régionaux

Société de commerce international recherche POUR LA RÉCEPTION DES CLIENTS ÉTRANGERS

J.F. AVEC EXPÉRIENCE D'ACCOMPAGNATRICE

Conditions retenues :
- Environ 25 ans ;
- Très bonne présentation ;
- Initiative personnel.

Envoyer C.V. + photo, Ecrire sous le nº T 035.096 M, RÉGIE-PRESSE. 85bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Le département des LANDES recrute sur titres :

UN CHARGÉ DE PRESSE

(responsable par ailleurs du service de documentation). Expérience souhaitable. Les candidatures accompagnées d'un C.V. devront être adressées pour le 12 septembre 1982 au plus tard, à Monsieur le Premier vice-président du conseil général des Landes, hôtel Planté, B.P. 259, 40011 MONT-DE-MARSAN Cedex.

La ville de BELFORT recrute au Théâtre municipal pr le mois de septemb. 1982 : UN COMÉDIEN-ANIMATEUR échelle indiciaire 379/579. Candidatures et demandes de renseignements à adresser au Bureau du Personnel de la ville de BELFORT av. le 8 sept. 82.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT QUARTIER DÉFENSE

RECHERCHE

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

Bilingue français-anglais

Adresser curriculum vitae au Service du Personnel GEFCO, 77, rue du Mans, *92402 Courbevoie cedex.*

représentation offres

URGENT société importation chaussures, cherche VRP multicartes expérimenté pr toutes régions. Ecrire : HAVAS 06072 NICE cedex, B.P. 346, référ. 0343.

capitaux propositions commerciales

CHERCHE pour un acquéreur d'appartement un prêt hypothécaire à court terme de 350.000 F. Tél. : 698-15-63.

formation professionnelle

URGT, devenez RELAXOLOGUE formation de 2 ans Paris et province, *inscriptions après étude du dossier.* ISTOR, 17, avenue de Paris, 94300 Vincennes. Date limite d'inscription : 2 septembre. Nombre de places limité.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée *MIGRATIONS* (LM), 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09.

L'Etat offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérées à toutes et ts avec ou sans diplômes. Demandez une document. sur notre revue spécial. *FRANCE-CARRIÈRES* (C 16). — B.P. 402-09 Paris.

travail à domicile

Secrétaire ch. travaux dactylo français/anglais sur machine électron. : thèses rapports factures, devis, etc. T. 274-51-77.

villégiature

NICE - LOUE

3 pièces meublées, 150 m mer, zone piétonne. (42) 22-21-63.

boxes - parking

PARIS (10e)

2, bd Saint-Martin et 2 ter, rue René-Boulanger, parkings en sous-sol à louer, loyer mensuel 441 F (T.T.C.). S'adresser au gardien de 6 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Téléphonez au : 202-08-71.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vend R. 14 TS, décembre 79, modèle 80, 68.000 km, très *bon état. 1re main. Px 21.000 F.* Téléphonez au : 008-88-86.

locations

EXPRESS ASSISTANCE *loue des véhicules à des prix*

SAUVAGES

PARIS ÉTOILE : 504-01-60. PARIS MAILLOT : 502-19-19. LYON Terreaux (7) 839-41-41. CANNES (93) 94-12-12, et à partir du 10/9/1982 ouverture de NICE et STRASBOURG.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

2e arrdt

LA MICHODIÈRE, studio *pour pied-à-terre. 280.000 F.* DORESSAY, tél. : 637-23-47.

4e arrdt

Particulier à particulier, boule*vard Pasteur, 80 m², parfait* état, plein sud + cave. 650.000 F. Tél. : 354-10-22.

5e arrdt

JARDIN DES PLANTES

GD LUXE, façade pierre de taille

LE POLIVEAU DU 2 AU 5 PIÈCES

Quelques DUPLEX TERRASSES Vue panoramique Livrés entièrement équipés Tissus *mural* moquettes et faïences au goût de l'acquéreur LIVRAISON FIN 1982

Depuis 13.500 F LE m² Crédit possible 80 %

Visite de l'appartement témoin lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi, de 14 h à 19 h

1 et 3, RUE POLIVEAU.

LUXEMBOURG

P. de t., séj. dble, tt cft, calme. 350.000 F. 325-97-16.

7e arrdt

AVENUE SÉGUR (près)

6e ét., balc., 6 p., 142 m² + ch. indép., bon état. 1.600.000 F. Matin/soir tél. au 504-02-52.

PRÉ-AUX-CLERCS Elégant triple réception, 2 ch. + 2 bns, 140 m² + studio serv. DORESSAY, tél. : 637-23-47.

11e arrdt

11e, PRÈS NATION, bel imm., *2 pces,* entr., cuis., bns, w.-c., refait neuf, très clair, balcon, libre. 315.000 F. - 344-43-67.

12e arrdt

SAINT-MANDÉ

Pierre de t., récent, près bois, splendide 7 pièces, cuis., balc., calme. 1.690.000. 345-82-72.

Propriétaire vend appartement av. Daumesnil, 52 m², s/jard., imm. ancien. 420.000 F. 735-06-17 soir. Visite sam. 28.

13e arrdt

MÉTRO PORTE D'ITALIE PRÊTS CONVENTIONNÉS

« LISIÈRE DE PARIS » 45, avenue Jean-Jaurès, Gentilly 3, 4, 5 pièces RENSEIGNEMENTS : 14, RUE MAGELLAN, PARIS (8e)

SERCO : 723-72-00.

AVENUE DE CHOISY

Métro Tolbiac 5 pièces Est, Ouest. Bel imm. nombr. placards, 9e ét., 112 m² + balcon, parking. Ecoles et lycées proches. 900.000 F. Tél. 585-05-03 ou 336-36-55. Visite vendredi et samedi.

16e arrdt

129, rue Michel-Ange, liv. dble, 2 chbres, bureau, 2 s. de bns, 125 m², chambre de serv., park. Immeuble grand standing. Mardi, *mercredi,* 14 à 17 h.

17e arrdt

45, AVENUE VILLIERS

Mº MALESHERBES *RÉHABILITATION PRESTIGE* Anciens ateliers d'artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS

DE 2, 4 et 5 PIÈCES

+ quelques STUDIOS LUXUEUSES PRESTATIONS Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 12 h à 18 h LIVRAISON IMMÉDIATE.

18e arrdt

RUE DU SIMPLON

Pierre de taille, 2 pces, 40 m², près métro, impeccable, tout confort. Tél. : 294-22-78.

78-Yvelines

SARTROUVILLE 10 mn gare, imm. 4 copropriétaires, 4 pces tt cft, état neuf. Px 450.000 F. T. 913-07-44.

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES

71, GRANDE-RUE « LE PARVIS DE SÈVRES » 2 au 7 pièces. Commerces. RENSEIGNEMENTS *14, RUE MAGELLAN* PARIS-8e.

SERCO 723-72-00.

BOULOGNE BOIS

4 p., b. occasion 603-29-61 (604-63-74 de 18 à 20 h).

BOULOGNE

Résidentiel, gd séjour, sal. à manger, 3 chbres, sal. bns, 2 sal. d'eau, chf. centr., cuis. équip., chem., poutres, terrasse, jdin. BONNE OCCASION. Téléphone : 603-29-51.

locations non meublées offres

Paris

3 P., BAINS, 1.750 F.

Mº Pré-St-Gervais, 359-64-00.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS FRAIS et sans AGENCE vos appts vides et meublés à Paris et en banlieue. Téléphonez au 282-12-50.

PROPRIÉTAIRES

Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES, Téléphonez au 296-58-10.

Pour notre client., recherchons CHAMBRES, STUDIOS. 2, 3, 4 pièces, sans frais.

Tél. : 254-62-30.

Recherche location appt. part. à part. F2, F3, Paris et banlieue. Tél. : 010-01-95 le soir.

PROPRIÉTAIRES, LOUEZ rapidement — clientèle assurée. Service gratuit — 770-88-65.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures CLIENTS SELECTIONNÉS LOYER GARANTIE

TEL. 359-64-00

Etudiante cherche à louer dans le centre de Paris 1 chambre avec douche et chauffage. Faire proposition au : 548-72-35.

TRÈS URGENT, pr fonct. mutés Paris. *Rech.* chbres, stud. 2/3 P. *Téléphone : 770-88-65.*

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti. 8.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 281-10-20.

fonds de commerce

A vendre Bar-Hôtel-Snack 12 chambres Face la gare Saint-Brieuc Téléphonez au (96) 94-02-06.

COTE D'AZUR

BEAUX MAGASINS

Bail 9 ans, remarquablement situés pour tous commerces de luxe à Antibes et à Juan-les-Pins. Renseignements : Agence ARES, 1, pl. Guynemer, 06600 ANTIBES. (93) 34-57-07.

Urgent vend magasin d'aquariophilie ou tous commerces dans 92, bail 3/6/9. Tél. : 008-88-86, après 20 h.

CAFÉ-RESTAURANT à vendre, affaire très intéress. Tél. au 846-38-93 le matin.

Vends Sud-Ouest hôtel *restaurant-pension,* 22 p., 1.200 m² couv, parc 2 ha, poss. plus, le tout clôturé. Fonds 600.000 F, murs et fonds + 2 ha, 2.000.000 F, le tout avec la ferme 5 ha, 2.800.000 F. Conv. aff. fam., *gens de métier, etc.* Ecr. s/nº 8.865 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

boutiques

N'ATTENDEZ PLUS

CONSOLIDEZ VOTRE ÉPARGNE Investissez en murs de magasins à Paris. Dès 100.000 F comptant. Diverses formules

MURINVEST

8, rue Galilée, 16e. 723-30-40 Bureau ouvert au public tous les jours de 9 h à 19 h.

propriétés

SOLOGNE

A vdre PETITS TERRITOIRES de CHASSE avec ou sans étangs, dont un constructible. *Ecr. Havas Orléans, nº 200.079.*

terrains

EN PROVENCE à 8 km de FAYENCE

LE CLOS DE LA CHESNAYE une situation unique face au soleil du Midi :

TERR. à bât. BOISÉS

3.157 m² à 6.410 m². Px 151.000 à 164. 000 F ht. Documentation gratuite sur demande. Tél. : (38) 95-00-24 ou (94) 76-21-59.

COTE D'AZUR

CHOIX DE TERRAINS

Viabilisés, Antibes et région Grasse. Renseignements : Agence ARES — 1, place Guynemer 06600 ANTIBES. Téléphone : (93) 34-57-07.

forêts

LIGNIÈRES (18) Forêt chênes, 6 hectares. 183.000 F. — Tél. 294-22-78.

viagers

F. CRUZ 266-19-00

8, R. LA BOETIE, PARIS 8e. Pour rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

LIBRE DE SUITE LEVALLOIS près Anatole-France, 2 p., tt cft, imm. récent, 8e ét. asc., 110.000 + 3.000, hme 72 a. 266-19-00.

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS 2e. Tél. : 355-61-58 Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Le Monde

économie

SOCIAL

LA RENTRÉE DE LA C.G.T.

Mobilisation et modération

Ni déclaration de guerre au gouvernement ni approbation globale de sa politique ; dans sa conférence de rentrée sociale, la C.G.T. a pris une position qui laisse la porte ouverte à toutes les solutions.

Sur le fond et à propos des questions essentielles que sont les modalités de sortie du blocage des prix et des revenus, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a confirmé des positions (et revendications) opposées à celles de MM. Mauroy et Delors. Notant qu'« *il y a bien sûr des convergences intéressantes* » avec les pouvoirs publics, le nº 1 cégétiste ajoute aussitôt qu'« *il y a aussi des divergences, notamment sur les salaires* ». Pour la C.G.T., il faut « *le plus tôt possible* » maintenir le pouvoir d'achat de la quasi-totalité des salariés et revaloriser le SMIC. Tel est le sens des revendications définies par M. Lomet, secrétaire confédéral.

La C.G.T. propose « *le rattrapage des retards ou des pertes dus au blocage ; l'amélioration des bas salaires et le SMIC à 3 600 francs (1) ; le maintien du pouvoir d'achat des salariés couverts par les statuts et conventions collectives sur la base d'un indice acceptable pour tous ;le respect des mesures contenues dans les accords antérieurs au blocage* ».

Autre divergence, la sortie du blocage des prix. La C.G.T. demande le maintien du blocage pour les produits de grande consommation et elle entend développer à la fois les interventions locales contre les dérapages, comme cela a été le cas dans certains grands magasins cet été sur l'initiative de militants, et les interventions dans les firmes par le biais des comités d'entreprise, et même négocier les tarifs publics. Enfin, à la veille de la rencontre avec M. Mauroy, la C.G.T. lance une quinzaine nationale d'« *information, de débat, de mobilisation et d'actions* », du 13 au 25 septembre, les dirigeants cégétistes insistant sur le fait qu'il s'agit d'actions « *au pluriel* ».

Mais cette fermeté et cet appel à l'action n'excluent pas une modération certaine. M. Krasucki, dans son exposé devant la presse, et dans les réponses aux questions, a fait preuve d'une grande souplesse. Il note avec satisfaction que la C.G.T. discute « *avec le gouvernement à tous les échelons* » et que ces « *discussions sont nécessaires et utiles* ». N'y a-t-il pas un désaccord profond sur les modalités d'application de la sortie du blocage des salaires ? M. Krasucki s'est bien gardé de fixer des dates pour le maintien du pouvoir d'achat. Mieux, il a reprécisé que le gouvernement n'était pas un adversaire, ajoutant que la C.G.T. définit ses orientations et propositions mais ne prétend pas détenir seule la vérité.

Quatre objectifs de lutte seront présentés à la base : « *Défendre le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et réussir l'action engagée contre l'inflation ; lutter contre le chômage, pour créer des emplois, pour une grande politique industrielle, reconquérir le marché national, produire et acheter français ; intervenir pour une sécurité sociale bien gérée, répondant aux intérêts des salariés ; se saisir des droits nouveaux conquis et faire en sorte que la nouvelle citoyenneté à l'entreprise devienne une réalité.* »

Habile et dangereux

Est-ce l'annonce d'une vaste campagne revendicative et très combative ? Le vocabulaire guerrier n'a plus cours.

En fait, la tactique arrêtée par la centrale est à la fois habile et dangereuse. En lançant une quinzaine d'information et d'actions — initiative qui, dans le passé, traduisait une relative modération puisque très souvent l'information et les débats prenaient largement le pas sur l'action, — la C.G.T. précise qu'elle entend laisser les travailleurs définir les modalités d'éventuels débrayages, voire de grèves. « *Ce sont eux qui doivent arrêter les formes qu'ils entendent donner à leur nécessaire intervention.* » Certes, la C.G.T. va « mettre le paquet » : la diffusion d'affiches, de tracts, prises de parole dès le 1er septembre dans les entreprises, meeting de rentrée le 9, etc. La confédération affirme aussi, avec insistance, que « *les salariés ont leur mot à dire et qu'ils peuvent peser lourd dans la balance* ». En démontrant qu'elle joue le jeu de la démocratie, la C.G.T. se dote aussi d'un moyen de pression sur le patronat — très critiqué — mais aussi sur le gouvernement, qu'elle espère voir « *marcher dans le bon sens* ».

Si les objectifs de la C.G.T. ne sont pas pris en compte, il sera toujours facile d'affirmer que les travailleurs n'approuvent pas la politique gouvernementale. Les risques de débordements ne sont pas exclus, mais la chance de voir la base faire preuve de compréhension n'est pas à écarter. Mobilisation et modération : ainsi peut-on définir la position de la centrale.

Optimiste, M. Krasucki a souligné, à propos de l'attitude du gouvernement et des divergences sur les salaires, que « *rien n'est figé ni insurmontable* ». Les pouvoirs publics peuvent aussi se dire que, avec la C.G.T. et ses adhérents, tout est possible, le pire comme le meilleur.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Dans son programme d'action adopté en juin au congrès de Lille, la C.G.T. fixe le SMIC revendiqué à « *4 100 F par mois, le rattrapage du retard pouvant s'effectuer par étapes* ».

FIN DE LA GRÈVE GÉNÉRALE A MAYOTTE

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Les ouvriers mahorés en grève depuis le lundi 23 août à l'appel de l'Union des travailleurs de Mayotte ont mis fin le 26 août à leur mouvement. La décision a été prise à l'issue d'une rencontre, mercredi, entre le secrétaire général de l'Union des travailleurs de Mayotte, et le président du conseil général, M. Bamana. A la suite de la réunion publique organisée la veille par le président du conseil général (*le Monde* du 26 août), ce dernier a vraisemblablement insisté auprès du responsable syndical pour que le mouvement de grève ne soit pas l'occasion d'une mise en cause de la présence française dans l'île par des éléments extérieurs à l'Union des travailleurs de Mayotte.

Renvoyés par leurs interlocuteurs aux mesures de blocage des revenus, les ouvriers étaient, semble-t-il, également à la recherche d'une porte de sortie, le mouvement de grève n'ayant été que très partiellement suivi dans l'administration et n'ayant pas affecté le secteur privé. Les grévistes ont accepté de reprendre le travail sans conditions ni contrepartie. Toutefois, une réunion est fixée pour le 1er septembre afin de débattre des revendications essentiellement d'ordre salarial présentées par le personnel de la collectivité territoriale.

CONJONCTURE

La préparation de la sortie du blocage des prix

(Suite de la première page.)

De ces deux idées découle la stratégie à venir. Les pouvoirs publics ont fixé à l'industrie branche par branche, et parfois, en cas de forte concentration, entreprise par entreprise, — des objectifs de hausse de prix. Ceux-ci tiendront compte de la situation financière des secteurs et des firmes, de la productivité, des effets du blocage des salaires sur le compte des entreprises. Les industriels répondront à ces propositions. Ces grandes manœuvres se dérouleront pour la plupart en septembre. A chaque fois qu'un accord se réalisera — et en fonction de sa teneur plus ou moins satisfaisante — l'industriel, après une période de liberté surveillée qui pourrait durer de quatre à six mois, retrouvera une totale liberté de manœuvre.

Pour les services du secteur privé, la période de pénitence sera plus longue, l'idée étant de transférer une partie des profits du tertiaire vers la production. Cependant, les services privés soumis à la concurrence internationale (informatique, assurance, ingénierie...) pourraient en concluant des accords de régulation avec l'administration retrouver une liberté quasi totale au printemps.

Restent les services pour lesquels la concurrence étrangère ne joue pas et l'on pense évidemment au commerce. La démarche serait la même, basée sur des accords de régulation. Mais ceux-ci viendraient plus lentement et bénéficieraient d'abord aux secteurs qui furent les plus attentifs aux consignes gouvernementales avant la dévaluation. On pense donc à des professions comme les auto-écoles et, d'une certaine façon, aux garages.

Le cas d'E.D.F.-G.D.F.

Les tarifs publics et, d'une façon générale, les prix administrés seront traités différemment. L'idée est que les premiers ne devront pas augmenter de plus de 8 % en 1983, ce qui correspond exactement à l'objectif d'augmentation des prix de détail que s'est fixée M. Delors pour l'année prochaine. Echapperaient à cette norme les tarifs d'E.D.F et de G.D.F. On connaît l'énorme endettement de la première (140 milliards de francs à la fin de cette année) et l'accroissement de son déficit (2). E.D.F.-G.D.F. bénéficieraient donc d'un régime un peu semblable à celui des prix pétroliers, qui aboutit à rendre les mouvements de prix plus progressifs en fonction des coûts réels et non plus des besoins de la politique économique du gouvernement. La première conséquence en serait la disparition des fortes hausses — en marche d'escalier — auxquelles nous étions habitués, et leur remplacement par des relèvements plus réguliers des tarifs. Il semble ainsi que la première hausse — après blocage — d'E.D.F. et de G.D.F. se situera au début de décembre. Elle ne dépasserait pas — selon nos informations — 5 ou 6 %.

Quant aux prix pétroliers, la formule qui veut que leur hausse dépende de différents facteurs (prix à l'importation, prix à Rotterdam, prix hors taxe pratiqué en Europe) retrouverait son automaticité à la fin du blocage. Ce qui mettrait fin à l'étalement des augmentations pratiqué jusqu'à maintenant par le gouvernement pour éviter que la hausse du dollar ait un effet trop important sur l'indice des prix.

Le plan de sortie du blocage des prix et des revenus concernera également l'agriculture et la santé. Pour la première, les efforts faits cette année en faveur du revenu agricole, permettront au gouvernement, d'imposer aux agriculteurs, un régime commun en 1983. Quant à la santé, les pouvoirs publics vont examiner attentivement la gestion hospitalière, et notamment le prix des journées en hôpital. L'industrie pharmaceutique et les revenus des pharmaciens seront, eux aussi, l'objet d'un examen attentif.

ALAIN VERNHOLES.

(2) *Le Monde* du 1er juillet.

La réforme de l'épargne ne comporterait pas la suppression de la retenue à la source pour les obligations

Contrairement à ce que nous indiquions dans notre édition du 26 août, le projet de réforme de l'épargne ne comporterait pas la suppression de la retenue à la source sur les revenus d'obligations, une idée finalement abandonnée par les pouvoirs publics.

Les autres dispositions annoncées sont conformes au projet d'ensemble tel que le ministre de l'économie et des finances l'a présenté mercredi 25 août à l'occasion d'une communication au conseil des ministres.

Déclarant, en préambule, qu'« *il importe que l'épargne des Français puisse répondre, mieux que par le passé, aux besoins en fonds propres et en ressources à long terme des entreprises publiques et privées, sans pour autant négliger le financement des équipements collectifs et du logement* », M. Delors a défini quatre priorités :

● Elargir le marché des émissions obligataires « *à la dimension des exigences de notre développement* ». Le prélèvement forfaitaire de 25 % sur les intérêts d'obligations sera maintenu. Au surplus, les épargnants pourront recevoir en franchise d'impôts sur le revenu jusqu'à 5 000 francs d'intérêts, au lieu de 3 000 francs actuellement.

● Accroître le volume des indispensables capitaux à risques. C'est ainsi que les épargnants pourront affecter leurs avoirs à des comptes d'épargne en actions, à concurrence de 10 000 francs de placements nouveaux par an, en bénéficiant d'un crédit d'impôt égal à 20 % de leur investissement supplémentaire. Chaque foyer pourra détenir deux comptes. Quant aux épargnants âgés de plus de cinquante ans, ils continueront à bénéficier du régime spécial institué par la loi du 13 juillet 1978.

Enfin, les dividendes donneront droit, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, « *à un crédit permettant d'alléger le cumul des deux prélèvements, l'un au titre de l'impôt sur les sociétés, l'autre au titre de l'impôt sur le revenu. Ce mécanisme se substituera à celui de l'avoir fiscal, tout en maintenant une incitation de même valeur* », précise M. Delors.

● Permettre aux entreprises d'accroître leurs fonds propres grâce à d'autres instruments financiers que l'action de type classique.

C'est ainsi que seront levés les obstacles à la diffusion des actions à dividende prioritaire sans droit de vote. D'autre part, seront créés deux produits financiers plus particulièrement adaptés aux entreprises où l'Etat est majoritaire (le certificat d'investissement) et aux entreprises publiques (le titre participatif). « *Ces deux titres permettront à ces entreprises de recourir plus aisément à l'épargne, et aux souscripteurs de participer aux fruits de l'activité desdites entreprises.* »

● Mieux protéger l'épargnant et l'intéresser davantage aux placements financiers grâce à « *des mesures législatives qui contribueront à une surveillance plus rigoureuse des marchés de certains placements offerts à la clientèle* ».

Le texte de loi reprendra l'essentiel de ces dispositions, à l'exception de la partie fiscale, notamment le mode d'imposition des plus-values et le relèvement du taux de prélèvement libératoire sur l'épargne liquide, qui seront incorporés dans le projet de loi de finances pour 1983.

● **Accroissement sensible des échanges R.D.A.-R.F.A.** — Le commerce interallemand s'est accru de 14 % au cours du premier semestre 1982 par rapport à la période correspondante de 1981, annonce-t-on de source officielle ouest-allemande. Les échanges ont augmenté de 800 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1 deutschemark), passant à 6,7 milliards d'u.c. Pour l'ensemble de 1981 ils s'étaient élevés à 12,5 milliards d'u.c., en augmentation de 6 % par rapport à 1980. De janvier à juin les livraisons de la R.D.A. à la R.F.A. ont augmenté de 1,5 % (452 millions), atteignant 3,5 milliards d'u.c. et dégageant un excédent de 278 millions d'u.c., ce qui a ramené le solde débiteur cumulé ouest-allemand de 3,65 milliards fin 1981 à 3,4 milliards d'u.c. Selon le ministère fédéral de l'économie, la R.D.A., qui manque de devises fortes, utilise les facilités dont elle dispose dans ses échanges avec la R.F.A., notamment les crédits sans intérêt (swing) de 850 millions d'u.c. par an (fin août, elle en avait utilisé environ 650 millions). L'Allemagne de l'Est a fortement augmenté ses achats de produits agricoles (+ 65 %) et accru de manière inhabituelle ses ventes de produits chimiques (+ 26 %). — (*A.F.P.*)

Le conflit Sofralait

Précisions de la direction

A la suite de l'article paru dans *le Monde* du 24 août sur le conflit Sofralait, le groupe Roquefort tient à préciser que « *sa participation au capital Sofralait ne date pas de quelques années comme il est écrit, mais du 18 juin 1982. Cette participation est donc postérieure à l'occupation de l'usine de La Villette. Par ailleurs, pour la clarté du dossier, le groupe Roquefort souligne, une fois de plus, qu'il a un plan très précis concernant la production et la distribution du lait frais pasteurisé qui peut et doit garder sur le marché une place importante* ».

De son côté, Sofralait souligne que « *le plan de restructuration présenté début juin – toujours d'actualité – est le seul qui puisse sauver le potentiel de Sofralait, et par conséquent les emplois nécessaires. A ce jour, malgré la grève avec occupation de l'usine de La Villette, l'activité de Sofralait a pu continuer : la collecte et la transformation (y compris le lait frais pasteurisé) sont assurées à 100 %, les clients actuels sont approvisionnés normalement. La politique nouvelle mise en place fait apparaître une augmentation de la part des ventes de lait frais pasteurisé dans les ventes totales. Les effectifs de l'unité de La Villette, depuis sa création, ont toujours oscillé autour de 400 personnes* ». (N.D.L.R. : et non pas 1 800 ; cet effectif de 1 800 concernait le groupe Sofralait ; il est aujourd'hui d'environ 900).

D'autre part, la société indique que « *la société Parislait n'est pas une filiale de Sofralait mais un grossiste distributeur parmi d'autres. La direction de l'usine déplore enfin : que la grève déclenchée le 8 juin, toujours poursuivie, ait été aggravée de l'occupation de l'usine et des bureaux, ce qui empêche notamment la régularisation des dossiers des salariés et le paiement des producteurs dans des conditions normales ; que l'ordonnance de référé en date du 21 juin 1982, ordonnant la libération immédiate des locaux, n'ait pas été exécutée, la préfecture de police n'ayant pas encore répondu à la demande d'intervention de la force publique qui lui a été faite* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	6,8550	6,8600	+ 265	+ 305	+ 490	+ 540	+1190	+1310
$ can.	5,5490	5,5555	– 30	+ 15	+ 5	+ 55	+ 130	+ 245
Yen (100)	2,7140	2,7180	+ 165	+ 190	+ 320	+ 355	+1015	+1080
DM	2,8125	2,8160	+ 150	+ 170	+ 295	+ 325	+ 930	+1000
Florin	2,5615	2,5640	+ 130	+ 155	+ 265	+ 290	+ 850	+ 905
F.B. (100)	14,6318	14,6490	+ 55	+ 220	+ 90	+ 350	+ 590	+ 100
F.S.	3,3366	3,3400	+ 305	+ 340	+ 685	+ 645	+1720	+1795
L. (1 000)	4,9756	4,9807	– 310	– 230	– 570	– 470	–1525	–1360
£	12,0504	12,0630	+ 350	+ 430	+ 755	+ 865	+2675	+2910

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	7 11/16	8 1/16	7 3/8	8 1/8	7 3/8	8 1/8	8 3/16	9/16
$ E.-U.	9 3/16	9 9/16	9 5/8	10	10	10 3/8	11 7/16	11 13/16
Florin	8	8 3/4	7 7/8	8 1/2	7 7/8	8 1/2	8	8 5/8
F.B. (100)	12 3/4	14 1/4	12 3/4	14 1/4	12 3/4	14 1/4	12 3/4	14 1/4
F.S.	1 3/8	2 1/8	3 1/8	4	3 5/16	3 11/16	4 5/8	5
L. (1 000)	17 3/4	19 1/4	20 1/8	21 5/8	20 1/2	21 3/4	21 1/4	22 1/4
£	11 1/4	12	10 15/16	11 9/16	10 9/16	11 3/16	10 1/2	11 1/8
Fr. français	22 3/4	28 1/4	23 3/4	26 1/4	22 3/4	25 1/4	22 3/4	24 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ENVIRONNEMENT

Dans le parc des Ecrins

DEUX AGENTS D'E.D.F. VERBALISÉS PAR DES GARDES

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Deux techniciens procédant à des tirs de mine pour le compte d'E.D.F. à l'intérieur de la zone centrale du parc national des Ecrins ont été interceptés le mardi 24 août par les gardes-moniteurs. Ceux-ci leur ont dressé des procès-verbaux. Il est en effet interdit d'effectuer des travaux publics dans le parc.

C'est la seconde fois en un an que les agents du parc verbalisent des entreprises travaillant pour E.D.F. Le 23 août 1981 ils étaient déjà intervenus pour sanctionner le pilote d'un hélicoptère qui avait survolé le parc.

L'incident qui vient de se produire est d'autant plus surprenant que le conseil d'administration du parc des Ecrins présidé par le député socialiste des Hautes-Alpes, M. Robert de Caumont, a refusé à E.D.F. le 5 mai dernier l'autorisation de mener des travaux de reconnaissance en zone centrale pour l'aménagement hydro-électrique de la Haute-Romanche. Il avait aussi émis un avis défavorable sur le projet de construction, à proximité du col du Lautaret, de deux barrages dont l'un serait réalisé dans la zone périphérique du parc et l'autre amputerait quelques hectares de la zone centrale (*le Monde* du 5 août).

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LES IMMERSIONS DE DÉCHETS RADIOACTIFS DANS L'ATLANTIQUE

Plusieurs élus espagnols rejoignent les écologistes sur les lieux de déversement

De notre correspondant

Madrid. — Pour la première fois les protestations contre l'immersion des déchets nucléaires dans l'Atlantique rencontre cette année un écho populaire en Espagne.

La Galice, estimant ses ressources de pêche menacées, s'organise, alors que le cargo hollandais *Scheldeborg*, chargé de 3 000 tonnes de déchets radio-actifs, fait route vers la fosse de déversement, à 750 kilomètres au nord-ouest des côtes espagnoles, suivi du *Sirius*, le bateau des écologistes de Green Peace. Celui-ci, en passant à Cherbourg, a embarqué M. Jose Vasquez Fouz, député socialiste espagnol de Galice.

La municipalité de La Corogne, de son côté, a affrété un bateau de 300 tonneaux, l'*Arosa*, qui, le 27 août, rejoindra le *Sirius* en emmenant à son bord des représentants de plusieurs municipalités deGalice, de partis politiques et d'organisations de pêcheurs. Ils entendent faire savoir qu'ils ne veulent pas voir les approches de l'Espagne devenir la poubelle nucléaire de l'Europe et souhaitent forcer le gouvernement à prendre position.

Une délégation doit se rendre à Madrid le lundi 30 août pour porter la protestation au gouvernement et aux ambassades des pays déversant leurs déchets nucléaires dans la fosse atlantique : la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse.

Le gouvernement espagnol n'a pas réagi jusqu'à présent, mais le ministère des affaires étrangères a indiqué que le déversement de déchets radioactifs en dehors des eaux espagnoles et dans une zone approuvée par l'O.C.D.E. était en accord avec la convention de Londres de 1972 dont l'Espagne est signataire.

Cependant l'ampleur que prend le mouvement de contestation en Galice a poussé un représentant de l'Union du centre démocratique, le parti de gouvernement, à retenir sa place à bord de l'*Arosa*. La Xunta (le gouvernement autonome local), pourtant contrôlée par l'Alliance populaire (droite), partisan du nucléaire, a dû se joindre aux protestations.

Les écologistes galiciens, qui n'avaient pu réagir à temps lors du déversement de déchets nucléaires par le cargo britannique *Gem* la semaine dernière, ont du mal à expliquer pourquoi le mouvement de protestation a « décollé » cette année. Il y a quinze ans que la fosse atlantique est utilisée. Selon les écologistes, environ 85 000 tonnes de déchets y ont été accumulés. Ils mentionnent la prise de conscience provoquée par l'envoi d'un bateau contestataire l'an dernier, la campagne d'information menée cette année par Green Peace et les Amis de la Terre ainsi que la contagion de la contestation venue du nord de l'Europe.

On pourrait y ajouter l'inquiétude naissante de nombreux Espagnols devant l'ambitieux plan nucléaire du gouvernement. Celui-ci avait été jusqu'à présent bien accepté, sauf au Pays Basque. Mais, depuis peu, l'opinion a été alertée par les avaries survenues aux centrales nucléaires d'Asco en Catalogne et d'Almaraz en Estrémadure. Le gouvernement a admis qu'elles étaient équipées de circuits de refroidissement défectueux et qu'elles ne pourraient tourner qu'à 50 % de leur capacité jusqu'à ce que la réparation soit effectuée. Les assurances selon lesquelles il n'y avait aucun risque de contamination n'ont guère convaincu les populations locales. L'Estrémadure a été le théâtre d'une série de *sit in* et de grèves de la faim sporadiques. — (*Intérim.*)

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

ENERGIE

L'affaire du gazoduc euro-sibérien

La Grande-Bretagne se prépare, elle aussi, à enfreindre l'embargo américain sur les livraisons de matériel destiné au gazoduc euro-sibérien. Un cargo soviétique est attendu le 28 août à Glasgow pour prendre livraison de six des vingt et une turbines commandées à la société John Brown. Les turbines comportent des rotors fournis par la société américaine General Electric et sont construites sous licence de cette même société. Le 2 août, le ministre britannique du commerce avait ordonné à John Brown de passer outre la décision américaine, sous peine d'amendes d'un montant illimité. La firme ouest-allemande A.E.G.-Kanis s'apprêterait elle aussi à livrer trois turbines aux Soviétiques. Alors que l'Europe démontre sa volonté de ne pas tenir compte de la décision de M. Reagan et que ce dernier prépare des mesures de rétorsion, la Communauté européenne préconise des négociations. *« Nous devons à tout prix éviter l'escalade et une guerre commerciale qui serait néfaste aux deux parties »*, a affirmé le président de la commission, M. Thorn.

Washington s'apprêterait à sanctionner la firme Dresser

De notre correspondant

Washington. – Si Dresser livre des compresseurs à l'Union soviétique, *elle sera immédiatement sanctionnée*. Telle semble être la décision qu'a prise M. Reagan. La sanction pourrait s'appliquer à la *société mère, basée à Dallas (qui se* verrait interdire les licences d'exportation), ou à la filiale française (qui ne pourrait plus rien importer des États-Unis), ou aux deux à la fois. On éviterait, en revanche, des poursuites légales contre les firmes et leur dirigeants.

Les États-Unis cherchaient depuis plusieurs jours à sortir d'un dilemme : comment permettre à M. Reagan de sauver la face, sans provoquer une crise sérieuse avec Paris ? Fermer les yeux sur les compresseurs de Dresser revenait à donner un feu vert à d'autres livraisons similaires. C'était reconnaître, en somme, que l'embargo décrété unilatéralement par Washington ne pouvait s'appliquer aux filiales européennes ou à d'autres entreprises fabriquant du matériel technologique sous licence américaine. Il fallait donc faire un exemple.

Prendre des sanctions contre la France ? M. Reagan, n'est guère tenté de s'engager dans une voie *aussi hasardeuse qui dénaturerait* le sens de son embargo : celui-ci – l'a-t-il assez répété – est dirigé contre les gouvernements soviétique et polonais, non contre les alliés. Punir Paris amènerait à se mettre à dos Bonn, Londres et Rome, alors que des affaires urgentes, comme le Proche-Orient, nécessitent une collaboration étroite.

Un énorme contrat céréalier

Dresser a le sentiment désagréable de faire les frais de ces contradictions. Dès lundi, la société saisissait un tribunal de Washington, espérant obtenir un « parapluie » judiciaire contre d'éventuelles sanctions. Mais sa requête était rejetée. Elle annonce maintenant qu'elle irait de nouveau en justice si on la mettait sur la liste noire.

Les dirigeants de la société ont eu mercredi des propos assez durs pour l'administration. Selon eux, des sanctions seraient injustes, car Dresser n'a violé aucune loi américaine. Ces sanctions seraient inefficaces, car le gazoduc serait quand même construit, et elles pénaliseraient les États-Unis en y créant un peu plus de chômage. La firme de Dallas ne réalise-t-elle pas un tiers de ses ventes à l'étranger ?

On constate à Washington que M. Reagan s'est mis dans une situa*tion bien embarrassante. Il espérait*, à vrai dire, qu'un assouplissement de la loi martiale en Pologne lui permettrait de lever son embargo. Or c'est plutôt l'agitation qui domine à Varsovie. Le président se trouve contraint de maintenir des mesures dont l'opportunité et l'efficacité sont contestées par certains de ses proches collaborateurs, comme les secrétaires d'État, du Trésor et du commerce.

L'affaire Dresser a éclaté au moment ou les États-Unis concluaient avec l'U.R.S.S. leur plus grand accord de vente de céréales. Les Soviétiques vont acquérir l'an prochain quelque 18 à 20 millions de tonnes de céréales américaines, pour un montant de 2,7 milliards de dollars, mais le secrétaire à l'agriculture, M. Block, souligne qu'un tel marché est exactement inverse au Gazoduc sibérien : dans ce cas, c'est l'U.R.S.S. – et non l'Occident – qui est en situation de dépendance, et c'est elle qui fournit les devises fortes.

M. Block a précisé mercredi 25 août dans quelles circonstances les États-Unis appliqueraient un embargo sur les céréales : il faudrait que les Soviétiques commettent un acte vraiment grave, *si* grave que *les* autres pays producteurs de céréales *« appliqueraient eux aussi cet embargo à 100 % »*. Autant dire que les fermiers du Middle-West *peuvent* dormir tranquilles sous leurs silos : il n'y aura jamais d'embargo.

ROBERT SOLÉ.

La société ouest-allemande A.E.G.-Kanis va livrer prochainement trois turbines

De notre correspondant

Bonn. – Sur les bords du Rhin, on suit avec beaucoup d'attention l'affrontement auquel la construction du gazoduc sibérien donne lieu entre *Paris* et *Washington. D'éventuelles* mesures de représailles de la part des Américains toucheraient aussi les entreprises de la République fédérale. Aussi est-il assez compréhensible qu'ici on se réjouisse discrètement de la réaction énergique de Paris face aux menaces d'outre-Atlantique.

En même temps il ne faut pas s'attendre à une position aussi dure des dirigeants de Bonn. Ne serait-ce que parce qu'ils ne disposent pas du même arsenal juridique. Ici il n'est pas question de réquisitionner des entreprises ni même de leur donner des instructions impératives.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'est donc borné à envoyer une lettre aux entreprises concernées pour leur faire savoir qu'à Bonn on serait heureux de voir maintenue la livraison des équipements promis à l'Union soviétique.

En attendant, il semble certain que dans les jours à venir A.E.G.-Kanis va livrer à l'U.R.S.S. les deux premières turbines destinées à l'équipement du gazoduc. Les délais *de livraison convenus avec le Kremlin* seront ainsi respectés, bien que depuis le mois de juin Washington ait interdit toute fourniture de ce genre. A.E.G.-Kanis devrait réaliser quarante-sept turbines. A l'heure actuelle cependant, la société ne dispose plus que de trois rotors produits par la General Electric américaine.

L'avenir du contrat avec l'U.R.S.S. demeure donc problématique.

A Bonn, on se réfugie derrière les positions ouvertement affichées par la Communauté européenne et on s'efforce bien entendu de protéger A.E.G.-Kanis contre d'éventuelles mesures de rétortion. En même temps, on reconnaît de façon très discrète, il est vrai, que dans cette affaire les positions ne sont quand même pas tout à fait inattaquables. Dans la plupart des contrats américains concédant des licences de fabrication à des entreprises du vieux continent, certaines clauses, si on en croit les experts, permettraient aux Etats-Unis de bloquer toutes livraisons à l'étranger même après la signature de contrats réguliers.

Cette situation juridique assez complexe est peut-être à l'origine de certaines rumeurs selon lesquelles la General Electric américaine aurait elle-même signé des contrats avec plusieurs pays de l'Est. L'entreprise américaine envisagerait de fournir certains équipements destinés à la construction du gazoduc en dehors du territoire soviétique. Rien cependant n'est venu confirmer ces démarches. Le fait que des rumeurs de *ce genre soient mises en circulation* à Bonn suggère cependant que certains ici voudraient jeter un doute sur la sincérité et le désintéresse*ment de ceux qui à Washington* tentent d'imposer leur politique d'embargo aux alliés américains.

JEAN WETZ.

LE PRIX DE L'ELECTRICITE EST MOINS ÉLEVÉ EN FRANCE QUE DANS LES AUTRES PAYS D'EUROPE

Au 1er janvier, le prix de l'électricité en France était moins élevé que dans les autres pays européens tant pour les fournitures domestiques que pour les fournitures industrielles. C'est du moins ce qui ressort d'une étude de l'UNIPEDE (Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique) rendue publique par E.D.F. dans ses notes *mensuelles d'information*.

Selon l'entreprise française – fort influente au sein de l'UNIPEDE, – les prix en centimes (après utilisa*tion du taux de change au 1er janvier* corrigé des parités de pouvoir d'achat de chaque monnaie) font apparaître les écarts suivants hors taxe.

Pour les usages domestiques (sur la base de 3 500 kWh par an, dont 1 300 en heures creuses : France 44,17, *Danemark* 44,93, *Allemagne* fédérale 51,91, Pays-Bas 53,20, Grande-Bretagne 55, Belgique 58,06. Pour les usagers industriels *moyens (100 kW de puissance souscrite* ; 160 000 kWh par an) : France 41,21, Danemark 41,29, Grande-Bretagne 46,97, Allemagne *fédérale* 53,01, *Belgique* 57,75, Pays-Bas 62,46 et Italie 65,01.

Selon E.D.F., ces écarts favorables s'expliquent par l'énergie primaire *utilisée (les kilowatts-heures* hydrauliques et les kilowatts-heures nucléaires sont moins chers que ceux produits à partir des hydrocarbures), *mais aussi par les conditions* de distribution. Une étude qui tombe bien, en tout cas, pour étayer la demande d'E.D.F d'une hausse de ses tarifs

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● **Le Modef demande au premier ministre d'« ouvrir aux organisations agricoles le débat » sur le déblocage des prix et des salaires.** – Le Mouvement de défense des exploitants familiaux rappelle, dans une lettre ouverte à M. Mauroy, que les agriculteurs sont *« étroitement concernés »* par les problèmes soulevés à l'occasion de ce débat, étant *« producteurs de denrées aux prix fermement bloqués, consommateurs de moyens de production aux prix plus ou moins bloqués (carburants, machines, etc.), consommateurs comme tout le monde et, pour les plus gros, employeurs de main-d'œuvre »*.

● **Les salariés viticoles de la C.F.D.T.** viennent de tenir leur session annuelle dans la Gironde. Ils ont notamment dénoncé *« le travail au noir et le travail saisonnier »* ; demandé la possibilité d'élire des *« délégués inter-entreprises »*, tant est grande la dispersion des salariés dans les vignobles ; ils se sont prononcés contre *« la politique des quanta en matière de garantie de revenu, car elle désavantage les employeurs de main-d'œuvre »*.

Social

● **L'allocation de rentrée scolaire versée à la prochaine rentrée 1982 sera de 264,60 francs.** – L'augmentation de cette prime, qui était de 249,20 francs en 1981, n'est donc que de 6,2 %. Cette faible croissance est due au fait que dans le cadre des mesures d'accompagnement de la dévaluation, les majorations de la quasi-totalité des prestations familiales ont été révisées en baisse.

Néanmoins, un engagement de modération a été conclu entre l'Etat et la profession, qui limite les hausses de prix pour les fournitures scolaires de 4 % à 6 %. La même augmentation que l'allocation de rentrée scolaire.

Etranger

ÉTATS-UNIS

● **Les investissements étrangers aux Etats-Unis** ont augmenté de *31 % en 1981. Selon le département* du commerce, ils se sont accrus de 21,4 milliards de dollars par rapport à 1980, pour s'inscrire à 89,7 *milliards. Fin 1980, ces investissements*, déjà en progression de 25,5 % par rapport à l'année précédente, totalisaient 68,3 milliards de dollars. C'est depuis 1978 qu'on assiste à un développement accéléré des investissements étrangers aux Etats-Unis. Auparavant, leur rythme était beaucoup moins rapide : 10 % en moyenne entre 1958 et 1977. Fin 1981, les investissements étrangers dans les industries américaines de transformation représentaient 29,5 milliards de dollars (+ 4,4 milliards en un an) ; ceux dans le secteur pétrolier s'élevaient à 17,8 milliards de dollars (+ 5,5 milliards) ; ceux dans le secteur de la distribution à 17,7 milliards de dollars (+ 3,4 milliards).

En revanche, les investissements américains à l'étranger voient leur *rythme se ralentir sensiblement. En* 1982, ils ont augmenté de seulement 5,5 % (contre 14,8 % en 1980) pour s'inscrire au total de 227,3 milliards de dollars. – *(Agefi)*.

MEXIQUE

● **Ford et General Motors licencient.** – En raison de la crise que connaît le Mexique, les deux constructeurs américains Ford et General Motors ont décidé de réduire leur production et de licencier temporairement une partie des salariés qu'ils emploient. D'ici à la fin de l'année, Ford réduira de dix-sept mille le nombre de voitures *qu'il prévoyait* de monter ; il licenciera mille cent ouvriers. General Motors fermera pendant deux mois l'une de ses usines. Sa production sera diminuée de trois mille deux cents véhicules, mettant en chômage technique mille deux cents personnes ; il envisage également le licenciement de huit cents autres salariés. – *(A.F.P.)*

R.F.A.

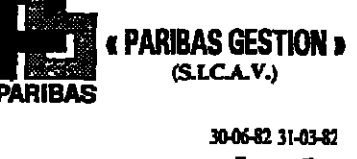
● **Projet de majoration des cotisations sociales.** – Le gouvernement ouest-allemand veut relever la cotisation chômage de 4 à 4,5 % pour trois ans (1983, 1984 et 1985) et faire cotiser les retraités à l'assurance-maladie à partir de l'année prochaine, a annoncé mercredi 25 août, le ministre du travail, *M. Westphal*.

Le projet de loi, adopté par le conseil des ministres, prévoit que la majoration de la cotisation chômage *sera supportée moitié (0,25 %)* par les salariés et moitié par les employeurs. Les retraités verseront une cotisation de 1 % pour l'assurance-maladie à partir de 1983, et celle-ci sera relevée chaque année de 1 point pour atteindre 4 % en 1986. – *(A.F.P.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAZ DE FRANCE

Lancement à partir du 30 courant de l'emprunt Gaz de France.



PARIBAS

« PARIBAS GESTION » (S.I.C.A.V.)

	30-06-82	31-03-82
	–	–
ACTIF NET (M.F.)	576,49	550,63
Répartition :	%	%
– Actions françaises	5,9	8,7
– Actions étrangères	35,1	36,8
– Obligations françaises :		
● convertibles	2,4	2,4
● autres	28,7	26,5
– Obligations étrangères	22,9	19,6
– *Liquidités*	5	6
	100	100
Nombre d'actions en circulation ...	1.788.848	1.772.155
Valeur de l'act. (F)	322,07 (1)	310,77

(1) Après détachement le 30 avril 1982 d'un coupon net de 13,48 F assorti d'un crédit d'impôt de 1,07 F

GARANTIE FINANCIÈRE

« LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme au capital de FF 1 142 810 600, et dont le siège social est à Paris (9e) 29, boulevard Haussmann, avise le public, que la garantie qu'elle avait accordée par l'intermédiaire de son agence AM MESSINE – 113, boulevard Haussmann, 75008 Paris – à la *Société* ATSARO – *21, rue Vernet*, 75008 Paris licence no A 1513 – au titre des engagements contractés par ladite agence, tant envers ses clients que des prestataires de service visés par la loi du 11 juillet 1975 et le décret du 28 mars 1977, prendra fin dans le délai de trois jours à compter de la présente publication.

Étant observé que désormais notre garantie est remplacée par celle de l'APS et que c'est cette unique raison qui nous amène à effectuer cette formalité.

Les créanciers éventuels de ladite agence ont à compter de cette publication un délai de trois mois pour produire leurs créances nées antérieurement à la date de cession de cette garantie auprès de l'agence AM MESSINE – 113, boulevard Haussmann, 75008 Paris – conformément à l'article 21 du décret du 28 mars 1977 »

AFFAIRES

General Motors à l'attaque du marché européen de la petite voiture

(Suite de la première page.)

C'est cette nouvelle voiture, fabriquée donc en Autriche – pour le moteur et la boîte de vitesse – et en Espagne pour la carrosserie et le montage, qui est lancée aujourd'hui. Les groupes français, pour avoir, en 1979, évité qu'on introduise le loup *dans la bergerie, risquent fort* de faire quand même les frais de cette offensive.

Un créneau disputé

General Motors et sa filiale ouest-allemande Opel – qui conduit l'opération – s'attaquent, pour la première fois, au créneau le plus disputé du marché européen : la petite voiture (moins de 3,70 m, cylindrée faible ou moyenne). Deux millions et demi de véhicules vendus l'an dernier en Europe, soit 25,3 % du marché total, et une concurrence acharnée.

Or, jusqu'ici, les Français, et surtout Renault, sont parvenus à rester les maîtres de ce créneau, leur production en 1981 ayant représenté *40,2 % du total européen*, loin devant les Italiens (29,6 %), les Allemands (20,2 %) et les Britanniques (7,6 %). Grâce à son modèle-*vedette, la R-5, le plus vendu en Europe* dans cette catégorie, Renault, à lui seul, a réalisé, en 1981, 28,1 % des ventes, suivi de Fiat (26,6 %) et de Ford (14,7 %).

L'année 1982 a déjà été très dure pour les groupes français, confrontés en France, comme à l'étranger, à *une concurrence de plus en plus* douloureuse sur les prix, alors que leurs modèles accusent un incontestable coup de vieux : face aux nouvelles Fiesta (Ford), Panda (Fiat), Polo (Volkswagen) ou à la Metro, de B.-L., les Renault 5, Citroën Visa, Peugeot 104 datent – pour ne pas parler des 2 CV ou des R 4, également situées sur le même créneau ! – seul Talbot, avec la Samba, ayant marqué des points.

L'irruption de G.M. risque de faire très mal. 270 000 véhicules en pleine capacité, c'est plus de 10 % du marché européen, qui seront obligatoirement grignotés aux uns et aux autres par le groupe américain. Il y a fort à parier que les deux français seront les premiers visés. Le fait que General Motors commence son lancement par la France – alors que Opel est basé en R.F.A. – est significatif, de même que les efforts accomplis par le groupe depuis un an pour tenter d'élargir son réseau, en reprenant des concessionnaires Talbot en rupture de ban. G.M. annonce certes des objectifs relative*ment modestes en France pour la fin* de 1982 (6 000 véhicules) et 1983 (26 000 unités). Mais avec 33 500 unités vendues en France dans ce créneau, la Fiesta de Ford a déjà fait mal... Et G.M. annonce des prix qui laissent présager une rude concurrence sur ce point : de 29 000 F à 34 000 F pour le modèle trois portes à 4 CV, à comparer aux *versions concurrentes* de la 104 (de 31 800 F à 39 400 F), de la R 5 (de 30 700 F à 39 900 F) et de la Samba (de 34 300 F à 37 500 F)... En clair, G.M. veut renouveler avec les mêmes méthodes *« l'exploit »* réussi par Ford depuis quelques années : les 355 000 Fiesta vendues l'an passé en Europe (produites essentiellement en Espagne) se sont hissées au second rang pour ce type de modèle, juste derrière la R 5, mais devant la Fiat 127. Ce n'est pas tout, hélas. Car les conséquences de cette offensive risquent de s'avérer également douloureuses en Espagne où, là aussi, les groupes français se retrouvent en première ligne. General Motors, devenu le sixième constructeur en Espagne, s'est engagé à exporter 90 % de sa production. *Mais sur un marché aussi déprimé* que celui de la péninsule ibérique (435 000 voitures vendues en 1981 contre 625 000 en 1974 !), *l'irruption , ne serait-ce que de* 20 000 à 25 000 nouveaux modèles, risque de peser lourd. D'autant que les Corsa, produites à très haute cadence, *dans des usines neuves, sur* la base d'éléments (moteur, boîte) importés pour 60 % de la valeur du véhicule, bénéficient de conditions de fabrication exceptionnelles en Espagne. Les autres constructeurs, sauf Ford, étaient contraints jusqu'en 1974 à intégrer 90 % de pièces espagnoles, et aucun n'a été autorisé à licencier du personnel en dépit de la chute de la production (stagnante depuis 1977). Or le premier vendeur en Espagne est Renault : 157 000 voitures sur une production de 269 000, suivi du groupe nationalisé Seat (123 700 véhicules), puis de Talbot (54 200 véhicules) et de Citroën (44 800). Comme prévoit de le faire G.M., Ford, second producteur, ne vend en effet en Espagne qu'une toute petite partie (56 000 sur 248 000) de sa production.

L'arrivée de G.M. a donc de bonnes raisons d'inquiéter, non seulement en *Europe*, les groupes français en Espagne, qui risquent d'être pris en tenaille entre les deux américains du groupe Seat, qui, avec près de 3 milliards de francs de pertes en deux ans et *86 000 voitures en stock* (70 % des ventes de l'année), vient de signer un accord avec Volkswagen, dont il produira (au rythme de 130 000 *unités* par an) et *distribuera* les modèles dans la péninsule. *« C'est de la folie furieuse*, assure le directeur d'une filiale française à Madrid, *la France, avec un marché de près de 2 milliards de voitures , a deux constructeurs, l'Espagne en a six pour un marché d'à peine plus d'un demi-million ! »*

VÉRONIQUE MAURUS.

AUX ÉTATS-UNIS

Bendix veut prendre le contrôle de Martin Marietta

Une bataille boursière pourrait s'engager outre-Atlantique pour le contrôle de Martin Marietta. Cette société, peu connue du grand public, est pourtant *l'un* des principaux fabricants américains de missiles (Pershing et Titan) et d'équipements aérospatiaux, avec un chiffre d'affaires de 3 milliards de dollars (21 milliards de francs).

Bendix Corporation, un des géants de l'équipement automobile et aéronautique de la machine-outil, avec un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de dollars (30 milliards de francs) a lancé, mercredi 25 août, une offre publique d'achat sur au moins 45 % du capital de Martin Marietta, au prix de 43 dollars l'action. Le dernier cours coté avant l'offre était de 33 dollars. Le conseil d'administration de Martin Marietta n'a pas fait connaître sa position. Mais, dans les milieux d'affaires, on pense qu'il s'opposera à cette O.P.A.

Bendix, qui compte consacrer à cette opération plus de 1,5 milliard de dollars, n'avait pas caché son intention depuis deux ans d'investir dans une société de technologie avancée. Ayant cédé certaines activités et filiales, notamment dans l'exploitation forestière, Bendix disposait d'une « cagnotte » de 800 millions de dollars.

En mars 1982, la firme allait tenter de prendre une participation importante dans R.C.A., le géant américain de l'audiovisuel et de la communication. Plus de 7 % du *capital de R.C.A.* étaient ainsi acquis en Bourse pour environ 100 millions de dollars. Mais la vive réaction des dirigeants de R.C.A. (*le Monde* du 11 mars) allait enrayer l'opération. Bendix a donc cherché une autre société, et son choix s'est finalement porté vers Martin Marietta.

Compte tenu du caractère stratégique des activités de Martin Marietta, les autorités américaines, et notamment le Pentagone, devraient suivre cette affaire de près. D'autant que Martin Marietta était en discussion avec la firme japonaise Nissan. Les deux sociétés négociaient, semble-t-il, un accord de coopération technologique aux termes duquel Martin Marietta aurait cédé à Nissan son savoir-faire dans les missiles, cette dernière apportant ses compétences dans la production de robots industriels.

Un tel accord, de nature à favoriser l'émergence d'une industrie militaire et spatiale japonaise, ne doit pas avoir que des partisans aux État-Unis. A cet égard, l'O.P.A. de Bendix tomberait à pic !

● **Des turbines françaises pour la R.A.T.P.** – M. Gilbert Gantier, député (U. D. F.) de Paris, *« s'étonne »* dans un communiqué que *« le directeur général de la R.A.T.P. ait publiquement annoncé qu'il avait décidé, dans le souci de contribuer à la reconquête du marché intérieur, d'équiper l'entreprise publique dont il a la charge de turbines de conception ancienne, mais à 100 % françaises »* (*le Monde* du 25 août). Dans une question écrite à M. Mauroy, il critique ce choix qui écarte des *« turbines moins coûteuses et plus performantes, mais construites sous licence étrangère »*

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

25 août

Repli

Après plusieurs jours de hausse, la Bourse de Paris a fait volte-face mercredi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est poursuivi durant toute la séance, et à la clôture l'indicateur instantané enregistrait une baisse de 0,8 % environ. Une faible activité a cependant continué de régner, et, plus qu'à une pression des ventes, le phénomène était surtout attribué à une raréfaction des ordres d'achat.

Autour de la corbeille, le mot d'ordre était à la prudence. Tous se posaient deux questions fondamentales. Wall Street allait-il reprendre son ascension ? Quelles mesures le conseil des ministres allait-il prendre pour relancer l'épargne ? Incapables d'y répondre, certains opérateurs ont préféré prendre leur distance. Autre sujet de préoccupation : les attaques dirigées sur le franc, qui a sérieusement faibli dans le Système monétaire européen. Des bruits ont à nouveau circulé faisant état de la création d'un franc financier. La rue de Rivoli a démenti, mais la devise-titre n'en a pas moins fléchi pour s'échanger entre 8,20 F et 8,26 F, contre 8,29 F-8,56 F la veille. Sa prime par rapport au dollar commercial, de 25 % environ est revenue en-dessous de 21 %.

La cotation de J. Borel a été suspendue jusqu'à nouvel avis. L'O.P.E. lancée par Novotel est prolongée au-delà du 10 septembre.

Une forte baisse de l'or a été enregistrée à Londres où l'once de métal précieux a coté 394,50 dollars contre 411,50 dollars et 407,75 dollars respectivement mardi midi et mardi soir.

A Paris, le lingot a reperdu 2 500 F à 85 500 F après 85 000 F. A parité, l'or a valu 389,64 dollars l'once sur notre place contre 401,95 dollars. Le napoléon a fait cavalier seul et poursuivi sa progression atteignant 630 F (+ 11 F). Le volume des transactions s'est élevé à 17,27 millions de F contre 16,65 millions.

NEW-YORK

Reprise

Favorisée par la vigueur des valeurs pétrolières mais aussi par de nouvelles rumeurs sur un prochain abaissement du taux de l'escompte, une reprise sensible a été enregistrée mercredi à Wall Street. Toutefois, tous les gains acquis n'ont pas pu être conservés, et l'indice des industrielles, qui un moment avait franchi la barre des 900 pour la première fois depuis un an, s'est finalement établi à 884,89, soit à 9,99 points au dessus de son niveau précédent.

Phénomène plus significatif encore de l'étonnant ressort du marché : sur 1966 valeurs traitées, 1 263 ont monté et 387 seulement ont baissé.

Qui plus est, ce redressement s'est opéré avec des volumes d'affaires toujours considérables. Au total 106,19 millions de titres ont changé de mains contre 121,70 millions la veille. Autour du « Big Board », les avis étaient partagés sur l'évolution à venir des cours. Certains analystes prédisaient que le marché allait reperdre un tiers, voire la moitié du terrain gagné. Pour sa part, M. Joseph Granville, un expert fort écouté, affirmait que le temps de vendre était venu. D'autres, au contraire, pronostiquaient une nouvelle hausse. Difficile, dans ces conditions de se faire une opinion. En attendant, les pétroles ont monté suite à des informations en provenance de Bagdad faisant état d'un bombardement par l'aviation syrienne du terminal iranien de l'île de Kharg.

VALEURS	Cours du 24 août	Cours du 25 août
Alcoa	28	28 3/8
A.T.T.	57 1/8	56 6/8
Boeing	21 3/4	22 1/8
Chase Manhattan Bank	35 3/4	36 1/4
Du Pont de Nemours	33 3/8	34 1/4
Eastman Kodak	78 1/2	79 1/4
Exxon	27 3/4	29
Ford	26 3/4	28
General Electric	70 5/8	71 1/4
General Foods	37 3/4	38 1/2
General Motors	47 7/8	47 7/8
Goodyear	25 1/4	25 5/8
I.B.M.	68 1/4	69 1/4
I.T.T.	26 5/8	27 1/8
Mobil Oil	22 1/8	23 1/8
Pfizer	61 1/2	62
Schlumberger	35 7/8	37 1/2
Texaco	29	29 3/4
U.A.L. Inc.	29	20 1/2
Union Carbide	48 1/2	49 1/8
U.S. Steel	18 3/4	19 3/8
Westinghouse	29 3/4	30 7/8
Xerox Corp.	31 1/9	31 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

JACQUES BOREL INTERNATIONAL. – La cotation de l'action Jacques Borel International, qui avait repris le 4 août dernier à la Bourse de Paris, a été de nouveau interrompue à compter du 25 août et jusqu'à nouvel avis par la Chambre syndicale des agents de change. Celle-ci précise dans le même temps que l'offre publique d'échange (O.P.E.) lancée par la chaîne hôtelière Novotel sur J.B.I. est prolongée au-delà du 10 septembre prochain, date initialement prévue pour la fin de cette opération financière, sans fixer de nouvelle date-limite.

Ces décisions ont été prises à la demande du Comité de surveillance des offres publiques en Bourse. Réuni mercredi 25 août, celui-ci a enregistré l'engagement irrévocable pris par la société Sodexho, autre candidat à la fusion avec Jacques Borel International, de déposer un nouveau projet d'offre publique d'achat, concurrente de l'O.P.E. de Novotel, dans l'éventualité où le ministère de l'économie et des finances ne ferait pas obstacle à cette nouvelle offre.

SAINT-GOBAIN. – Les ventes nettes consolidées du premier semestre 1982, hors activité informatique, ont atteint 24,5 milliards de francs, contre 21,5 milliards de francs durant la période correspondante de 1981. A structure comparable (compte tenu de l'absorption par Bois Déroulés Océan, devenu Rougier Océan Landex, de S.P.P.M., de Landex et d'une partie des activités de Rougier), la progression ressort à 11,8 %, précise la société, ajoutant que l'accroissement est ramené à 10,7 % d'une période à l'autre en monnaie nationale, c'est-à-dire après élimination des changements de parités intervenus depuis un an.

GROUPE S.K.F. – Le bénéfice du groupe pour le premier semestre, avant différences de change, s'élève à 404 millions de couronnes, contre 511 millions, pour un chiffre d'affaires de 7 352 millions de couronnes (+ 8 %). La marge bénéficiaire de la division « roulements » s'est réduite à 5,8 %. En revanche, la division « acier », qui était déficitaire, a dégagé des profits, sa marge bénéficiaire atteignant 3,1 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	23 août	24 août
Valeurs françaises	98,5	99,5
Valeurs étrangères	113,3	114,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	24 août	25 août
Indice général	96,7	96,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 26 août .... 14 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 août	26 août
1 dollar (en yens)	251,45	252,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 25 AOUT

[illegible]

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1778	4,5 % 1973	1830	1825	1829	1806
3220	C.N.E. 3 %	3225	3215	3215	3215
300	Agence Havas	298 20	302 20	302 20	300
435	Air Liquide	437	439	435 20	435
330	Als. Superm.	321	343 40	343 40	345
68	A.L.S.P.I.	70	70	70	68 60
125	Alsthom-Atl.	125	128 50	128 50	128 90
820	Amrep	820	815	815	810
160	Applic. gaz	159	158 20	158 20	155

[illegible]

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/8	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 809	6 815	6 600	6 950
Allemagne (100 DM)	280 260	281 470	271	285
Belgique (100 F)	14 581	14 644	13 300	14 400
Pays Bas (100 fl.)	255 400	256 650	247	259
Danemark (100 krd)	80 200	80 670	77	83
Norvège (100 k)	103 750	104 400	99	105
Grande-Bretagne (£ 1)	11 958	12 036	11 600	12 300
Grèce (100 drachmes)	9 877	9 917	9	11
Italie (1 000 lires)	4 963	4 981	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	331 950	333 760	319	337
Suède (100 krs)	112 510	113 130	108	115
Autriche (100 sch)	39 840	40 060	38 600	40 300
Espagne (100 pes.)	6 213	6 242	585	6 300
Portugal (100 esc.)	8 010	8 040	7 400	8 600
Canada ($ can 1)	5 508	5 549	5 380	5 640
Japon (100 yens)	2 696	2 717	2 580	2 700

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/8
Or fin (kilo en barre)	88000	84000
Or fin (en lingot)	88000	85500
Pièce française (20 fr)	619	630
Pièce française (10 fr)	440	.....
Pièce suisse (20 fr)	570	580
Pièce latine (20 fr)	522	550
Souverain	649	679
Pièce de 20 dollars	2940	2980
Pièce de 10 dollars	1460	1510
Pièce de 5 dollars	772 50	.....
Pièce de 50 pesos	3490	3575
Pièce de 10 florins	535	587

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Un deuxième bébé est né grâce à la « banque de sperme des prix Nobel ».* Une psychologue célibataire âgée de quarante ans a donné naissance, le 24 août à Los Angeles, au deuxième bébé engendré grâce à la « banque de sperme des prix Nobel » fondée par M. Robert Graham.



ACCUEILLIS EN PROTECTEURS PAR LES MUSULMANS

Les soldats français se sont déployés à Beyrouth-Ouest

De notre correspondant

Beyrouth. — Des légionnaires imperturbables rejoints, ce jeudi matin, par des paras encore un peu surpris de débarquer dans cette ville en pleine cohue, dans le cirque d'un baroud permanent ; le drapeau tricolore flottant un peu partout sur des immeubles en ruine, en plein cœur de Beyrouth, dans les quartiers les plus musulmans de la ville : pour qui connaît, même peu, la géopolitique libanaise, il y a de quoi rester rêveur.

Certes, les temps changent. Mais, quand on pense que les chrétiens étaient accusés par les musulmans, il y a peu encore, d'être les *« fils chéris de la France »* et que *ces mêmes musulmans* accueillent aujourd'hui les soldats français en protecteurs, on ne peut que le relever.

Ce sont six cents soldats français environ qui, déployés autour de la résidence de l'ambassadeur de France, transformée en Q.G., sont installés à l'un des principaux points intersecteurs de Beyrouth, près du Musée, du côté musulman. Reçus en amis, ils n'ont pas eu de problème de relève avec les Palestiniens, là où elle a eu lieu. Ils côtoient des barrages de milices locales — mourabitouns et autres — dans la plus grande bonhomie.

Les soldats français se sont déployés vers Tayouné, du côté sud, comme ils devaient le faire, tenant le quadrilatère Ecole des lettres - Hippodrome - forêt des Pins. Ils vont soit pousser vers le sud, à la place des Italiens, soit aller vers le centre-ville, en direction du nord, jusqu'à atteindre le carrefour de Sodeco, soit faire les deux à la fois.

Les Français sont, en effet, finalement les seuls à s'acquitter complètement de la tâche qui leur est dévolue. Et ils s'en acquittent bien. En réalité, ils en font plus que prévu pour pallier la défaillance des uns et des autres.

Les Américains, arrivés le cinquième jour de l'opération, ne veulent pas sortir de l'enceinte portuaire où ils se sont retranchés et ne veulent pas de contact avec foules armées qui accompagnent les combattant palestiniens évacués. Qu'à cela ne tienne... Quarante légionnaires restent sur place au port pour faire écran. D'autant que cela rassure les Palestiniens eux-mêmes.

Les Italiens n'en finissent pas de voguer vers Beyrouth. Les légionnaires se chargent de leur travail. Ils sont ainsi allés réceptionner et convoyer *soixante* camions vides de l'armée syrienne à partir de Sofar, sur la route Damas-Beyrouth, pour leur faire traverser toutes les lignes israéliennes et chrétiennes et les faire pénétrer à Beyrouth-Ouest, d'où ils partiront jeudi après-midi ou vendredi, après avoir embarqué mille quatre cents à mille cinq cents soldats syriens bloqués ici. De nouveau — le temps que les Italiens, dont les premiers éléments sont finalement arrivés jeudi, se déploient et s'acclimatent, — ce sont sans doute les Français qui convoieront les Syriens au retour. Ce sera la première évacuation par la route.

Quand le départ des Palestiniens sera terminé, en principe dans neuf jours, restera l'opération tout aussi délicate, sinon plus, consistant à mettre en selle l'armée et les forces de sécurité libanaises à Beyrouth-Ouest : ce ne seront sans doute ni les Américains ni les Italiens qui seront en première ligne à ce moment-là.

LUCIEN GEORGE.

(Lire nos autres informations pages 3 et 4.)

● *Arrestation de communistes français à Tel-Aviv.* — Sept membres des Jeunesses communistes françaises ont été arrêtés, mercredi 25 août, à l'aéroport de Tel-Aviv, alors qu'ils s'apprêtaient à regagner Paris, a indiqué le secrétaire de la Ligue israélienne des droits de l'homme. Ils auraient été interrogés par la police israélienne, qui leur reproche de détenir du matériel de *« propagande palestinien »*, a ajouté le secrétaire.

Cette délégation des Jeunesses communistes revenait d'un séjour dans la ville arabe israélienne de Nazareth, où elle avait participé à un camp de travail avec les jeunesses communistes locales. La municipalité, communiste, de Nazareth a protesté contre ces arrestations, affirmant que les jeunes communistes français n'étaient en possession que de *« quelques cassettes de musique palestinienne et d'ouvrages littéraires offerts durant leur séjour »*. De son côté, M. Pierre Laurent, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes de France, *a manifesté*, à Paris, son *« indignation »* devant une *« atteinte inqualifiable aux droits de l'homme »* et réclamé la *« libération immédiate »* des jeunes gens.

TÉLÉVISIONS
SPÉCIAL MOIS D'AOUT
● Magnifiques TV N.-B. 31 cm, à partir de 100 F
● Magnifiques TV couleur RADIOLA ou THOMSON, à partir de 650 F
Reprise des anciens téléviseurs
Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois
Tél. : 681-48-92 (6 lignes groupées)

MP
L'été du diamant
Cette bague saphir entourage diamants créée par MP, vaut 19.900 F vous la porterez sans attendre avec un versement comptant de 1.990 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier
Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs Emeraudes
PUBLIMIT 32
MP
4, pl. de la Madeleine 260.31.44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit sur demande

M. MITTERRAND AU CAIRE EN NOVEMBRE

M. Mitterrand fera une visite officielle en Egypte en novembre, a déclaré mercredi 25 août au Caire, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, à son retour de Paris.

Bien que la date de cette visite ne soit pas officiellement confirmée à Paris, il semble bien qu'elle soit envisagée pour la seconde semaine de novembre.

CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

Les textes créant un nouveau système de recrutement sont publiés

Les décrets instituant, à titre provisoire, un nouveau mode de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur sont publiés au *Journal officiel* de ce 26 août. Rappelons que ces décrets, au nombre de quatre, analysés dans nos éditions du 5 août, portent sur la création d'un conseil supérieur provisoire des universités (C.S.P.U.), ex-C.S.C.U., lui-même ex-C.C.U. ; sur le statut particulier des professeurs d'université ; sur l'institution de « commissions de spécialité et d'établissement », qui remplacent les commissions de spécialistes ; enfin, sur le recrutement interne.

La version définitive de ces textes n'apporte que des changements de détail, notamment dans les modalités de vote des commissions de spécialité et les conditions requises pour qu'un assistant puisse devenir maître-assistant (six ans d'enseignement supérieur public, et non plus dix ans). Rappelons enfin que ces décrets ne s'appliqueront que pour l'année universitaire 1982-1983, puisqu'une nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur doit être élaborée pour la rentrée 1983.

• Hausse du dollar et de l'or • Stabilité du franc

Au lendemain de la publication du communiqué du ministre de l'économie et des finances démentant les rumeurs faisant état d'une prochaine sortie du franc du Système monétaire européen, le calme est revenu sur les marchés des changes. De nouveau en baisse à l'ouverture — le cours du D.M. a progressé jusqu'à 2,8230 F, son plus haut niveau — le franc s'est par la suite légèrement redressé, le D.M. s'inscrivant à 2,8147 F.

Le dollar, de son côté, a nettement progressé à Paris (6,85 F contre 6,8150 F) mais aussi à Francfort (2,436 D.M. contre 2,4175).

L'or a également vivement monté, le cours de l'once se traitait entre 413 et 415 dollars contre 401 dollars la veille.

Alors qu'il prépare activement la sortie du blocage des prix et des salaires, le gouvernement se trouve confronté à un problème dont il se serait bien passé : la faiblesse du Franc, notamment, vis-à-vis du Deutschmark, dont le cours est passé, entre le 19 et le 25 août de 2,78 à 2,82 F, en dépit des interventions de la Banque de France.

Ce recul s'explique, en premier lieu, par des raisons techniques. La hausse du dollar, en affaiblissant le Deutschmark, protégeait, en quelque sorte, le Franc. Sa baisse amorcée au milieu de la semaine dernière a eu un effet inverse.

Mais ces considérations ne sauraient tout expliquer. Il est certain que la baisse du franc a été accentuée par les rumeurs qui ont circulé tous ces derniers jours sur une sortie de notre devise du système monétaire européen ou la création d'un double marché des changes. Démenties une première fois officieusement, elles l'ont été une seconde fois officiellement par un communiqué du ministre de l'économie et des finances, publié le 25 août, qui déclarait :

« Alors que des rueurs non justifiées circulent sur le marché des changes, je voudrais rappeler que la politique économique et financière de la France est fondée sur l'appartenance de sa monnaie au système monétaire Européen (SME) : le SME comme traduction de notre engagement en faveur d'une communauté Européenne de plus en plus solidaire et dynamique. Le SME comme appui de notre politique, profondement engagée dans une lutte pour réduire l'inflation et le déséquilibre des échanges extérieurs.

» Cette politique sera poursuivie et renforcée. Elle se verra dotée de tous les moyens politiques sociaux et techniques de sa réussite, dans cet effort collectif pour mieux maîtriser les prix et tous les revenus, pour développer la compétitivité de l'appareil de production.

» Là encore, la France pourra bénéficier de l'aide logistique des mécanismes du SME sans oublier les possibilités qu'elle a par ailleurs de renforcer par diverses voies d'emprunt le montant des resrves de changes immédiatement disponibles. »

Ce communiqué appelle plusieurs remarques. Sa longueur est insolite. D'ordinaire, les démentis en cette matière sont plus laconiques. En rappelant, avec quelque solennité, que *« la politique économique et financière de la France est fondée sur l'appartenance de sa monnaie au système monétaire européen »*, M. Delors a sans doute voulu répondre à ceux qui pensent, à tort ou à raison, que l'unanimité ne règne pas au sein du gouvernement sur la conduite à suivre en matière monétaire. Dans l'entourage du premier ministre, on affirme que ce débat n'est plus de saison et qu'il a été tranché il y a plusieurs mois.

Au-delà de ces rumeurs, il est évident que, dans certains milieux financiers, on continue de penser que la dévaluation de juin a été insuffisante et que la monnaie française est en sursis. Le très sérieux *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, très lui dans les milieux d'affaires allemands, n'affirmait-il pas au début du mois d'août qu'une troisième dévaluation était *« inévitable »* afin de rétablir l'équilibre de la balance commerciale ?

Pour l'heure, les pouvoirs publics sont manifestement décidés à éviter tout nouveau glissement du franc, qui pourrait déclencher une tempête spéculative. Ils seront peut-être aidés dans leur tâche par le redressement du dollar et la baisse des taux d'intérêt en Allemagne fédérale. A plus long terme, bien sûr, tout dépendra de la manière dont sera négociée la sortie du blocage des prix et des revenus.

LA HAUSSE DES PRIX DU MOIS DE JUILLET EST CONFIRMÉE : + 0,3 %

L'indice des prix de détail, calculé par l'INSEE pour le mois de juillet, a augmenté de 0,3 %, passant de 319,2 à 320,1 sur la base 100 en 1970. En un an (juillet 1982 comparé à juillet 1981), la hausse des prix est de 11,9 %.

• Les prix des produits alimentaires ont baissé de 0,2 % en un mois.

• Les prix des produits manufacturés ont augmenté en un mois de 0,4 %. Les produits manufacturés du seul secteur privé ont augmenté de 0,3 %.

• Les prix des services ont augmenté de 0,5 % en juillet. Les services privés sont en hausse de 0,6 % et les tarifs publics de 0,8 %. Les loyers, malgré le blocage, ont augmenté de 0,9 %.

Washington nuance son jugement sur les prix de vente des aciers européens

Washington (*A.F.P. - Reuter*). — Le département américain du commerce a jugé définitivement, le mercredi 25 août, que les exportations d'acier de six pays de la C.E.E. vers les Etats-Unis avaient bénéficié de subventions. Toutefois, celles-ci ont été au maximum de 26 % du prix et non de 40 % comme il avait été estimé dans une enquête préliminaire. Les six pays européens en cause sont les suivants : France (Sacilor, Usinor, Dilling), Allemagne fédérale, Italie, Grande-Bretagne, Belgique et Luxembourg.

En annonçant son verdict, M. Malcom Baldrige, secrétaire au commerce, a précisé que les aciers européens vendus aux Etats-Unis avaient bénéficié, en 1981, de 1,3 milliard de dollars (environ 7.80 milliards de francs) d'aide.

Depuis le 10 août, date à laquelle avait été déposé le rapport préliminaire, les importateurs américains d'aciers européens sont tenus de verser des cautions d'un montant équivalant aux évaluations de subventions pour ces produits. Cela a eu pour effet, bien évidemment, de faire monter leurs prix.

La commission du commerce international (I.T.C.) à Washington décidera le 8 octobre si la sidérurgie américaine a subi un préjudice du fait de ces subventions. Dans l'affirmative, les dépôts laissés en caution serviront à payer des taxes additionnelles.

Des deux côtés de l'Atlantique, les avertissements se multiplient sur la nécessité d'éviter une *« guerre commerciale »*. Au début du mois d'août, Washington et Bruxelles étaient parvenus à un compromis prévoyant des restrictions volontaires de ventes d'acier européen outre-Atlantique (sur la plupart des produits sauf les tubes et tuyaux qui devaient faire l'objet d'un arrangement particulier). Cet accord a été bientôt dénoncé par deux des principaux sidérurgistes américains, l'U.S. Steel et Bethlehem Steel.

M. Baldrige a *réaffirmé* mercredi que ce compromis *« donnerait aux industriels américains davantage de stabilité que des procès incessants »*. *« C'est* [aux hommes d'affaires], a-t-il ajouté, *de savoir où est leur intérêt et quelle est la meilleure méthode pour combattre les pratiques de dumping. »*

Restructuration de la société Gaumont

Une modification de l'organigramme est intervenue à la société Gaumont en raison de la diversification croissante du groupe dans le domaine de la communication (1). Ainsi les activités cinématographiques seront-elles désormais nettement séparées des autres secteurs.

M. Daniel Toscan du Plantier, directeur général de l'entreprise (présidée par M. Nicolas Seydoux), devient aussi le directeur général de la nouvelle division Gaumont-Cinéma. Dans ce secteur ont été nommés à ses côtés deux directeurs généraux adjoints : M. Denis Chateau, qui assurait la programmation commune Gaumont-Pathé, reste directeur de l'exploitation, mais s'occupera désormais de la production et de la promotion du film pour la France ; et M. Roland Goudé se voit confier les questions de gestion.

M. Daniel Toscan du Plantier, qui entend se dégager ainsi « de la vie quotidienne du film », annonce qu'il se préoccupera désormais davantage des opérations internationales et de la stratégie du groupe dans son entier, à travers les filiales et les partenaires extérieurs. Si M. Alain Poiré demeure responsable de l'unité de production, cette restructuration revient à confier la « stratégie du film » à M. Denis Chateau, même si les productions de type Bergman ou Fellini — mettant en jeu des partenaires étrangers — restent encore dans les mains du directeur général.

La Gaumont annonce, d'autre part, l'arrivée de M. Michel Pascal, qui *quitte Europe 1* pour devenir chef de la publicité-films, dont s'occupait auparavant Mme Martine Offroy. Cette dernière, qui demeure chargée des relations extérieures du groupe, s'occupera plus complètement de la société Edivisuel, dont elle est le président - directeur général. Enfin, M. René Bonnel, chargé de la distribution, sera l'animateur de Gaumont-Diffusion, qui devrait être bientôt créé. Cette société sera une « structure autonome » chargée de la diffusion sur tous les supports (notamment la vidéo) des produits Gaumont (ou autres...).

M. L. B.

(1) En deux ans, Gaumont a pris de nombreuses participations majoritaires, notamment, chez Erato (musique), Ramsay (éditions) et à l'hebdomadaire *le Point*. Le groupe a créé, avec les éditions Gallimard, la société Edivisuel pour développer l'exploitation sous forme audiovisuelle des œuvres littéraires. Avec la compagnie américaine Columbia, Gaumont a fondé la compagnie Triumph, chargée de la distribution de films aux États-Unis.

Le numéro du « Monde » daté 26 août 1982 a été tiré à 480 755 exemplaires.

Encore 4 jours
Ouvert dimanche 29
TAPIS
-50 %
maison de l'iran
65, Champs-Elysées (8e) 225.62.80

NOUVELLES BRÈVES

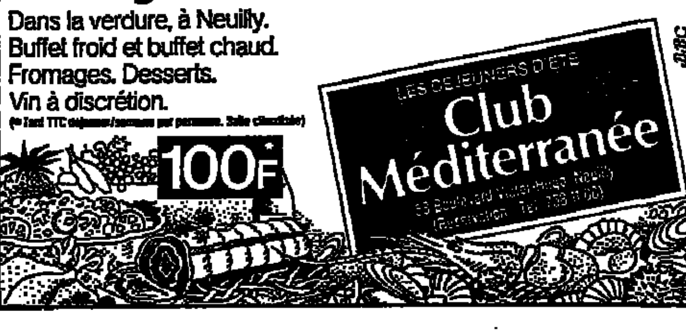
● *Détournement sur Munich d'un appareil de la LOT qui devait relier Budapest à Varsovie.* Deux Polonais, dont on ignore l'identité, ont détourné, mercredi 25 août, sur la capitale bavaroise un Ilyouchine-18 des lignes polonaises en menaçant l'équipage avec de fausses bombes fabriquées avec des bougies et des ficelles. Les deux pirates de l'air ont expliqué, à l'arrivée, qu'ils souhaitaient demander l'asile politique en R.F.A. L'avion est reparti avec son équipage et ses passagers, à l'exception d'un troisième qui, à l'origine, voulait gagner Ratisbonne, via Varsovie. — *(A.F.P.*

● *Corse : le F.L.N.C. et les Maghrébins.* — Au cours de la conférence de presse clandestine qu'il a réunie le 24 août *(le Monde* du 26 août), le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a repoussé toute responsabilité dans les récents attentats commis contre les travailleurs maghrébins. Ces actions sont, selon lui, *« l'œuvre de provocateurs ». « Ces travailleurs surexploités ont droit à la dignité et au respect »*, a ajouté le F.L.N.C.

● *Cinq attentats en Haute-Corse.* Cinq attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit du 24 au 25 août en Haute-Corse contre deux villas, un garage et deux voitures automobiles appartenant à des « continentaux » ou àdes étrangers.

● *Une fuite d'eau radioactive* a amené les autorités de la Tennessee Valley Authority à arrêter l'un des réacteurs de la centrale nucléaire américaine de Browns-Ferry (Alabama). Selon les exploitants de la centrale, l'eau contaminée est restée confinée dans le bâtiment du réacteur, et la fuite, qui ne présente pas, disent-ils, de caractère alarmant, devrait être colmatée d'ici quelques jours.

Déjeuner "fraîcheur"?
Dans la verdure, à Neuilly.
Buffet froid et buffet chaud.
Fromages. Desserts.
Vin à discrétion.



Cours Arthur Rimbaud
8, rue Saint-Augustin
75002 PARIS - Tél : 261-31-14
PRÉ-RENTRÉE 1982
Recyclage en
— Mathématiques
— Sciences physiques
— Sciences économiques
— Français
du 3 septembre au 9 septembre
de la 3e aux terminales

A B C D F G H